

cahiers

LEON TROTSKY

NUMÉRO SPÉCIAL
LES TROTSKYSTES
EN UNION SOVIÉTIQUE
I

6

1980

INSTITUT LEON TROTSKY 29, RUE DESCARTES 75005 PARIS
PUBLICATION TRIMESTRIELLE. DIFFUSION E. D. I.

INSTITUT LÉON TROTSKY

Association selon la loi de 1901

Siège social : 29, rue Descartes, 75005 PARIS - Tél. : 329.55.20

L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'œuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des Œuvres de Léon Trotsky en une édition la plus complète possible, établie sur une base scientifique [...], réaliser une large collaboration internationale [...] éditer les Cahiers Léon Trotsky destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut Léon Trotsky et à permettre la publication de textes et documents divers, concernant l'auteur et le mouvement ouvrier, mis à jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toutes informations, documentation ou archives concernant Trotsky et son œuvre [...]. (Extrait des Statuts de l'Association.)

BUREAU DE L'INSTITUT

Marguerite Bonnet (présidente), Pierre Broué (direction scientifique)
Michel Dreyfus, Jean-François Godchau, Jean Risacher.

Cahiers Léon Trotsky

Rédaction et Administration
29, rue Descartes, 75005 Paris
Tél. : 329-55-20

PRIX DE CE NUMERO : 35,00

ABONNEMENT

1979 : Nos 1 à 4 — France : 70,00 — Etranger : 85,00
1980 : Nos 5 à 8 — France : 80,00 — Etranger : 100,00

Abonnements de soutien : 200 F, 300 F, 400 F, 500 F...

REABONNEMENT

Pour les abonnés aux trois premiers numéros nous proposons le réabonnement des nos 4 à 8 :

France : 100,00 F, étranger : 125,00 F

ou Abonnement de soutien (cf. indications Cahiers L.T., n° 3, p. 247)

Règlement à l'Institut Léon Trotsky par chèque bancaire ou C.C.P. PARIS 20947-83 U.

Pour tout envoi avion, nous consulter.

N° ISSN 0181-0790

cahiers
LEON TROTSKY

N° 6

1980

SOMMAIRE

Hugo DEWAR 3

Les trotskystes
en Union soviétique (I)

Pierre BROUÉ. — Les trotskystes en Union soviétique (1929-1938) 5

DOCUMENTS 67

1° Partie. — Déclarations politiques 69

SMILGA, RAKOVSKY, MOURALOV, RADEK. — Déclaration au XV° congrès
du P.C. de l'U.R.S.S. concernant la demande d'exclusion de l'Oppo-
sition, 17 décembre 1927 71

PRÉOBRAJENSKY, RADEK, SMILGA. — Déclaration, 10 juillet 1929 74

RAKOVSKY, KOSSIOR, OKOUDJAVA. — Déclaration au comité central et
à la commission centrale de contrôle, 22 août 1929 78

SMIRNOV, BOGUSLAVSKY. — Déclaration au C.C. du P.C.U.S. et à la
C.C.C. du P.C.U.S., 27 octobre 1929 87

RAKOVSKY, KOSSIOR, MOURALOV, KASPAROVA. — Déclaration en vue du
XVI° congrès du P.C.U.S., 12 avril 1930 90

2 ^e Partie. — Textes de discussion	105
ASKENDARIAN, BERTINSKAIA. — La politique de la girouette, 30 janvier 1930	107
TSINTSADZÉ. — Lettre à Mikhail N. Okoudjava, 10 février 1930	115
DINGELSTEDT. — Entre le XV ^e et le XVI ^e congrès du P. C. U. S., mai 1930	121
Déclaration de la colonie des déportés de Kamen, 4 avril 1930	143
Lettre de Khodjent à Khristian G. Rakovsky, 2 juin 1930	149
Déclaration de déportés de Roubtsovsk au comité central du parti, 4 juin 1930	152
IAKOVINE, SOLNTSEV, STOPALOV. — La crise de la révolution. Les perspectives de lutte et les tâches de l'Opposition. La situation internationale, juin 1930	154
KHOTIMSKY, CHEINKMAN. — Lettre à Kh. G. Rakovsky sur la déclaration, 5 juillet 1930	172
TRIGUBOV. — La déclaration d'avril et ses suites, 30 juillet 1930	177
Déclaration du groupe de déportés de Kansk au présidium du XVI ^e congrès du P. C. U. S. (V. K. P. b), 4 juillet 1930	180
Repères chronologiques	185

Le n° 7 des *Cahiers Léon Trotsky* sera également consacré aux « trotskystes en Union soviétique », avec des documents en majorité inédits issus des « papiers d'exil » : rapports, lettres politiques et personnelles et des textes de Trotsky et Sedov sur le travail politique mené par eux en direction de l'Union soviétique.

Revue trimestrielle
PUBLICATION DE L'INSTITUT LEON TROTSKY
29, rue Descartes, 75005 PARIS



Hugo DEWAR

1908-1980

(Photographie prise en 1978
envoyée pour les C. L. T.
par Margaret Dewar)

Hugo Dewar, qui était né le 9 août 1908, est mort le 14 juin 1980. Avec lui disparaît un militant trotskyste de la première heure et un ami fidèle de notre Institut.

Fils d'acteurs, Hugo avait quitté l'école à seize ans pour gagner sa vie comme représentant de commerce. Il avait adhéré à l'Independent Labour Party en 1928 et, peu après, avait fait la connaissance de F. A. Ridley qui l'avait gagné à la petite « Marxian League », laquelle regroupait à Londres quelques oppositionnels de gauche, Anglais comme Ridley, Hindou comme Aggarwala et Cinghalais comme Colvin Da Silva et Leslie Gunawardena. Il avait milité avec eux, comme dans son syndicat (N. U. S. D. A. W.) et avait été le seul à s'opposer aux « thèses » élaborées par Ridley et Aggarwala que Trotsky allait d'ailleurs soumettre à une critique sévère. La « Marxian League » ayant volé en éclats, Hugo se lia à un autre noyau d'Opposition de gauche, le groupe de Balham, dont il devint un des animateurs et décida avec lui d'adhérer au P. C. britannique en tant qu'oppositional.

Exclu du P. C. avec le Balham Group, il fonda alors la première section britannique de l'Opposition de gauche, la

Communist League. Avec sa majorité, il refusa l'entrisme dans l'I. L. P. proposé par Trotsky en 1933 et continua la publication de l'organe de la C. L., Red Flag (Le Drapeau Rouge). Son groupe était resté à l'écart de la IV^e Internationale pendant plusieurs années, mais il fut en 1936 l'artisan d'un rapprochement, reprenant, au nom de son groupe, dont les militants étaient entrés dans le Labour, une correspondance avec Trotsky qui souhaitait investir les militants britanniques dans ce parti de masse. Il joua un rôle extrêmement important dans l'organisation, en Grande-Bretagne, de la lutte contre les procès de Moscou et pour la défense de Léon Trotsky et de la vérité. En 1938, il se retrouva dans la section britannique, réunifiée après des années de scission. Il fut mobilisé pendant la seconde guerre mondiale. Après la guerre, il choisit plutôt de se consacrer à l'enseignement et à la rédaction de plusieurs ouvrages qui sont des réquisitoires contre le stalinisme et le G. P. U. (Assassins at Large, The Modern Inquisition) ainsi qu'une défense des révolutionnaires hongrois (Revolution and Counter-Revolution in Hungary).

Hugo et sa chère compagne Rita étaient non seulement des collaborateurs, au sens plein du terme, mais des amis de l'Institut. Notre camarade Pierre Broué avait trouvé chez eux, au mois de mai, un accueil amical : Hugo a reçu Pierre à l'hôpital et a tenu à donner plusieurs renseignements importants sur l'histoire du mouvement britannique. Hugo vivra dans notre souvenir. Nous embrassons chaleureusement Rita.

Pierre BROUÉ

Les trotskystes en Union soviétique

(1929-1938)

Les organismes de la dictature prolétarienne ne peuvent pas admettre qu'il existe dans le pays de la dictature du prolétariat une organisation illégale antisoviétique qui, bien que numériquement insignifiante, possède néanmoins ses propres imprimeries, ses comités, tente d'organiser des grèves antisoviétiques et prépare ses partisans à une guerre civile contre la dictature prolétarienne [...]

Il ne semble pas que tous les membres du parti se rendent compte clairement qu'entre l'ancienne opposition trotskyste au sein du P. C. U. S. et l'organisation trotskyste illégale actuelle qui se trouve en dehors du P. C. de l'U. R. S. S., il existe un abîme profond. Cependant il est grand temps de s'assimiler cette vérité manifeste. Il est donc absolument inadmissible de prendre cette attitude « libérale » vis-à-vis des organisations trotskystes illégales actives qui se manifeste parfois chez certains membres du parti. Tous les membres du parti doivent en prendre note.

*Editorial de la Pravda,
24 janvier 1929.*

LA longue fermeture des « papiers d'exil » a contribué à fausser l'optique de bien des travaux historiques sur l'U. R. S. S. Faute des documents qui sont aujourd'hui accessibles, on a réduit l'Opposition de gauche, puis la IV^e Internationale qui en est issue, à un simple reflet des étincelants pamphlets de Trotsky. En réalité, l'organisation, puis le courant bolchevik-léniniste dans le parti communiste d'Union soviétique ont constitué le noyau de l'Opposition de gauche internationale — à l'intérieur de l'Internationale communiste — donc de la IV^e Internationale. Il y a, à travers les militants soviétiques, une véritable filiation, un

lien historique concret entre le bolchevisme et le trotskysme, alors que la version traditionnelle ne voit entre eux qu'une identité de vues, voire une simple répétition.

Le travail d'annotation des *Œuvres* de Trotsky (1) nous a conduits sur les traces de ses camarades de combat en Union soviétique même. A travers notre travail de documentation, nous avons d'abord découvert le rôle important joué en direction des militants du P. C. de l'étranger par des Russes, membres de l'Opposition, « exilés » dans la diplomatie ou les missions économiques comme le furent par exemple à Paris Khristian G. Rakovsky ou Préobrajensky (2).

En mission gouvernementale officielle, ces militants inscrivaient en réalité une partie de leur activité politique dans le cadre d'un travail « fractionnel » — en d'autres termes, c'est par leur intermédiaire que l'Opposition russe essaya à l'étranger. On sait par exemple que ce fut Piatakov, mandataire de l'Opposition unifiée à Paris qui finança la création de *Contre le Courant* et s'efforça vainement d'unifier les groupes français d'opposition en 1926 (3). On sait également que les premières initiatives pour constituer en Tchécoslovaquie une opposition unifiée ont été encouragées et soutenues matériellement par le diplomate soviétique Kanatchikov (4). Les souvenirs de l'Allemande Ruth Fischer (5) abondent en détails de ce type : A. V. Hertzberg (6) attaché à la légation commerciale de

(1) Huit volumes ont paru depuis deux ans, couvrant la période qui va de mars 1933 à mars 1936.

(2) Khristian G. RAKOVSKY (1873-1941), socialiste roumain, bulgare, membre du C. C. bolchevique après la révolution et président du conseil des commissaires du peuple en Ukraine avait été ambassadeur d'U. R. S. S. en France de novembre 1925 à octobre 1927. Evgenii A. PRÉOBRAJENSKY (1886-1938), ancien secrétaire du parti, dirigeant de l'Opposition de gauche dont il était le théoricien en matière économique, avait été affecté quelque temps à Paris en 1927.

(3) Iouri L. PIATAKOV (1890-1937), fils d'industriel, d'abord anarchiste, avait rejoint le parti en 1910 ; dirigeant du parti en Ukraine pendant la guerre civile, il avait été l'un des premiers de l'Opposition de gauche en 1923. Il avait été affecté à Paris pendant quelques mois en 1926.

(4) Simon I. KANATCHIKOV (1879-1940), vieux-bolchevik lié à Zinoviev, était en 1927 chef de l'agence de presse soviétique en Tchécoslovaquie. Les rapports de police tchécoslovaques de l'époque l'accusent formellement d'avoir financé l'Opposition dans ce pays et d'avoir assisté à la réunion d'oppositionalistes organisée par Neurath le 23 novembre 1927.

(5) Ruth FISCHER était le pseudonyme militant — devenu une véritable identité — d'Elfriede EISLER (1895-1961), qui avait été le chef de file de la « gauche » du P. C. allemand de 1920 à 1924, et l'un des chefs de ce parti par la grâce de Zinoviev et de l'I. C. en 1924-25. Exclue du parti en 1926, elle avait fondé le *Leninbund* qui se voulait la réplique « allemande » de l'Opposition unifiée d'U. R. S. S., mais l'avait quitté après la capitulation de Zinoviev et Kamenev devant Staline. Réfugiée aux Etats-Unis pendant la seconde guerre mondiale, elle y publia en 1948 son livre *Stalin and German Communism*, une étude très polémique mêlée de souvenirs et de témoignages personnels.

(6) R. FISCHER, *op. cit.*, p. 594. Aleksandr HERTZBERG (1892-1937), vieux-bolchevik de Léningrad, devait être exclu en 1927, puis réintégré en même temps que Zinoviev et Kamenev. Il fut condamné à six ans de prison en 1935 au procès de ces deux hommes.

Berlin, G. I. Safarov (7), membre de la délégation d'Istanbul où il ne résidait pas, N. N. Perevertsev (8), membre d'une commission internationale sur les chemins de fer à Genève, sillonnaient l'Europe pour le compte de l'Opposition de gauche russe qui comptait en outre sur trois employés permanents de la légation à Berlin, Issaiev, Turov et Kaplinsky (9). La même mentionne le rôle occulte de conseiller et animateur de la gauche allemande du trotskyste russe E. B. Solntsev (10). Elle précise qu'une vingtaine de fonctionnaires soviétiques en poste à l'étranger assistaient d'ailleurs en décembre 1927 à la conférence internationale de l'Opposition qui se tint en même temps que le XV^e congrès du P. C. U. S. sous la présidence du russe Safarov et en présence, précisément, de Solntsev (11).

En 1928, l'un des liens de l'Opposition de gauche avec les Français sympathisants est un membre de la délégation commerciale, chef du bureau d'information, le professeur rouge Solomon Kharine, dit Joseph (12).

Il faut ajouter que nombre de militants communistes qui s'engagèrent dans l'Opposition de gauche le firent à partir de leur position sur la « question russe ». Ces hommes avaient séjourné en U. R. S. S., y avaient souvent travaillé et y avaient été gagnés par l'Opposition. Le plus connu est évidemment le Catalan Andrés Nin, secrétaire à Moscou de l'Inter-

(7) *Ibidem*, p. 586-588. Georgi I. SAFAROV (1891-1942) bolchevik en 1908, émigré en France puis en Suisse pendant la guerre, avait été spécialisé dans l'I. C. sur les questions orientales. Il était lié au groupe Zinoviev et avait été envoyé à Pékin comme diplomate dès 1926. Il avait été muté à Istanbul en 1927.

(8) *Ibidem*, p. 587. Ruth Fischer précise que N. N. Perevertsev avait un permis qui lui permettait de voyager gratuitement sur toutes les lignes européennes. Nous avons peu de renseignements sur cet homme qui avait été l'un des dirigeants de l'Opposition en Ukraine et dont le pseudonyme militant était « Pierre » ou « Peter » en Europe occidentale. Ruth Fischer le qualifie de « zinoviéviste », mais il capitula bien après les zinoviévistes après avoir été emprisonné à Verkhneouralsk où Iakovine le décrit comme un « jeune » et où il fut l'un des animateurs du groupe à tendances gauchistes du *Voinstvuiouchtchy Bolchevik* [bolchevik militant].

(9) *Ibidem*. Nous ne savons rien de ces trois hommes.

(10) *Ibidem*, p. 587, 604. Eléazar B. SOLNTSEV (1900-1936) militant de la génération d'Octobre, économiste, membre de l'Opposition « trotskyste » de 1923, était considéré comme l'un des jeunes dirigeants de la seconde génération de l'Opposition. Il avait travaillé quelque temps comme économiste à l'Amtorg aux Etats-Unis avant d'être affecté à Berlin d'où il fut rappelé en 1928 pour partir immédiatement en isolateur. Ruth Fischer se trompe quand elle situe son arrestation aux environs de 1935 : il était emprisonné à Verkhneouralsk en 1930 déjà et un rapport de l'un de ses camarades précise qu'il venait de l'isolateur de Chéliabinsk où il était probablement détenu en 1929 après avoir été d'abord enfermé à Pétropavlovsk. Nous publions un rapport de lui sur l'Opposition à l'étranger daté du 8 novembre 1928, dans le n° 7.

(11) *Ibidem*, p. 604. Nous avons trouvé dans les papiers d'exil de Harvard de nombreuses allusions à cette « conférence de Berlin », qui constitua sans aucun doute une étape importante de l'histoire de l'Opposition de gauche dans l'I. C., mais, en réalité et jusqu'à présent, c'est encore Ruth Fischer qui, en vingt lignes, donne le plus d'informations là-dessus.

(12) Kharine, qui était connu dans l'Opposition de gauche sous le nom de guerre de « Joseph », devait capituler en 1929 : nous consacrerons un article à cette affaire dans le n° 7 des *Cahiers Léon Trotsky*.

nationale syndicale rouge et membre du soviet de la capitale, membre de l'Opposition dès 1923 et animateur de sa commission internationale. C'est à Moscou que Nin gagna par exemple l'ouvrier boulanger noir Sandalio Junco qui allait implanter le « trotskysme » à Cuba (13). De même, le premier groupe d'opposition de gauche au Brésil fut-il fondé par l'ancien représentant du P. C. à Moscou, Rodolfo Coutinho (14). La majorité des cadres de l'Opposition de gauche en Chine, à commencer par Liu Renjing (15) adhèrent à l'Opposition alors qu'ils étaient étudiants à l'Université des peuples d'Orient à Moscou entre 1925 et 1927. L'un des premiers trotskystes tchèques fut un militant de Brno, Vladislav Burian, un des premiers dirigeants du P. C. T., réfugié à Moscou en 1925, gagné par l'Opposition en même temps que le président des J. C. de Tchécoslovaquie, Karel Fischer, dit Michalec, « zinoviéviste », lui, avec son ami serbe Voja Vujović, cependant que le jeune délégué de Prague à une conférence d'organisation des J. C. à Moscou, Wolfgang Salus (16) y rencontrait les oppositionnels russes qui le convainquaient de la justesse de la plate-forme de l'Opposition. Nous n'omettrons pas enfin de relever que l'Opposition de gauche en Amérique du Nord fut constituée à l'initiative de deux délégués au VI^e congrès de l'I. C., l'Américain James P. Cannon et le Canadien Maurice Spector (17), qui avaient trouvé dans

(13) Andrés NIN PÉREZ (1892-1937), instituteur catalan, militant des J. S. puis secrétaire de la C. N. T., était venu en U. R. S. S. en 1920 et y était resté comme secrétaire de l'Internationale syndicale rouge. Il avait été expulsé d'U. R. S. S. en 1930 et devait être assassiné en Espagne par le G. P. U. en 1937. Sur son lien avec Sandalio JUNCO (1902-1942), dont la légende veut qu'il ait publiquement pris Staline à partie dans une réception officielle, et qui fut assassiné par un commando du P. C. à Cuba, voir Robert J. ALEXANDER, *Trotskyism in Latin America*, p. 217.

(14) De Rodolfo COUTINHO, enseignant, membre du comité central du P. C. du Brésil à sa fondation, délégué à Moscou de 1924 à 1927, nous savons seulement qu'il était lié à l'Opposition de gauche à ses débuts et mourut prématurément. Voir aussi John F. W. DULLES, *Anarchists and Communists in Brasil*, p. 421.

(15) LIU RENJING (né en 1899) avait rejoint en 1920 le premier groupe marxiste chinois de Li Dazhao, et avait participé au congrès de fondation du P. C. C. Etudiant en U. R. S. S., il avait rejoint l'Opposition de gauche avec la majorité de ses camarades et milité sous le nom de « LENSKY ». A sa sortie d'U. R. S. S., il se fit appeler « NELSEY » puis « NIEL SIH ».

(16) Vladislav BURIAN (1901-1937), socialiste à seize ans, condamné à dix ans de prison après la grève générale de 1920, avait été élu au premier exécutif du P. C. T. Libéré en 1922, il avait été écarté en 1925 et avait travaillé en U. R. S. S. comme journaliste sous les pseudonymes de Rilke, Rülke et Rielke. Il avait rejoint l'Opposition russe en 1926. Karel FISCHER dit MICHALEC (né en 1901), socialiste en 1918, avait été le dirigeant des J. C. tchécoslovaques ; il était zinoviéviste. Le Serbe Voja VUJOVIĆ (1895-1937) ancien étudiant en France y avait fondé les J. C. Dirigeant de l'I. C. J. il était aussi l'un des « internationaux » du P. C. yougoslave. Wolfgang SALUS (1909-1953), fils d'un écrivain connu, militant des J. C. depuis 1934, était en 1927 responsable à l'organisation des J. C. de Prague. C'est à l'occasion d'une conférence internationale que, selon ses proches, il aurait rencontré Trotsky lui-même et rallié ses positions.

(17) James Patrick CANNON (1890-1974), ancien des I. W. W. et de l'aile gauche du P. S. américain, était avec W. Z. Foster le dirigeant de l'une des trois « fractions » qui se disputaient la direction du parti communiste aux Etats-Unis. Maurice SPECTOR

leurs dossiers de congrès, où l'avaient glissée des mains clandestines, la « Critique du projet de programme de l'Internationale communiste » que Trotsky venait de rédiger à Alma-Ata (18).

Mais il existe aujourd'hui une raison supplémentaire d'étudier de près l'histoire de l'Opposition de gauche en Union soviétique après son exclusion du parti en décembre 1927. C'est que la lutte contre le « trotskysme » a constitué une étape décisive dans le développement et l'instauration du totalitarisme stalinien, et que c'est contre les « bolcheviks-léninistes » qu'a été mis au point et perfectionné le système contemporain de l'appareil policier, du G. P. U. au Goulag, récemment découvert par tant de faux naïfs ou d'authentiques crétins. De ce point de vue, l'histoire de l'Opposition de gauche russe ne nous est pas apparue comme un simple épisode, mais comme une page capitale de l'histoire de l'Union soviétique elle-même.

Nous nous sommes intéressés ici, pour mieux présenter les documents inédits trouvés dans les papiers d'exil de Trotsky (19), à l'organisation clandestine des « trotskystes » en Union soviétique, depuis son entrée dans l'illégalité, en décembre 1927, lors du XV^e congrès, jusqu'à la disparition de ses derniers survivants. Rappelons simplement que la tendance exclue au XV^e congrès, l'« Opposition unifiée », avait alors dix-huit mois d'existence et qu'elle était née en 1926 de la fusion entre deux des plus anciennes « fractions » du parti, l'opposition de gauche, dite « opposition de 1923 », rangée autour de Trotsky, et la « nouvelle opposition » constituée en 1925 sur la base de Leningrad par Zinoviev et Kamenev (20).

Après avoir privé l'Opposition unifiée de ses moyens d'expression en l'accusant d'activités « fractionnelles », après avoir arrêté plusieurs de ses responsables dans une provocation organisée par le G. P. U., l'affaire de l'imprimerie et de « l'officier de Wrangel (21) », la direction du parti — Staline soutenu par Boukharine — franchissait au XV^e congrès un pas décisif en décrétant l'incompatibilité entre l'appartenance au parti et

(1898-1968) était né à Nikolaïev et avait émigré très jeune au Canada avec ses parents. Il avait commencé à militer en 1917, avait rejoint le P. C. en 1921 et était devenu le président de sa formation « légale », le Workers Party of Canada, en 1922. Il avait refusé toute sanction de parti contre les militants canadiens qui sympathisaient avec l'Opposition russe.

(18) Cannon a fait le récit de cette découverte dans *History of American Trotskyism* (p. 49 de l'édition de 1979).

(19) Rappelons que ces « papiers d'exil » qui ont constitué longtemps la « section fermée » des archives de Trotsky, déposées à la Houghton Library, Bibliothèque du Collège de Harvard, ont été ouverts au public le 2 janvier 1980.

(20) Grigori E. RADOMYLSKI dit ZINOVIEV (1883-1936) et Lev B. ROSENFELD dit KAMENEV (1883-1936), vieux-bolcheviks qui, en 1923-25, avaient formé avec Staline la *troïka* contre Trotsky, avaient entraîné derrière eux en 1925 dans la « nouvelle opposition », l'ensemble de l'organisation du parti à Léninegrad. En 1926, ils avaient, à la demande de Trotsky, reconnu les moyens fractionnels qui avaient été utilisés par la *troïka* contre lui et conclu avec l'Opposition de 1923, qu'il dirigeait, un accord de fusion qui avait donné naissance à l'« Opposition unifiée ».

(21) Sur cette provocation organisée par le G. P. U. contre l'Opposition unifiée, voir les documents reproduits dans *Cahiers Léon Trotsky* n° 4, p. 21-37.

l'adhésion aux idées de l'Opposition. Cette dernière éclatait alors dans le cours même du congrès. Kamenev et Zinoviev, suivis par le noyau de l'ancienne opposition de Leningrad, déclaraient aussitôt qu'ils renonçaient à défendre les idées qu'ils avaient soutenues jusqu'alors. En revanche, dans une déclaration contresignée par Smilga, Mouralov et Radek, Khristian Rakovsky affirmait la détermination des bolcheviks-léninistes de continuer le combat pour la défense de la plate-forme et des principes de l'Opposition et revendiquait la réintégration des exclus dans le parti sur la base de leurs droits (22).

En dépit des apparences, l'éclatement de l'Opposition unifiée ne se faisait pas sur la ligne de clivage entre ses deux principales parties constituantes, les « zinoviévistes » et les « trotskystes ». D'une part, l'un des principaux dirigeants de l'ancienne « nouvelle opposition », I. T. Smilga (23) — qui avait combattu l'Opposition de gauche de 1923 à 1925 — rompa avec Zinoviev-Kamenev et, signant le texte de Rakovsky, rejoignait Trotsky. D'autre part, une importante fraction de l'ancienne opposition de Leningrad, des jeunes essentiellement, suivait Safarov et refusait de suivre ses dirigeants historiques dans la voie de la capitulation. Les trotskystes mordaient même sur l'entourage immédiat des dirigeants zinoviévistes en gagnant à leurs vues le propre secrétaire de Kamenev, Filip Schwalbe (24).

Il y avait là un fait majeur que ne changeaient fondamentalement ni la capitulation en règle, le 27 janvier 1928, de Zinoviev et Kamenev déclarant renoncer aux idées même qui avaient été les leurs, ni celle de « trotskystes » démoralisés comme Iouri Piatakov, quelques mois plus tard : le gros des troupes de l'Opposition de gauche chassée du parti, les bataillons de milliers d'irréductibles, se plaçaient désormais sous le drapeau de Trotsky.

L'Opposition en 1928

L'objectif des premières arrestations, en 1927, puis du début des déportations de masse en 1928 était de briser l'Opposition en tant qu'organisation en la privant de tous ses dirigeants et cadres. Dans les semaines et les mois qui ont suivi, les vagues d'arrestations, les peines de prison et d'exil affectant chaque fois plusieurs centaines de militants, poursuivent le même but, avec le souci supplémentaire d'extirper, là où

(22) Cf. documents, pp. 71-73.

(23) Ivar T. SMILGA (1892-1938), membre du parti en 1907, fils de paysan letton, avait été le benjamin du C. C. d'octobre 1917 et l'homme de confiance de Lénine avant l'insurrection. Président du soviet de la flotte de la Baltique, il avait ensuite travaillé dans l'Armée rouge pendant la guerre civile et enfin dans l'administration économique.

(24) Cf. p. 15.

ils se manifestent encore, les foyers de l'Opposition. Discours et presse officielle l'avouent pourtant au début de 1929 : ces efforts ont été vains et l'Opposition a survécu et progressé tout au cours de l'année 1928.

Elle est tout de même bien différente alors de ce qu'elle était en 1927, « fraction » au sein du parti officiel. Désormais, elle est divisée, par la force des choses — et les décisions de répression du G. P. U. —, en deux secteurs. D'une part son secteur illégal, clandestin, formé par les militants épargnés par la répression, trop ou pas assez connus. De l'autre, le secteur pratiquement « légal » — « ouvert », si on ose le dire, — qui fonctionne pratiquement au grand jour dans les zones de déportation (d'exil) qu'on commence à appeler les « colonies » de déportés lesquels peuvent à peu près librement se réunir, discuter, écrire et surtout correspondre.

Du premier, nous savons peu de choses en dehors des rapports contenus dans les archives et soigneusement fabriqués en tenant compte des nécessités du secret de la clandestinité. Nous savons cependant qu'après l'arrestation et l'envoi en exil de Trotsky et de ses compagnons, a fonctionné à Moscou un « centre » clandestin dirigé par le vieux-bolchevik ouralien Boris M. Eltsine (25), dont un émissaire se rendait par le train à Frounzé pour y remettre le courrier entre les mains d'un militant de confiance, le métallo de Moscou Mikhail Bodrov, lequel, aux rênes d'une troïka, sous une grande barbe et une blouse typique de moujik, assurait ensuite le transport des précieux documents qu'il remettait à Alma-Ata aux mains de Léon Sedov (26). Nous savons également qu'il existait des noyaux de l'Opposition dans presque toutes les grandes villes d'Union soviétique : Victor Serge nous a parlé de celui de Leningrad, dans lequel se trouvait notamment Alexandra Lvovna Sokolovskaia, la première femme de Trotsky et la mère de ses filles. Nous savons également que, parmi les quelque cent cinquante militants arrêtés à Moscou en janvier 1929, se trouvaient quelques-uns des responsables de la presse clandestine de l'Opposition depuis 1928, notamment un « ancien » de l'épisode de l'imprimerie clandestine de 1927, le grand mutilé et ex-tchékiste Khanaan M. Pevzner (27). L'un des dirigeants de Moscou était Ianuchevsky.

Certains des animateurs de l'Opposition qui militent en dehors des prisons et des colonies ne sont pas de libres citoyens exerçant une activité clandestine. Ce sont des illégaux, des hommes et des femmes connus du

(25) Boris M. ELTSINE (1875-1937?), membre du parti en 1899, bolchevik en 1903, avait été président du soviet d'Ekaterinoslav en 1917 et membre de l'exécutif pan-russe des soviets. Il était depuis 1923 l'un des dirigeants de l'Opposition de gauche. Sur son rôle dans le « centre », cf. Victor SERGE, *Mémoires d'un révolutionnaire* (Seuil, 1951), p. 265, 280, 334.

(26) « Iz Orenburgskoi sselki », Bibliothèque du Collège de Harvard, 17399. Bien que le catalogue indique que l'auteur de ce document n'a pas été identifié, il s'agit à l'évidence de Victor Serge ce que confirment les recoupements avec sa correspondance.

(27) V. SERGE, *op. cit.*, p. 335 et *Destin d'une révolution*, p. 126.

G. P. U. mais qui lui ont échappé et vivent dans ce milieu du parti où ils sont généralement estimés, bénéficiant d'un « libéralisme » dont se plaint la *Pravda*. Le fait qu'ils « tiennent » démontre en effet qu'ils se meuvent dans un milieu qui, loin de leur être hostile, leur fournit hospitalité, aide et protection. Deux exemples : à Bogorodask, les ouvriers de l'usine Gloukhov dissimulent pendant plusieurs jours l'un des leurs, l'oppositionnel Stoukolkine, et réussissent à lui faire quitter la ville à la barbe du G. P. U. (28). Par ailleurs, dans ses mémoires récemment publiés, la communiste allemande Rosa Léviné-Meyer parle de ses rencontres à Moscou à cette époque avec G. Ia. Iakovine, un des dirigeants du « centre », mari de son amie l'historienne Pankratova. Iakovine a quitté Leningrad où il est trop connu et vit à Moscou, logé par des camarades : il s'est même procuré un laissez-passer qui lui permet d'entrer à l'hôtel Lux et d'y discuter avec les communistes étrangers. Il lui arrive même de revenir clandestinement à Leningrad pour y assurer des liaisons (29).

Les rapports qui proviennent d'Union soviétique à l'étranger — à L. D. et son fils Liova — mentionnent les activités de ce secteur de l'Opposition : publication de tracts et même de brochures, diffusions clandestines, souscription pour les emprisonnés, mais aussi interventions dans les réunions du parti ou les assemblées ouvrières, chez les chômeurs notamment, candidatures ouvertes aux comités d'usine ou aux soviets, et soulignent aussi leurs indéniables succès. Le secteur clandestin « libre » de l'Opposition a bel et bien maintenu une existence et une activité réelles, malgré les obstacles qui s'accumulent, la répression, le commencement de l'appel à la délation et la généralisation de la provocation qui semble avoir affecté à cette époque à peu près tous les groupes locaux.

Le second secteur de l'Opposition, probablement le plus nombreux car il ne cesse de grandir au détriment du premier, est celui des colonies de déportés — 107 recensées pour 1928 à travers la correspondance de Harvard — et bientôt celui des prisons réouvertes spécialement pour les bolcheviks-léninistes récalcitrants, les « isolateurs ». Nous le connaissons bien mieux que le premier. Pendant les trois premiers trimestres de 1928 en effet, le gros de la correspondance des déportés est en effet généralement distribué, bien que les lettres soient ouvertes au départ et à l'arrivée. Une discussion passionnante commence entre exilés : ces hommes qui appartiennent à tous les « milieux » du parti et de l'État soviétique et qui, quelques mois auparavant, y exerçaient encore de hautes responsabilités, disposent maintenant d'un peu de temps pour faire le point, méditer sur l'expérience des années écoulées, entreprendre des travaux théoriques, passer au crible les documents du parti et de l'Internationale, mener entre eux une sorte de discussion en chaîne. Une partie des documents passionnants qui en sont le fruit a été publiée à l'époque par le *Biulleten*

(28) « Lettre de Moscou », *Biulleten Oppositsii*, n° 1/2, p. 17-18.

(29) Rosa LÉVINÉ-MEYER, *Inside German Communism*, appendice « Jakovine and Pankratova », p. 209-213. Grigori Ia. IAKOVINE (1896?-1938) était historien et diplômé de l'Institut des Professeurs Rouges.

et parfois en d'autres langues. Citons la « Critique du projet de programme de l'I. C. », élaborée par Trotsky à Alma-Ata, la lettre de Rakovsky à Valentinov connue sous le titre de « Dangers professionnels du pouvoir ». On trouve à Harvard une autre « Critique du projet de programme de l'I. C. » par Dimitri Lapine, très appréciée par Trotsky. Mais nous n'avons ni la « Politique agraire du centrisme » de L. S. Sosnovsky, ni les travaux de Smilga et de Préobrajensky (« Les conquêtes de la dictature du prolétariat en l'an XI de la révolution »), de Rakovsky encore (« Les lois de la Dictature socialiste »), de Solntsev (« La loi du développement inégal chez Marx »), etc. Rarement sans doute dans l'histoire du marxisme il y eut période plus féconde et plus créatrice — et résultats plus mal connus ou inconnus : ces titres ne reflètent qu'une infime partie de la production théorique des déportés.

Il ne s'agit pas cependant d'un travail académique. La « Critique du projet de programme » vise à atteindre toutes les sections de l'I. C. On s'efforce de discuter partout des textes qui doivent exprimer une position collective et les textes circulent. Pour cette critique précisément, le temps ayant manqué, il y a tout de même une sorte de procédure référendaire à travers les colonies : sur les deux textes qui s'opposent, celui de Radek ne rallie qu'une demi-douzaine de signatures contre plusieurs centaines à celui de Trotsky.

Mais les problèmes politiques qui se posent ne sont pas ni gratuits ni abstraits. Pour isolées qu'elles soient, les premières capitulations — les ex-zinoviévistes Safarov, Ilya Vardine (30), mais aussi les ex-trotskyistes Piatakov, Serebriakov, Antonov-Ovseenko, Krestinsky (31) — n'en sont pas moins d'inquiétants indices de la fragilité d'hommes qui se croyaient des « durs » et ont cédé dès le début de la répression. Cette « seconde vague » — la première était celle de Zinoviev-Kamenev — n'est pas cependant dans l'ensemble prise au sérieux et elle n'entame ni les forces vives de l'Opposition ni surtout son moral. La grande majorité des oppositionnels en exil se reconnaît dans l'interpellation féroce de Sosnovsky au capitulaire Vardine : « N'oublie pas que tu es mort (32) ! »

L'évolution de Radek apparaît, elle, plus dangereuse, telle qu'elle se

(30) Ilya V. MGUÉLADZÉ dit VARDINE (1890-1943), membre du parti depuis 1907, avait été l'un des dirigeants du parti et des soviets de Saratov en 1917, puis avait rejoint l'opposition de Zinoviev avant l'opposition unifiée.

(31) Léonid P. SEREBRIAKOV (1890-1937), métallurgiste, bolchevik en 1905, avait été plusieurs fois emprisonné et déporté sous le tsarisme ; il avait été secrétaire du C. C., membre de l'Opposition de gauche en 1923. Vladimir A. ANTONOV-OVSEENKO (1884-1938), d'abord officier, condamné à mort pour sa participation en tant que menchevik à la révolution de 1905, s'était évadé, avait collaboré avec Trotsky en exil, rejoint le parti avec lui en 1917. Il avait été responsable politique de l'Armée rouge. Nikolai N. KRESTINSKY (1883-1938), ancien étudiant, bolchevik en 1903, avait été secrétaire du C. C. et membre de l'Opposition dès 1923.

(32) Lettre de L. S. Sosnovsky à Ilya Vardine, 30 mai 1928, *Biulleten Oppositsii* n° 3/4, septembre 1929, p. 19. Sosnovsky faisait allusion à une coutume juive lors des funérailles.

traduit à travers des interrogations et des doutes qui s'expriment d'abord dans ses lettres. L'homme, pétri d'intelligence, journaliste de grand talent, est connu aussi pour sa versatilité politique et son impulsivité. En 1927, il était très réservé vis-à-vis de la « plate-forme de l'Opposition », suggérait entre autres que le « Thermidor » dont l'Opposition dénonçait le danger était peut-être déjà un fait accompli. Se refusant à fermer, comme le faisait la plate-forme, la perspective d'un « second parti », il se rangeait finalement tout près des éléments les plus gauchistes, proches des décistes. Or, au début de 1928, il renversait brutalement la vapeur : le raidissement de l'appareil après la crise du blé et la grève des livraisons de grain, début 1928, la décision d'appliquer aux koulaks des mesures de coercition lui semblent démontrer l'existence d'un véritable « tournant à gauche » — qu'il juge positif — de la part de la direction stalinienne.

En mars 1928, alors qu'il est en déportation à Tobolsk, la bienveillance intéressée du G. P. U. lui octroie l'autorisation de rencontrer chez Smilga, à Tomsk, ses plus proches amis, Beloborodov et Préobrajensky, ce dernier ayant été autorisé à venir de Kazan. Radek écrit beaucoup et cherche à convaincre ses camarades d'exil. Les réactions ne se font pas attendre. Elles ne font qu'accélérer sa démarche. Entraîné par sa propre verve, piqué au vif par les « attaques à la baïonnette » qui fusent de toute part contre lui — le mot est de Trotsky — il part en guerre contre la révolution permanente, puis contre la politique de l'Opposition de gauche dans la révolution chinoise. Trotsky ne peut pas ne pas répondre. Il le fait dans une lettre datée du 17 juillet 1928, une sévère critique des thèmes de Radek, qui ne rompt pas pour autant la solidarité de tendance avec lui, puisqu'il conclut sur la nécessité de « dire cela dans l'intérêt de la clarté sans craindre les tentatives d'un adversaire "monolithique" d'exploiter les divergences de vue entre nous ».

En fait, au moment où commence, au sommet, la crise de ce que Trotsky appelle « le bloc centre-droite » et où s'annonce déjà la rupture entre Staline et Boukharine, le maintien des positions de l'Opposition et ses progrès rendent inévitables des mesures de répression aggravée. Dès la fin de septembre, les conditions de courrier normal dont les déportés avaient jusqu'alors pratiquement joui cessent brutalement. Le G. P. U. prend des mesures qui lui permettent d'effectuer un tri dans le courrier et de ne laisser arriver que la correspondance qu'il a décidé de laisser arriver et se donne les moyens d'interrompre totalement toute correspondance si cela lui apparaît nécessaire. Comme il est évident que ces mesures ne suffisent pas, le 16 décembre, le représentant du collège du G. P. U. Volynsky se présente à Alma-Ata et déclare à L. D. :

« L'activité de vos camarades d'idées a pris dans le pays au cours de ces derniers temps un caractère nettement contre-révolutionnaire ; les conditions dans lesquelles vous êtes placé à Alma-Ata vous laissent parfaitement en mesure de diriger cette besogne, c'est pourquoi le collège du G. P. U. a décidé d'exiger de vous la promesse

catégorique de cesser votre activité, sinon il se verra dans l'obligation de changer les conditions de votre existence en vous isolant complètement de la vie politique : cela posera en même temps la question du changement de votre lieu de résidence (33). »

Le refus catégorique de Trotsky place le bureau politique au pied du mur. C'est seulement après trois jours de discussion passionnée et tendue qu'il se décide finalement et se prononce en faveur de la solution préconisée par Staline, contre l'attentisme de Boukharine. Trotsky est expulsé du territoire soviétique. Quelques jours auparavant, le G. P. U. a arrêté d'un coup quelque cent cinquante personnes pour la diffusion d'une lettre de Trotsky : parmi eux, de vieux-bolcheviks, les Géorgiens Budu Mdivani et Kavtaradzé, le critique littéraire Voronsky, des héros de l'Armée rouge et de la guerre civile, Drobnis, Gaievski, Grünstein, Pevzner (34). La *Pravda* ne dissimule pas qu'ils ont bénéficié de bien des sympathies et de « trop de tolérance » : ils sont soumis à « un isolement sévère en tant qu'éléments hostiles à la dictature prolétarienne » et la *Pravda* du 24 janvier menace quiconque serait tenté de leur manifester la moindre indulgence.

En fait, c'est une nouvelle époque qui commence dans l'histoire de l'Opposition de gauche comme dans celle de l'Union soviétique elle-même.

La crise de l'Opposition en 1929

L'année 1929 a commencé à Moscou par l'arrestation d'une centaine d'oppositionnels, la décision d'expulser Trotsky, et un coup extraordinaire réalisé par les oppositionnels de Moscou, la publication du résumé, rédigé par Kamenev, de ses discussions avec Boukharine quelques semaines auparavant, destiné par lui à Zinoviev, mais dont Schwalbe donna copie aux trotskystes.

Bientôt le gouvernement recourt à de nouvelles mesures d'urgence pour briser les koulaks qui résistent aux livraisons — et ce tournant s'accompagne d'une offensive de Staline ouvertement dirigée contre les

(33) Déclaration de Trotsky du 15 décembre 1928 dans un texte daté du même jour, T 2912.

(34) Polikarp dit Budu G. MDIVANI (1877-1937), membre du parti depuis 1903, membre du comité révolutionnaire de Géorgie en 1921, était avec l'Opposition depuis 1923. Sergei I. KAVTARADZÉ (1885-1971), également vieux-bolchevik géorgien, avait été commissaire à la justice, puis président du conseil des commissaires du peuple de Géorgie. Il appartenait également à l'Opposition de gauche depuis 1923. Aleksandr K. VORONSKY (1884-1943), bolchevik depuis 1904, journaliste et critique littéraire, avait notamment publié depuis 1921 jusqu'en 1927 la fameuse revue littéraire *Krasnaïa Nov*. Yakov N. DROBNIS (1890-1937), membre du parti en 1906, membre du C. C. ukrainien pendant la guerre civile, avait survécu au peloton d'exécution... Il avait fait d'abord partie de l'opposition « déciste ». D. S. GAIEVSKI était un ancien de l'Armée rouge. Sur Grünstein, cf. p. 28 et sur Pevzner, p. 31.

positions de la « droite ». Le 27 février, Molotov, dans la *Pravda*, s'en prend à la théorie de l'intégration pacifique du koulak dans le socialisme, reprend l'affirmation de l'Opposition de gauche selon laquelle le koulak constitue l'avant-garde de la restauration bourgeoise. En juin, les trois, Boukharine, Rykov et Tomsy sont relevés de leurs responsabilités. En novembre, ils font une autocritique publique. C'est le 27 décembre enfin que, dans un article de la *Pravda* intitulé « Au diable la Nep ! », Staline officialise le nouveau cours, entamé en fait depuis le printemps : la nouvelle politique est désormais celle de l'industrialisation à outrance et de la collectivisation intégrale avec leur corollaire, la « liquidation du koulak en tant que classe ».

Trotsky suit avec attention les événements en U. R. S. S., informé qu'il est, jusque dans le détail, de ce qui s'est passé et se passe, y compris au bureau politique. Il ne semble pas avoir le moindre doute. La nouvelle politique qui est substituée à la Nep — mais pour combien de temps ? — n'est pas et ne peut pas être un « tournant à gauche », c'est-à-dire le redressement de la ligne du parti sous la pression de son « noyau prolétarien » à un moment où l'appareil redouble précisément ses persécutions contre l'Opposition de gauche. L'ensemble collectivisation-industrialisation-appel à l'autocritique-dénonciation du « danger de droite » et de la menace koulak, qu'il appelle « zigzag à gauche », constitue à la fois une réaction empirique de fuite en avant — pour sortir de l'impasse de la politique pro-koulak qui a fait faillite — et une manœuvre bureaucratique pour liquider les positions des boukhariniens dont Staline pense qu'il doit désormais les abattre.

Trotsky ne mésestime pas pour autant la gravité de la crise dans laquelle le Bloc centre-droite a précipité le pays par sa politique des années précédentes. Il a conscience qu'une politique de droite — néo-Nep, concessions au capitalisme — pourrait donner dans l'immédiat des résultats positifs, mais qu'elle serait aussi la porte ouverte à la contre-offensive pour la restauration du capitalisme. Il est également convaincu que l'appareil aux mains de Staline peut parfaitement se lancer dans une telle politique après en avoir éliminé les avocats « droitiers ». Mais il n'exclut pas non plus que le zigzag à gauche ne se développe en « aventure bureaucratique », soudant les paysans pauvres et moyens aux côtés des koulaks, même si, au bout du compte, ce n'est que pour revenir ensuite, devant la faillite, à une politique plus droitrière encore que celle des droitiers. L'Opposition avance donc sur un terrain miné avec une mince marge de manœuvre. Pour Trotsky, elle doit se faire le champion d'un véritable « tournant à gauche », inconcevable sans la fin des persécutions, la réintégration des oppositionnels exclus, la restitution de l'initiative aux masses, la résurrection de syndicats authentiques, la multiplication des unions de paysans pauvres, un programme en définitive inacceptable pour Staline et la fraction « centriste », mais que Trotsky propose au parti dans son ensemble comme un objectif de la réalisation du front unique imposé par les dangers du moment. De Turquie où il s'est établi après son expulsion,

il développe dans ses articles, ses lettres, ses messages, ses circulaires et bientôt les articles du *Biulleten Oppositsii* fondé à Paris, la politique dont il avait déjà exposé les grandes lignes dans sa déclaration de 12 juillet 1928 au VI^e congrès de l'Internationale (35).

L'ensemble des déportés d'Union soviétique, placés dans des conditions tout autres et subissant de fortes pressions n'ont pas la même vue générale. Bientôt, une importante fraction d'entre eux — et ce qui est plus grave, une partie du vieux noyau de l'Opposition de 1923 — commence à développer une position favorable à la direction du parti sur la base de l'existence de ce qu'elle appelle un « tournant à gauche ».

Bien des facteurs politiques, sociaux, psychologiques, jouent dans le mécanisme qui conduit à la crise de l'Opposition de gauche. Ses cadres appartiennent en gros au même milieu que ceux des tendances dominantes de l'appareil, sont issus de la même génération, des mêmes combats, et finalement de l'histoire du même parti. Ils sont plus ou moins profondément marqués, eux aussi, par la dégénérescence du parti, dans leur mentalité comme leur façon de vivre. Ils ressentent la déportation et l'exil comme une mort politique et commencent à comprendre le point de vue de Zinoviev, prêt à se mettre « à plat ventre » et à « ramper », pourvu que ce soit dans le parti en dehors duquel on n'existe pas. Nombreux d'ailleurs sont sans doute parmi eux ceux qui ne se sont engagés dans le combat de l'Opposition unifiée que parce qu'ils croyaient en sa victoire à court terme et à leur retour proche dans les fonctions et les honneurs. Certains sont tout simplement trop las, voire démoralisés pour affronter une répression de longue durée, trop sceptiques pour se sacrifier à une cause à laquelle ils ne croient plus guère.

D'autres obéissent à des motifs plus proprement politiques. Depuis 1923, les oppositionnels se sont avant tout battus contre l'aile du parti qu'ils considéraient comme l'ennemi n° 1, la droite, avant-garde de « Thermidor » et de la restauration capitaliste, dont les « centristes » n'étaient, aux yeux de beaucoup d'entre eux, que les complices abusés par leur courte vue. Sincèrement ou non, nombreux sont les oppositionnels qui voient dans le zigzag à gauche l'amorce d'un véritable tournant qui non seulement leur donne historiquement raison et justifie la lutte passée de l'Opposition, mais encore leur offre la tête abhorrée de leurs adversaires droitiers. Industrialisation et collectivisation n'étaient-elles pas les revendications essentielles de la plate-forme de 1927 ? La nouvelle politique anti-koulak ne répond-elle pas à leurs cris d'alarme depuis des années et ne confirme-t-elle pas leurs perspectives sur le « danger de droite » ? Le tableau comporte encore certes bien des ombres, mais si les centristes vont vraiment à gauche, ne seront-ils pas obligés, tôt ou tard, de prendre appui sur le mouvement de masses, sur la fraction prolétarienne du parti, son

(35) Bibliothèque du Collège de Harvard, T 3721. Parmi les premiers textes d'exil, mentionnons « La crise du bloc centre-droite » (20 mars), la « Lettre aux ouvriers d'U. R. S. S. » (27 mars).

« noyau » ouvrier ? Et ensuite sur les masses ? N'y-a-t-il pas, avec la politique nouvelle, des tâches immenses à assurer ? Pour nombre de ces militants qui rongent leur frein, la question est de savoir si la place de ceux qui ont combattu pour la plate-forme est bien en Sibérie et en Asie centrale, dans l'isolement et l'impuissance de l'exil, alors que la bataille décisive contre la droite est en train de se livrer à Moscou ? Les politiques qu'ils sont rêvent de revenir dans la capitale où se prennent les décisions, car ils estiment de leur devoir d'appuyer « le centre » pour éliminer « la droite » et rendre ainsi irréversible le tournant à gauche.

C'est ce que pense Radek — dont le bureau politique, informé par le G. P. U., connaît la correspondance et les points de vue qu'il y défend — et qui est bientôt l'objet de sollicitations directes, cependant que le G. P. U. s'emploie à diffuser les documents qui émanent de lui et à arrêter lettres et résolutions qui le condamnent. C'est aussi ce que pense Préobrajensky, et c'est là un fait infiniment plus grave, car il ne s'agit pas d'un franc-tireur comme Radek, mais de l'un des « chefs historiques » de l'Opposition qui fut son porte-parole et en 1923 et en 1925-1926 lors du « débat économique » contre Boukharine. Or Préobrajensky a pensé en économiste la partie économique du programme de l'Opposition : après avoir été le premier à préconiser « l'accumulation socialiste primitive », il ne peut guère s'effrayer des conséquences politico-sociales d'une collectivisation et d'une industrialisation qui sont à ses yeux non seulement les pièces maîtresses du programme de l'Opposition — dont il pense qu'il est enfin « reconnu » par les dirigeants et ainsi justifié *a posteriori* — mais aussi conditions et prémisses de la régénération du parti.

A la fin de mars, les « trois » — Radek, Préobrajensky, Smilga — mettent de nouveaux documents en circulation. Ce sont les « thèses » d'Omsk. Radek a franchi un pas de plus, car, tout en critiquant la violence verbale dont fait preuve Iaroslavsky dans ses diatribes contre l'Opposition, il condamne ce qu'il appelle la « collaboration de Trotsky à la presse bourgeoise ». Cette reculade est-elle la cause des hésitations de Préobrajensky ? Au lendemain d'une rencontre, autorisée par le G. P. U., avec Ichtchenko, qui marche avec Radek, il fait connaître en effet qu'il ne fera pas un pas de plus avec Radek et Smilga tant que les autorités n'auront pas restitué aux déportés la liberté totale de rencontre et de correspondance à laquelle ils ont droit. Dans une lettre qu'il met en circulation en avril, qu'il adresse à tous les oppositionnels déportés, Préobrajensky se présente en fédérateur de ceux qui se veulent « conciliateurs » et dont l'appareil cherche à faire des « capitulards ». Très lucide, il prévoit que les militants qui veulent être réintégrés à tout prix dans le parti auront à se soumettre à « des méthodes qu'ils ne peuvent approuver » et qu'il leur faudra porter comme une « lourde croix » leur nouvelle carte du parti (36).

Ce que Préobrajensky veut, c'est négocier. Il réclame aux autorités

(36) Bibliothèque du Collège de Harvard, T 15264.

l'arrêt de la répression, l'abandon de l'application aux oppositionnels de l'article 38, le retour d'exil de Trotsky. Les autorités stalinienne vont jouer de ses aspirations. Fin avril, il est autorisé à revenir à Moscou pour quelque temps et il y commence immédiatement des discussions avec Iaroslavski et Ordjonikidzé que Staline semble avoir suivies de très près. Nous ignorons tout de leur déroulement concret, des pressions qui se sont exercées sur lui, de ses reculs successifs. Nous savons seulement qu'en juillet, c'est au tour de Smilga et de Radek d'obtenir l'autorisation de quitter l'exil pour un séjour à Moscou. Interrogé en gare d'Ichim par des déportés membres de l'Opposition, Radek révèle son état d'esprit véritable et son orientation réelle : il les appelle à « rejoindre le parti en danger » et affirme « n'avoir plus rien de commun avec Trotsky » (37).

En fait Staline ne peut en aucun cas accepter aucune des revendications initialement présentées par Préobrajensky : pour lui, en aucun cas, les anciens oppositionnels ne peuvent être autorisés à dire qu'ils ont eu raison et que le parti a eu tort de les frapper. Il joue pourtant à fond la carte des prétendues négociations parce qu'elle conforte les illusions des oppositionnels les plus faibles, permet d'isoler Trotsky banni et de faire exploser à terme l'Opposition de gauche. La semi-liberté accordée à Radek, Préobrajensky et Smilga, la diffusion systématique de leurs lettres et documents sur les lieux de déportation s'accompagnent de mesures renforçant l'isolement matériel et physique de ceux des militants que l'on sait irréductibles et prêts à dénoncer les capitulards.

Mal informé, l'exil bruisse de rumeurs alarmistes. A destination des plus sincères ou des plus candides des hésitants, les autorités jouent de la peur collective, des troubles qui menacent dans les campagnes, du danger « blanc » renaissant, de la réapparition d'une situation générale semblable à celle qui prévalait à la veille de l'insurrection de Cronstadt : autant d'arguments en faveur d'une union sacrée que l'on ne saurait obtenir des dirigeants qu'au prix de concessions présentées comme mineures. Pour d'autres, on fait miroiter les perspectives « grandioses » ouvertes par la nouvelle politique de transformation de l'économie et de la société, l'« Octobre paysan » (la « troisième révolution », écrira plus tard Isaac Deutscher). Pour les plus faibles enfin, on joue de l'intérêt matériel en faisant miroiter les possibilités de réintégration dans des postes officiels de ceux qui reprendront à temps le droit chemin.

La campagne est bien menée, et elle porte ses fruits. En juin 1929, dans une lettre adressée à Rakovsky et interceptée par le G. P. U., Solntsev décrit la « panique » dans les rangs de l'Opposition en déportation et même la « décomposition » de ses rangs devant ce qu'il appelle la « trahison inouïe » de la « commission des trois ». D'autres vétérans s'engagent à leur tour dans la voie dangereuse des négociations sans se rendre compte apparemment qu'elle ne conduit qu'à la capitulation. C'est le cas d'Ivan

(37) Le récit de cette rencontre sera publié dans le n° 7 des *Cahiers Léon Trotsky*.

N. Smirnov, suivi de Beloborodov, S. V. Mratchkovsky et autres, qui proclament la nécessité de « sauver l'unité de l'opposition » et s'engagent ainsi dans le courant dominant qui va la décomposer un peu plus (38).

C'est finalement le 13 juillet que la *Pravda* publie la déclaration des trois, contresignée par 400 exilés. Il s'agit en réalité d'une capitulation en rase campagne, condamnation non seulement des positions et de l'activité actuelles de l'Opposition, mais aussi de ses positions passées, incluant aussi le reniement des signatures apposées en 1927 au bas de la plate-forme. Ce texte constitue pour Staline une victoire retentissante : Radek, Préobrajensky et Smilga ont été des dirigeants les plus écoutés de l'Opposition de gauche, et ils ont finalement abandonné toutes leurs « revendications » pour devenir de simples laudateurs, non seulement du cours « gauche » officiel, mais de la direction en général.

Un seul récit nous est parvenu d'un débat dans les rangs des « bolcheviks-léninistes » en liberté : celui de Lev Z. Kopelev, qui avait alors dix-sept ans et appartenait depuis quelques semaines à l'organisation de Kharkov. Les oppositionnels ont tenu une réunion clandestine dans un bois hors de la ville et écouté le rapport du « camarade Alexandre, de Moscou » sur « la situation présente et les problèmes de l'Opposition léniniste ». Ce dernier a expliqué que le C. C. avait adopté le programme d'industrialisation de l'Opposition, qu'il n'y avait plus de danger koulak, que Staline avait lui-même détruit les bases de son pouvoir usurpé. Et Kopelev d'évoquer les arguments de ceux qui, comme lui, plaidaient pour l'abandon de l'activité fractionnelle : « L'essentiel était de construire des usines et des centrales électriques, de renforcer l'Armée rouge. Que Trotsky en exil s'occupe de la révolution mondiale — nous devons chez nous travailler avec le parti et la classe ouvrière au lieu d'aggraver la scission et de saper l'autorité du comité central et du gouvernement soviétique (39). »

Dans les rangs des déportés, les conséquences de la capitulation des trois ont été immenses. Beaucoup avaient cru que leurs dirigeants étaient allés négocier à Moscou en leur nom à tous et découvrent en lisant la *Pravda* l'étendue du désastre. D'autres se précipitent pour les imiter avant

(38) Ivan N. SMIRNOV (1881-1936), fils de paysans, membre du parti en 1899, cheminot, puis mécanicien, avait été un des organisateurs du parti avant guerre, dirigeant de la révolution de février à Tomsk, d'octobre à Moscou. Membre du conseil militaire révolutionnaire, chef de la 5^e armée, membre du comité révolutionnaire de Sibérie, il avait été surnommé par Lénine « la conscience du parti ». Il était entré dans l'Opposition en 1923 alors qu'il était commissaire du peuple aux postes et télégraphes. Il était connu pour son tempérament conciliateur. Aleksandr G. BELOBORODOV (1891-1938), fils d'ouvriers, électricien, membre du parti en 1907, dirigeant des bolcheviks de l'Oural, avait endossé en 1918 la responsabilité de l'exécution sommaire du tsar et de sa famille. Il était également membre de l'Opposition depuis 1923. Sergei V. MRATCHKOVSKY (1888-1936), né en prison, bolchevik en 1907, chef de partisans pendant la guerre civile, puis commandant de district militaire, avait rejoint l'Opposition de gauche en 1923. Il avait été arrêté et exclu du parti en 1927 pour l'affaire de l'imprimerie clandestine.

(39) Lev KOPELEV, *No Jail for Thought* (1977), p. 108-109.

que la porte ne soit définitivement fermée. Mais la grande majorité est surtout profondément démoralisée — et ce sont des hommes sceptiques qui, l'un après l'autre, se rallient pour être libérés.

Pourtant la capitulation des trois est trop éclatante pour ne pas provoquer certaines réactions de rejet. Ainsi, I. N. Smirnov et les siens condamnent ce qu'ils considèrent comme un reniement et reprennent dans les négociations les revendications même qui avaient été mises en avant par Préobrajensky. Surtout, il ne manque pas en exil d'hommes qui sont prêts à demander leur réintégration dans le parti sur la base de la politique nouvelle du « tournant à gauche », et qui veulent bien renoncer publiquement à toute activité fractionnelle, mais ils sont loin d'être tous prêts à renier publiquement leurs idées passées et présentes et encore moins à effectuer un geste qui signifierait de leur part l'approbation de la répression contre l'Opposition et en particulier de l'exil de Trotsky. Et c'est sur ceux-là que Khristian Rakovsky va miser en cherchant avant tout à les retenir sur la pente où ils risquent de glisser avec I. N. Smirnov en dépit de toutes ses bonnes intentions. De Saratov, où il en a discuté le texte avec ses camarades de déportation, Rakovsky envoie finalement le 22 août au comité central et à la commission centrale de contrôle une « déclaration » contresignée par V. V. Kossior et Mikhail N. Okoudjava (40).

Sur un ton très modéré, sous une forme soigneusement calculée, la déclaration affirme la détermination de l'Opposition de prendre toutes ses responsabilités en vue de la constitution d'un front unique dans le parti contre le danger de droite. Elle reste extrêmement ferme sur la revendication de libération immédiate et de réintégration dans les rangs du parti des oppositionnels emprisonnés et déportés.

On lui reprochera de ne pas condamner clairement la théorie du « socialisme dans un seul pays », de rester ambiguë dans les questions, fondamentales, de la révolution internationale. Ceux qui la critiquent en disant qu'elle est tournée vers des hommes en train de prendre la fuite, mesurent-ils la gravité de la crise qui secoue l'Opposition ? La question est vite tranchée cependant dans la vie. D'abord, dans les colonies où elle circule au prix de gros efforts, la déclaration rassemble en quelques semaines un nombre important de déportés soulevés d'indignation par la « trahison » des trois : cinq cents signatures en trois semaines, dont celles de militants prestigieux, N. I. Mouralov, V. S. Kasparova, K. E. Grünstein, L. S. Sosnovsky. Elle coupe l'herbe sous les pieds des conciliateurs en train de glisser vers la capitulation, comme I. N. Smirnov, en démontrant « bonne volonté » et « esprit unitaire » face à la mauvaise foi des procureurs. Finalement, la capitulation de Smirnov, Boguslavsky, Mratchkovsky, Beloborodov et autres, en octobre, n'a pas le caractère infâmant de celle de Radek et de ses partenaires (41) : en outre, quand elle paraît, une

(40) Cf. documents, pp. 78-86. Pour V. V. Kossior et M. N. Okoudjava, cf. p. 29.

(41) Cf. documents, pp. 87-89.

nouvelle déclaration, datée du 4 octobre, marque le redressement de l'Opposition de gauche sous la direction de Rakovsky.

C'est que la brutalité de la fin de non-recevoir opposée par l'appareil à la déclaration d'août, les violentes attaques signées Iaroslavsky dans la *Pravda*, les repréailles féroces exercées contre Rakovsky, enlevé de Saratov et déporté dans les conditions inhumaines de Barnaoul, contre Sosnovsky, envoyé dans les isolateurs de Chéliabinsk, puis Tomsk enfin — un vrai tombeau — achèvent de convaincre les authentiques hésitants, les conciliateurs sincères, les naïfs véritables : comme l'écrivait Rakovsky dans ses thèses d'août, c'est bien l'attitude vis-à-vis de l'Opposition de gauche, c'est-à-dire du régime du parti, de sa démocratie interne, de la démocratie ouvrière, qui est la pierre de touche de l'existence d'un véritable « tournant à gauche » permettant d'escompter un redressement du parti.

Lorsque Trotsky appose finalement le 25 septembre sa propre signature au bas de la déclaration de Rakovsky qu'il vient seulement de recevoir, il peut écrire à la fois qu'il est d'accord avec son contenu politique et qu'elle appartient déjà à un passé révolu. Commentant les événements des derniers mois sur la base de la correspondance d'U. R. S. S., Isaac Deutscher estime que le coup porté à l'Opposition a été rude : de huit mille membres — soit deux fois plus qu'au temps de sa semi-légalité dans le parti courant 1927 — qu'elle comptait en déportation au début de 1929, l'Opposition serait tombée à la fin de la même année à un peu plus de mille partisans seulement (42). Trotsky, lui, écrit à ses camarades que, même s'ils ne restaient que trois, l'essentiel est que subsistent le drapeau, le programme, l'avenir.

La crise politique de l'Opposition est terminée bien que les débats se poursuivent et que quelques capitulations isolées viennent s'ajouter à la longue liste de 1929. Ses épreuves ne le sont pas. Après que Radek et ses compagnons ont tracé entre l'Opposition et la fraction stalinienne au pouvoir le trait de l'abjection, Staline, lui, va tracer un trait de sang.

Premiers pelotons d'exécution

C'est un journal parisien de l'émigration blanche qui, le premier, se fait l'écho de rumeurs concernant l'exécution à Moscou, en décembre, de Iakov G. Blumkine.

L'homme est un personnage de la légende bolchevique. A 18 ans, jeune militant socialiste révolutionnaire de gauche, il est entré dans la Tchéka à Moscou. En 1918, quand son parti a décidé de provoquer par tous les moyens la reprise de la guerre avec l'Allemagne c'est à ce tout jeune tchékiste intrépide qu'a été confiée la mission-clé de l'opération Blumkine, accompagné d'un de ses camarades, s'est présenté, en uniforme

(42) I. DEUTSCHER, *Le prophète hors la loi*, p. 122.

et au nom de la Tchéka, à l'ambassade d'Allemagne, a demandé à être reçu par l'ambassadeur von Mirbach et, sortant son revolver, l'a abattu à bout portant. Il réussit à s'enfuir, puis, capturé par ses camarades de la Tchéka, endosse d'abord fièrement la responsabilité de son acte terroriste. Il est alors mis en face de Trotsky qui commence avec lui une discussion politique au terme de laquelle le jeune homme est convaincu et demande à servir pour se racheter. Son vœu est exaucé. Blumkine, condamné à mort officiellement — son exécution sera même annoncée aux autorités allemandes — est grâcié et se met au service de l'Armée rouge et de son service de renseignements naissant. Cible de ses anciens camarades qui tentent plusieurs fois de l'abattre, il devient un héros de légende, après plusieurs missions périlleuses effectuées pendant la guerre civile à l'arrière des armées blanches, effectuée à l'étranger, notamment au Moyen-Orient, plusieurs missions difficiles, organise l'armée de Mongolie, donne des articles sur les questions militaires à la presse soviétique. La qualité de ses services lui vaut d'être admis dans les rangs du parti bolchevique et il fait figure, dans l'intelligentsia moscovite, de héros, symbolique à la fois pour son passé, les conditions de son ralliement au bolchevisme, son activité mystérieuse et l'aurole que lui valent les récits qu'on s'en fait à voix basse.

Après la guerre civile, il devient un des spécialistes du contre-espionnage de l'Armée rouge, attaché pendant quelque temps à l'état-major de Trotsky, à qui il voue un véritable culte, travaille même quelque temps à son secrétariat personnel, l'aidant dans l'édition du premier volume des « écrits militaires », *Comment la Révolution s'est armée*. Il est également très lié à Radek. Dès 1923, il est partisan de l'Opposition de gauche, tout en continuant son activité de contre-espionnage au G. P. U. Après le XV^e congrès et l'exclusion de l'Opposition, il a un problème de conscience qu'il pose à ses supérieurs, Menjinsky et Trilisser (43), à qui il déclare qu'il partage entièrement les idées de Trotsky et des autres exclus et veut le leur faire savoir en toute loyauté. Pour eux, il n'est pas question de se séparer d'un agent de sa valeur, et, puisqu'il ne peut nullement, du fait de ses responsabilités professionnelles, travailler avec l'Opposition, il est bien évident qu'il doit conserver ses responsabilités dans le G. P. U. dans la mesure où ils lui font, sur le plan professionnel et personnel, une confiance totale.

A l'été 1929, de retour des Indes, Blumkine est de passage à Constantinople et rencontre Sedov dans la rue. A-t-il cherché cette rencontre ? On l'ignore. Il demande en tout cas à être reçu par l'exilé, lequel, après un refus initial, se laisse fléchir.

(43) Viatcheslav R. MENJINSKY (1874-1934), étudiant en droit, membre du parti en 1902, puis journaliste. Commissaire aux finances en octobre 1917, vice-président de la Tchéka en 1919, avait succédé à Dzerjinsky à la tête du G. P. U. en 1926. Meyer A. TRILISSER (1883-1937?), membre du parti en 1901, puis responsable dans l'organisation militaire clandestine, fut secrétaire du soviet d'Irkoutsk en 1917 et fit la guerre civile en Sibérie. Il devint vice-président du G. P. U. en 1926. Menjinsky et Trilisser étaient les supérieurs hiérarchiques de Blumkine.

Nous ne savons sur cet entretien que ce que Trotsky en a dit : échange d'informations, discussion sur la situation de l'Opposition en U. R. S. S., les « capitulations » et notamment la position de Radek. Il apparaît que Blumkine a voulu poser aussi à Trotsky la question qu'il avait déjà posée à Menjinsky et Trilisser : son accord avec l'Opposition est-il compatible avec son activité au G. P. U. ? La réponse de Trotsky est dénuée d'ambiguïté. Le G. P. U. est l'instrument de la défense de l'Etat prolétarien et un oppositionnel y a sa place de plein droit : il n'y a aucune incompatibilité. Sur l'insistance de Blumkine, Trotsky accepte de lui remettre un message politique général destiné à ses camarades en U. R. S. S. comportant une mise en garde contre Kharine et l'instruction de ne pas utiliser en Allemagne l'intermédiaire d'Urbahns et du Leninbund avec lesquels les désaccords s'accumulent.

Que s'est-il passé à Moscou après le retour de Blumkine le 15 décembre ? Selon le premier rapport reçu par Trotsky, daté du 25 décembre 1929, sous la signature d'un responsable de l'Opposition de gauche (N. dans le *Biulleten*) (44), Blumkine, dès son arrivée, serait allé voir Radek qu'il considère encore comme un oppositionnel afin de comprendre sa position. On peut imaginer sa déception au cours de l'entretien qui suivit. Radek a-t-il conseillé à Blumkine de se rendre immédiatement au G. P. U. pour tout avouer ? A-t-il, comme l'ont affirmé des versions postérieures à celle de « N. », téléphoné immédiatement, sur le conseil de Radek, à Ordjonikidze, seul personnage du régime capable de l'épauler en la circonstance, mais été arrêté à sa sortie de chez Radek dont le téléphone était branché sur écoutes ? A-t-il, comme le suggère une version récente de cette affaire, été dénoncé par une femme, Radek n'ayant joué aucun rôle ? Il faudra vraisemblablement attendre l'ouverture des archives du G. P. U. pour connaître la vérité sur ce point.

Ce qui est certain, c'est que Blumkine — contrairement aux rumeurs selon lesquelles il se serait repenti et aurait personnellement revendiqué son exécution — n'a ni capitulé, ni parlé. Il n'existe aucune « déclaration » de Blumkine, et il n'y a pas eu — la lettre de N. l'atteste — d'arrestations parmi les militants à qui Blumkine devait communiquer le message de Trotsky ; au premier chef N. lui-même. Selon Victor Serge, Blumkine aurait demandé et obtenu un sursis pour écrire ses mémoires avant d'être exécuté, le manuscrit terminé, le 25 décembre (45).

Blumkine, en décembre 1929, n'est pas le premier militant de l'Opposition mort aux mains du G. P. U. En septembre 1928, l'un des plus proches collaborateurs de Trotsky, l'ancien secrétaire du comité de guerre révolutionnaire, G. V. Boutov, est mort à la prison Butyrki de Moscou après une grève de la faim de cinquante jours pour protester contre les

(44) « Lettre de Moscou », *Biulleten Oppositsii* n° 9, février 1930, p. 9. Une copie du message confié à Blumkine par Trotsky se trouve à Harvard. Nous le publions dans le n° 7 des *Cahiers Léon Trotsky*.

(45) V. SERGE, *Destin d'une révolution*, p. 116.

accusations d'« espionnage » dont il était l'objet, dans le but évident de compromettre Trotsky. En novembre, un ouvrier de l'Opposition de Leningrad, travailleur de l'usine *Triangle rouge*, Albert Heinrichsohn, était mort à la prison de Leningrad des suites d'un passage à tabac (46). Ces faits sont graves, connus et dénoncés, mais pouvaient être, à la limite, considérés comme des « bavures », tragiques certes, mais involontaires. Le meurtre de Blumkine, lui, est froidement calculé.

Or, dans les mois suivants se produisent d'autres affaires concernant l'exécution de membres du G. P. U. plus ou moins liés avec l'Opposition ou compromis avec elle. C'est le cas de ce qu'on a appelé l'affaire Rabinovitch-Silov, exécutés au début de 1930 pour un prétendu « sabotage dans les chemins de fer ». Rabinovitch était un jeune officier du G. P. U., Silov un journaliste sans parti, qui avaient informé l'Opposition de l'arrestation et de l'exécution de Blumkine. On parle aussi à la même époque de l'exécution d'un des geôliers de L. S. Sosnovsky, accusé d'avoir servi d'intermédiaire au prisonnier d'Etat. Staline avait condamné Sosnovsky à un rigoureux isolement. La qualité du polémiste qu'était ce dernier, sa solide réputation de combattant antibureaucrate et antikoulak, la verve de ses lettres d'exil, sa notoriété de journaliste, la férocité de ses attaques contre les capitulars, exigeaient qu'il soit réduit au silence. Or ses lettres sortent et il reçoit des communications politiques, s'affiche même comme « rédacteur en chef » d'un journal de prison qui publie des informations en provenance de Moscou. Une telle activité n'était possible qu'avec l'établissement d'un réseau clandestin agissant avec des complicités importantes au sein du G. P. U. lui-même.

On a tenté d'expliquer le meurtre de Blumkine par le désir de Staline d'atteindre personnellement Trotsky. Les faits mentionnés ci-dessus font douter de cette explication. Il semble plus probable que Staline a voulu porter un coup définitif aux sympathies agissantes que l'Opposition trouvait alors au sein du G. P. U. — et dont une lettre de Moscou à Trotsky fait état — puisqu'il s'y trouvait, après tout, nombre de bolcheviks dévoués et enthousiastes. L'exécution d'agents du G. P. U. complices de l'Opposition de gauche, tout en traçant entre le régime et l'Opposition un trait de sang, démontrait clairement l'intention de Staline de soumettre le G. P. U. à sa volonté politique et d'en faire l'instrument aveugle dont il avait absolument besoin pour briser l'Opposition par la provocation et la violence répressive à la fois.

Provocation policière généralisée

Le G. P. U. doit être un instrument d'une docilité totale parce que c'est sur lui que Staline compte pour briser définitivement et détruire l'Opposition. L'un des principaux moyens utilisés, dès cette époque, est

(46) V. SERGE, *Mémoires...*, p. 276-277.

la provocation, l'utilisation d'agents du G. P. U. infiltrés dans les rangs de l'Opposition, voire « retournés » après une interpellation ou une arrestation.

Nous n'avons évidemment que peu de documents concernant ce genre d'affaires dont la preuve définitive ne se trouve jamais que dans les archives de la police au service du pouvoir. Mais nous avons tout de même un certain nombre d'indications qui constituent autant de présomptions. Et d'abord parce qu'à cette période, Staline, qui escompte sans doute des résultats plus rapides et surestime sans doute aussi ses propres procédés, travaille dans le court terme et brûle des agents ou des hommes dont il aurait pu faire des agents à long terme dans le vain espoir de porter à l'Opposition un coup décisif — comme il le fera d'ailleurs dans l'Internationale au moins jusqu'en 1933. C'est ainsi qu'il joue en 1929 plusieurs atouts. A Moscou, si l'on en croit Victor Serge, l'un des principaux collaborateurs de Boris M. Eltsine dans le « centre » était un dénommé Mikhail Tverskoy dont les tracts incendiaires et les dénonciations permirent d'arrêter des centaines de cadres et de militants (47). Il semble que, toujours selon Serge, il ait joué un jeu identique à Leningrad en 1930 (48). En 1929, à Paris, Solomon Kharine, « Joseph », gagné par les arguments de Radek en faveur de la capitulation, accepte de jouer les informateurs au compte du G. P. U. à qui il remet adresses et documents, notamment le manuscrit intégral du premier numéro du *Biulleten Oppositsii*. Sa trahison n'empêche pas la parution du bulletin, mais brûle définitivement un homme que Staline aurait voulu conserver dans l'entourage de Trotsky pour son information.

Les correspondants du *Biulleten* insistent dans leurs lettres sur le fait que les transports de déportés sont désormais truffés d'agents, délibérément envoyés, ou déportés authentiques qui ont accepté en cours d'interrogatoire de jouer le rôle de provocateurs ou d'indicateurs pour se « racheter ». Les plus dangereux sont évidemment les vieux-bolcheviks que personne n'est porté à soupçonner. Plusieurs témoins mentionnent le rôle joué à Verkhnéouralsk par l'un d'entre eux, Surnov, ancien commissaire du peuple à la santé de la république de Crimée, placé pendant quelque temps dans la cellule de Solntsev qui parvient à le démasquer (49). Ciliga raconte également que, peu avant sa libération, il fut l'objet de sollicitations de la part d'un autre agent provocateur, lui aussi vieux-bolchevik, Artouk Solovian, qui insistait pour lui remettre un message destiné à Sedov et surtout pour que ce dernier lui envoie des « directives (50) ».

(47) *Ibidem*, p. 265.

(48) *Ibidem*.

(49) A. CILIGA, *Au Pays du Grand Mensonge*, p. 182-183. Ante CILIGA (né en 1896), croate, devenu italien après les traités, dirigeant du P. C. yougoslave, établi en U. R. S. S. en 1926, avait été arrêté en 1930 ; il fut libéré en 1935 sans doute du fait de sa nationalité italienne. Il publia des souvenirs dans diverses revues puis, en 1938 dans son livre, *Au Pays du Grand Mensonge*.

(50) *Ibidem*, vol. II, p. 294-298.

Visage de l'Opposition en 1930

C'est une Opposition de gauche presque renouvelée qui émerge en 1930, dans des conditions de répression infiniment aggravées, de sa crise de 1929. La majorité des « vieux-bolcheviks », y compris ceux de l'Opposition de 1923, dont quelques-uns de ses plus prestigieux porte-drapeau l'ont abandonnée, devenus, comme Radek et Piatakov, ses ennemis déterminés, ou, comme Ivan N. Smirnov ou Mratchkovsky, des hommes usés ne se sentant pas la force de poursuivre un combat pour lequel ils éprouvent pourtant de la sympathie.

Ce serait pourtant une erreur de croire que tous les vieux ont disparu. Il reste à l'Opposition au moins trois figures historiques de premier plan : Rakovsky, Sosnovsky, Mouralov.

Rakovsky a alors cinquante-sept ans. Né en Roumanie, il a parcouru l'Europe, connu tous les dirigeants de la II^e Internationale, combattu pendant la guerre dans le noyau internationaliste. Après 1917, où il a rejoint les bolcheviks, il a été président du conseil des commissaires du peuple d'Ukraine pendant la guerre civile, puis « exilé » comme ambassadeur, après avoir été, dès 1923, un des leaders de l'Opposition de gauche. Il a laissé en Ukraine de nombreux fidèles et le souvenir de sa lutte contre la russification. Il a été le porte-parole de l'Opposition au XV^e congrès — pour les oppositionnels, il est le porte-parole de Trotsky, auquel le lie une vieille amitié. Après la déclaration d'août 1929, il a été transféré à Barnaoul, dans les conditions d'un froid meurtrier pour son organisme de cardiaque. On pense que rien ne peut le faire plier et que Staline cherche à le faire mourir sans avoir à le tuer.

L. S. Sosnovsky a quarante-quatre ans. C'est un vieux-bolchevik de 1903 qui a connu lui aussi prison, déportation et émigration. C'est un grand journaliste, très populaire, champion, depuis l'époque de Lénine, de la lutte contre la bureaucratie et les koulaks dans la *Pravda* et dans *Bednota*, spécialisé dans la dénonciation des pratiques des bureaucrates du parti. Il est membre du noyau de l'Opposition depuis 1923 et s'est distingué en 1928 et 1929 par la virulence de ses attaques contre les capitulaires. Staline veut le museler, enchaîner sa plume redoutable. Il y parvient : aucune nouvelle de Sosnovsky ne filtre plus à partir du moment où il est enfoui vivant dans la cellule de Tomsk destinée à lui servir de cerceuil.

N. I. Mouralov est, lui aussi, à cinquante-trois ans, un héros de légende. Ce fils de paysan, agronome, est lui aussi un bolchevik de 1903. Ce géant a été l'un des dirigeants de l'insurrection de 1905 où il a été poursuivi pour le meurtre d'un « cent-noir » pogromiste. En 1917, c'est lui qui commandait à Moscou les Gardes rouges qui ont pris d'assaut le Kremlin. Membre de l'état-major de Trotsky pendant la guerre civile, il a été commandant militaire de la région de Moscou, puis inspecteur général de l'Armée rouge. Lui aussi est membre du noyau de l'Opposition de gauche depuis 1923, un des proches de Trotsky.

Ces trois vieux-bolcheviks sont très connus. Mais il y a encore en 1930 dans les rangs de l'Opposition d'autres militants de leur génération qui sont seulement moins connus à l'étranger. Il y a d'abord le noyau des communistes géorgiens engagés dès 1922 dans la lutte contre Staline. Koté M. Tsintsadzé a quarante-trois ans. Il n'avait guère plus de vingt ans quand il a dû vivre pendant des mois à Tiflis dans la cave où les bolcheviks avaient installé leur imprimerie clandestine. Il a connu prisons et bagnes. Il a dirigé la Tchéka, devenue G. P. U., dans la Géorgie reconquise. Il est tuberculeux et sa santé ne cesse de s'aggraver. Helena Tsulukidzé, « Lola », est, elle aussi, tuberculeuse. Lado Dumbadzé, autre bolchevik géorgien de l'époque héroïque, ancien président du soviet de Tiflis, grièvement blessé pendant la guerre civile, emprisonné dans l'isolement total depuis presque deux ans, est en train de perdre l'usage de ses deux bras. Parmi les vieux communistes géorgiens — après la capitulation d'Okoudjava et Mdivani — il reste en prison Vasso Donadzé, ancien membre du C. C., Zivzitadzé, ancien adjoint de Tsintsadzé, les deux frères de ce dernier et des dizaines d'autres qui ne sont pour nous que des noms. Lado Enoukidzé, lui, était en 1927 élève de l'Académie militaire, l'un des meilleurs cadres de l'Armée rouge : cet officier supérieur, qui a assuré volontairement la garde de Trotsky dans son appartement, reçoit en déportation des colis de son oncle Avelii, secrétaire de l'exécutif des soviets (51). Otto Khristianovitch Aussem, lui, un fils d'instituteur, membre du parti en 1899, longtemps responsable de l'organisation militaire clandestine, consul à Paris en 1924, et son frère Vladimir, ancien partisan en Ukraine, sont de vieux amis de Rakovsky. On parle très peu d'eux.

Deux noms reviennent en revanche souvent sous la plume de Trotsky au début des années trente, ceux des Grünstein et de Kasparova que nous connaissons moins bien, mais qui semblent avoir eu une auréole de « vieux-bolcheviks ». Karl E. Grünstein appartient à l'ancienne génération ; il a été militant du parti social-démocrate letton, où il était un ferme allié des bolcheviks, puis bolchevik, et a passé des années au bagne et en déportation. Pendant la guerre civile, il a commandé une division et joui de l'estime de Trotsky à qui il a été personnellement lié dès l'époque de la bataille de Kazan où il était à ses côtés. Après la guerre, il a commandé l'école d'aviation militaire et assuré le secrétariat de la société des anciens forçats. Couvert de décorations, il est avec Mouralov l'un des rares militants politiques à être devenu un militaire reconnu par ses pairs « professionnels ». Il est avec l'Opposition de gauche depuis 1923, a contresigné en 1929 la déclaration de Rakovsky. Il est déporté à Cherdyn avec sa femme Rebecca et un enfant. Veronika S. Kasparova, elle, a également un long passé de militante, bolchevique depuis 1904, puis dans la

(51) Avelii S. ENOUKIDZÉ (1877-1937), fils de paysan géorgien, cheminot, membre du parti en 1898, de l'exécutif des soviets en 1917, secrétaire de l'exécutif à partir de 1923, fut exclu du parti et relevé de toutes ses responsabilités pour « immoralité » en 1935, arrêté, condamné et exécuté en 1937.

section « femmes » de l'Internationale. Elle est déportée avec son fils, également membre de l'Opposition depuis 1923. Elle est cosignataire de la déclaration d'avril 1930, après avoir contresigné celle d'août 1929.

Boris M. Eltsine n'a que cinquante-cinq ans, mais il est considéré par tous comme un « vieux ». Bolchevik en 1903, il a été l'un des dirigeants du parti et des soviets dans l'Oural en 1917, membre de l'exécutif des soviets en octobre. En 1923 il a été l'un des signataires de la fameuse « lettre des quarante-six », point de départ de l'Opposition, et, depuis, l'un des dirigeants de l'Opposition de gauche, l'un des rédacteurs de la plate-forme de 1927. En 1928 et pendant la première moitié de 1929 il a dirigé à Moscou le « centre » clandestin. Arrêté, il a été envoyé à Souzdal, dans une prison insalubre — ancien monastère, dans un isolement total, atteint d'une maladie grave, tuberculose osseuse ou méningite cérébro-spinale. Quand Staline lui a proposé des « négociations », il a répondu de sa cellule qu'il y était disposé à la condition que Trotsky soit rappelé d'exil et que les bolcheviks-léninistes soient autorisés à tenir une conférence.

Vassili V. Kossior est un « vieux », plus jeune, trente-neuf ans, ouvrier métallurgiste, bolchevik de 1907, ancien instructeur des métaux, délégué aux IX^e, X^e, XI^e congrès du parti, d'abord membre de la tendance « déciste » puis rallié à l'Opposition de gauche avec un groupe de militants. Son frère Stanislav est à l'époque l'un des hommes de confiance de Staline (52).

Quelques hommes appartiennent à la génération intermédiaire. Fiodor N. Dingelstedt est entré au parti en 1910. En février 1917, il était membre du comité bolchevique de Pétrograd et a été délégué par lui pour organiser le parti chez les marins de la base de Cronstadt. Il a été l'un des premiers diplômés de l'Institut des professeurs rouges, membre de l'Opposition de gauche dès sa constitution en 1923. Devenu directeur de l'Institut des forêts de Leningrad, il a obtenu un congé qui lui a permis de séjourner à Londres et d'y écrire un livre sur *La Question agraire aux Indes* publié à Moscou en 1927. Il a été déporté successivement à Kansk, puis à Roubtsovsk (53). C'est l'un des dirigeants les plus connus en exil pour sa fermeté. Victor Serge écrit que « son visage, dans sa laideur inspirée et heurtée, exprimait une invincible obstination (54) ». Nous ne connaissons rien de la carrière militante d'Andréi Konstantinov, militant bolchevique depuis 1916, sauf le portrait admirable tracé de lui, des années après sa mort, par sa compagne de déportation, Maria M. Joffé (55).

(52) Stanislav V. KOSSIOR (1889-1939) était l'aîné des trois fils bolcheviques d'un ouvrier agricole polonais. Sidéurgiste, il entra au parti en 1907, combattit en Ukraine pendant la guerre civile, puis occupa des responsabilités de parti en Sibérie et en Ukraine. Il devait être arrêté en 1938 et exécuté un an après.

(53) Voir en annexe les deux déclarations de déportés dont on ne peut douter qu'il ait été l'inspirateur.

(54) V. SERGE, *Mémoires*, p. 227.

(55) M. M. JOFFÉ, *One Long Night* (Londres 1978).

Le gros de l'Opposition et de ses cadres de 1930 est formé d'hommes et de femmes encore jeunes, la génération de 1917. En majorité ce sont des gens qui étaient ouvriers, lycéens, étudiants, lorsqu'ils ont adhéré au parti en cette année 17 et qui ont combattu les années de guerre civile dans les rangs des partisans ou comme commissaires politiques. Ces jeunes — la fine fleur du parti bolchevique — se sont retrouvés après 1920 dans les facultés ouvrières, les *rabfaki*, et ils ont été les cadres de cette jeunesse étudiante/ouvrière qui a fourni le gros des troupes de l'Opposition de 1923. Certains ont même été parmi les premiers et les plus brillants élèves de cet Institut des professeurs rouges dont l'objectif était de rassembler l'élite des jeunes cadres bolcheviques afin de les former dans tous les domaines de la recherche politique et sociale. Ils sont au fond très représentatifs de cette couche sociale originale née de la révolution d'Octobre, cette « intelligentsia ouvrière » éprise de technique et de construction économique en même temps que passionnément adonnée à la cause de la révolution mondiale.

Plusieurs de ces jeunes ont été arrêtés en même temps que le noyau des « vieux » et déportés en même temps : ce sont ceux qui ont été liés à Trotsky, dans son secrétariat, ou qui ont été dirigeants de l'Opposition de gauche. C'est le cas des « secrétaires », Igor M. Poznansky, collaborateur de Trotsky dès 1917, organisateur de la cavalerie rouge, de N. Palatnikov, un « professeur rouge », de Nikolai M. Sermuks et de Nikolai Netchaïev, tous deux de l'état-major du fameux train blindé. Victor B. Eltsine, qui est le fils de Boris Mikhaïlovitch, a rejoint le parti en 1917, présidé en 1918 le soviet de Viatsk, puis a été commissaire politique d'une division de l'Armée rouge pendant la guerre civile. Diplômé de l'Institut des professeurs rouges en 1926, comme économiste, il a collaboré à l'édition des *Ceuvres* de Trotsky. Il en est de même pour Grigori Stopalov, recruté au lycée en 1917, organisateur clandestin des bolcheviks d'Ukraine sous la botte de Denikine, diplômé de l'I. P. R. en 1923, mari d'une enseignante de l'école du parti, Lembergskaïa (56).

La biographie de Sokrat Guévorkian est presque identique : fils d'un ouvrier du pétrole de Bakou, organisateur de syndicats pendant la guerre, exclu pour son activité du lycée, il a adhéré au parti en 1917, fait la guerre civile, puis étudié à Moscou en *rabfak*, enseigné ensuite l'économie politique théorique. « Vieil » oppositionnel, il semble qu'il ait été arrêté en 1928 (57) et qu'il ait suivi I. N. Smirnov pendant quelques semaines à l'été 1929. Vassili F. Pankratov est un ancien marin de Cronstadt, membre de la délégation venue, au moment du putsch de Kornilov, rencontrer Trotsky dans sa prison et Kerensky dans son palais. Pendant la guerre civile, il a servi dans la Tchèque et après est devenu chef adjoint

(56) Ces éléments sont tirés de différents numéros du *Biulleten Oppositsii*, particulièrement le n° 50, de mai 1936, pp. 17-20.

(57) « Gevorkian Sokrat », *Biulleten Oppositsii* n° 51, juillet-août 1936, p. 16.

du G. P. U. en Transcaucasie. Il n'a été arrêté qu'en janvier 1930 (58). Kh. M. Pevzner est aussi un homme d'Octobre, ancien de la guerre civile, où il était officier et a perdu l'usage d'un bras. Il travaillait au commissariat aux finances et avait été compromis en 1927 dans l'affaire de l'imprimerie (59). Selon un manuscrit *samizdat* récemment publié à l'étranger, il aurait été le gendre du chef du G. P. U. Iagoda (60). Il semble en fait avoir été le mari de sa nièce. Sa jeune femme est tuberculeuse. Grigori Ia. Iakovine est, lui aussi, diplômé de l'Institut des professeurs rouges. C'est un historien, spécialiste de l'histoire contemporaine de l'Allemagne où il a vécu plusieurs années et d'où il a rapporté un bon livre. Victor Serge l'a décrit : « Trente ans, sportif, l'intelligence toujours en éveil, beau garçon, volontiers charmeur. » Il évoque sa période d'« illégalité ingénieuse, audacieuse et risquée (61) » de Moscou. Son rôle, au « centre », a été important. Eléazar Solntsev, à trente ans, est considéré comme un des hommes les plus doués de sa génération. Economiste, fonctionnaire du commerce extérieur en Allemagne puis aux Etats-Unis, il a été rappelé en 1928 et arrêté dès son retour (62). Citons encore les deux gendres de Trotsky. Man Nevelson, le mari de Nina, était lycéen en 1917 quand il a organisé les J. C. puis les Gardes rouges. Commissaire politique de l'Armée rouge, il était en 1920 chef du département politique de la 5^e Armée, et s'est reconverti comme économiste (63). Son beau-frère Platon I. Volkov, mari de Zinaïda, est instituteur : il a été arrêté un peu après.

Le hasard des messages et des souvenirs ne nous a laissé que de longues listes et parfois des indications d'ordre personnel. Les trois sœurs Choumskaïa étaient des militantes de 1917, comme Moussia Magid, qui a organisé les partisans derrière les lignes de Denikine, comme l'ancien dirigeant des J. C. d'Ukraine Iakov Byk, comme les partisans sibériens Aaron, Samuel et Pavel Papermeister. Leonid Guirchek, ancien représentant commercial en Perse, Vassili M. Tchernykh, ancien commissaire de l'Armée rouge, ancien chef de la Tchèque de l'Oural, Mikhail A. Polevoi ne sont pour nous que des noms restés dans la mémoire de Serge et conservés dans les papiers d'exil (64). Nous avons trouvé mention d'étudiants/ouvriers plus jeunes encore, de Karlo Patskachvili (65), fils de paysans pauvres de Géorgie, étudiant à Moscou, de Karl Melnais, dirigeant

(58) V. SERGE, *Destin...*, p. 126. Vassili F. PANKRATOV était né vers 1894. Il a disparu après 1936.

(59) *Biulleten Oppositsii* n° 50, mai 1936, p. 18.

(60) *Renaissance du socialisme en U. R. S. S. Mémoires d'un bolchevik-léniniste*, p. 131.

(61) V. SERGE, *Mémoires*, p. 227.

(62) « La Mort de Solntsev », *Biulleten Oppositsii* n° 50, mai 1936, p. 17.

(63) *The Militant*, 26 décembre 1931.

(64) V. SERGE, *Destin...*, p. 123-130.

(65) Patskachvili et Miléchine sont cités par M. M. Joffé, *op. cit.* et par « M. B. » dans « Les Trotskyistes à Vorkouta », *Sotsialistitchestkii Vestnik*, novembre-décembre 1961.

des J. C. en 1926 et étudiant en mathématiques, de Sacha Miléchine, de Moscou aussi, de Faina Upstein, d'Odessa, recrutée en 1927, arrêtée en 1932. Certains des correspondants de Trotsky et Sedov, voire de Rakovsky, sont de toute évidence des cadres politiques dont nous ne savons presque rien, à commencer par L. Trigubov, un ancien de Kiev, mais aussi les jeunes A. Abramsky et N. I. Mekler, de Kharkov, G. M. Bagratov, Boris N. Viaznikovtsev, Mikhail Lebel, Tigran Askendarian, G. Khotimsky, Pavel I. Goloubtchik, I. Ia. Kievlenko, V. Sidorov. Il faudrait en outre consacrer une étude spéciale aux étrangers dont les prisonniers sont parfois des groupes entiers de responsables, de réfugiés, voire d'étudiants, chinois, yougoslaves, bulgares, autrichiens, italiens.

Ciliga a donné des éléments statistiques sur la population de l'isolateur de Verkhneouralsk (66) : 15 % d'ouvriers seulement, ce qu'il se plaît à souligner, une majorité de jeunes intellectuels juifs, originaires surtout d'Ukraine et de Biélorussie (47 %), beaucoup de Géorgiens et d'Arméniens (27 %), dont une forte proportion de paysans, 30 % de Russes enfin où prédominent, dit-il, militaires et tchékistes. Le nombre total des détenus de l'isolateur nous paraît cependant bien faible pour étayer une statistique et en généraliser les conclusions. Les archives de Trotsky apportent quelques éléments supplémentaires : sur trois cent soixante-dix-huit déportés dont elles nous donnent pour 1928 le nom et le lieu d'origine, 66 % ont été arrêtés à Moscou et 10 % à Kharkov. Une évaluation donne plus de 20 % de Juifs, de 7 à 8 % d'Arméniens et autant de Géorgiens. Nous avons pu également noter qu'on ne peut réduire l'intelligentsia ouvrière à la catégorie curieusement définie par Ciliga comme celle des « intellectuels juifs ». Les éléments donnés par les correspondants de Trotsky mentionnent un nombre élevé d'ouvriers arrêtés pour activités oppositionnelles. Les indications données en 1936 par Victor Serge conduisent en outre à remettre en question sérieusement les affirmations de Ciliga sur la proportion des ouvriers parmi les oppositionnels emprisonnés. Mikhail Bodrov, l'ancien courrier de l'Opposition à Alma-Ata, était un ouvrier métallo de Moscou. A Orenbourg se trouvaient en même temps que Serge, Alexis A. Santalov, ancien tourneur de Leningrad, combattant de 1905 et 1917, le casquettier de Leningrad Troukhanov, le tailleur de Minsk Boris I. Lakhovitsky, le tanneur ukrainien Iakov Byk et bien d'autres (67). Nous savons par Maria M. Joffé que l'« étudiant » Patskachvili était arrivé pieds nus à Tiflis pour tenter l'aventure qui allait le mener en quelques années à l'université sans avoir jamais fréquenté l'école secondaire (68).

(66) A. CILIGA, *op. cit.*, p. 238-239.

(67) V. SERGE, *Destin.*, p. 128-130.

(68) M. M. JOFFÉ, *op. cit.*, p. 58. En ce qui concerne la participation des ouvriers à l'Opposition, Dante Corneli, un communiste italien réfugié, membre de l'Opposition de gauche, qui capitula en 1929, donne dans ses mémoires, *Le Ressuscité de Tivoli*, quelques informations intéressantes sur l'usine Aviopribor de Moscou qui fut un des bastions de l'Opposition unifiée après avoir été celui de l'Opposition

Tel est, sommairement esquissé, le visage des membres de cette Opposition de gauche dont le gros, à partir de 1930, est concentré essentiellement dans les isolateurs : ces hommes et ces femmes sont appelés à survivre dans les pires conditions matérielles et morales jusqu'au point final, la balle dans la nuque ou la rafale de mitrailleuse.

La vie politique de l'Opposition

L'Opposition unifiée, bloc de tendances et de fractions, avait connu dès sa naissance et avant sa mise hors-la-loi de vifs débats internes. Le plus important avait opposé le noyau de 1923 au groupe dit du « centralisme démocratique », les « décistes » animés par Vladimir M. Smirnov et Timotei V. Sapronov (69) qui avaient réussi à entraîner avec eux ou influencer quelques bolcheviks comme Radek ou Nin sur l'analyse de la nature sociale de l'Etat et du parti et la nécessité de lutter pour un « deuxième parti ». L'écho de cette discussion ancienne roule encore dans le bruit des problèmes nouveaux débattus par l'Opposition de gauche en 1930.

Sur ce sujet, on dispose depuis plusieurs décennies d'un important témoignage, celui de Ante Ciliga. L'ouverture des « papiers d'exil » permet de le corriger dans ce qu'il avait de partial et en même temps de le compléter avantageusement grâce aux deux rapports des bolcheviks-léninistes Iakovine et Ardachelia (70).

Ces deux textes essentiels — et quelques autres de moindre importance — permettent de se faire une idée précise de la vie politique dans l'une des prisons réservées aux « bolcheviks-léninistes », l'isolateur de Verkhneouralsk où ont été enfermés à partir de 1930 environ deux cents

de 1923 : il a rencontré en prison le mécanicien Petoukhov. Il mentionne d'autre part une résolution de son usine de Rostov, Krasnaia Aktsia, exigeant en 1926 la restauration des normes démocratiques dans la vie du parti. Lui-même, en camp et en prison a rencontré nombre d'ouvriers notamment beaucoup qui provenaient de l'usine de roulements à bille Kaganovitch de Moscou, fondée à partir de travailleurs d'Aviopribor.

(69) Vladimir M. SMIRNOV (1887-1937), membre du parti en 1907, dirigeant à Moscou en 1917, commissaire dans les 5^e puis 17^e armées, travailla ensuite dans l'économie. « Déciste » en 1920, il rejoignit l'Opposition unifiée en 1926, puis rompit avec elle. Timotei V. SAPRONOV (1887-1939), peintre en bâtiment, membre du parti en 1912, animateur du groupe « déciste », avait capitulé en 1928, puis été arrêté de nouveau.

(70) On trouve dans les « papiers d'exil » de Harvard deux textes, des copies, très proches l'un de l'autre qui sont des rapports sur la vie politique dans l'isolateur de Verkhneouralsk. L'un (n° 16927) est signé de Iakovine et Ardachelia, daté du 11 novembre 1930, l'autre (n° 16832), signé de « A. » — de toute évidence Ardachelia — et non daté. Il semble que les deux hommes avaient quitté l'isolateur et trouvé ensuite une possibilité de faire parvenir un rapport à Trotsky. Sauf référence à Ciliga, les informations données dans les pages suivantes proviennent des textes d'Ardachelia et Iakovine et nous avons évité de multiplier les notes de bas de page.

à deux cent cinquante détenus dont cent vingt se réclamant de l'Opposition de gauche.

Le tableau est indiscutable : en dépit de conditions matérielles plus que médiocres, car les locaux sont surpeuplés, l'isolateur est une véritable « université des sciences sociales et politiques » — « la seule université indépendante d'U. R. S. S. » précise Ciliga (71). Les détenus peuvent communiquer entre eux pratiquement, publier des journaux manuscrits où les articles, signés, ne sont soumis à aucune censure, où ils débattent leurs divergences, abordent les questions théoriques et d'actualité, « de la façon la plus franche, en mettant tous les points sur les i ». Les divers groupements politiques de cette prison sont « de vraies organisations, avec leurs comités, leurs journaux manuscrits, leurs chefs reconnus ». Ils fonctionnent en tenant des réunions en règle au cours des promenades voire dans la cour, avec bureau, ordre du jour, procès-verbal. Il y a une administration des « postes » qui entretient, pour le compte de tous, relations internes et externes non seulement avec l'U. R. S. S., mais avec l'étranger, notamment par les transferts pour d'autres prisons. La bibliothèque est relativement fournie, les journaux paraissant en U. R. S. S. sont disponibles si on s'y abonne, ainsi que les quotidiens des P. C. étrangers. Les liaisons politiques enfin sont constamment maintenues. Ciliga témoignait déjà de l'arrivée aux mains des prisonniers de Verkhneouralsk d'exemplaires du *Biulleten Oppositsii* et de brochures de Trotsky jusqu'en 1934 au moins puisque les détenus, dit-il, ont eu la possibilité de discuter de l'entrée des trotskystes français dans la S. F. I. O. cette année-là (72).

Le grand débat entre les trotskystes de Verkhneouralsk a commencé à la fin de 1929 et s'est développé pendant toute l'année 1930, où un arrivage de cinquante détenus nouveaux a plus que doublé l'effectif des bolcheviks-léninistes, et entassé les hommes au point qu'il est devenu impossible de les empêcher de communiquer. La discussion a commencé sous le signe de celle de l'« année noire » et de la grande vague des capitulations. Après les derniers reniements — un groupe d'étudiants moscovites au début de 1930 — ce sont les contrecoups de cette vague qui passent désormais au premier plan.

Un petit groupe de militants qu'animent des « vieux », le Géorgien G. Kvachadzé, l'Arménien Amo Saakian, l'ancien de l'Armée rouge Vl. I. Rechetnitchenko, cherchent à extirper des rangs de l'Opposition les racines qui ont conduit tant de ses partisans à capituler. Ils dénoncent

(71) A. CILIGA, *op. cit.*, p. 170.

(72) *Ibidem*, p. 237. L'auteur précise que les trotskystes ont été informés, mais n'ont pas « su interpréter » l'entrée dans la S. F. I. O. Telle n'est pas l'opinion de Victor Serge qui écrit lors de son arrivée en France : « L'entrée de nos camarades dans les partis socialistes n'a pas, que je sache, provoqué de vives discussions [...]. On s'est seulement demandé si dans les partis socialistes nos camarades pourraient garder leur nette physionomie politique. À cette condition, nous avons estimé qu'il était juste de rallier les grands partis de masse » (Lettre à Trotsky du 27 mai 1936, Bibliothèque du Collège de Harvard, 5013, avec la permission du Collège de Harvard).

avant tout ce qu'ils appellent les tendances « conciliatrices », et, finalement, l'état d'esprit qui a conduit à l'élaboration de la déclaration d'août 1929. Dans les premiers jours de janvier, ces hommes font paraître un premier numéro du journal *Bolchevik Militant*, dans lequel une déclaration d'Amo Saakian se désolidarise de Rakovsky et de sa déclaration. Le journal développe systématiquement le thème emprunté à Trotsky selon lequel l'Opposition de gauche doit désormais s'adresser non plus au comité central et au parti, mais à la classe ouvrière elle-même. Bientôt, la direction passe à une équipe de jeunes militants : O. Pouchas, M. Kamenetsky, Ia. G. Belinsky, N. Perevertsev, Emelianov semblent se rapprocher considérablement des positions des « décistes » que le dernier nommé rejoint d'ailleurs. L'idée centrale des « bolcheviks militants » est à ce moment-là que l'on ne peut plus réformer le parti, d'une part, et qu'aucun « tournant à gauche » n'est par ailleurs possible de la part de la bureaucratie. Trotsky est présenté comme occupant la position principale ferme cependant que Rakovsky manœuvre et tente la conciliation avec l'appareil : le *Bolchevik militant* en voit la preuve à partir du moment où, en mai, on commence à parler d'une nouvelle déclaration de Rakovsky au congrès.

La « majorité » a quelque peine à se définir devant ces attaques qui lui viennent de la « gauche ». Son premier réflexe est d'ouvrir elle-même la discussion dans les pages d'une revue intitulée modestement *Recueils sur la période actuelle*, dont trois abondants numéros paraissent entre janvier et octobre avec des articles signés portant sur les questions économiques, politiques et tactiques. Son objectif, écrit Ardachelia, est d'« éclairer les problèmes de l'époque ». Le rétablissement du contact avec l'extérieur facilite l'entreprise : le « collectif bolchevik-léniniste » réussit à faire parvenir cinq lettres à la direction clandestine de la fraction en U. R. S. S. et en reçoit cinq réponses ainsi qu'une dizaine de lettres ou documents émanant des « deux vieux », Trotsky et Rakovsky (73).

En juin 1930, la discussion a suffisamment mûri pour qu'on puisse tenter un bilan. Les dirigeants de la majorité — ceux que Ciliga appelle « la droite » — décident d'élaborer des thèses. Ce seront les « Thèses Trois », rédigées par trois des jeunes dirigeants de l'Opposition, Iakovine, Solntsev et Stopalov (74). Leur analyse de la situation en U. R. S. S. est

(73) Iakovine et Ardachelia notent dans leur rapport du 11 novembre 1930, après avoir mentionné que les lettres de Trotsky sont parvenues à l'isolateur avec entre deux et quatre mois de retard : « Ces retards nous ont été très utiles ; ils nous ont permis de vérifier la ligne et les positions que nous avons élaborées et formulées par nous mêmes. Et nous avons souvent constaté avec plaisir que, face aux mêmes événements, la démarche de pensée et les formulations étaient les mêmes sur les îles de l'Oural et de Prinkipo... C'est pour nous la preuve réjouissante des liens qui unissent notre courant par-delà les distances » (Bibliothèque du Collège de Harvard, 16 927, avec la permission du Collège de Harvard).

(74) Il s'agit du texte dont nous publions en annexe de larges extraits sous le titre *La Crise de la Révolution* qui lui avait été donné dans le B. O. où il était signé « X. Y. Z. ». Ce « texte des Trois » appelé aussi « Thèses Trois » a été identifié à travers une série de recoupements dont le point de départ se trouvait dans la déposition de Trotsky devant la commission Dewey.

la même que celle de Trotsky. Ils reconnaissent l'existence de la « crise du bloc centre-droite », du conflit qui fait rage entre staliniens et droitiers, mais soulignent qu'il ne s'agit que d'« une lutte administrative de l'appareil contre les conséquences de sa propre politique économique », « vouée à l'échec » et qui « rejette tous les paysans du côté des koulaks ». Pour eux, les « bonds à gauche », épisodiques et forcément limités, se paient en outre d'un prix très élevé, l'étouffement de la vie politique du parti, l'étranglement de sa gauche, l'écrasement des aspirations ouvrières qu'elle incarne. Ils soulignent le caractère « irréflecti » du plan quinquennal, bureaucratique, et affirment qu'il est impossible de construire le socialisme en se coupant de sa base de classe, la classe ouvrière et que c'est pourtant ce que consacre le plan quinquennal.

Quelques semaines plus tard, sous l'impulsion de Man Nevelson et Aaron Papermeister, sont rédigées d'autres thèses d'un courant que Ciliga baptise « centre ». La divergence porte sur la politique économique. Le texte des « deux » se prononce pour le rétablissement de la Nep c'est-à-dire des relations purement marchandes avec la paysannerie que les « trois » ne croient pas possibles. Poznansky, puis Dingelstedt, qui arrive de Roubtsovsk, se rallient aux positions du « centre ».

Ce n'est qu'en septembre 1930 que le groupe du *Bolchevik militant* élabore ses propres thèses dont nous ne connaissons malheureusement pour le moment que les extraits cités par Iakovine et Ardachelia. Pour lui, l'U. R. S. S. est devenue un frein au développement du mouvement révolutionnaire mondial, et il ne saurait être question de front unique même avec un segment de la bureaucratie. Les thèses excluent toute possibilité de tournant à gauche, se prononcent pour « la réforme de l'Etat par l'action directe des masses ». Les « bolcheviks militants » constituent en somme une « opposition » à la direction de l'Opposition, cette « droite bolchevik-léniniste » dont ils pensent qu'elle est engagée dans une voie qui mène à la capitulation. Ils se veulent l'incarnation du « bolchevisme militant orthodoxe ». En fait, comme le note justement Ardachelia, ils se situent quelque part entre les B. L. et les « décistes ».

La majorité a progressé au cours de cette discussion. En mai, soixante détenus seulement avaient donné leur accord pour signer la déclaration d'avril de Rakovsky et des autres, cependant que quarante-sept se situaient sur les positions des « bolcheviks militants ». Mais les difficultés de l'élaboration des thèses de ces derniers — trois mois —, l'arrivée de lettres de Trotsky en contradiction avec les idées qu'ils défendent, provoquent une première rupture, celle de sept initiateurs du courant. Quand le texte de la déclaration d'avril est connu, vingt militants des quarante-sept qui l'avaient refusée s'y rallient. A leur arrivée de Roubtsovsk, Dingelstedt, Abramsky et Antokolsky ont rallié la majorité mais soutenu aussi la nécessité de faire disparaître les organes concurrents émanant des deux fractions du « collectif ». Sur leur intervention, la majorité va publier *La Pravda en prison* — tous les mois ou deux mois, sous forme d'articles copiés en cahiers — cependant que le *Bolchevik militant* refuse de dispa-

raître. La parution de deux organes se réclamant tous deux du « collectif bolchevik-léniniste de Verkhnéouralsk » conduit fatalement à la scission, effective en 1931.

Les documents émanant de partisans de la majorité — Ardachelia et Iakovine — se rapportent exclusivement à la première partie de l'année 1930. Pour les années suivantes, nous ne disposons plus à nouveau que du seul témoignage, bien unilatéral, de Ciliga. Partisan de la « gauche » — un droit qu'apparemment personne ne lui a contesté — il donne des idées de ses adversaires une image de toute évidence caricaturale, parlant d'« esprit de soumission aux chefs », disant qu'il s'agit d'« un soutien à la politique officielle » avec « critique de ses méthodes » dont l'unique objectif est « la réforme par le haut » — et il insiste lourdement et quelque peu démagogiquement sur le fait que les leaders des autres tendances sont issus de l'Institut des professeurs rouges (75). Il importe donc d'accueillir avec prudence ses résumés de faits et ses jugements de valeur, tout en reconnaissant l'utilité de certaines des indications qu'il donne.

Il mentionne par exemple l'intérêt soutenu des détenus pour la situation allemande qu'ils suivent quotidiennement dans *Die Rote Fahne*, les longues discussions entre eux sur le fascisme, la claire conscience qu'ils ont de ce qui est en jeu en Allemagne, et, ce faisant, confirme, bien involontairement sans doute, l'homogénéité de cette opposition en prison et son accord fondamental avec les positions que Trotsky défend en exil (76). Il semble difficile de le suivre quand il assure qu'il y eut « panique » chez les trotskystes de Verkhnéouralsk à l'annonce de l'arrivée au pouvoir de Hitler (77). On peut néanmoins supposer que ces militants qui avaient une analyse correcte de la portée de l'événement, comprenaient la signification qu'il revêtait pour le prolétariat mondial et par conséquent pour eux-mêmes. Notons seulement qu'il profite au passage d'une anecdote pour placer son camarade de prison, le gendre de Trotsky, Man Nevelson, parmi les « patriotes un peu bornés de notre Etat soviétique » (78)... Il assure qu'en 1933, après la victoire de Hitler, les décistes se prononcèrent pour la IV^e Internationale et furent accusés par les « bolcheviks militants » de lancer un mot d'ordre « prématuré » et « démagogique », cependant que la *Pravda en prison* maintenait, sans trop insister, les positions traditionnelles. L'affaire fut de toute façon réglée avec l'arrivée — en U. R. S. S. et dans l'isolateur — du *Bulleten Oppositsii* qui convainquit tous les bolcheviks-léninistes que le moment était venu d'abandonner le combat d'« opposition » en vue de la « réforme », et qu'il fallait maintenant construire de nouveaux partis et la IV^e Internationale. Bientôt l'unité des bolcheviks-léninistes était d'ailleurs rétablie (79).

(75) A. CILIGA, *op. cit.*, p. 176-177 et 192.

(76) *Ibidem*, p. 170 et 236.

(77) *Ibidem*, p. 237.

(78) *Ibidem*.

(79) A. CILIGA, *op. cit.*, p. 235, situe cette unification à l'été 1933 et indique que Solntsev et Kamenetsky en avaient été, chacun de leur côté, les champions. Il

Ce serait pourtant une erreur que de suivre de trop près le tableau un peu sommaire et légèrement déformé de Ciliga et d'imaginer une vie politique de l'Opposition coulée partout au début des années trente sur le modèle de Verkhneouralsk. Ailleurs, d'autres discussions l'ont rythmée.

D'abord certaines discussions sur des événements ponctuels. On sait qu'en général les B. L. se divisèrent à propos du « procès du Chakhty » dont certains acceptaient l'authenticité, d'autres dénonçant la fabrication et la machination montée selon eux entre Staline et le principal accusé, Ramzine (80). Les lendemains de la déclaration d'août 29 et les semaines qui précèdent celle d'avril 30 sont consacrés à une correspondance entre colonies qui couvre tous les problèmes politiques.

Des discussions passionnées autour de la collectivisation et de l'industrialisation se sont bien entendu poursuivies bien après 1929. A côté des sceptiques déterminés qui ne voient, dans le meilleur des cas, dans cette politique qu'un « zigzag manœuvrier » précédant l'inévitable retour à la politique « de droite », d'autres interprétations se font jour. Rakovsky, souvent considéré comme sceptique par rapport aux conséquences socio-économiques de l'industrialisation et de la collectivisation, émet pourtant l'hypothèse qu'elles constituent pour la bureaucratie un moyen d'accroître son pouvoir et ses privilèges puisqu'elles élargissent ses assises économiques et sociales.

En 1930, résurgence des arguments de certains capitulards en 1929, on voit reparaître la théorie selon laquelle industrialisation et collectivisation dont la conséquence — automatique — est de renforcer le « noyau prolétarien » du parti entraînent donc inéluctablement et tôt ou tard ce dernier dans la voie de la réforme. C'est ce que dit Okoudjava, critiqué par Tsintsadzé (81) et à qui Trotsky fait l'honneur d'un coup de patte au passage. S'il semble bien que cette idée ne retrouva guère d'écho dans les rangs de l'Opposition auto-épurée, il semble que les thèses de Rakovsky sur un nécessaire recours à la Nep en tant que forme concrète de la « retraite » préconisée par tous aient assez profondément divisé ses rangs.

Très tôt, et comme partout dans le monde à l'intérieur et sur les marges du mouvement communiste en crise, apparaissent des théories « révisionnistes » que les bolcheviks-léninistes débattaient avec sérieux et à propos desquelles ils polémiquent. Dès 1930, certains d'entre eux défendent et développent la théorie déjà mise en avant par certains décistes et

relève aussi la formation d'un groupe de « trotskystes d'extrême-droite » (Melnais, Barkine, Millmann) et, par ailleurs, l'unification, hors du « collectif », des éléments gauchistes (ex-« militants » et ex-« décistes ») en une « fédération des communistes de gauche ».

(80) Léonid K. RAMZINE (1877-1948), ingénieur et professeur, condamné à mort en 1930 pour avoir « avoué » être l'un des dirigeants des saboteurs et conspirateurs du « parti industriel », vit sa peine commuée en dix années de prison au cours desquelles il poursuivit ses travaux scientifiques. Il devait reprendre sa chaire d'enseignant en 1944.

(81) Cf. la lettre de K.M. Tsintsadzé à M.N. Okoudjava, 10 février 1930, Harvard, 15 526, cf. documents, p. 115-120.

surtout par les mencheviks, selon laquelle l'Etat russe serait à considérer non plus comme un Etat ouvrier, mais comme un « capitalisme d'Etat » : c'est un économiste de Kharkov, Vladimir Densov, ancien haut-fonctionnaire du Gosplan (82) qui défend cette thèse en 1931 dans les rangs même du collectif. D'autres repoussent cette interprétation qui remet évidemment en cause les bases même du programme et de l'organisation de l'Opposition : ils envisagent néanmoins la possibilité d'une évolution de ce type dans un avenir plus ou moins proche.

Bien entendu, l'une des discussions principales les plus concrètes en même temps que plus difficile sur le plan théorique du fait de sa totale nouveauté, est celle qui s'esquisse en 1930 autour de la question de la nature de classe de l'Etat soviétique, donc de la nature de classe de la bureaucratie. Dans sa déclaration d'avril 1930, contresignée par Kossior, Mouralov et Kasparova, Khristian Rakovsky a écrit :

« D'Etat prolétarien à déformations bureaucratiques — comme Lénine définissait la forme politique de notre Etat — nous nous développons en un Etat bureaucratique à survivances prolétariennes communistes (83). »

Quelques lignes plus bas, il définit la bureaucratie comme « une grande classe de gouvernants », une « classe originale » dont la base est constituée par la « possession du pouvoir d'Etat », « sorte originale de propriété privée ».

Cette analyse soulève critiques et protestations. Dès le 5 juillet 1930, au nom des déportés de Kolpachevo, G. Khotimsky et A. Cheinkman attaquent vivement :

« Nous pensons que la bureaucratie n'est pas une classe et qu'elle ne le deviendra jamais [...] La bureaucratie est le germe d'une classe capitaliste dominant l'Etat et possédant collectivement les moyens de production (84). »

On sait par d'autres déportés que Rakovsky a continué à travailler entre 1930 et 1932, notamment sur la question des « dangers du pouvoir » déjà abordée dans sa célèbre lettre à Valentinov d'août 1928. On mentionne entre autres travaux de lui qui ne sont jamais sortis d'U. R. S. S., *Les Lois de l'accumulation socialiste pendant la période « centrisme » de la dictature du prolétariat* et *Les Lois du développement de la dictature socialiste*.

(82) A. CILIGA, *op. cit.*, p. 179, 200.

(83) Cf. documents, p. 90-103.

(84) La lettre de Khotimsky et Cheinkman est incluse dans une correspondance d'U. R. S. S. signée L. Trigubov (Harvard, 17 308 *infra*, documents, p. 177). Trigubov, que Ciliga présente comme un vieux militant de Kiev, est présenté par Sedov comme « le correspondant à Moscou de l'Opposition ».

Débatant l'ensemble de cette question sous le pseudonyme de N. Markine, Léon Sedov, après avoir rappelé les positions de Rakovsky et celles des déportés de Kolpachevo, mentionne les thèses d' « un camarade autorisé, incarcéré dans un isolateur », lequel propose de se contenter pour le moment de la formule d' « encerclement bureaucratique de la dictature du prolétariat (85). »

Nous ne savons rien de plus sur une discussion qui a duré sans doute jusqu'à la mort des deux derniers militants de l'Opposition de gauche.

L'Action politique : les grèves de la faim

Les militants de l'Opposition restés en liberté ont théoriquement les mêmes moyens d'action que les autres citoyens soviétiques : comme eux, ils participent ici ou là aux grèves ou aux manifestations de mécontentement. Et, pendant cette période, ils semblent bien avoir été le seul groupe à distribuer ou diffuser clandestinement tracts et textes politiques.

Mais le gros des troupes de l'Opposition, les déportés, dont l'effectif est remonté aux environs de huit mille vers 1933, n'a que peu de moyens d'action pour ce qui est son objectif principal, l'amélioration des conditions de détention. Les déportés et les prisonniers commémorent toujours par des manifestations les deux dates du 1^{er} mai et du 7 novembre, en chantant l'*Internationale* malgré l'interdiction et en brandissant des chiffons rouges en guise de drapeaux. Ces manifestations leur coûtent généralement très cher : arrestation des déportés, par exemple à ceux de Roubtsovsk en 1930, et sanctions sévères dans les isolateurs, isolement spécial, cachot, rallonges. Mais, quand le régime devient insoutenable, il ne reste plus que l'issue du désespoir : la grève de la faim. La première avait éclaté dès les premiers mois de 1928 dans la prison de Tomsk. La seconde avait eu pour cadre le pénitencier de Tobolsk où le régime était féroce. En 1930, dans l'isolateur bondé — plus de quatre cent cinquante prisonniers à l'époque — de Verkhneouralsk, le directeur Bizioukov avait fait enchaîner nus les prisonniers grévistes de la faim et les avait aspergés d'eau froide en plein hiver pour les contraindre à céder.

C'est à Verkhneouralsk que se sont déroulées, à partir de 1931, les grèves les plus dures, de celles qui sont connues au moins. La première éclate à la fin d'avril 1931, où un détenu, « déciste », Essaïan, est blessé d'un coup de feu par une sentinelle. Un comité de grève de trois membres est formé, avec Dingelstedt, le « bolchevik militant » Kvachadzé et le déciste Saïansky (86). Les cent soixante-seize communistes de toutes tendances en grève ont le soutien des anarchistes. Ils revendiquent des sanctions contre les responsables, la mutation du directeur, des garanties pour

(85) *Biulleten Oppositsii* n° 14, août 1930.

(86) A. CILIGA, *op. cit.*, p. 197.

l'avenir, la libération et l'hospitalisation du blessé, l'aménagement du règlement et l'amélioration de l'ordinaire.

Le septième jour, on leur promet d'envoyer une commission spéciale du G.P.U., présidée par Andreeva, pour négocier, et ils arrêtent la grève : le 1^{er} mai 1931, ce sont des prisonniers gonflés à bloc par cette première victoire qui manifestent dans l'isolateur autour de portraits de Trotsky et de banderoles avec les mots d'ordre de l'Opposition. Mais la commission ne vient pas. La grève recommence au début de juillet. Cette fois, la commission vient et cède sur plusieurs revendications importantes (87). On n'apprendra que plus tard que certaines promesses n'ont pas été tenues et notamment qu'Essaïan n'a pas été libéré, mais seulement transféré. En repréailles sournoises, semble-t-il, trente-cinq détenus sont envoyés à Souzdal au régime très dur.

La seconde grève de la faim est déclenchée à Verkhneouralsk en mai 1933. Depuis des mois en effet, les condamnés dont la peine est arrivée à expiration se voient automatiquement « renouvelés » administrativement par le collège du G.P.U. sans comparution ni semblant de justification. Les détenus décident alors de prévenir le G.P.U. qu'ils entameront immédiatement la grève de la faim s'ils n'obtiennent pas la libération de tous les prisonniers à expiration de leur peine. Le comité de grève élu, avec encore Dingelstedt, le « bolchevik militant » Sacha Slitinsky et Iakov Byk, prend toutes dispositions pour que la grève commence à jour fixe, même en cas de transfert (88). Comme le transfert est commencé, la grève éclate simultanément dans plusieurs prisons. A Verkhneouralsk, elle est brisée de force le treizième jour. Dingelstedt, Slitinsky et Byk sont transférés dans le sinistre pénitencier de Solovki, dans les îles Solovietsky, que Ciliga appelle « la Guyane arctique ». Là les politiques — communistes uzbeks et kirghiz, mais aussi Géorgiens et Caucasiens — sont mélangés aux « droit commun » et font l'objet des pires brimades. Forts de l'expérience acquise, les hommes de Verkhneouralsk recommencent leur patient travail, regroupent, organisent. Quelques mois plus tard ils engagent le combat pour le regroupement des politiques et l'obtention d'un régime spécial. Ils obtiennent, écrit Ciliga, « quelques résultats (89) ». La trace de F. N. Dingelstedt, professeur rouge, intellectuel juif, lutte héroïque, se perd en 1935 après son transfert en déportation à Alma-Ata.

L'Arménien Arven A. Davtian — « Tarov » — qui a pris part aux deux premières grèves de la faim de Verkhneouralsk est resté dans l'isolateur. C'est par lui qu'on connaît le déroulement d'une troisième grève

(87) *Ibidem*, p. 198-200.

(88) *Ibidem*, p. 213. Davtian, qui avait passé plusieurs années à Verkhneouralsk et avait réussi à s'évader d'U.R.S.S. en 1935, a fait pour la commission Dewey un récit qui confirme sur ce point celui de Ciliga. Sous la fausse identité de Manoukian, ce militant arménien s'enrôla pendant la guerre dans le groupe F. T. P.-M. O. I. dirigé par Manouchian et immortalisé depuis par l'Affiche rouge ; il fut condamné à mort et exécuté avec ses camarades de combat.

(89) *Ibidem*.

de la faim dans le célèbre isolateur, après la visite de la commission du G. P. U. qui « renouvelle » en décembre 1933 les peines de tous les détenus. La grève commence le 11 décembre. Laissons la parole à ce communiste arménien :

« Le 20 décembre, on transporta sur les bras les grévistes d'une cellule à l'autre. Cela pour perquisitionner. Puis on commença à nous alimenter de force. Ce fut un spectacle inoubliable : il y eut de véritables batailles entre les grévistes et les garde-chiourmes. Naturellement les premiers furent battus. Épuisés, nous fûmes alimentés par la gorge avec des pompes appropriées. Les tourments furent inouïs. On nous introduisit dans la bouche de gros tuyaux de caoutchouc, les grévistes étaient traînés comme des chiens crevés dans la « cellule d'alimentation ». Personne ne capitula séparément. Le quinzième jour de la grève, notre comité de grève décida d'y mettre fin à midi, car beaucoup de grévistes tentaient de se suicider. Un des collaborateurs du G. P. U. vint chez nous, dans l'isolateur et commença à menacer d'envoyer les grévistes aux Solovietsky. Nos camarades le chassèrent de leurs cellules. La décision du comité de grève fut approuvée à l'unanimité par l'ensemble des grévistes. Le représentant du G. P. U. dut promettre verbalement (il se refusait pour des raisons qu'il ne donna pas à écrire) de libérer ceux qui avaient terminé leur peine. C'est ainsi que, le 22 janvier 1934, ma peine se terminant, je fut transporté dans la cellule des « libéraux (90). »

La Résistance

Le dernier texte politique présenté en U. R. S. S. même au nom de l'Opposition tout entière est la déclaration d'avril 1930, rédigée par Rakovsky et signée également de V. V. Kossior, N. I. Mouralov et V. S. Kasparova (91). L'entreprise a d'ailleurs été difficile et un premier projet a été saisi au cours d'une perquisition chez Rakovsky. A partir de cette date, des discussions se poursuivent, mais les déportés n'ont plus la possibilité d'élaborer de documents collectifs. Mais ce n'est pas, comme au début de 1929, le signe d'une crise interne. Bien au contraire, ce qui était apparu comme le « dernier carré » de l'Opposition autour de Rakovsky se nourrit à nouveau de recrues, jeunes et vieilles, en déportation et dans les prisons : en Sibérie et en Asie centrale, parmi les déportés et les prisonniers, l'Opposition de gauche se développe beaucoup. Dans les centres urbains, en revanche, elle reçoit coup sur coup.

(90) Appel de Tarov au prolétariat mondial, *La Vérité*, 11 octobre 1935.

(91) Cf. documents, p. 90-104.

On peut suivre la trace de ces vagues de répression, presque semaine après semaine dans la correspondance des « papiers d'exil ». C'est Victor Serge qui, en mai 1930, raconte la série de perquisitions et d'arrestations qui viennent notamment de toucher les déportés Abramsky, Voskressensky, Antokolsky, que l'on retrouvera bientôt à Verkhneouralsk (92). En mai 1931, c'est une lettre de Naville qui mentionne l'arrestation du dernier noyau de ceux qu'il appelle les « résistants libres » et notamment de leur chef, « Michel » — un ami d'Andrés Nin, précise-t-il — qui est resté ferme devant le G. P. U. (93). En octobre 1930, Trotsky l'écrit franchement à l'Américain Shachtman : l'Opposition, en tant qu'organisation, n'existe plus (94). A cette date, les chefs de l'Opposition sont dans les isolateurs, Verkhneouralsk, Iaroslavl, Tobolsk, Souzdal, voire la sinistre « prison centrale du G. P. U. » à Moscou, comme l'ex-clandestin Ianuchevsky.

Mais les bolcheviks-léninistes n'ont pas oublié les leçons d'action clandestine que leur a enseignées leur lutte contre le régime tsariste. La répression policière ne permet pas de construire un centre à l'intérieur : qu'à cela ne tienne, on le bâtit à l'extérieur, autour du *Biulleten Oppositsii*, lequel deviendra en Russie l'axe du regroupement des oppositionnels, l'organisateur en même temps que revue théorique et bulletin de discussion.

L'expédition du *Biulleten*, dont plusieurs dizaines sous une forme réduite qui permet un transport clandestin, se fait par mille et un canaux. Le principal est celui des ports que touchent les bateaux soviétiques, Anvers et Hambourg, ce qui donne un rôle particulièrement important aux militants belges et allemands. La vente publique du *Biulleten* dans les kiosques et librairies de la plupart des grandes villes d'Europe permet de toucher les Soviétiques en voyage à l'étranger et dont beaucoup, précisément, recherchent ce type de publication. Dans l'ensemble, le *Biulleten* continuera à pénétrer en U. R. S. S., même en nombre réduit, jusqu'en 1933 et même probablement après, comme le prouvent certains éléments d'information donnés en 1936 par Serge.

Mais le problème le plus difficile à régler est celui de la circulation en sens inverse : d'Union soviétique en Europe occidentale, plus précisément à Berlin où Sedov a installé le « centre », la rédaction du *Biulleten*. En interrompant dans ce sens les communications, le G. P. U. ferait en effet d'une pierre deux coups : que serait un *Biulleten* privé d'informations venant d'U. R. S. S. ? Les conditions rigoureuses de clandestinité d'un tel travail font en outre qu'il n'en reste presque aucune trace écrite, ou du moins des traces difficiles à interpréter. Ces réserves faites, indiquons tout de même ce qui nous paraît être les grandes lignes de la solution apportée par Sedov à cet épineux problème.

En 1929, par exemple, Sedov avait réussi à posséder à Berlin et à

(92) Serge à Trotsky, 30 mai 1930, Harvard 5005.

(93) Naville à Trotsky, 28 août 1931, *ibidem*, 3503.

(94) Trotsky à Shachtman, 31 octobre 1930, *ibidem*, 1082.

Paris, une antenne. Celle de Paris était « Joseph », en réalité Solomon Kharine, membre de la délégation commerciale à Paris, dont nous savons qu'il a non seulement suivi Radek dans sa capitulation, mais livré au G. P. U. les manuscrits du premier numéro du *Biulleten* (95). A Berlin, le représentant de l'Opposition — en contact avec les oppositionnels allemands et particulièrement Sacha Müller qui connaît le russe — est désigné dans la correspondance sous l'initiale de « L. ». Peu après, le rôle d'antenne et de boîte aux lettres à Berlin va être joué par une jeune soviétique de vingt ans, qui est aussi une vieille militante de l'Opposition de gauche russe, camarade de combat de Léon Sedov, précisément, et propagandiste ardente d'idées et thèses de l'Opposition dans les jeunesse communistes, Nina V. Vorovskaia. Fille d'un vieux-bolchevik, elle a obtenu l'autorisation du gouvernement d'aller faire soigner en Europe occidentale sa grave tuberculose. Elle est de toute confiance, puisqu'elle appartient au vieux noyau dirigeant, elle est relativement protégée pour le moment puisque fille d'un martyr de la révolution, assassiné par les Blancs, elle connaît personnellement tous les militants importants et risque moins que quiconque d'être le jouet d'une provocation. Mais elle ne reste pas longtemps. Les médecins décident d'abord une opération qui la met quelque temps hors-circuit. Ensuite, à peine convalescente, elle est rappelée par les autorités russes et revient à Moscou où elle meurt. Trotsky lui consacre une émouvante notice nécrologique (96). Les documents allemands la désignent sous les initiales « N. K. (97) ».

Pendant plusieurs mois, au cours de l'année 1930, il n'y a plus à Berlin d'antenne permanente de l'Opposition de gauche russe. Le trou est pourtant bouché à la fin de l'année par un homme dont Sedov écrit à son père qu'il est tout à fait sûr (98). C'est probablement celui que Jean Meichler a rencontré à Paris et dont il parle dans une lettre à Prinkipo : le « nouvel ami », le « Dr H. K. » appartient à la représentation commerciale soviétique en Allemagne, sa spécialité est le bois, et il a deux amis à la représentation soviétique à Paris qu'il est venu rencontrer pour les besoins de l'action et de la liaison (99).

Nos informations s'interrompent sur cette question avec la venue de Sedov à Berlin. Désormais, en effet, c'est lui l'antenne, le centre, la tête du réseau, l'homme qui tient et assure toutes les liaisons. De nombreux Russes vivent dans la capitale allemande, émigrés d'époques diverses, étudiants aussi. Nous savons que Sedov recrute à Berlin un étudiant russe muni d'un passeport, Oskar Grossmann, qui, sous le nom de « Otto »

(95) Cf. n. 12.

(96) « Nina V. Vorovskaia », *Biulleten Oppositsii* n° 19, mars 1931, p. 36. Nina V. VOROVSKAIA (1908-1931) était la fille du vieux bolchevik Vaclav V. VOROVSKY (1871-1923), un ancien de l'*Iskra* devenu diplomate et assassiné à Lausanne par un Blanc.

(97) Urbahns à Trotsky, 25 mars 1929, Harvard, 5616.

(98) Sedov à Trotsky, *ibidem*, 5482.

(99) Meichler à Sedov, 9 octobre 1930, *ibidem*, 12759.

va devenir un des dirigeants des jeunes de l'Opposition allemande. Mais nous savons aussi qu'il rencontre beaucoup de voyageurs : c'est, semble-t-il, par la légation commerciale de Berlin que transitent la plupart des voyageurs d'Union soviétique dont un bon nombre apportent informations et documents.

Pour le reste, Léon Sedov, vieux conspirateur, a recours aux « voyages spéciaux » dont nous ne savons pratiquement rien, sinon qu'ils étaient extraordinairement difficiles à organiser, qu'il a dû toujours argumenter et convaincre de leur nécessité ceux qui acceptaient de les faire, qu'ils ne comportaient jamais de mission « aller-retour », mais seulement l'un ou l'autre, que les gens qui avaient porté des documents ne rapportaient rien, et vice versa (100). Les rares informations dont nous disposons par ailleurs semblent indiquer que, bien entendu, les « voyages spéciaux » n'étaient pas des voyages de touristes, trop suspects parce que rares à l'époque, mais des déplacements normaux de militants des appareils de l'I. C. ou du K. P. D. qui sympathisaient avec l'Opposition de gauche et acceptaient de les doubler d'une mission spéciale. Un seul témoignage à ce sujet, celui de l'Allemand Karl Gröhl, qui assura pour Sedov au début de 1933 une « mission spéciale » à Moscou en février 1933 à l'occasion d'un voyage effectué pour le compte de l'entreprise de Münzenberg (101).

La correspondance d'Union soviétique qui paraît très régulièrement dans le *Biulleten* est donc en réalité une correspondance de type un peu particulier, hétérogène, formée à la fois d'extraits de rapports authentiques de militants russes et de textes rédigés par Sedov sur la base de rapports oraux, de lettres personnelles reçues par ses contacts, etc.

Les premières proviennent généralement de Moscou, mais aussi de Leningrad, Kharkov et même Tachkent ou des nombreux lieux de déportation. Elles sont évidemment signées de pseudonymes, parfois de simples initiales, et donnent en général des informations intéressantes non seulement sur la vie du parti, les intrigues d'appareil, l'état d'esprit dans les masses et les conditions de vie, mais aussi la répression, le sort et le moral des prisonniers et exilés. Dans une première période, il y a les rapports signés « N. », à partir de 1930, ceux de « N. N. », avant qu'apparaisse « T. T. ». Qui étaient ces hommes ? Nous ne le saurons sans doute jamais. Nous avons mentionné par ailleurs que l'un d'entre eux était vraisemblablement

(100) Sedov à Trotsky, *ibidem*, 5482.

(101) Karl GRÖHL (1896-1979), militant du K. P. D. sous le nom de FRIEDBERG depuis 1919 — il avait été responsable de l'appareil militaire — avait adhéré à l'Opposition de gauche clandestinement en 1930 et y militait sous le nom de Karl ERDE. Il a publié ses mémoires sous le nom de Karl RETZLAW : *Spartacus. Aufstieg und Niedergang. Erinnerungen eines Parteiarbeiters*. Le récit de sa mission à Moscou en février 1933 se trouve p. 355-356. Willy MÜNZENBERG (1889-1940), avait été le dirigeant de l'Internationale socialiste des jeunes, puis de l'Internationale communiste des jeunes ; responsable du Secours rouge international il avait ensuite organisé ce qu'on appelait le « trust Münzenberg », un ensemble de journaux et d'entreprises diverses visant à soutenir la propagande de l'I. C.

blement le bolchevik de Moscou Andréi Konstantinov, Kostia, membre du parti depuis 1916, arrêté fin 1932, ultérieurement déporté à Arkhangelsk, puis Vorkuta. Nous connaissons aussi le Moscovite Ianuchevsky, — Ian — arrêté sans doute en 1930, transféré de Verkhnéouralsk à la prison centrale du G. P. U. de Moscou — où il disparaît pour toujours.

C'est à cette première catégorie de « rapports » plutôt que de lettres qu'appartiennent les documents ayant trait à la déportation et même à la vie des isolateurs, transmis par les responsables soviétiques au prix de mille difficultés : ainsi le texte rédigé à Verkhnéouralsk en juin 1930 par Iakovine, Solntsev et Stopalov arriva-t-il à Prinkipo le 10 octobre. Le délai ne fut guère plus long entre le début de la première grève de Verkhnéouralsk en 1931 et l'information la concernant dans le *Biulleten Oppositsii* qui publia par-dessus le marché la liste nominale des cent dix-sept grévistes de la faim en distinguant « bolcheviks-léninistes » et « décistes ».

Le deuxième type de documents consiste en lettres personnelles ou extraits de lettres personnelles contenant des informations concrètes ou en lettres fabriquées à partir de matériaux recueillis par correspondance ou dans des conversations : à partir de confidences de responsables voyageant à l'étranger, elles établissent souvent des faits intéressants, recueillent les rumeurs dont l'appareil foisonne au début des années trente, donnent des informations enfin qui ont été souvent confirmées, des décennies plus tard, après la mort de Staline. Les plus intéressantes d'entre elles se trouvent dans la période où l'Opposition russe, à la fin de 1932, commence à sortir de son isolement et se prépare à entrer dans le « bloc des oppositions ».

Le tournant de 1932-1933

La crise que traverse le pays, la famine qui ravage des régions entières, la misère et la sous-alimentation des travailleurs des villes, le durcissement de la répression contribuent cependant peu à peu à isoler une direction que personne ne songe plus spontanément à qualifier de « géniale ». Le mécontentement, la méfiance gagnent non seulement le parti, mais l'appareil lui-même. L'une des premières conséquences est le début d'une restructuration de l'Opposition, la perspective de sa reconstitution en tant qu'organisation bénéficiant du courant général d'opposition à Staline. Sous cet angle, les récentes découvertes faites dans les papiers d'exil de Harvard (102) permettent d'esquisser un chapitre très nouveau de l'histoire de l'Opposition de gauche en U. R. S. S.

Depuis 1932 en effet, les organisations ou groupes d'opposition, les initiatives contre la politique de Staline ne cessent de se multiplier au sein même de l'appareil. En 1930, c'est le comité du parti de Transcaucasie,

(102) Cf. *Cahiers Léon Trotsky* n° 5, p. 5-37.

dirigé par V. V. Lominadzé (103), jusque-là un des favoris de Staline, qui vote une résolution très dure contre la politique économique du parti, dénonce le gouffre qui se creuse entre les bureaucrates et les masses. Dans le même sens, le président du conseil des commissaires du peuple de la R. S. F. S. R., Sergei I. Syrtsov (104), a élaboré un texte critique. Ce ne sont pas initiatives individuelles, et le G. P. U., alerté par ces concordances, va bientôt le découvrir. Syrtsov et Lominadzé sont en effet les organisateurs d'un groupe clandestin d'opposition aux ramifications étendues qui comprend notamment des intellectuels bolcheviques comme Jan E. Sten, le philosophe, mais aussi les cadres des jeunesses communistes de l'époque révolutionnaire, Lazar Chatzkine, Nikolai Chapline (105). D'autres groupes se constituent, comme, par exemple, au commissariat de l'agriculture, celui qu'anime l'ancien commissaire A. P. Smirnov avec le directeur des transports et celui du ravitaillement de la R. S. F. S. R., Nikolai Eismont, et Tolmatchev (106).

En 1932, ces hommes, que Trotsky tient à juste raison pour des « capitulards », font le bilan de leur tentative de réintégrer le parti et de s'insérer dans son action sous la direction de Staline : c'est un bilan effroyablement négatif car leur capitulation n'a servi qu'à les discréditer. Les zinoviévistes se retrouvent régulièrement pour discuter des problèmes du présent, mais aussi du passé. La catastrophique politique allemande de Staline les mobilise contre lui autant que la crise économique qui ravage le pays. Zinoviev se risque à des remarques sur la conception du front unique qui était celle de Lénine, en opposition au « front unique à la base » préconisé en Allemagne par le disciple de Staline, Thälmann (107).

(103) Vissarion V. LOMINADZÉ (1898-1934), ancien dirigeant des J.C. et homme de confiance de Staline, qui l'envoya notamment en Chine en 1927, s'était retourné contre sa politique en 1929 et avait constitué un groupe d'opposition. Il se suicida en 1934.

(104) Sergei I. SYRISOV (1893-1938), membre du parti depuis 1913, avait fait une carrière d'apparatchik et présidait en 1930 le conseil des commissaires du peuple de la R. S. F. S. R. Plus tard directeur d'usine, il mourut en prison.

(105) Le philosophe Jan E. STEN (-1937), qui avait été membre de la commission centrale de contrôle du parti commença à s'éloigner de la fraction stalinienne en 1928. Associé à Lominadzé à partir de 1929, il fut arrêté et exécuté en 1937. Lazar A. CHATZKINE (1902-1937), secrétaire des J.C. de 1917 à 1922, avait également été dirigeant de l'Internationale des jeunes. Lié à Lominadzé, il fut sanctionné d'abord, arrêté et exécuté ensuite pour les mêmes raisons de même que Nikolai P. CHAPLINE (1902-1938) qui avait eu une carrière similaire.

(106) Aleksandr P. SMIRNOV (1877-1938), ouvrier, membre du parti en 1896, lié aux « droitiers », avait été commissaire du peuple à l'agriculture. Nikolai B. EISMONT (1891-1935), avocat, membre du parti en 1907, avait milité avec l'Organisation interrays et rejoint le parti bolchevique en 1917. Il était commissaire au ravitaillement de la R. S. F. S. R. Vladimir P. TOLMACHEV (1886-1937), membre du parti depuis 1905, était également un ancien commissaire du peuple de la R. S. F. S. R. et responsable des transports.

(107) Ernst THÄLMANN (1886-1944), docker de Hambourg, venu au K.P.D. par l'U.S.P.D., avait été choisi par Staline comme « chef » du parti allemand et appliqua sans défaillance la politique qui lui fut dictée.

En fait, les deux dirigeants de la « nouvelle Opposition » commencent à mesurer l'étendue de la faute qu'ils ont commise en 1927 en rompant avec Trotsky pour tenter de rester « à plat ventre » dans ce parti où, de toute façon, ils ne sont que des otages impuissants. De conversation privée en conversation privée, Zinoviev et Kamenev commencent à tâter le terrain autour d'eux et à chercher des alliés.

Du côté des anciens trotskystes, c'est Ivan N. Smirnov qui semble avoir été le plus actif, dans le sens d'une reprise d'une activité clandestine prudente mais déterminée. Autour de lui, ceux qui ont capitulé en même temps que lui, l'Arménien Ter-Vaganian, Ufimtsev (108), et même Préobrajensky, ancêtre de la capitulation avec Radek. On rassemble des informations, on cherche des contacts. Au mois de juin 1932, les pourparlers commencent avec le groupe « gauchiste » des ex-staliniens écartés en 1930, par l'intermédiaire de Ter-Vaganian qui s'est, depuis quelques années, lié à Lominadzé. L'idée d'un « bloc » des oppositions d'ex-capitulards et ex-staliniens fait son chemin.

C'est probablement à la même époque que naît clandestinement un groupe original d'opposition, connu sous le nom de groupe Rioutine (109). Au point de départ, il y a le désarroi, puis la colère des cadres d'anciens « droitiers » du parti devant la capitulation de leurs dirigeants et en particulier de Boukharine. Non seulement en effet, les chefs de la droite ont capitulé sans se battre, victimes d'un « régime » du parti qu'ils avaient eux-mêmes contribué à créer, mais encore les excès insensés de la collectivisation rurale semblent leur donner raison par rapport aux avertissements qu'ils ont vainement lancés. Rétrogradés à partir de 1928-29, conservant néanmoins des postes dans l'appareil de Moscou, les *apparatchiki* Rioutine, Ouglanov (110), rompant avec leur fraction dans ses formes traditionnelles, lancent l'idée de la conciliation des oppositions. Pour eux, Boukharine a eu raison sur le plan de la polémique économique et Trotsky sur celui du parti. Leur plate-forme de 165 pages présente un programme de restauration de la démocratie interne du parti et développe la nécessité de « chasser Staline ». Le gros de leurs recrues est constitué par des droitiers comme les « professeurs rouges » Slepko et Maretsky, les anciens protégés de Boukharine, mais ils recrutent aussi à gauche, par exemple le vieil ouvrier bolchevique de Leningrad Kaïourov (111). La

(108) Vagarchak TER-VAGANIAN (1893-1936), vieux-bolchevik arménien, avait été rédacteur en chef de la revue *Pod Znamenem Marksizma* [Sous la Bannière du marxisme]. Déporté, il avait capitulé en même temps que Smirnov. Nikolai I. UFITSEV (1888-1938), membre du parti en 1906, avait également suivi I. N. Smirnov.

(109) Mikhaïl N. RIOUTINE (-), instituteur devenu officier pendant la guerre, avait rejoint les bolcheviks pendant la guerre civile. Apparatchik à Moscou, il avait inauguré l'emploi de la violence contre l'Opposition de gauche.

(110) Nikolai A. OUGLANOV (1886-1940), fils de paysans, membre du parti en 1907, « droitier », avait dirigé la lutte contre l'Opposition à Moscou avant d'être lui-même éliminé par Staline.

(111) Aleksandr SLEPKOV (-) et Dmitri MARETSKY (-) tous deux anciens de l'Institut des professeurs rouges étaient des disciples favoris de Boukha-

plate-forme circule dans le parti et même dans les usines. A l'été, Rioutine est arrêté et emprisonné.

A cette époque, les affaires ont déjà beaucoup avancé, à gauche. Le groupe de Smirnov discute avec les zinoviévistes, avec les « gauchistes » du groupe de Lominadzé et l'accord se fait pour un « bloc » auquel on demande aussi aux trotskystes d'adhérer. C'est au moment où se mène, en septembre, cette discussion, que la répression frappe : Zinoviev et Kamenev sont exclus du parti en même temps que les principaux animateurs du groupe Rioutine, accusés les uns et les autres d'avoir formé une organisation pour restaurer « le capitalisme et le koulak ». Quelques semaines après, c'est au tour du groupe Smirnov de tomber, suivi à quelques semaines par le groupe Eismont-Tolmatchev. Le bloc n'aura vécu que quelques semaines et vraisemblablement n'aura même pas eu le temps de se donner une direction, puisque deux des groupes qui le constituent ont été décapités dès l'automne 1932.

Ce n'est pourtant pas la même histoire qui recommence. D'abord parce qu'il n'est pas du tout certain que l'existence du bloc ait été découverte à cette époque, comme le suggère le fait que les membres du groupe Sten-Lominadzé n'ont pas eu à subir de répression renouvelée autre que quelques mesures de déportation. Officiellement, Zinoviev et Kamenev sont frappés pour avoir eu connaissance de la plate-forme de Rioutine et ne pas l'avoir dénoncée. Peut-être en effet le G. P. U. n'en savait-il pas plus. Le principal militant trotskyste arrêté dans cette période, Andréi Konstantinov, n'est d'ailleurs pas arrêté comme tel en décembre 1932, mais seulement pour des paroles imprudentes : quatre ans plus tard, à sa sortie d'U. R. S. S., Victor Serge ne le range toujours pas dans la catégorie des détenus trotskystes (112).

Ensuite, la majorité du bureau politique ne suit pas Staline qui voudrait une répression accrue et réclame la tête de Rioutine en affirmant que sa « plate-forme » est un appel à l'assassiner (113).

Par ailleurs, la lettre dans laquelle Sedov annonce à Trotsky la naissance du bloc (114) mentionne également ce qu'il appelle « l'effondrement des anciens », allusion sans doute à Karl Grünstein que Trotsky, dans sa réponse, qualifie de « capitulard ». Mais Sedov précise que les liaisons ouvrières ont été préservées : l'Opposition de gauche semble sortie de son isolement et susceptible de réaliser de nouveaux progrès. Le rapport de février 1933 dégage en fait un sentiment d'optimisme et suggère l'image

rine. Vassili M. KAÏOUROV (1876-1936), ouvrier et vieux-bolchevik dirigeait en 1917 le célèbre rayon ouvrier de Vyborg.

(112) Victor SERGE mentionne Konstantinov (*Destin, ...* p. 144) comme seulement « suspect de trotskysme ». Dans le document 17399 de Harvard, il dit qu'il fut arrêté pour des paroles imprudentes à la fin de 1932. M. M. JOFFÉ, *op. cit.*, p. 58, le présente comme un « dirigeant de l'Opposition de gauche » et rien ne permet de mettre en doute son témoignage. A. M. Chabion faisait aussi partie du Centre en 1932.

(113) Pour un bon résumé de cette affaire, voir Boris I. NIKOLAIEVSKY, *Les Dirigeants soviétiques et la lutte pour le pouvoir*, p. 88.

(114) Lettre de Sedov à Trotsky, Harvard, 5482.

d'un groupe qui dispose au moins de nombreux canaux d'information (115). Or tout cela va changer brusquement avec la victoire en Allemagne des bandes hitlériennes.

Avec le mouvement ouvrier et communiste allemand, c'est le réseau de Sedov — obligé d'ailleurs de quitter l'Allemagne — qui disparaît : les relations de l'Opposition russe avec l'extérieur sont définitivement brisées. Son isolement est définitivement acquis. Staline, par ailleurs, va bénéficier du découragement provoqué par le désastre, de l'inquiétude de tous ceux qui hésitent à le combattre sous la menace désormais directe d'un ennemi mortel. Le relâchement relatif de la terreur pendant les années 1933-1934, l'amélioration de la situation économique, avec une bonne récolte et un ravitaillement amélioré, contribuent à rendre plausible cette sorte d'union sacrée que le péril extérieur semble commander. Dès le mois de mars 1933, Zinoviev et Kamenev, descendant vers l'abîme une marche supplémentaire, ont capitulé de façon plus honteuse encore afin de gagner le droit de revenir à Moscou et d'être réintégrés dans le parti. Les partisans du « bloc » semblent s'être de nouveau éparpillés dans une période où l'on peut croire que le « libéralisme » de Kirov et de ses alliés avait fait entendre raison à Staline.

C'est dans le cadre de ce relatif répit et dans une situation mondiale marquée par le triomphe de la réaction et la marche à la guerre que Staline va mettre en place le mécanisme qui lui permettra de liquider les vieux cadres du parti, à commencer par les membres du bloc, de détruire définitivement l'Opposition de gauche et de frapper de terreur et de stupeur pour des décennies les masses soviétiques.

Le commencement de la fin

L'Opposition de gauche ne pouvait physiquement survivre à la défaite de la classe ouvrière mondiale, triomphe momentané, certes, mais d'une durée considérable à l'échelle d'une vie d'homme, de la contre-révolution en Europe.

Dans un premier temps, c'est la rigueur du régime de détention infligé par le G. P. U. à des hommes et des femmes aux organismes affaiblis qui porte les coups les plus rudes aux rangs de l'Opposition, à travers des conditions matérielles réellement épouvantables et un isolement toujours plus hermétique.

La liste des morts s'allonge. Le premier a été Koté Tsintsadzé. C'est bientôt le tour d'une autre vieille bolchevique géorgienne, Elena Tsulukidzé. Puis c'est celui de deux héros de la guerre civile, Aleksandr Rosanov et Boris Zelnitchenko. Les informations qui filtrent ne sont souvent que d'alarmants bulletins de santé. Boris M. Eltsine se survit à peine, Lado Dumbadzé a les deux bras définitivement paralysés, Iossif Eltsine se meurt

(115) *Bulleten Oppositsii* n° 33, avril 1933, p. 24-26.

de tuberculose, comme Filip Schwalbe qui crache ses poumons et la compagne de Pevzner que son oncle fait — trop tard — transférer en Crimée. Même les jeunes sont touchés : E. B. Solntsev, après des années d'isolateur et plusieurs grèves de la faim, souffre du scorbut. Moussia Magid est alitée en permanence, tuberculeuse depuis Verkhnéouralsk, comme Vasso Donadzé et N. I. Mekler.

Dans cette entreprise de destruction aussi systématique qu'hypocrite, deux hommes sont particulièrement visés, Sosnovsky et Rakovsky. Le premier, après l'exécution des camarades du G. P. U. qui l'ont épaulé un moment dans la poursuite de son combat, est littéralement enterré vivant. Ce grand malade — diabétique — s'est vu refuser la possibilité de suivre le régime alimentaire qui pourrait le sauver temporairement. Staline, qui redoute sa plume féroce et sa verve populaire, n'a pas lésiné sur les moyens : tout ce que l'on sait de Sosnovsky depuis 1930, c'est que ce grand malade va mourir.

Rakovsky, après Astrakhan et Saratov, s'est retrouvé à Barnaoul dans des conditions qui sont matériellement abominables du fait de sa maladie de cœur, puisque les froids de l'hiver y atteignent — 50° pendant des semaines entières. Il réussit néanmoins à y travailler, fait parvenir à Trotsky et à Sedov des lettres pleines d'entrain, de combativité et de sagesse, et fait passer à l'étranger un gros travail sur « Les problèmes économiques de l'U. R. S. S. » axé sur l'échec du Plan quinquennal et la nécessité d'une « retraite économique ». Pourtant le silence bientôt se fait sur lui aussi, seulement interrompu par les rumeurs périodiques qui annoncent, comme pour Sosnovsky, sa mort en exil, que certains attendent, mais que beaucoup redoutent, même dans les allées du pouvoir. On croit savoir, par les liens que Trotsky entretient de Prinkipo avec le beau-fils de Rakovsky, médecin à Paris, que le vieux lutteur, convaincu qu'il ne saurait indéfiniment résister à la machine à broyer les hommes les plus indestructibles, se décide finalement à jouer le tout pour le tout dans une tentative d'évasion qui le conduira jusqu'en Mongolie extérieure. Repris, grièvement blessé, il aurait été transporté à Moscou et soigné, soumis en même temps à d'épouvantables pressions auxquelles il aurait tenu tête, reconduit en exil, à Yakoutsk cette fois, dans le pays de la nuit polaire.

C'est finalement en 1934 que les deux hommes, si sauvagement persécutés pendant des années, sombrent définitivement (116). Ils capitulent à quelques jours d'intervalle et sont ramenés à Moscou.

Cette capitulation — mort politique qui n'était en réalité qu'une étape dans un calvaire qu'ils acceptaient désormais, le reniement de ce qu'avait été leur vie — s'explique-t-elle seulement par l'atroce persécution à laquelle ont été soumis ces deux hommes âgés, par l'épuisement moral et physique de malades dont la vie n'a pas été de tout repos ? Le débat est ouvert. Mais, incontestablement, le ton et les accents de la première

(116) La déclaration de Rakovsky fut publiée dans les *Izvestija* du 20 février 1934, celle de Sosnovsky le 27 février.

déclaration de Rakovsky le suggèrent, un facteur important de leur décision a été leur appréciation — sur la base des informations reçues — de la situation internationale : les deux hommes ont en effet conscience depuis des années du danger mortel que constitueraient pour l'Union soviétique une victoire de Hitler en Allemagne et ses inévitables conséquences mondiales (117).

L'ouvrier oppositionnel arménien Arven A. Davtian, ancien officier de l'Armée rouge, racontera un peu plus tard qu'à la même époque il sollicitait sa réintégration dans le parti, en s'engageant à taire définitivement ses idées, et qu'il s'était résolu à ce geste au nom de la nécessité de l'union sacrée contre les fascistes (118). Victor Serge, de son côté, a raconté comment l'ouvrier ukrainien Iakov Byk, un des anciens du comité de grève de Verkhnéouralsk, apprenant la déclaration de Rakovsky et la jugeant digne, crut à la possibilité d'un compromis, le droit reconnu à l'oppositionnel de servir sans se renier. Il le dit aux autorités locales qui le firent transporter par avion à Moscou. Là, quand il comprit ce qu'on lui proposait, il demanda simplement à retourner d'où il venait (119).

Les réactions à la capitulation des deux vétérans ne sont pas, semble-t-il, allé au-delà de celle de Byk, et c'est une erreur d'appréciation identique, aussitôt corrigée, qu'ont, selon Victor Serge, commis au même moment les deux Eltsine, père et fils (120). Les trois premières vagues de capitulations, en 1928-1929, avaient définitivement trempé les hommes de la deuxième génération bolchevik-léniniste, qui ne savaient que trop bien — et pour cause — la force du mécanisme qui avait broyé leurs aînés. Au surplus, comme l'avait noté Ciliga à Verkhnéouralsk, « Rakovsky ne jouait aucun rôle autonome dans l'Opposition qui ne reconnaissait pour chef que Trotsky. Rakovsky n'était écouté qu'en tant que mandataire de Trotsky » (121). En sombrant, Rakovsky et Sosnovsky ne scellèrent que leur sort personnel.

Les dernières années

La victoire de Hitler en Allemagne a fait basculer à l'échelle mondiale le rapport des forces entre les classes : en U. R. S. S., elle va permettre à Staline d'apporter une « solution finale » — sans précédent à l'époque — à la question de l'Opposition de gauche.

(117) La phrase-clé du télégramme de Rakovsky était : « Devant la montée de la réaction internationale, dirigée en dernière analyse contre la révolution d'Octobre, mes anciens désaccords avec le parti ont perdu leur signification. »

(118) Déposition de Tarov devant la sous-commission de Paris, *La Commune*, 27 août 1937.

(119) Serge, *Mémoires*, ..., p. 336.

(120) Lettre de Serge à Trotsky, 27 mai 1936, Bibliothèque du Collège de Harvard, 5013.

(121) A. CILIGA, *op. cit.*, p. 193.

Il n'est pas facile de reconstituer la trame de ces années où Victor Serge se demandait s'il n'était pas « minuit dans le siècle ». Plus de communications entre l'U. R. S. S. et Trotsky : aucun militant ni sympathisant ne saurait prendre le risque d'écrire. Le G. P. U. ne cesse de resserrer son étreinte : à partir de 1935, il a réussi à placer auprès de Léon Sedov, à Paris, un de ses agents, Zborowski, qui milite sous le pseudonyme d'Etienne et l'informe directement de tout ce qu'il apprend (122). Le petit groupe russe de Paris est déchiré par les suspicions qu'Etienne diffuse afin de mieux se protéger lui-même (123).

Les derniers éléments d'information arrivent par paquets successifs avec les derniers militants qui réussissent à quitter l'Union soviétique : Davtian-Tarov, qui arrive en Perse en août 1935, Ante Ciliga, qui débarque à Prague en décembre de la même année, Victor Serge enfin, qui, libéré, atteint Bruxelles en avril 1936. Au cours de l'année 1937, les hommes qui rompent avec le G. P. U., Ignace Reiss, Walter Krivitsky (124), donnent également des éléments, d'un autre angle de vue. Ce sont vraiment les derniers.

C'est à travers leurs informations qu'on peut cependant reconstituer quelques bribes de ce qui s'est passé en U. R. S. S. dans ces dernières années où l'Opposition agonise. Il semble que, vers 1933 ou 1934, les déportés de l'Opposition aient nourri un faible espoir d'amélioration de leur sort — peut-être dans le cadre de la politique de détente relative

(122) Mordka ZBOROWSKI, dit Marc, dit ETIENNE (né en 1908) était né dans la Pologne russe et y avait vécu une partie de son enfance. Il avait fait ses études en France, militant quelque temps dans les rangs mencheviques, puis, contacté par le G. P. U. à Grenoble, était entré dans l'organisation française et devenu très rapidement le collaborateur de confiance de Léon Sedov. Bien qu'il ait fait l'objet de soupçons de la part de plusieurs militants, il avait réussi à éviter tout ennui, même après le vol des archives et la mort de Sedov. Emigré aux Etats-Unis en 1941, il fut démasqué et reconnu en 1955 son rôle d'« informateur » : il fut condamné en 1958 à cinq ans de prison. Il semble qu'il surveillait et contrôlait avant tout Sedov, mais que ce dernier, qui cloisonnait strictement son travail « conspiratif », ne l'aurait mis en contact avec aucun soviétique, et qu'il participait seulement à l'expédition du bulletin dans les pays autres que l'U. R. S. S.

(123) On peut se reporter à ce sujet aux lettres de 1939 dans lesquelles Lola Estrine rend compte des dissensions à l'intérieur du « groupe russe de Paris » où chacun cherche le provocateur. Literator (V. Serge) accuse Dama (Elsa Reiss) ou Paulsen (Lilia Estrine) et réciproquement, et Etienne tire son épingle du jeu.

(124) Ignacy S. PORETSKI, dit Ludwig, dit Ignace REISS (1899-1937), ancien militant du P. C. polonais, était passé au service de renseignements de l'Armée rouge et devenu l'un des responsables du G. P. U. (N. K. V. D.) en Europe occidentale. En 1937, il avait pris la décision de rompre avec Moscou et de rejoindre la IV^e Internationale. Il avait été abattu en Suisse le 4 septembre 1937. Samuel GINZBURG dit WALTER, dit KRIVITSKY (1889-1941) était également d'origine polonaise et avait eu les mêmes activités que Reiss. Il semble avoir tenté de le prévenir de la décision de l'assassiner et avoir longtemps hésité avant de faire à son tour défection en décembre de la même année. Reiss n'eut pas le temps de faire des révélations, bien que ses *Carnets* aient contenu des notes intéressantes. Krivitsky, lui, « dicta » un livre.

inspirée et sans doute imposée à Staline par cette opposition d'appareil qui avait fait de Kirov son candidat à la place du n° 1. Ici ou là, il y a eu interruption du renouvellement automatique des condamnations et autorisation pour d'anciens « isolés » de vivre en exil. Il y a même un cas où un vieux-bolchevik membre de l'Opposition est libéré sans avoir capitulé : il s'agit de N. I. Mouralov, autorisé à travailler comme agronome en Sibérie. Plusieurs dirigeants de la jeune génération de l'Opposition, qui ont quitté à cette époque l'isolateur, vivent une existence précaire, en exil, avec parfois leur famille avec eux. On sait par exemple que Victor B. Eltsine était de 1933 à 1935 à Arkhangelsk et V. F. Pankratov à Orenbourg. En 1934, E. B. Solntsev, après une double « rallonge » de fait, a été autorisé à vivre en exil en Sibérie. G. Ia. Iakovine vit dans des conditions semblables à Stalinabad. Guevorkian est « libre » également.

Mais ce n'est qu'un trop bref répit. Le 1^{er} décembre, le jeune communiste Leonid Nikolaïev abat Kirov à coups de revolver à Smolny : le G. P. U. — Staline derrière Iagoda — a tiré les ficelles de sa « conspiration » pour avoir prétexte au bain de sang qu'il estime nécessaire à la reprise en mains. En quelques jours, la première vague d'arrestations met un point final aux rêves audacieux de semi-liberté en exil qu'avaient pu nourrir certains oppositionnels. Tous sont arrêtés, sans exception, uniformément lourdement condamnés : nombreux sont ceux qui disparaissent. Le renouvellement automatique des peines reprend, mécanique inflexible que dirige le collège du G. P. U. rebaptisé N. K. V. D.

Il n'y a que peu de capitulations dans cette période. On parle en 1935 de Veronika S. Kasparova, qu'on sait âgée et très malade. Personne ne croit à la capitulation, annoncée, de Stopalov, dans laquelle on voit « une manœuvre ». Au contraire, l'afflux dans les « camps » de dizaines de milliers de nouveaux dont une majorité de jeunes risque de procurer aux bolcheviks-léninistes des troupes fraîches, des renforts de combattants et de futurs cadres. Bientôt, on regroupe les bolcheviks-léninistes afin de les isoler de la masse des déportés et condamnés. Les « camps » sont de plus en plus « camps de concentration », et les isolateurs renouvellent leur population : le trotskyste V. F. Pankratov, revenant à Verkhénouralsk en 1935, y trouve dans la même cellule Kamenev, Slepkov et Smilga.

Quelques-uns des hommes de la jeune génération ont-ils tenté en 1934, en exil, de reconstituer, sinon une organisation dans les formes, du moins le centre d'un réseau ? On peut en douter avec Victor Serge qui juge impossible pareille entreprise. C'est pourtant de cela que sont accusés en 1935 G. Ia. Iakovine, Kh. M. Pevzner, V. F. Pankratov et E. B. Solntsev. Ce dernier meurt en janvier 1936, à l'hôpital de Novosibirsk, après une grève de la faim victorieuse contre une « rallonge » et le refus du G. P. U. de le laisser vivre en exil à Minoussinsk avec sa femme et son enfant (125).

(125) « La Mort de Solntsev », *Biulleten Oppositsii*, n° 50, mai 1936, p. 17. Le texte est de Serge, identique, parfois mot pour mot à ce qu'il avait écrit à Trotsky et Sedov à ce sujet.

Pankratov et Pevzner reçoivent tous deux cinq ans supplémentaires en isolateur, sont envoyés l'un à Verkhénouralsk et l'autre à Chéliabinsk, et disparaissent pour toujours, le premier ayant seulement réussi à faire savoir à ses amis d'Orenbourg que l'instruction avait « été effroyable » (126).

Les militants de l'Opposition de gauche sont exécutés sans procès, et nombre d'entre eux ont sans doute péri dans le cours de la préparation des procès à spectacle, de ces amalgames dont on conçoit sans peine combien Staline eût aimé y faire figurer, dans le rôle d'accusé avouant ses crimes et battant sa coulpe, l'un des « irréductibles » qui n'avaient cessé de le braver depuis des années. Trotsky lui-même redoutait, non sans raison, à l'annonce de chaque procès, d'y voir figurer l'un d'entre eux, brisé par les méthodes perfectionnées dont il ne sous-estimait pas l'efficacité. Parmi tous les hommes qui n'avaient pas capitulé, Staline pourtant ne réussit finalement qu'à briser le seul Mouralov, celui-là même qu'il avait curieusement épargné en le laissant exercer librement sa profession d'agronome dans la région de Novosibirsk. Ce coup — très dur pour Trotsky — demeura unique. Parmi les accusés des trois grands procès de Moscou ont figuré certes nombre d'anciens dirigeants ou militants de l'Opposition, mais, à l'exception de Mouralov, tous ces hommes avaient déjà « capitulé » des années auparavant et s'étaient reniés publiquement, Zinoviev et Kamenev, Piatakov et Krestinsky dès 1928, Smirnov, Mratchkovsky, Boguslavsky, Ter-Vaganian après Radek en 1929, Rakovsky en 1934 enfin. Mais aucun des bolcheviks-léninistes maintenus en isolateur depuis des années, restés fidèles à l'organisation et à son programme, n'a finalement collaboré, même sous la torture, aux procès préfabriqués et la majorité d'entre eux ont payé ce refus de leur vie.

Nous n'avons sur ce qu'étaient ces hommes en 1936 qu'un seul témoignage, celui de Victor Serge. Il écrit à Trotsky, le 27 mai 1936, peu après sa libération et son arrivée en Belgique :

« Nous sommes en ce moment fort peu nombreux : quelques centaines, dans les cinq cents. Mais ces cinq cents ne fléchiront plus. Ce sont des hommes trempés, qui ont appris à penser et à sentir par eux-mêmes et qui acceptent avec tranquillité la perspective d'une persécution sans fin. Dans les isolateurs, nos camarades sont quelques dizaines au total, sur des centaines de zinovévistes, droitiers et autres staliniens véreux. Parmi nous, il n'y a pas grande unité de vues. Boris Mikh(ailovitch Eltsine) disait : "C'est le G. P. U. qui fait notre unité". Deux grandes tendances se divisent à peu près par moitié : ceux qui estiment qu'il faut tout réviser, que l'on a commis des fautes depuis le début de la révolution d'Octobre — et ceux qui considèrent le bolchevisme à ses débuts comme inattaquable. Les premiers sont enclins à considérer que dans les questions d'organisation vous aviez raison, avec Rosa Luxemburg, dans certains cas, contre

(126) SERGE, *Mémoires*, p. 340.

Lénine autrefois. En ce sens, il y a un trotskisme dont les attaches remontent loin (personnellement, je suis aussi de cet avis, pensant toutefois que les principes d'organisation de Lénine ont fait leurs preuves dans une période et un pays donné, particulièrement arriéré). Nous nous divisons aussi par moitié sur les problèmes de la démocratie soviétique et de la dictature (les premiers, partisans de la démocratie ouvrière la plus large dans la dictature : mon impression est que cette tendance est en réalité de beaucoup la plus forte). Dans les isolateurs, un groupe dit du "capitalisme d'Etat" (*Goskappisty*) s'est détaché : ils professent que le capitalisme d'Etat vers lequel s'acheminent également Mussolini, Hitler et Staline, est aujourd'hui le pire ennemi du prolétariat. Ils sont peu nombreux, mais il y a parmi eux quelques camarades des plus capables [...] Il devient de plus en plus difficile, sinon impossible de tenir [...] En général, il n'y a plus d'autorités : les vieux se sont discrédités, les jeunes entendent penser par eux-mêmes. Par "vieux", j'entends ici la génération d'opposants de 23-28 dont il ne reste que quelques cadres admirables, des jeunes d'ailleurs comme les Iakovine et les Dingelstedt. Dans les isolateurs et ailleurs, on trouve surtout maintenant les opposants trotskystes de 1930-1933. Une seule autorité subsiste : la vôtre. Vous avez là-bas une situation morale incomparable, des dévouements absolus (127). »

Laissons de côté la polémique, vaine, sur la question de savoir le pourcentage de bolcheviks-léninistes qui se rangeaient sur les positions « révisionnistes » de Serge et de ceux qui restaient fidèles à une « orthodoxie » dont ils n'avaient plus depuis longtemps tous les éléments, analyses concrètes d'une situation concrète. Ni Serge ni aucun de ses camarades d'alors n'avaient la possibilité d'avoir de ces questions une vue d'ensemble. Relevons simplement que Serge a reçu mission de deux vieux militants de demander à Trotsky des confirmations sur des points qu'ils jugent capitaux. Boris M. Eltsine voudrait savoir si Trotsky pense bien comme lui qu'en cas de guerre, l'Union soviétique doit être conditionnellement défendue, et Vassili M. Tchernykh, ancien commissaire politique de l'Armée rouge, ancien chef de la Tcheka dans l'Oural, pense qu'on ne peut plus parler en U. R. S. S. de « dictature du prolétariat », que la bureaucratie est « une couche sociale distincte » et qu'il faut construire un « nouveau parti » en U. R. S. S. (128). Ce qui est vrai, c'est que les

(127) Serge à Trotsky, 27 mai 1936, Bibliothèque du Collège de Harvard, 5013.

(128) Lettre de Victor Serge, Bibliothèque du Collège de Harvard, 17399, avec la permission du Collège de Harvard : une partie importante du texte a été publiée dans le *Bulleten Oppositsii* n° 51 de juillet-août 1936. Dans ce texte, les messages sont présentés comme émanant des militants « A » et « B ». C'est dans sa lettre du 5 mai 1936, Bibliothèque du Collège de Harvard, 5013, que Serge donne la clé et indique qu'« A » est B.M. Eltsine et « B » V.M. Tchernykh. Ajoutons que cela identifie le document 17399 qui émane, selon le catalogue, d'une personne « non-identifiée ».

trotskystes d'Union soviétique ont tenu à la fois dans la fidélité à la personne de Trotsky en tant que symbole de la révolution d'Octobre et d'un parti vivant, et dans un attachement indéfectible à la démocratie ouvrière dont témoigne leur propre diversité, facteur, précisément, de leur unité inébranlable en face de la contre-révolution dans les années les plus noires.

Après les informations de Serge, c'est un long silence qui se fait sur le sort des trotskystes d'Union soviétique. Ce n'est qu'en 1961 que des souvenirs d'un ancien prisonnier politique de Vorkouta apportent les éléments d'information que complètent ensuite un manuscrit *samizdat* et enfin le livre de la plus illustre des rares survivants, Maria Mikhailovna Joffé (129), la veuve du diplomate soviétique ami de Trotsky qui s'était suicidé en 1927 et dont l'enterrement avait donné lieu à la dernière manifestation publique de l'Opposition à Moscou. Nous pouvons désormais retrouver à la fin de 1936 la trace de quelques-uns de ces hommes et de ces femmes que nous avons tenté ici de suivre depuis 1928 et de les accompagner jusqu'à leur mort, celle du « dernier carré » des trotskystes soviétiques.

Ces sources, bien différentes par leurs origines et la date de leur publication, coïncident sur quelques points essentiels. Selon les trois auteurs en effet, la quasi-totalité des bolcheviks-léninistes qui survivaient à cette date en Union soviétique, ont été regroupés au cours de l'année 1936 dans la nébuleuse des camps de la Petchora, autour de Vorkouta, dans ce « bain au-delà du cercle polaire » comme disait l'un d'eux. Bien des hommes manquaient à l'appel, victimes sans doute de la « préparation » des procès publics : ni Dingelstedt, ni Pankratov, ni Pevzner, ni Man Nevelson, ni Victor Eltsine, ni Sermuks, ne sont là. Pas plus que Solntsev, mort au début de l'année. Mais il y a tout de même des dizaines de noms que nous connaissons : Igor M. Poznansky, l'ancien secrétaire de Trotsky, G. Ia. Iakovine, l'Arménien Sokrat Guévorkian, le vétéran V. V. Kossior et sa compagne Pacha Kounina, Moussia Magid, Ida Choumskaia, les deux frères de Koté Tsintsadzé, Khotimsky, Andréi Konstantinov,

(129) Les trois documents en question sont, dans l'ordre de leur publication : M. B., « Les Trotskystes à Vorkouta », *Sotsialisticheskii Vestnik*, novembre-décembre 1961, le document *samizdat Renaissance du bolchevisme en U. R. S. S. Mémoires d'un bolchevik-léniniste* (Paris, 1970) et enfin le livre déjà mentionné de Maria M. JOFFÉ, *One Long Night* (Londres, 1978). On trouve un témoignage identique, bien que moins détaillé dans les mémoires du communiste italien Dante Corneli écrit après vingt-quatre ans de déportation. Les trois premiers auteurs donnent beaucoup de noms et permettent bien des recoupements. Corneli, lui, ne connaissait que les ouvriers trotskystes qu'il avait connus en usine et de rares individus. De toutes les victimes de Vorkouta, il ne mentionne qu'un seul nom de « trotskyste » connu, celui d'un ancien officier de l'Armée rouge qu'il avait connu à Rostov, Ivan P. PSALMOPEVTSEV (-1938) dont il précise qu'il figurait sur la première liste des fusillés. La vérification est facile ; I. P. Psalmopevtsev, vieux bolchevik-léniniste, signataire en 1927 de la « Déclaration des 83 » était déjà emprisonné à Verkhneou-ralsk en 1930 et figurait déjà en 1932 sur la liste des grévistes de la faim de cette prison.

Karlo Patskachvili, Karl Melnaïs, Vasso Donadzé, Sacha Miléchine, déjà mentionnés au cours de ce travail ainsi, bien sûr, que Maria M. Joffé elle-même. Il faut ajouter, comme autres personnalités, une femme qui fut l'amie personnelle de Natalia Sedova, Faina Viktorovna Iablonskaia, professeur d'histoire à l'Institut du journalisme en 1927, véritable chef d'état-major de l'Opposition près de Trotsky dans les derniers jours de 1927, et l'ancienne dirigeante des jeunesses communistes Raïa V. Lukinova.

Le menchevik M. B., rescapé de Vorkouta, dépeint ces militants — ses adversaires politiques — qu'il évalue à plusieurs milliers, dont mille dans le camp où il vivait lui-même : ils refusent de travailler au-delà de huit heures, ignorent systématiquement le règlement, de façon organisée, critiquent ouvertement Staline et la ligne générale tout en se déclarant prêts à la défense inconditionnelle de l'U. R. S. S. A l'automne 1936, après le premier procès de Moscou, ils ont organisé meetings et manifestations de protestation, puis fait décider en assemblée générale, après intervention de leurs dirigeants, une grève de la faim. Leurs revendications sont, selon Maria M. Joffé, 1) Le regroupement des politiques, avec séparation des éléments criminels de droit commun, 2) La réunion des familles dispersées dans des camps différents, 3) Un travail conforme à la spécialité professionnelle, 4) Le droit de recevoir livres et journaux, 5) L'amélioration des conditions de nourriture et de vie (130). Le menchevik M. B. ajoute la journée de huit heures, une nourriture indépendante de la réalisation des normes, l'envoi hors des régions polaires des invalides, des femmes et des personnes âgées. Le comité de grève élu comprend G. Ia. Iakovine, Sokrat Guévorkian, Vasso Donadzé et Sacha Miléchine (131), tous bolcheviks-léninistes, les trois premiers, vétérans des grèves de la faim de 1931 et 1933 à Verkhneouralsk.

La grève, commencée le 27 octobre 1936, dure cent trente-deux jours. Tous les moyens sont employés pour la briser : alimentation forcée, arrêt du chauffage par des températures de — 50°. Les grévistes tiennent. Brutalement, au début de mars 1937, les autorités locales cèdent sur un ordre venu de Moscou : toutes les revendications sont satisfaites, les grévistes réalimentés progressivement sous contrôle médical.

Après quelques mois de trêve, c'est de nouveau la répression. La nourriture est réduite, la ration de pain ramenée à 400 grammes par jour, les violences des « droit commun » encouragées. Puis les trotskystes, dans leur presque totalité, et ceux qui les ont accompagnés dans la grève de la faim sont regroupés dans des bâtiments à part — à Vorkouta une vieille briquetterie — entourés de barbelés et gardés militairement jour et nuit.

Un matin de mars 1938, trente-cinq hommes et femmes, bolcheviks-léninistes, sont emmenés dans la toundra, alignés le long de fosses préparées

(130) M. M. JOFFÉ, *op. cit.*, p. 18-19. Alexandre Soljenitsyne a fait plusieurs allusions à la grève de la faim des trotskystes de Vorkouta, dans *Le Premier Cercle* et *Le Goulag*.

(131) M. M. JOFFÉ, *op. cit.*, p. 19.

et exécutés sur place à la mitrailleuse. Maria M. Joffé entend ce jour-là le nom du premier de la liste des fusillés, Grigori Ia. Iakovine, le « professeur rouge » dont le nom est suivi de ceux des autres membres du comité de grève (132). Jour après jour, les exécutions se poursuivent pendant plus de deux mois, de la même immuable façon. L'homme qui a été chargé par Staline de la « solution finale » du problème de l'Opposition de gauche s'appelle Kachkétine. Maria M. Joffé, qu'il a interrogée pendant des mois, lui attribue des dizaines de milliers de victimes.

Dans son bouleversant témoignage où revivent dans leur lutte quotidienne contre la chiourme les personnalités exceptionnelles de ses camarades bolcheviks-léninistes, les Konstantinov, Patskachvili, Zina Kozlova, elle fait le récit circonstancié de ces meurtres.

C'est un homme, un vieux détenu, qui raconte en 1938 la première exécution collective dont il vient d'être le témoin à la briquetterie de Vorkouta (133). Il évoque la vie dans ce baraquement :

« Nous avons un journal oral, la *Pravda derrière les barreaux*, nous avons de petits groupes, des cercles où il y avait beaucoup de gens intelligents et instruits. De temps en temps on publiait une feuille satirique. Vilka, le délégué de notre baraquement, était journaliste, les gens dessinaient des illustrations sur le mur. On riait aussi. Il y avait beaucoup de jeunes (134). »

Maria Joffé raconte à son tour :

« La briquetterie avait réuni sous son toit délabré le meilleur de l'élite créatrice des camps ; le peuple des esprits vaillants et courageux. Avec leurs arguments et leur entraînement, leur capacité à donner des réponses logiques, parfois prophétiques, ils avaient apporté un dynamisme de vie dans l'existence statique intolérable de cette boîte incroyablement gelée et pleine de malades [...] L'acidité mordante de leurs sarcasmes révélait la vérité sur une réalité apparemment incompréhensible [...] Un jour, on leur donna une ration de tabac : "Préparez-vous pour un transport". Ce fut comme une injection d'élixir de vie [...] Ils se précipitèrent dans cette journée avec des saluts à l'air pur, à la route blanche et peut-être à une vie nouvelle. Ils firent prestement leurs paquets : c'étaient des gens qui savaient rire et plaisanter [...] Moins d'une heure après, comme une souche aux racines coupées, le premier corps tombait. Après lui, la rangée tout entière d'hommes et de femmes comme des nœuds trop lâches, comme des masses informes, basculèrent pêle-mêle dans le fond de la carrière. Et le poids des cadavres de ceux qui les suivaient les recouvrit.

(132) *Ibidem*, p. 35.

(133) *Ibidem*, p. 41.

(134) *Ibidem*, p. 41-42.

Ceux qui ont une pensée authentique sont toujours une minorité. C'est d'eux qu'on se débarrasse d'abord : Une ! Deux ! Feu ! Debout près de leurs tombes, ils chantaient "Des tourbillons du danger"... Les paroles du chant se confondaient avec les salves.

Kachkétine, debout à côté, donnait le signal aux mitrailleurs. Tout était fauché, abattu, les chants, les esprits, les vies. On foulait aux pieds des pages d'existence inachevées. Combien auraient-elles pu donner encore à la révolution, au peuple, à la vie ? Mais elles ne sont plus. Définitivement et sans retour (135). »

Premier bilan

Ce bref essai historique nous a paru nécessaire pour présenter les documents d'un immense intérêt qui composent ce numéro et le suivant. Nous y avons vu un complément nécessaire à notre recherche documentaire pour la présentation des *Œuvres* de Trotsky. Notre objectif serait déjà en grande partie atteint s'il suscitait dans un proche avenir des travaux systématiques sur l'Opposition de gauche en U. R. S. S. à travers notamment les papiers d'exil de Trotsky.

Mais il nous semble que nous avons appris en cours de route. Bien sûr, le cinéaste qui entreprendrait aujourd'hui de conter cette histoire ne pourrait la conclure que par la séquence décrite par Maria M. Joffé de la mort de Faina V. Iablonskaïa, « belle et (qui) gardait la tête haute malgré ses mains liées derrière le dos » (136), au-dessus du manteau rouge de sang de l'ancienne Komsomol Raïa V. Lukinova gisant sans vie dans la neige (137). Mais notre conception de l'histoire va plus loin que la reconstitution d'une des plus effroyables tragédies de ce siècle riche pourtant en génocides.

Il était de bon ton, depuis quelques années, particulièrement chez les historiens américains, de présenter Trotsky comme « complètement coupé » de la réalité soviétique pendant les années trente, au point d'avoir totalement ignoré la crise de l'appareil et la préhistoire du meurtre de Kirov. Les découvertes des chercheurs de l'I.L.T. sur le « bloc des oppositions » de 1932 ont fait justice de ces interprétations.

Il reste que, jusqu'à présent, les historiens de l'Union soviétique et du mouvement communiste — y compris Isaac Deutscher (138) — se

(135) *Ibidem*, p. 44.

(136) *Ibidem*, p. 34.

(137) *Ibidem*, p. 41.

(138) Isaac DEUTSCHER (1907-1967), membre du P.C. en Pologne, en 1926, en avait été exclu en 1932 et avait rejoint l'Opposition de gauche dont il avait été ensuite l'un des plus brillants journalistes. Emigré en Grande-Bretagne en 1939, d'abord biographe de Staline, il fut, après la mort de Staline, l'auteur d'une biographie de Trotsky en trois volumes.

sont beaucoup plus intéressés à Trotsky qu'aux trotskystes et, d'une certaine manière, ont participé du même état d'esprit.

Récemment enfin, une école de pensée — qui n'a rien à voir au moins avec une quelconque forme de pensée historique — s'est efforcée avec un inégal bonheur de démontrer que le « trotskysme » n'était en réalité qu'une simple variante du « bolchevisme », peu différente en dernière analyse du « stalinisme » qui en est également issu, et, de ce fait, condamnée à disparaître à partir du moment où ses dirigeants se trouvaient « écartés » de ce « pouvoir » qui était en somme leur unique raison d'être...

L'une et l'autre interprétations, nourries certes par des orientations politiques et des préoccupations fort éloignées en principe, rejoignent pourtant un thème infiniment plus ancien et plus constant, nourri par les adversaires de droite du « trotskysme », social-démocratie et stalinisme, lesquels expliquent la disparition « finale » des trotskystes de l'U. R. S. S. par leur « sectarisme », en d'autres termes par une attitude consistant à nier la réalité — et fait d'eux des sortes de copeaux de l'Histoire.

Les documents sur lesquels la présente étude nous semblent avoir également fait justice de ces dernières interprétations. Ils montrent en effet que le courant incarné en U. R. S. S. par l'Opposition de gauche a constitué au moins une donnée importante et permanente de la vie politique de ce pays jusqu'en 1940, pour ne pas dire un facteur souvent déterminant. Faut-il rappeler à ce propos l'hommage rendu à ses adversaires trotskystes des années trente par le chef de l'« Orchestre rouge », Léopold Trepper, stalinien désenchanté — un hommage valable, à n'en pas douter, pour plusieurs générations ?

« Les trotskystes ont le droit d'accuser ceux qui jadis hurlèrent avec les loups. Qu'ils n'oublient pas toutefois qu'ils possèdent sur nous l'avantage immense d'avoir un système politique cohérent susceptible de remplacer le stalinisme et auxquels ils pouvaient se raccrocher dans la détresse profonde de la Révolution trahie. Eux n'« avouaient » pas, car ils savaient que leurs aveux ne servaient ni le parti, ni le socialisme (139). »

Aujourd'hui encore, aucune explication cohérente respectant la réalité concrète n'a été donnée en U. R. S. S. des crimes staliniens des années trente ni de l'histoire du stalinisme lui-même. Aujourd'hui encore, l'interprétation « trotskyste » de cette période de l'histoire soviétique y est interdite aux chercheurs et à une génération de jeunes historiens qui n'ont pas connu Staline. Peut-on réellement croire que ce serait le cas si les trotskystes des années trente et les explications qu'ils donnèrent étaient à ce point coupées des réalités de la société soviétique d'alors... et d'aujourd'hui ?

Nous ne reviendrons pas ici sur la permanence du courant trotskyste

(139) Léopold TREPPER, *Le Grand Jeu*, p. 64.

à la base, dans les usines et même les kolkhozes, y compris après la destruction de son organisation en tant que telle, une permanence qu'attestent les découvertes de Merle Fainsod dans les archives de Smolensk (140), et que confirment aujourd'hui les trouvailles faites dans les papiers d'exil de Harvard. Nous voudrions seulement souligner en guise de conclusion que les belles âmes qui cherchent aujourd'hui à faire croire que le « trotskysme » était une « variante du léninisme » très proche du stalinisme sont bien en peine d'expliquer des faits que nous croyons désormais incontestablement établis. Nous pensons en effet pouvoir affirmer 1) que les trotskystes ont été entre 1928 et 1940 les seuls adversaires conséquents du stalinisme ayant eu un écho populaire, 2) ceux de ses adversaires qui ont réellement effrayé — et jusqu'après leur extermination — Staline et les siens, 3) ceux contre lesquels il a été nécessaire d'employer les moyens les plus radicaux, la « solution finale », pour espérer en venir à bout.

Si les trotskystes avaient été des sectaires sans espoir, des doctrinaires réellement coupés de la vie politique et de la masse de la population soviétique, il serait en effet impossible de comprendre par exemple pourquoi Staline a mené toute la répression de masse de la fin des années trente — les procès de Moscou, la grande Purge — sous le signe de la lutte contre tous ceux qui étaient compromis dans le bloc de 1932 entre les diverses oppositions du parti et les trotskystes. Khrouchtchev, qui, en bon complice, garda soigneusement le secret, n'a-t-il pas donné involontairement la clé de la réponse à cette question en révélant l'existence du fameux télégramme de septembre 1936 dans lequel Staline accusait le G. P. U. d'avoir quatre ans de retard ? Il serait également absolument impossible de comprendre pourquoi c'est pour les bolcheviks-léninistes que Staline inventa le système des « camps de concentration » chargés de suppléer les prisons bondées. Et pourquoi, quand prisons et camps ont été surpeuplés par des centaines de milliers de nouveaux détenus, ce sont les trotskystes que le régime a décidé de séparer des autres, créant pour eux ces camps et prisons spéciales qui les isolaient — eux et eux seuls — d'une masse de détenus à qui ils étaient de toute évidence les seuls susceptibles d'apporter explications et raisons de combattre ?

Si les trotskystes avaient été des « sectaires » impénitents ou des « rêveurs » utopistes, coupés de la réalité, croit-on vraiment qu'il aurait été nécessaire, pour venir à bout de leur existence — qui était en elle-même déjà une forme de résistance — de les massacrer jusqu'au dernier à Vorkouta ? Sur les millions de détenus libérés des camps de concentration après la mort de Staline, les témoignages ont fait apparaître la survie de

(140) Les archives de Smolensk, du parti comme du G. P. U., étaient tombées en 1941 aux mains de la Wehrmacht dans son offensive-éclair. Elles devaient tomber en 1945 aux mains de l'armée américaine. Un condensé des documents qu'elles contiennent a été publié dans l'ouvrage de Merle Fainsod, *Smolensk under Soviet Rule*.

mencheviks, de socialistes révolutionnaires, de zinoviévistes, de droitiers, quelques dizaines sans doute de chaque catégorie, alors que les trotskystes survivants peuvent se compter sur les doigts d'une seule main (141) ? Est-ce vraiment par hasard ?

Les historiens, même non staliniens, voire antistaliniens, ont, dans l'ensemble, donné des années trente une explication au fond parallèle à celle que nous critiquons ici et en dernière analyse toute proche de celle qui était de toute évidence nécessaire au régime stalinien. Nier l'existence d'un bloc des oppositions, nier, comme l'ont fait certains, l'existence même de groupes communistes d'opposition, ne pas voir une réalité dans laquelle les trotskystes étaient sollicités par toutes les autres oppositions communistes d'entrer dans un « bloc » avec elles, n'était-ce pas une façon particulière de contribuer à l'isolement des trotskystes, la minimisation de leur rôle ? A son retour d'Union soviétique, en 1936, Victor Serge critique vivement l'analyse de la presse soviétique faite par Trotsky dans laquelle ce dernier croyait pouvoir évaluer à une dizaine de milliers le nombre de ses partisans — inorganisés — frappés par la répression qui commençait sur une grande échelle. L'opinion mondiale, entre 1936 et 1938, fut frappée du nombre élevé de vieux-bolcheviks qui « avouaient » sous les coups de fouet du procureur Vyshinsky, se reniaient eux-mêmes et couvraient Trotsky des rituelles injures. Une analyse plus serrée fait pourtant apparaître

(141) Parmi les irréductibles qui ont survécu à Staline, en dehors de Maria M. Joffé elle-même, on peut mentionner le « professeur rouge » N. Palatnikov et l'ancien rédacteur de *Trud*, D. Verjblovsky, tous deux correspondants de Trotsky en exil, que l'Allemand Claudius a rencontrés à Vorkouta après 1953. Parmi les capitulards qui ont finalement sauvé leur existence, on peut en mentionner deux : Boris S. LIVSHITZ (1896-1949), ancien professeur rouge, qui avait capitulé après I. N. Smirnov et repris avec lui une activité clandestine ce qui lui avait valu une nouvelle arrestation en décembre 1932. Nous ignorons la date à laquelle il fut libéré : il devint correspondant de guerre pendant la seconde guerre mondiale. Sur Sergei I. Kavtaradzé, cf. n. 34. Il avait été arrêté en janvier 1930 et fut pendant quelque temps détenu à Verkhneouralsk. Il fut libéré sans « déclaration » préalable en 1932, réhabilité en 1940 et devint par la suite vice-commissaire du peuple aux affaires étrangères. Lev Z. KOPELEV (né en 1912) raconte dans son récit autobiographique, *No Jail for Thought*, qu'il avait appartenu pendant quelques semaines en 1929 à l'Opposition de gauche clandestine à Kharkov et fait, pour cette raison, quelques jours de prison au printemps de cette année-là : cet épisode devait le poursuivre des années plus tard, notamment lors de son « affaire » à la fin de la guerre. Dans l'ouvrage ci-dessus mentionné, Kopelev indique au passage qu'en 1929 la liaison entre le « centre » trotskyste de Moscou et les « bolcheviks-léninistes » de Kharkov était assurée, sous le pseudonyme de « Volodia », par Kazakiévitch, alors étudiant à l'Institut de construction de machines de Kharkov. Emmanuel G. KAZAKIÉVITCH (1913-1962), connu comme écrivain juif avant de s'imposer comme écrivain russe, obtint deux fois le prix Staline de littérature. Il est entré au parti en 1944. *Le Carnet Bleu*, l'un de ses derniers livres, écrit après la mort de Staline, comportait des allusions favorables à l'Opposition. Kopelev écrit que l'épisode de l'activité oppositionnelle de Kazakiévitch ne fut probablement jamais connu que de ses proches amis ; il ne semble pas en effet avoir jamais été arrêté. Un autre survivant, I. K. DACHKOVSKY, s'est manifesté en 1967 par une lettre à la *Pravda* sur Trotsky, reproduite dans le *samizdat*, *Politichesky Dnevnik* 1964-1970, pp. 258-260.

que même un I. N. Smirnov, brisé par des mois d'interrogatoire, trouva le moyen d'échapper à l'étreinte du procureur et de faire des réponses qui étaient en réalité un désaveu des thèses de l'accusation et une défense de Trotsky lui-même (142).

Mais que n'a-t-on songé à dénombrer, à côté de ceux qui « avouaient », ceux qui n'« avouaient » pas ? Le silence *final* des Lominadzé, des Sten et des Rioutine, des Préobrajensky, Smilga, Mdivani et même d'un Sosnovsky n'est-il pas aussi éloquent que celui des « bolcheviks-léninistes » authentiques ? Combien de ces « capitulars » sont morts sans donner à Staline l'« aveu » qu'il tenta par tous les moyens de leur extorquer — rendant du même coup à Trotsky le suprême hommage de refuser l'ultime capitulation ? Les trotskystes, que d'aucuns veulent à tout prix présenter comme « isolés », ne sont-ils pas, pour l'histoire, liés à ces dizaines de milliers de bolcheviks qui, comme eux, ont préféré la mort aux aveux, déshonorants pour eux-mêmes et pour la cause qu'ils servaient ?

La cause nous semble désormais entendue. Les documents qui ont jusqu'à présent dormi dans la partie fermée des archives Trotsky auront eu au moins le mérite, dès leur apparition au grand jour, de balayer toutes les interprétations de l'histoire soviétique qui en font un compartiment réservé de l'histoire universelle, régi par ses lois propres, échappant aux lois générales de l'histoire des sociétés, la lutte des classes en particulier. Ils ont également le mérite de replacer l'histoire soviétique dans son contexte international, l'histoire mondiale du xx^e siècle, et de donner pour l'U. R. S. S. à la victoire hitlérienne du début de 1933 la même signification qu'on lui reconnaissait jusqu'alors par rapport à l'histoire mondiale. Les documents qui suivent et qu'il a fallu, non sans mal, sélectionner parmi tant d'autres aussi riches, sont des témoignages d'une rare qualité humaine, mais aussi une réflexion à la fois unique et précieuse sur les problèmes d'une société en transition vers le socialisme qui en justifierait une publication plus exhaustive.

Qu'on nous permette, pour terminer, de mentionner les réflexions que nous inspirent les remarques de Maria M. Joffé à propos de son compagnon de baigne Andréï Konstantinov, dit Kostia. Elle écrit :

« Les gens deviennent des héros dans des moments de tension particulière, mais Kostia était toujours ainsi, il faisait ce qu'il faisait, très simplement, très naturellement [...] Ses mots et ses actes étaient partie intégrante de lui-même et n'auraient pu être différents — il

(142) Dans une lettre à Trotsky, la secrétaire de la commission Dewey, Suzanne La Follette, relève que, dans sa dernière déclaration lors de son procès, I. N. Smirnov a détruit l'édifice même de l'accusation en proclamant que Trotsky était un ennemi puisqu'il considérait l'Etat soviétique comme un Etat fasciste — ce qui laissait évidemment entendre que Trotsky n'était pas lui-même un allié du fascisme, comme le prétendait l'accusation. (S. La Follette à Trotsky, 3 septembre 1937, Bibliothèque du Collège de Harvard, 2611).

était simplement lui-même [...]. La vie de Kostia ne faisait qu'un avec son objectif. Il ne l'abandonnerait jamais (143). »

Il nous a semblé en effet au terme de ce travail que la plus sanglante utopie que l'on puisse mettre au compte de Staline est d'avoir cru qu'on pouvait rayer tous les Kostia de la surface de la terre. Alors que c'est l'humanité elle-même, dans le cours de son combat pour maîtriser son propre destin, qui produit les Kostia de tous pays.

(143) M. M. JOFFÉ, *op. cit.*, p. 90 et 94.



De gauche à droite,
assis au premier rang : ICHTCHENKO, SMIRNOV, L. TROTSKY, SMILGA, ALSKY.
debout : VALENTINOV, Man NEVELSON, RAFAÏL, ? , V. ELTSINE, MALIUTA.

DOCUMENTS

Avec leur numéro 6, les Cahiers Léon Trotsky commencent la publication d'une série de documents concernant les bolcheviks-léninistes d'Union soviétique.

Nous les avons regroupés ci-dessous en deux grandes parties :

Dans la première partie, nous reproduisons les déclarations politiques générales adressées aux instances du parti — congrès, comité central, commission de contrôle :

— la déclaration du 17 décembre 1927, deux jours avant la clôture du 15^e congrès, qui est en quelque sorte l'acte de naissance de l'Opposition de gauche « illégale » ;

— la déclaration de reniement de Préobrajensky, Radek et Smilga, publiée dans la Pravda du 10 juillet 1929, appelée par Trotsky « le document honteux » ;

— la déclaration du 22 août 1929, de Rakovsky, Okoudjava et Kossior, tentative de mettre un terme à la crise de l'Opposition et à l'épidémie des capitulations ;

— la capitulation d'I. N. Smirnov et M. S. Boguslavsky dans la Pravda du 27 octobre 1929 ;

— la déclaration de l'Opposition du 12 avril 1930 enfin, signée de Rakovsky, Kossior, Mouralov et Kasparova — le dernier texte rédigé en U. R. S. S. au nom de l'Opposition tout entière, le dernier en tout cas qui soit parvenu à l'extérieur.

Dans la seconde partie, nous avons réuni des textes de caractère divers, thèses, projets, lettres de discussion ou de critique, documents politiques en tout cas centrés autour de la dis-

cussion ouverte en 1930 par la déclaration du 12 avril et l'approche du 16^e congrès. On y trouvera :

— *une lettre des déportés Tigran Askendarian et A. Bertinskaja contre les « pacifistes » de l'Opposition ;*

— *une lettre du « vieux » Tsintsadzé à Okoudjava en train de sombrer ;*

— *un texte de bilan rédigé à Roubtsovsk par F. N. Dingelstedt en vue du 16^e congrès ;*

— *les thèses de la jeune garde bolchevik-léniniste dans l'isolateur de Verkhnéouralsk, « les trois », Iakovine, Solntsev et Stopalov ;*

— *plusieurs documents critiquant ou approuvant la déclaration du 12 avril, une lettre de Khodjent signée « E. R. » — non identifié —, une lettre de Khotimsky et Cheinkman, de Kolpachevo, et un rapport de L. Trigubov, déporté à Khodjent.*

— *trois déclarations de colonies de déportés qui eurent toutes une réelle importance : celles des déportés de Kamen, de Roubtsovsk et de Kansk.*

La traduction de tous les textes provenant de la Bibliothèque du Collège de Harvard ou publiés dans le Biulleten Oppositsii a été faite ou revue et corrigée par Michel Kerhnon et Isabelle Lombard.

Nous avons été contraints de renvoyer au numéro 7 des Cahiers Léon Trotsky les lettres à caractère de rapport, notamment l'inédit de G. Ia. Iakovine et T. D. Ardachelia sur les discussions politiques à l'intérieur du collectif bolchevik-léniniste de Verkhnéouralsk.

PREMIÈRE PARTIE

Déclarations politiques



Lev S. SOSNOVSKY et sa femme.

(Bibliothèque du Collège de Harvard, avec la permission du Collège de Harvard.)



Igor M. POZNANSKY
(Collection Esteban Volkov)

I. T. SMILGA
KH. G. RAKOVSKY
N. I. MOURALOV
K. B. RADEK

**DÉCLARATION AU XV^e CONGRÈS DU P. C.
DE L'U. R. S. S.
CONCERNANT LA DEMANDE D'EXCLUSION
DE L'OPPOSITION (1)**

(17 décembre 1927)

Il a été proposé au congrès de nous exclure des rangs du P. C. de l'Union soviétique. Nous considérons de notre devoir de faire à cette occasion au congrès la déclaration suivante :

1. L'exclusion du parti nous enlève nos droits de membres du parti, mais elle ne peut nous relever des obligations contractées par chacun de nous à son entrée dans le parti communiste. Exclue du parti, nous resterons quand même fidèles à son programme, à ses traditions, à son drapeau. Nous continuerons à travailler au renforcement du parti communiste et de son influence sur la classe ouvrière.

2. Nous avons déclaré et nous déclarons que nous nous soumettons aux décisions du XV^e congrès et que nous dissolvons notre fraction. Nous nous sommes engagés à défendre nos conceptions dans le cadre des statuts du parti. Nous nous sommes engagés et nous nous engageons à tout faire pour le maintien de l'unité de notre parti qui est à la tête de l'Etat ouvrier. Nous repoussons catégoriquement l'intention qu'on nous a prêtée d'organiser un second parti. Ce serait incompatible avec la dictature du prolétariat et irait contre tous les enseignements de Lénine. Notre exclusion du parti ne change ni nos idées, ni notre point de vue sur la question de l'unité du P. C. de l'Union soviétique.

(1) D'après *Correspondance internationale* n° 3, 11 janvier 1928, p. 53-54. Le XV^e congrès, à l'initiative de la direction stalinienne, avait décidé d'exclure de ses rangs les membres de l'Opposition. Les membres de cette dernière présents au congrès s'étaient divisés. Cependant que Zinoviev et Kamenev « capitulaient », le reste, sous l'impulsion de Khristian G. Rakovsky, rédigeait cette « déclaration » qui allait assez loin dans le sens des concessions aux deux anciens dirigeants de l'Opposition de Leningrad, sur la question du travail fractionnel notamment. Relevons que Rakovsky, Muralov et Radek avaient tous trois fait partie de l'Opposition de gauche depuis 1923, l'opposition familièrement appelée « trotskyste », alors que Smilga l'avait combattue, puis avait fait partie en 1925 du groupe dirigeant de la « nouvelle opposition » de Zinoviev et Kamenev, parfois appelée « de Leningrad ».

3. Nous repoussons de façon tout aussi énergique les affirmations concernant les tendances antisoviétiques de notre lutte. Nous participons tous, à un degré plus ou moins élevé, à la construction de l'Etat soviétique, la première patrie des travailleurs. Notre but est de renforcer le pouvoir soviétique par une alliance entre les ouvriers et les paysans. Notre voie, c'est la voie de la réforme intérieure du parti. Nous ne chercherons à faire triompher ces conceptions que par ce seul moyen.

4. Nos conceptions ont été caractérisées au congrès comme menchevistes. Nous ne pouvons en aucune circonstance accepter cette caractérisation. Le menchevisme a été et reste un adversaire de la révolution d'Octobre et un défenseur de la démocratie bourgeoise qui est l'une des formes de la dictature du capital.

Nous avons participé à la lutte pour renverser le capitalisme et instaurer la dictature du prolétariat. Le sens de la lutte que nous avons menée à l'intérieur du parti, c'était la défense de la dictature socialiste contre des fautes qui auraient eu pour résultat le retour, à travers une série d'étapes politiques, à la démocratie bourgeoise.

5. Nous repoussons la caractérisation de l'Opposition comme « trotskyste » (2). Cette caractérisation repose sur une tentative pour résoudre de façon arbitraire et artificielle les grandes questions de notre époque et les lier à des divergences d'avant la révolution depuis longtemps liquidées, auxquelles la plupart d'entre nous n'ont pas participé. Nous nous plaçons pleinement et totalement sur le terrain des bases historiques du bolchevisme.

6. On nous exclut à cause de nos idées. Elles sont exposées dans notre plate-forme et dans nos thèses. Nous considérons ces idées comme bolcheviques et léninistes. Nous ne pouvons y renoncer, car toute la marche des événements confirme leur justesse.

7. Plus de mille communistes appartenant à l'Opposition ont déjà été exclus du parti. L'exclusion de tous les dirigeants de l'Opposition sera le signal de l'exclusion de nouveaux milliers de camarades opposants. Ces exclusions, que le congrès le veuille ou non, marqueront un coup de barre à droite pour la politique du parti, renforceront les groupements antiprolétariens à l'intérieur du pays et accentueront la pression que l'impérialisme exerce de l'extérieur.

On ne peut restreindre avec succès la croissance des koulaks, lutter avec succès contre le bureaucratisme, introduire la journée de sept heures, quand on chasse en même temps du parti ceux qui, au cours des dernières années, ont été les plus ardents à lutter contre la force croissante des koulaks, sont intervenus opiniâtrement contre les déviations bureaucratiques et ont mis à l'ordre du jour une amélioration plus rapide de la situation des ouvriers. On ne peut préparer la défense des conquêtes de la révolution d'Octobre contre les menées de l'impérialisme et en même temps chasser du parti ceux qui considèrent la bourgeoisie mondiale comme leur ennemi irréductible.

(2) La direction faisait depuis 1924 campagne contre ce qu'elle appelait « le trotskysme », un amalgame des positions passées de Trotsky et notamment de ses vieilles divergences d'avant guerre avec Lénine. Les bolcheviks-léninistes devaient se défendre avec acharnement contre cette accusation puisqu'ils se présentaient comme les défenseurs de l'héritage de Lénine et du bolchevisme. Du point de vue de cette campagne, la signature de Smilga était précieuse : il avait en effet participé en 1923-1924 à la campagne contre l'Opposition de 1923 et le « trotskysme ».

8. Le régime du parti qui a amené nos exclusions conduira inévitablement à de nouveaux déchirements dans le parti et à de nouvelles exclusions. Seul le régime de la démocratie interne du parti peut permettre d'élaborer une ligne juste pour le parti et de renforcer son lien avec la classe ouvrière.

9. L'exclusion des membres de l'Opposition, ainsi que les autres représailles employées contre eux, ont pour but d'extirper du parti les idées de l'Opposition. Mais, comme ces idées reflètent exactement les intérêts historiques du prolétariat et les tâches fondamentales du parti, malgré les représailles, elles continueront à vivre dans le parti et à y trouver de nouveaux défenseurs.

La quintessence du parti est faite d'ouvriers bolcheviques. Quand le danger se rapprochera, leur voix sera décisive pour le sort du parti et de la révolution. Cette voix est à l'unisson de la nôtre.

10. Exclus du parti, nous ferons tous nos efforts pour y revenir. Nous sommes profondément convaincus que notre exclusion n'est que temporaire, que le cours ultérieur de la lutte de classes et notre activité convaincront tous les membres du parti de la fausseté des accusations qui ont provoqué notre exclusion.

11. La lutte dans les rangs du parti communiste de l'Union soviétique ne pouvait demeurer sans échos dans les rangs de l'Internationale communiste. Notre Opposition a des camarades d'opinion et des sympathisants dans tous les partis communistes frères, et ils subissent les mêmes représailles que nous. Nous ne voulons pas douter que les opposants exclus des autres partis ne suivront pas la route de la formation d'un second parti, c'est-à-dire la route de la scission de l'I. C. (3). On ne peut et on ne doit corriger les fautes et améliorer la ligne de la direction que dans le cadre de l'unité. Une explication patiente de nos conceptions, appuyée sur l'expérience, notre participation active à la lutte des partis communistes contre la bourgeoisie et contre la social-démocratie amèneront à rétablir l'unité de l'Internationale communiste dans la vague montante du mouvement ouvrier, sur la base inébranlable que lui a donnée Lénine.

Fidèles aux leçons de Marx et de Lénine, indissolublement attachés au parti communiste de l'Union soviétique et à l'Internationale communiste, nous répondons à notre exclusion du P. C. de l'Union soviétique par la ferme décision de continuer à lutter sous la vieille bannière bolchevique pour la victoire de la révolution mondiale, pour l'unité des partis communistes, avant-garde du prolétariat, pour la défense des conquêtes de la révolution d'Octobre, pour le communisme, pour le parti communiste d'Union soviétique, pour l'Internationale communiste.

(3) On pensait généralement alors que l'opposition, en Allemagne, s'engageait dans la voie d'un nouveau parti.

E. PRÉOBRAJENSKY
K. RADEK
I. SMILGA

DÉCLARATION (1)

(10 juillet 1929)

Nous, soussignés, déclarons notre accord avec la ligne politique générale du parti et notre rupture avec l'opposition (c'est-à-dire, avec le courant qui, sur la base de la ligne politique de L. D. Trotsky, s'est regroupé autour d'un prétendu « Centre des B. L. de l'Union soviétique »).

Nous considérons la politique d'*industrialisation* du pays traduite dans les chiffres concrets du Plan quinquennal comme le programme de l'édification socialiste et de la consolidation de la position de classe du prolétariat. La réalisation du Plan quinquennal résout les questions fondamentales de la révolution dans la période actuelle et c'est pourquoi nous considérons comme notre devoir bolchevique de prendre une part active à la lutte pour sa mise en œuvre.

Nous soutenons la lutte contre *les koulaks* (le capitalisme agraire) qui, au cours des dernières années, ont mené des attaques obstinées contre les positions économiques de la dictature prolétarienne. Nous saluons la politique de large édification *des sovkhoses et des kolkhoses*, ces leviers de la transformation économique de l'agriculture.

Nous approuvons tous les pas du parti dans la voie de l'*organisation indépendante des paysans pauvres*, étant donné que le prolétariat ne peut réaliser la politique d'édification socialiste et de lutte avec les éléments capitalistes qu'en s'appuyant fermement sur les paysans pauvres et en s'alliant aux paysans moyens. Seule l'édification des sovkhoses et des kolkhoses crée la base matérielle de l'organisation politique des paysans pauvres et des ouvriers agricoles, laquelle à son tour est seule en mesure de garantir la réalisation de l'édification des sovkhoses et des kolkhoses. Ainsi se trouve garantie la perspective d'une solution durable au problème de l'alimentation et des matières premières pour l'industrie socialiste et une nouvelle base est jetée pour l'alliance du prolétariat et de la majorité de la paysannerie.

Nous soutenons la lutte contre *le bureaucratisme dans les appareils de l'Etat et du parti*.

Nous espérons que le développement énergique de cette lutte sur la base de la mobilisation et de l'initiative des masses travailleuses permettra de remplir la tâche que Lénine a assignée avec insistance au parti dans les derniers jours de sa vie.

Nous soutenons *la lutte contre la droite*, laquelle reflète objectivement

(1) *Pravda*, 13 juillet 1929. Il s'agit de la déclaration de capitulation finale des « trois » qui avaient commencé, des mois auparavant, les négociations avec les dirigeants du parti (cf. p. 18-20).

le mécontentement des éléments capitalistes et petits-bourgeois du pays contre la politique d'offensive socialiste menée par le parti.

Nous soutenons *la politique de l'I. C.* menant sans relâche la lutte contre la social-démocratie. De même, nous approuvons la lutte déterminée contre le réformisme dans le mouvement syndical qui divise le prolétariat en organisés et inorganisés. Nous approuvons le tournant vers une tactique nouvelle du mouvement syndical en Occident et les efforts vers une direction indépendante de la lutte économique du prolétariat, trahi par la bureaucratie syndicale dans l'intérêt du grand capital.

Avec le parti et le VI^e congrès de l'I. C., nous considérons que le danger principal dans le mouvement communiste est *le danger de droite* (contre lequel) doivent se concentrer les principaux efforts des communistes de tous les pays.

**

Nous rompons idéologiquement et organisationnellement avec L. D. Trotsky et ses amis (le « centre des bolcheviks-léninistes de l'Union soviétique »). Nous ne sommes pas d'accord avec lui dans les questions fondamentales suivantes, qui déterminent toute la ligne politique des actes du groupe de Trotsky.

Nous considérons *le léninisme* comme la base idéologique du communisme. Nous n'avons rien de commun avec la théorie de la révolution *permanente* de L. D. Trotsky. Le développement de la révolution russe et chinoise a démontré son inaptitude et son inexactitude. Défendre cette théorie, ce n'est rien d'autre que réviser le léninisme. Son application pratique conduirait le prolétariat à s'isoler de ses alliés de classe et à la défaite.

Nous repoussons catégoriquement l'appréciation portée par Trotsky *et ses amis sur la nature de classe du pouvoir soviétique et de la direction du parti*.

Trotsky et ses amis considèrent le gouvernement soviétique comme un « bloc des ouvriers réactionnaires et de la petite bourgeoisie paysanne » (cf. le document du 21 avril signé « Le centre de l'Union soviétique »). En dépit de toutes les déformations bureaucratiques de l'appareil soviétique et des éléments de dégénérescence, nous considérons le pouvoir soviétique comme étant la dictature du prolétariat.

Le mot d'ordre de vote à bulletin secret conduit à l'affaiblissement de la dictature du prolétariat et ouvre la voie aux forces thermidorienues.

La revendication de *légalisation des fractions au sein du parti* et de liberté de critique (...) avancée par Trotsky n'est pas bolchevique. Les bolcheviks doivent exiger la démocratie interne, en tant que garantie de la participation du prolétariat à la résolution des problèmes fondamentaux de la révolution, mais ils ne peuvent (accepter) la liberté pour les éléments petits-bourgeois d'influencer le prolétariat.

Alors que nos divergences avec le parti ont diminué et que notre retour dans son sein est devenu une absolue nécessité, Trotsky et ses amis se sont de plus en plus *éloignés du parti*, par suite de leur fausse estimation des rapports de force entre les classes et de leur abandon d'une série de thèses fondamentales du léninisme. C'est seulement ainsi que l'on peut expliquer l'apparition de Trotsky dans la presse bourgeoise, apparition que nous condamnons formellement, ainsi que la création du centre des bolcheviks-léninistes de l'Union soviétique, qui constitue un pas vers la fondation d'un nouveau parti.

Ce groupe, incapable d'opposer à la ligne générale du parti et au plan quinquennal son propre programme d'action pour la classe ouvrière, et qui concentre toute son attention sur la critique politique du parti, est condamné à dégénérer en organisation de gens désorientés, mécontents, n'ayant aucune base sérieuse dans les masses conscientes du prolétariat et exploitant exclusivement l'inévitable disproportion entre les besoins de la classe ouvrière et la possibilité de les satisfaire dans la période actuelle de crise de l'édification socialiste.

**

Le parti a tracé une ligne générale dans sa politique qui représente la continuation de la révolution prolétarienne en U. R. S. S. Il réalise cette ligne dans de durs combats de classe dont l'acuité augmentera. Les bureaucrates s'opposent de toutes leurs forces à la croissance de la participation des masses à la direction de l'économie et de l'Etat. Les koulaks et les nepmen saboteront tout le plan d'issue à la crise par des voies socialistes.

La mobilisation des masses ouvrières constitue la condition décisive de la réalisation du plan quinquennal et de toute la politique du parti. On ne peut mobiliser les masses pour la lutte contre le koulak, le nepman et le bureaucrate qu'en améliorant leur situation, en leur prouvant dans les faits que la réalisation de la ligne du parti signifie l'augmentation de leur bien-être. La lutte pour l'amélioration de la situation des travailleurs exige de la part des masses travailleuses elles-mêmes l'augmentation de la productivité du travail et de la discipline du travail ; de leur côté, le parti et les syndicats doivent être attentifs aux intérêts matériels quotidiens des masses, ils doivent surmonter la routine bureaucratique qui fait souvent échouer la politique du parti. Le devoir de chaque communiste est de participer dans la mesure de ses moyens au travail intensif du parti pour mettre en œuvre la ligne générale. C'est précisément pour réaliser cette tâche que nous voulons réintégrer le parti, lutter et vaincre avec lui.

**

Considérant rétrospectivement nos divergences avec la majorité du parti au cours des dernières années, nous devons déclarer ceci :

La conclusion la plus importante que nous tirons de la politique du C.C. était qu'elle tendait inévitablement, à un certain stade, à faire passer de la dictature du prolétariat et de la voie léniniste à la dégénérescence thermidorienne du pouvoir et de sa politique, et à l'abandon sans combat des conquêtes de la révolution d'Octobre. L'accusation la plus importante que nous formulions contre la direction du parti était que, même si c'était malgré sa volonté, elle contribuait à cette tendance, qu'elle ne combattait pas les éléments de dégénérescence dans le parti ni les éléments de droite, et qu'au moment le plus grave de la crise économique, elle chercherait une issue par une politique droitiste, par des concessions aux koulaks, le refus du monopole du commerce extérieur et la capitulation devant le capitalisme mondial.

Cette position par rapport au C. C. du V. K. P. (b) et à sa politique, était

erronée (2), de même que l'était la création d'une organisation fractionnelle et son activité d'une violence inouïe dans l'histoire du parti (imprimeries clandestines, manifestation du 7 novembre, etc.).

La logique de la lutte fractionnelle nous a conduits, en exagérant nos divergences apparues lors du passage de la période de restauration à celle de réorganisation, dans la question du rythme de l'industrialisation, de la lutte contre les koulaks, à négliger, comme l'expérience l'a prouvé, le fait que la politique du C. C. était léniniste et qu'elle reste léniniste. C'est pourquoi le XV^e congrès a vu juste lorsqu'il a condamné notre plate-forme.

Partant des considérations exposées ci-dessus, nous retirons nos signatures des documents fractionnels (3), nous nous déclarons parfaitement solidaires de la ligne générale du parti et nous demandons notre réadmission dans ses rangs. Nous invitons nos amis dans l'Opposition à suivre notre exemple. Ils doivent comprendre que les divergences qui subsistent ne justifient pas leur existence en tant qu'organisation fractionnelle d'opposition et encore moins leur lutte contre le parti. C'est seulement dans la réunion avec le parti et sur la base politique du léninisme que nous pouvons lutter avec succès pour la victoire de la révolution mondiale et du communisme.

(2) La conception du centralisme démocratique en vigueur dans le parti bolchevique du temps de Lénine exigeait que les minoritaires se soumettent, c'est-à-dire appliquent loyalement la politique décidée par la majorité des organismes dirigeants, congrès ou comité central. La nouveauté, avec le stalinisme, fut l'exigence que les battus renoncent également aux idées qu'ils avaient défendues et les déclarent fausses : telle avait été l'exigence présentée déjà à l'Opposition de gauche après le XV^e congrès et que Zinoviev, Kamenev et les leurs avaient acceptée.

(3) Cette phrase signifie en particulier que les signataires de cette déclaration renient la plate-forme de l'Opposition. Or on sait que la majorité de ceux qui penchaient à la conciliation et qui allaient également capituler pensaient que la plate-forme de l'Opposition avait été confirmée par les faits !

KH. G. RAKOVSKY
V. V. KOSSIOR
M. N. OKOUDJAVA

DÉCLARATION AU COMITÉ CENTRAL ET A LA COMMISSION CENTRALE DE CONTROLE (1)

(22 août 1929)

Depuis le XV^e congrès, qui a décidé de nous exclure du parti, il s'est produit des événements considérables qui ont provoqué un regroupement des forces dans le pays et à l'intérieur du parti.

Les plus importants de ces événements sont :

- une offensive ouverte menée par une partie de la classe paysanne contre la dictature prolétarienne,
- la formation dans le parti d'un courant de droite qui se propose de faire des concessions aux koulaks et au commerce privé,
- les décisions prises par la 16^e conférence du parti pour les mesures à prendre pour surmonter le danger capitaliste en accélérant l'édification industrielle, le développement des kolkhozes et des sovkhazes, la lutte contre le koulak et le danger de droite (2).

La nouvelle édification socialiste commence dans des circonstances difficiles. Elles résultent en partie d'un certain retard dans le rythme de l'édification qui a permis aux koulaks et aux nepmen de se mobiliser. Cette édification commence donc dans un contexte de décomposition très avancée de l'appareil de l'Etat, des syndicats et du parti, de désaccords au sein de la classe paysanne moyenne et partiellement des paysans pauvres, — tandis que la classe ouvrière n'y est pas préparée et qu'elle est prise à l'improviste par la rationalisation et la hausse des prix des objets de première nécessité et leur pénurie. Cette situation est compliquée encore par des divergences idéologiques profondes à l'intérieur du parti dont un secteur, la droite déclarée, considère avec méfiance la nouvelle édification socialiste et attend de son échec le triomphe de ses propositions, cependant qu'un autre secteur, plus considérable encore, fait obstacle à l'édification en pratique, tout en la préconisant en paroles.

Ces difficultés intérieures sont renforcées par une situation internationale de moins en moins favorable.

Les nationalistes réactionnaires de Chine, par une opération de banditisme,

(1) Bibliothèque du Collège de Harvard, 17115, avec la permission du Collège de Harvard. Sur le contexte de cette déclaration, cf. p. 20-22. La traduction a été revue et corrigée.

(2) La 16^e conférence s'était tenue du 23 au 29 avril 1929 et elle avait notamment adopté rétroactivement le Plan quinquennal à partir du 1^{er} octobre 1928.

se sont emparés du chemin de fer de Chine orientale (3) : les provocations qui ont suivi nous montrent un réveil de la politique d'intervention de l'impérialisme international avec la collaboration active de la social-démocratie internationale, ouvertement devenue un parti petit-bourgeois et qui entraîne encore à sa suite des millions d'ouvriers égarés.

Ce serait une illusion des plus nuisibles que de croire que ces difficultés seront surmontées à bref délai. Elles proviennent d'un antagonisme qui s'accroît et s'approfondit inéluctablement entre notre production socialiste et le capital international, en pleine décomposition, mais qui tient encore solidement le pouvoir politique, et elles ne seront levées que par la victoire de la révolution socialiste internationale. Jusqu'à ce moment-là et avec de brefs intervalles de répit, cet antagonisme ne cessera de s'aggraver.

L'élimination du dissentiment sérieux qui existe entre les États impérialistes sur la question des réparations contribuera à la constitution d'un front financier uni contre l'U. R. S. S. et l'on essaiera de faire porter sur nous une partie au moins de ces réparations.

Chaque étape nouvelle dans la réalisation du Plan quinquennal renouvellera, dans une certaine mesure, à une échelle plus grande encore, les difficultés politiques et économiques de la précédente. La réalisation du Plan quinquennal exigera la mobilisation d'immenses ressources financières, chaque année plus importantes, et dont une partie — par exemple, les sommes assignées à la création de sovkhazes — constituera forcément, tant qu'elle ne sera pas rentable, une subvention d'État sous la forme la plus pure.

La mobilisation de ressources considérables exigera une tension extrême des forces productives et des capacités fiscales des masses ouvrières et paysannes — ou un accroissement excessif des émissions d'État qui créerait le danger d'inflation et de hausse du coût de la vie.

L'acquisition d'un outillage étranger exigera le développement maximal de l'exportation, souvent au détriment de la consommation intérieure, et le résultat en sera encore une augmentation du coût de la vie, ainsi qu'une baisse du salaire réel. A côté de ces conséquences, pratiquement inévitables dans les conditions où nous sommes, en pleine édification socialiste, celle-ci provoquera et provoque déjà une résistance furieuse de toute la petite bourgeoisie, en particulier des koulaks qui, objectivement, s'appuient sur l'encerclement capitaliste international.

Le parti du prolétariat est appelé à traverser une phase de cruelles luttes de classes.

La place des bolcheviks-léninistes en lutte pour surmonter les difficultés présentes et futures dans la voie de l'édification socialiste, est prédéterminée par tout leur passé.

Nous estimons que la lutte pour la réalisation du Plan quinquennal constitue, après la guerre civile, l'engagement le plus sérieux qui ait eu lieu entre le parti communiste et le prolétariat derrière lui, ainsi que les paysans pauvres, d'un côté, et le capitalisme qui relève la tête, de l'autre. C'est de l'issue de cette lutte que dépendra peut-être le sort des conquêtes de la révolution d'Octobre. La réalisation des plans établis fortifiera considérablement

(3) Il s'agit de la partie terminale du Transsibérien, qui traverse la Mandchourie : le terme de « nationalistes réactionnaires chinois » désigne le gouvernement du Guomindang de Chang Kai-shek.

les positions du prolétariat dans la lutte contre l'ennemi qui nous encercle du dehors et du dedans. L'échec de ces plans ouvrirait la voie à un courant de droite dont la politique, appliquée avec toutes ses conséquences, amènerait la restauration du capitalisme et la chute de la dictature du prolétariat.

Nous estimons en même temps que le Plan quinquennal constitue l'étape la plus importante dans le développement de la lutte de classes par le renforcement de la dictature prolétarienne, à condition toutefois que la réalisation de ce plan soit entourée de garanties assurant la collaboration étroite du prolétariat et des paysans pauvres, sous la direction du parti communiste.

Avec la majorité du parti, nous reconnaissons que le *danger de droite*, à l'intérieur du parti, constitue une *menace directe et immédiate* pour l'édification socialiste. Nous estimons en outre que le courant de droite ne se trouve pas seulement dans les quelques centaines ou au plus les quelques milliers d'individus qui ont défendu de façon suivie les idées de la droite. Ce danger n'est pas non plus seulement dans les erreurs et les abus quotidiennement dénoncés par les journaux à la rubrique « Le Danger de droite dans la pratique », erreurs et abus commis par des membres du parti qui se considèrent comme partisans du comité central et qui votent toutes ses résolutions, même celles qui sont dirigées contre la droite.

Le danger de droite, qui s'est subitement manifesté avec tant de violence dans le parti, a des causes plus profondes et un passé plus lointain. Les racines idéologiques du danger de droite dans le parti sont dissimulées sous des théories fausses, comme, par exemple, celle de la transformation automatique de la petite économie privée paysanne en économie socialiste (« l'intégration du koulak dans le socialisme »), celle du développement ininterrompu et sans conflit de l'économie socialiste comme celle des gens qui semblent ignorer la différenciation de classe dans nos campagnes (« le village réduit à une classe moyenne »), toutes théories qui se sont répandues à l'intérieur du parti du fait de l'influence prolongée qu'y a exercée la droite. La base sociale du danger de droite dans le parti est constituée par des éléments petits-bourgeois qui ont apporté une idéologie hostile au prolétariat et par une certaine couche bureaucratifiée de communistes qui ont perdu toute préoccupation idéologique et pour lesquels la carte du parti est un moyen d'assurer leur bien-être personnel et leur carrière. Ces éléments ont été et sont encore les conducteurs de l'influence, sur le parti, des éléments petits-bourgeois qui l'encerclent.

La lutte contre le danger de droite dans le parti ne peut être effective qu'à la condition qu'il y ait une *épuration visant ces éléments et qu'en opposant le léninisme aux fausses théories de la droite*.

Les procédés actuellement employés dans la lutte contre le danger de droite n'atteignent pas leur but. Ils empêchent la manifestation de ce danger et s'opposent à la différenciation dans le parti entre les partisans véritables du Plan quinquennal et ses adversaires, déclarés ou dissimulés.

On ne peut entraîner les masses prolétariennes et l'ensemble des travailleurs dans la lutte pour la réalisation du Plan quinquennal d'industrialisation qu'à la condition d'améliorer sans cesse leurs conditions matérielles.

Le rythme de l'élévation du niveau de vie de la classe ouvrière prévu par le Plan quinquennal est *théorique*. Le rythme de la hausse des salaires tel qu'il avait été prévu dans le Plan quinquennal a été annulé, dès la première année de sa réalisation, par la montée des prix des objets de première nécessité

et par l'augmentation des impositions officielles ainsi que des contributions volontaires, directes ou indirectes, qui pèsent toutes sur la classe ouvrière.

Avec le parti, nous reconnaissons la nécessité de lutter pour la discipline du travail, pour combattre un certain état d'esprit corporatif et trade-unioniste qui se manifeste chez les ouvriers : nous reconnaissons aussi la nécessité de mettre un terme aux tentatives des éléments hostiles à la dictature prolétarienne qui essaient de tirer parti du mécontentement des ouvriers pour servir leurs fins contre-révolutionnaires.

En même temps, nous estimons que les procédés bureaucratiques de rationalisation de la production dans lesquels il n'est tenu compte ni des forces physiques ni de la qualification des ouvriers, ni de l'état de l'outillage de nos fabriques et de nos usines, procédés appliqués par des directions d'usines ultra-bureaucratiques et qui reprennent, pour augmenter la discipline du travail, des méthodes anciennes rejetées par la révolution d'Octobre, *tendent à détacher la classe ouvrière du parti et du pouvoir soviétique et menacent de conduire à l'échec l'édification socialiste elle-même*.

Avec la majorité du parti, nous reconnaissons que l'édification socialiste, par le moyen des kolkhozes et des sovkhozes, peut effectivement permettre de venir à bout du capitalisme agraire et d'introduire profondément dans la vie des campagnes une forme socialiste de production. Avec le parti, nous reconnaissons également que, tout en s'en tenant rigoureusement à la formule de Lénine — s'appuyer sur les paysans pauvres et consolider l'alliance avec les paysans moyens, lesquels, dans notre pays d'agriculture, resteront longtemps encore un facteur économique et politique d'importance, aider le paysan moyen à améliorer son exploitation sur une base technique plus large — nous reconnaissons, disons-nous, qu'à cet égard la tâche principale et fondamentale doit être d'amener le paysan, progressivement, mais avec persévérance, à l'exploitation collective, la seule qui constitue une base solide pour l'édification de l'économie socialiste, pour la suppression des classes et l'élimination des contradictions entre la ville et la campagne.

En même temps, nous estimons que le nouveau plan d'édification de kolkhozes ne remplira sa tâche socialiste qu'à condition que l'on remédie aux erreurs du passé, car, trop souvent, les kolkhozes ont permis aux paysans pauvres de devenir des paysans moyens et aux paysans moyens de devenir des koulaks au moyen des subventions gouvernementales.

Nous estimons que si l'on admet les koulaks dans les kolkhozes, on y introduit un élément de décomposition et on tente ainsi d'appliquer la théorie fautive de l'intégration du koulak dans le socialisme.

Le koulak essaie de nouveau, comme pendant la guerre civile, de renverser la dictature prolétarienne, mais les circonstances lui sont cette fois plus favorables.

La catégorie des koulaks constitue une couche rurale peu nombreuse, mais très dense, enrichie d'une certaine expérience politique et disposant d'une quantité considérable d'excédents de céréales négociables, ainsi que de moyens de production — ce qui assure son influence sur une partie des paysans de condition moyenne et même pauvre. La catégorie des koulaks fait un calcul qu'elle n'aurait pu faire pendant la guerre civile : elle compte maintenant, non seulement sur certaines parties de l'appareil des soviets qu'elle a eu le temps de corrompre et de soumettre, mais sur le courant de droite dans le parti qui a ses représentants jusque dans le comité central.

Nous estimons que le problème posé à la 16^e conférence d'une lutte

contre l'invasion des koulaks ne peut être effectivement résolu que par l'organisation des unions locales de paysans pauvres qui, seules, seront en état de mobiliser les larges masses des campagnes, qui, seules, créeront une base politique pour le paysan moyen dérouté, qui, enfin, garantiront une ligne juste dans l'édification des entreprises collectives et empêcheront les koulaks de se livrer à nouveau au stockage du blé.

Certains craignent que les unions locales de paysans pauvres ne rejettent le paysan moyen dans le clan des koulaks. Or, bien au contraire, l'existence d'organisations de paysans pauvres seule peut soustraire le paysan moyen à la tutelle politique des koulaks.

Certains craignent aussi que ces unions ne deviennent dans leur genre quelque chose comme des unions paysannes socialistes-révolutionnaires : cette crainte repose sur un malentendu, dans la mesure où les socialistes-révolutionnaires, de droite ou de gauche, réclamaient l'organisation de toute la classe paysanne et pas seulement des paysans pauvres ; en outre, cet argument a été réfuté par l'expérience ukrainienne (4).

Pour créer une base politique solide dans les campagnes, la politique du parti prendra, dans sa lutte contre le capitalisme agraire, un caractère méthodique et stable : elle évitera d'admettre des fluctuations, d'une mesure administrative à une autre, d'un extrême à l'autre, avec toutes les conséquences négatives et les reculs que cela comporte, mesures qui proviennent du désir subjectif d'aider le paysan moyen et qui, en fait, fortifient le koulak. C'est ainsi par exemple que, d'après une loi récente sur l'impôt en nature, une bonne partie des exploitations des paysans riches échappent à l'imposition individuelle, alors que, sans aucun doute, depuis deux ans, avec les prix élevés atteints par les produits agricoles sur le marché libre, le revenu du paysan riche, du propriétaire privé, a une part beaucoup plus importante dans le revenu national.

Avec le parti, nous reconnaissons qu'une lutte décisive et implacable contre la bureaucratie qui s'est fortement développée et contre ses méthodes d'organisation est une tâche très importante et de toute urgence.

L'entretien d'un immense appareil gouvernemental et syndical, ainsi que de celui du parti, pèse lourdement sur toutes les masses ouvrières aux dépens des ressources qui couvrent toutes les dépenses de l'État. Une réduction rigoureuse et sévère de tous les appareils et, parmi eux, celui du parti, est dictée expressément par des considérations primordiales tant financières que politiques. Les ressources financières limitées de notre pays arriéré sur le plan culturel et social exigent impérieusement qu'il soit mis fin à toutes les dépenses inutiles.

Un parti révolutionnaire doit tenir compte de l'expérience des révolutions européennes, en particulier de la révolution française au cours de laquelle un des moyens qui furent employés pour discréditer les gouvernements révolutionnaires — moyen démagogique, mais populaire et efficace — fut de les accuser d'être les fauteurs de la vie chère. Pourtant le bureaucratisme constitue un danger plus grand encore : c'est une véritable calamité nationale qui a été illustrée avec éclat depuis plus d'un an par les révélations de notre presse sur des

(4) Dans le cours de la révolution en Ukraine, les unions de paysans pauvres, constituées avec l'appui et l'encouragement du gouvernement dirigé par Rakovsky avaient joué un rôle décisif en faisant pencher la balance du côté des bolcheviks dans les villages.

scandales et abus de toutes sortes (5). Avec le parti, nous estimons que, pour une lutte contre le bureaucratisme, il faut la collaboration active de millions d'ouvriers et de travailleurs participant au contrôle à exercer sur les actes des organes de l'État et des organisations sociales, notamment sur les organisations du parti.

C'est à cette condition seulement qu'on pourra éliminer l'esprit de rapine, la mauvaise administration, tout ce qui double ou triple le prix de l'édification : on éliminera l'irresponsabilité, les extravagances, l'arbitraire de l'appareil dont la contrepartie est l'hébétéude, l'humiliation, l'assujettissement dans lequel vivent les masses laborieuses.

Le danger de la bureaucratie, qui a enflé de façon démesurée, réside en ce qu'elle écarte peu à peu les masses laborieuses de la direction effective de l'État, des syndicats, du parti.

Lénine faisait déjà observer qu'il n'y a pas de contrôle des masses sur l'appareil si elles ne participent pas réellement et directement au gouvernement du pays.

Nous estimons que *seul un appareil reposant sur la confiance des masses, un appareil basé sur l'éligibilité, sur l'amovibilité et sur le respect de la légalité révolutionnaire*, peut correspondre aux intérêts des masses laborieuses et aux exigences de la dictature prolétarienne.

Dans l'encerclement capitaliste, la dictature prolétarienne se réalise par le parti communiste, avec le concours des syndicats. De toute nécessité, le parti et sa direction détiendront longtemps encore une partie considérable de l'autorité et, à titre de pouvoir électif et de pouvoir amovible, devront se trouver placés sous le contrôle strict et la libre critique de tout le parti. La démocratie dans le parti, prévue par le programme et les statuts, les décisions des congrès et plénums et en particulier la résolution de décembre 1923, cette démocratie dans le parti, basée sur l'action du parti et de la classe ouvrière, doit être réalisée intégralement.

Adoptant la nouvelle ligne de l'Internationale communiste dans la lutte contre le danger de droite, reconnaissant que sa tâche essentielle est la lutte contre la social-démocratie, et que, dans cette lutte, il faut s'appuyer sur toute la classe ouvrière, y compris sa partie inorganisée, nous estimons en même temps que la direction de l'I. C. n'est pas sortie de sa période de fluctuations idéologiques (6).

Nous estimons également que les méthodes bureaucratiques le plus souvent en vigueur à la direction de l'I. C. éloignent les masses ouvrières des partis communistes et s'opposent en même temps à une démarcation effective entre le communisme révolutionnaire et l'opportunisme. De façon générale, le procédé officiel employé pour déterminer les déviations conduit à des erreurs inévitables et rejette des rangs de l'I. C., en même temps que des gens qui sont

(5) Parmi les nombreux scandales dénoncés à l'époque dans la presse soviétique, le plus spectaculaire fut sans aucun doute celui de Smolensk, découvert en mai 1928, et où les dirigeants de l'appareil du parti étaient convaincus non seulement de corruption mais d'abus de pouvoir.

(6) Cette partie de la déclaration fut vivement critiquée à l'étranger ; malgré la restriction finale, elle apportait tout de même apparemment sa caution à une politique sectaire que Trotsky allait qualifier comme celle de la « troisième période » et qui est pour toujours liée à la dénonciation du « social-fascisme » comme l'« ennemi principal ».

incontestablement de droite, des communistes révolutionnaires. Et, en même temps, nombreux sont les opportunistes qui en profitent pour se cacher.

Nous estimons que la base de la solidarité internationale de la classe ouvrière se trouve dans un des principes du mouvement révolutionnaire prolétarien qui ont été formulés par les fondateurs du socialisme scientifique, principe qui a toujours été défendu par Lénine et qui est le suivant : *une organisation achevée de la production socialiste n'est possible qu'à l'échelle internationale*. Nous estimons également que la théorie selon laquelle serait possible une coexistence durable entre les formes socialistes et les formes capitalistes de production est en contradiction avec le marxisme et le léninisme.

Il découle de ces deux propositions que seule une victoire de la révolution socialiste dans plusieurs grands pays capitalistes constituera une situation favorable pour la stabilisation complète du régime socialiste dans notre pays (7).

Toutes les affirmations contraires, contribuant à détacher le prolétariat russe du mouvement ouvrier révolutionnaire mondial, créent des illusions très dangereuses, mènent à sous-estimer les immenses difficultés qui sont à prévoir dans l'édification socialiste et laissent ainsi le parti et le prolétariat non préparés à les surmonter.

**

Nous avons, dans la présente déclaration, exposé l'ensemble des questions importantes sur lesquelles l'appréciation de l'Opposition coïncide avec celle du parti, sans dissimuler au parti ni à sa direction les désaccords qui subsistent.

Le premier devoir d'un bolchevik est de soutenir, entièrement et sans condition, le parti et le comité central dans l'application des plans d'édification socialiste, en participant directement à cette édification et en aidant les organes du parti à surmonter les difficultés qu'ils rencontrent sur leur route.

La marche même de la lutte de classes, son aggravation, la formation dans le parti d'un courant de droite comportant des dangers pour la révolution prolétarienne, ont en partie supprimé les barrières qui séparaient du parti l'Opposition des bolcheviks-léninistes.

Ces circonstances nouvelles doivent amener une amélioration des rapports qui se sont créés entre l'Opposition léniniste et la direction du parti, rapports pénibles, qui ont résulté de notre action à nous dans la période où la politique de la nouvelle édification socialiste n'était qu'en formation et aussi de la répression exercée par la direction contre l'Opposition (8).

Cette aggravation a été plus sensible encore lorsque L. D. Trotsky a été

(7) Les deux paragraphes précédents furent également critiqués parce que trop conciliants à l'égard du stalinisme et évitant de critiquer de front l'idée du « socialisme dans un seul pays ». On peut en effet relever leur prudence dans le choix des mots.

(8) Cette phrase fut vivement critiquée non seulement à l'étranger, mais en U. R. S. S. même : elle semblait en effet admettre que les responsabilités du caractère « pénible » des rapports entre l'Opposition et la direction incombaient d'abord à l'Opposition — et impliquer également une sorte d'autocritique que nombre de militants n'acceptaient pas (l'utilisation d'une imprimerie clandestine, par exemple, avait été rendue nécessaire par l'interdiction de publier la plate-forme).

expulsé d'U. R. S. S. ; c'est là ce que nous considérons comme la plus grande erreur politique de la direction du parti.

Déclarant que, pour notre part, nous nous efforcerons de supprimer ce qu'il y a de pénible dans nos rapports avec la direction du parti, nous faisons appel au comité central, à la commission centrale de contrôle et à tout le parti, en leur demandant de nous faciliter notre rentrée dans le parti, en relaxant les bolcheviks-léninistes, en annulant l'application de l'article 58 aux déportés, et en rappelant d'exil L. D. Trotsky.

Nous estimons que les désaccords qui subsistent entre nous et qui seront tranchés par les faits, non seulement entrent entièrement dans le cadre du programme et des statuts du parti, mais encore constituent des réponses aux questions posées par le développement même de l'édification socialiste.

Ces dissensions ne peuvent être une justification pour nous laisser en dehors du parti.

Nous estimons que l'existence de fractions dans les rangs des communistes, que ce soit dans le parti ou hors de ses frontières légales, est également nocive.

Elle menace le parti de scission, détruit son autorité aux yeux des masses laborieuses, ébranle les bases de la dictature prolétarienne.

Dans notre désir d'éliminer les motifs généraux qui concourent à la formation de fractions, motifs qui sont exposés dans la résolution du C. C. de décembre 1923, nous déclarons que nous sommes entièrement disposés à renoncer aux méthodes fractionnelles de lutte et à nous soumettre entièrement aux statuts et à la discipline du parti qui garantissent à chacun de ses membres le droit de défendre ses opinions communistes.

Notre réintégration dans les droits de membres du parti est exigée, selon nous, non seulement par des considérations pratiques d'utilisation des forces de milliers de communistes dévoués, partisans résolus de l'édification socialiste, mais par les intérêts politiques les plus certains du parti et de la classe ouvrière.

L'unification de tous les communistes qui se situent sur le terrain du léninisme révolutionnaire, étroitement unis par une même volonté et une commune foi dans le succès de l'édification socialiste, dans la victoire à remporter sur le danger capitaliste, suscitera dans les rangs du parti et de la classe ouvrière un nouvel afflux d'énergie révolutionnaire.

En vous adressant cette déclaration, nous sommes persuadés qu'elle sera reçue avec sympathie et soutenue par l'écrasante majorité de la masse du parti et de la classe ouvrière.

Signé : KOSSIOR, OKOUDJAVA, RAKOVSKY (9).
Saratov, le 22 août 1929.

Autres signataires
Nikolai I. Mouralov
Budu Mdivani
Lev S. Sosnovsky
Sergei I. Kavtaradzé

(tous les quatre au nom des détenus de l'isolateur de Chéliabinsk)
Lado Dumbadzé
Veronika S. Kasparova
Dmitri V. Vilensky-Sibiriakov

(9) Dès la rédaction de cette déclaration, achevée à Saratov le 22 août, Rakovsky fut, par représailles, transféré à Barnaoul, nous possédons de lui une lettre, expédiée de cette ville et datée du 7 septembre.

Rafail (Farbman)
Karl et Rebecca Grünstein
M. Lazko
Eleazar B. Solntsev
Boris S. Livshitz
N. Palatnikov
Nikolai V. Netchaïev
Vladimir Maliuta
Z. M. Gerdovsky

Tchuknadzé
Iou. Solntsev
N. I. Mekler
I. Rosengaus
Paulina Vinogradskaïa
M. M. Joffé
P. Perevertsev
Benia Kolondadzé (10)
etc.

(10) Cet additif aux noms des signataires est publié par le *Biulleten Opositsii*. A cette époque, V. V. Kossior était déporté à Pokrovsk et M. N. Okoudjava à Samarkand. Mouralov, Sosnovsky, Mdivani, Kavtaradzé étaient à la prison de Chéliabinsk, venant de Tara, Barnaoul, Orenbourg. Nous ne savons où était Solntsev, à Pétropavlovsk ou Chéliabinsk. Dumbadzé était à Bakhsisaray, Veronika Kasparova à Kurgan, Vilensky-Sibiriakov à Viatka, Rafail (Farbman) à Tobolsk ou Turkansk, Karl et Rebecca Grünstein à Cherdyn, Lazlo à Orenbourg ou Turgai, B. Livshitz à Tulun, Palatnikov à Aktioubinsk, Netchaïev à Kolpachevo, Maliuta à Arkhangelsk (quand nous indiquons deux lieux de déportation, c'est que le transfert a été opéré dans cette période, sans que nous en connaissions la date). Parmi ces militants non mentionnés ailleurs, indiquons que RAFAIL (FARBMAN) était un ancien du C. C. du P. C. Ukrainien venu de l'Opposition ouvrière, Z. M. GERDOVSKY, l'ancien responsable de l'imprimerie clandestine. Ilya ROSENGAUS, un des anciens dirigeants de l'Opposition en Ukraine. Dimitri V. VILENSKY-SIBIRIAKOV (1888-193 ?) ancien menchevik rallié en 1917 au parti bolchevique, était un écrivain populaire.

I. N. SMIRNOV
M. S. BOGOUSLAVSKY

DÉCLARATION AU C. C. DU P. C. U. S. ET A LA C. C. C. DU P. C. U. S. (1)

(27 octobre 1929)

Nous, soussignés, déclarons que nous considérons la ligne générale du parti comme correcte.

La politique du parti dans les questions fondamentales nous en a convaincu, ainsi que les décisions du XV^e congrès, de la 16^e conférence du parti et des derniers plénums du C. E. de l'I. C.

Nous considérons que le Plan quinquennal de grands travaux adopté par la 16^e conférence du parti et réalisé par le parti répond pleinement aux intérêts du développement socialiste. La réalisation du plan quinquennal pose les bases concrètes de la dictature de la classe ouvrière, crée une situation stable pour la lutte contre l'élément petit-bourgeois à l'intérieur du pays et contre l'offensive du capital à l'extérieur.

Nous considérons avec le parti que la politique agricole est la seule correcte ; elle est fondée sur la directive de Lénine : « Savoir obtenir un accord avec la paysannerie moyenne sans renoncer une minute à la lutte contre le koulak et en s'appuyant fermement sur la paysannerie pauvre. »

La menace contre l'édification socialiste vient avant tout des sommets koulaks de la campagne. Nous soutenons de toutes nos forces la lutte contre les koulaks menée par le parti.

La mise en place de sovkhozes et les kolkhozes est la voie efficace vers la reconstruction socialiste de l'agriculture et vers l'élimination du capitalisme agraire. Des dangers et des difficultés énormes jalonnent cette voie. Ces difficultés seront surmontées par le développement des initiatives des paysans pauvres et par l'organisation de ces derniers pour la lutte contre les couches koulaks de la campagne.

Nous soutenons de toutes nos forces la direction dans sa lutte contre les droitiers, dont les activités sous des formes diverses se répèteront inévitablement.

Nous considérons comme indiscutablement correctes la ligne de l'Internationale communiste telle qu'elle s'exprime dans la lutte contre les éléments opportunistes, et la précision de classe de la politique du parti communiste (lutte contre le réformisme, mot d'ordre, « classe contre classe » dans les cam-

(1) *Pravda*, 27 octobre 1929. Il s'agit de la dernière mouture de la déclaration d'I. N. Smirnov dont Trotsky avait eu déjà entre les mains plusieurs « projets » en ce sens.

pagnes électorales, agitation au sein des larges masses ouvrières autour des mots d'ordre bolcheviques et pour la défense de l'U. R. S. S.).

De toute notre énergie, nous soutiendrons chaque pas du parti dans sa lutte contre le bureaucratisme dans l'appareil du parti, des soviets et des syndicats.

On ne peut surmonter les difficultés qui nous attendent dans l'édification socialiste en train de s'accomplir dans une situation d'exacerbation de la lutte des classes et d'attaques ouvertes des impérialistes contre l'U. R. S. S., que par une activité intense de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre.

Avec le parti, nous considérons comme une tâche très importante d'expliquer largement aux masses ouvrières et paysannes l'importance de la réalisation du plan d'industrialisation et de la reconstruction de l'agriculture. Seule la participation consciente et créatrice des masses sur ce front de la lutte pour le socialisme garantira ici sa pleine réalisation.

Nous soutenons de toutes nos forces tous les pas de la direction du parti dans cette voie, liée au développement de la démocratie ouvrière et interne au parti.

Nous soutenons toutes les mesures du parti et du C. C. tendant à l'élévation du niveau de vie des masses ouvrières par l'augmentation du salaire réel, le développement des logements ouvriers, la garantie de prix fermes, au moyen des coopératives, pour les objets de première nécessité, par une plus grande attention des syndicats pour les besoins quotidiens, culturels et matériels des ouvriers et de leur famille.

Avec tout le parti, nous considérons qu'en même temps que la mise en œuvre des mesures indiquées, sans lesquelles on ne peut assurer l'industrialisation du pays, doivent être prises toutes les mesures de renforcement de la discipline du travail, d'élévation de la productivité du travail, etc., tout en luttant contre les déformations bureaucratiques dans ce domaine.

Au sujet de la possibilité de l'édification du socialisme intégral dans notre pays, nous nous en tenons entièrement aux idées de Vladimir Illitch Lénine, qui s'expriment dans les décisions des congrès de notre parti et de son C. C. et qui sont formulées dans la citation suivante : « En effet, le pouvoir de l'Etat sur les grands moyens de production, le pouvoir de l'Etat aux mains du prolétariat, l'union de ce prolétariat avec des millions de petits et de tout-petits paysans, la direction de la paysannerie assurée à ce prolétariat, etc., n'est-ce pas tout ce qu'il faut pour construire à partir de la coopération, de la coopération à elle seule, que nous traitions auparavant de mercantile et que, d'un certain côté, nous avons le droit de traiter ainsi maintenant, sous la Nep, n'est-ce pas tout ce qui est nécessaire pour la construction d'une société entièrement socialiste ? Ce n'est pas encore la construction de la société socialiste, mais c'est tout ce qui est nécessaire et suffisant pour cette construction. » (Lénine, *Œuvres*, tome 18, 1^{re} partie, p. 140.)

Nous considérons l'opinion de Léon Davidovitch Trotsky selon laquelle cette formulation est le résultat d'un « lapsus » lors de la dictée ou une « faute du sténographe » (« Critique du projet de programme de l'Internationale communiste ») comme erronée, antiléoniste (2).

(2) Trotsky analyse ce texte de Lénine dans sa « Critique du Programme de l'I. C. » (*L'I. C. après Lénine*, P. U. F., 1969, p. 119 sq.) et écrit notamment : « Le texte seul de la citation renfermant la phrase inachevée (« de la coopération à

Nous ne partageons pas la théorie de la révolution permanente de L. D. Trotsky et nous considérons que la justesse idéologique, dans cette question comme dans les autres, se trouvait du côté de Lénine et du parti.

Nous condamnons fermement l'activité de L. D. Trotsky, telle qu'elle s'exprime par ses interventions dans la presse bourgeoise et par ses efforts pour créer une organisation séparée des groupes de l'opposition qui se trouvent à l'étranger ; nous déclarons que nous rompons avec lui, dans la mesure où nous considérons que son activité porte préjudice à notre parti et à l'Etat soviétique.

Nous avons commis des erreurs au cours de la lutte. Nous considérons que la plus importante d'entre elles a été d'affirmer que la politique menée par la direction du parti conduisait à un glissement hors des rails léninistes et que la direction du C. C. chercherait une issue aux inévitables difficultés à venir dans une orientation droitière.

A l'heure actuelle, nous sommes convaincus que cette appréciation de la politique du C. C. était erronée. Nous considérons comme erronée la lutte fractionnelle que nous avons entreprise par suite de notre appréciation erronée de la politique de la direction. Nous considérons comme inadmissibles, anti-léninistes, les formes que nous avons données à cette lutte (manifestation du 7 novembre, imprimerie, occupation d'un local (4)). Nous déclarons cesser inconditionnellement notre lutte fractionnelle et nous condamnons toute tentative de créer un deuxième parti. Nous retirons nos signatures de la plateforme des trotskystes et des autres documents trotskystes et nous demandons au C. C. et à la C. C. C. de nous réintégrer dans les rangs du parti pour surmonter, avec le parti et la classe ouvrière, les obstacles et les difficultés qui jalonnent la voie de l'édification du socialisme et pour lutter contre tous ceux qui l'entraveront. Nous appelons nos camarades de l'Opposition à surmonter leurs hésitations et à réintégrer le parti.

elle seule ») prouve indiscutablement que nous avons là un essai qui n'a pas été corrigé et qui, de plus, a été dicté et non pas écrit de la main de l'auteur » (*op. cit.*, p. 119-120). (Note du traducteur.)

(3) Parmi les militants de l'Opposition qui allaient suivre I. N. Smirnov, mentionnons V. A. Ter-Vaganian, Nikolai I. Ufimtsev, Sergei V. Mratchkovsky, Aleksandr G. Beloborodov, c'est-à-dire un bon nombre des « anciens » qui restaient de l'Opposition de 1923. La *Pravda* publia signatures et déclarations dans les jours suivants.

(4) Allusion aux épisodes de la lutte de l'Opposition pour imposer dans le parti en 1927 son droit d'expression.

KH. G. RAKOVSKY
 V. V. KOSSIOR
 N. I. MOURALOV
 V. S. KASPAROVA

**DÉCLARATION EN VUE DU XVI^e CONGRÈS
 DU P. C. U. S. (1)**

(12 avril 1930)

Dans sa déclaration au C. C. et à la C. C. C. du 4 octobre de l'année dernière (2), l'opposition bolchevik-léniniste s'est élevée contre les mesures administratives extraordinaires à la campagne, parce qu'elles entraînent des conséquences politiques négatives.

Nous nous sommes également élevés contre la théorie tout à fait néfaste de la possibilité de construction d'une société socialiste dans un seul pays, théorie qui ne pouvait naître que de l'imagination de la bureaucratie convaincue de la toute-puissance de l'appareil, théorie avancée par Staline et Boukharine après la mort de Lénine. Nous avons écrit que cette théorie engendre des illusions très dangereuses, conduit à la sous-estimation des difficultés énormes qui surgissent sur la voie de la construction du socialisme et laisse ainsi le parti et le prolétariat non préparés à les surmonter. Dans notre déclaration, nous avons également indiqué que les thèses, justes en principe, de la 16^e conférence du parti sur l'industrialisation et la collectivisation, amènent, sous une direction bureaucratique, c'est-à-dire quand la classe est remplacée par les fonctionnaires devenus une caste dirigeante à part, non au développement, mais à l'arrêt de la construction socialiste.

(1) Déclaration de Rakovsky, Bibliothèque du Collège de Harvard, 17118, avec la permission du Collège de Harvard. Une première traduction française avait été faite pour la publication dans *La Lutte de Classes* : elle a été revue et corrigée. Le texte provenant d'Union soviétique qui se trouve dans les papiers d'exil ne porte d'autre date que celle d'avril, mais celle du « 12 avril » est employée à plusieurs reprises dans la correspondance entre déportés et c'est la raison pour laquelle nous l'avons retenue.

(2) Nous ne possédons pas le texte de la déclaration du 4 octobre 1929 auquel il est fait référence à plusieurs reprises dans nos sources mais dont un projet de la main de Rakovsky se trouve à Harvard (T 3491). Les éléments donnés dans le texte ci-dessus indiquent néanmoins sa ligne générale et le programme qu'elle esquissait. Cette déclaration du 4 octobre, également l'œuvre de Rakovsky, était sans doute une concession aux critiques de gauche venues des rangs de l'Opposition après la déclaration du 22 août. On peut en tout cas noter que la déclaration du 12 avril, et, selon elle, celle du 4 octobre 1929, s'élevaient contre la « théorie tout à fait néfaste de la possibilité de construction d'une société socialiste dans un seul pays », ce que celle du 22 août 1929 n'avait pas fait ouvertement et nettement.

Nous avons indiqué que le rétablissement et le renforcement de la démocratie du parti et de la démocratie ouvrière sont la première condition pour écarter *la rapacité, l'irresponsabilité, le despotisme de l'appareil, dont l'envers est l'abrutissement, l'humilité et la privation des droits des classes travailleuses.*

La justesse de cette ligne, éprouvée par l'expérience du passé, a trouvé une confirmation nouvelle dans la crise économique et politique, dont les conséquences sont encore à venir, qui a été provoquée par la politique de collectivisation intégrale et son lamentable et retentissant écroulement. Par l'article de Staline du 2 mars, par son appel du 15 mars, le C. C. lui-même a contre-signé nos critiques (3). La tentative de rejeter la responsabilité de la faillite de la collectivisation intégrale sur l'absence de principe et l'indigence politique de l'appareil, est aussi l'aveu de la faillite de la direction elle-même, dans la mesure où c'est sur elle que repose la responsabilité de la qualité de l'appareil. Une question se pose : pourquoi le C. C., dans sa résolution de novembre, n'a-t-il pas dit un mot pour condamner l'usage de la violence contre les paysans moyens et pauvres ? Pourquoi ne l'a-t-il pas fait plus tard, quand on dénonçait de tous côtés ces scandales et ces violences, et pourquoi a-t-il attendu la faillite, déjà visible, des semailles pour les condamner ?

Le C. C. accuse l'appareil d'avoir construit des *communes* et non des *artels*, d'avoir collectivisé *tous* les moyens de production et pas seulement ceux qui sont en rapport avec la production du pain et du blé. Pourquoi, alors, le C. C., dans sa résolution de novembre, n'a-t-il pas donné cette directive, mais a-t-il exigé la construction de kolkhozes géants contre lesquels le commissariat à l'agriculture proteste aujourd'hui, et pourquoi a-t-il laissé entendre qu'il fallait édifier des communes ? Ce qui n'était qu'une allusion dans la résolution du C. C. s'est transformé en directive nette dans le premier statut des kolkhozes. Il faut en déduire que, si la collectivisation intégrale avait réussi, il n'y aurait eu ni l'article du 3 mars, ni l'appel du 15 mars ! Il a raison, cet exécutant qui déclare : « Nous avons correctement exécuté les directives du parti et ce n'est pas de notre faute s'il a changé son cours » (*Krasny Altai*, 31 mars 1930).

Tout ce qui vient d'être dit a trait à la question de la responsabilité formelle du C. C. Mais le C. C. a aussi une responsabilité politique. Il a donné une directive qui est, en soi, une *grossière déviation du socialisme*. Le mot d'ordre de la collectivisation *intégrale*, qu'il s'agisse d'un délai de quinze ans, comme on le disait au début, ou d'un an, comme on l'a dit ensuite — est en lui-même une parfaite absurdité économique. Nous sommes marxistes et nous savons qu'une nouvelle forme de propriété peut naître sur la base de nouveaux rapports de production. Mais ces nouveaux rapports de production *n'existent pas encore*.

Sur tout le territoire de l'Union, il n'y a que 50 000 tracteurs, pour ne pas parler d'autres machines. La plupart des tracteurs appartiennent aux kolkhozes et, tous ensemble, ils ne sont pas en état d'assurer même 5 % de la superficie cultivée. Sans la création d'une base technique développée, même les kolkhozes organisés surtout avec des crédits de l'Etat, malgré leur

(3) Il s'agit bien entendu du célèbre article de Staline titré « Le Vertige du succès ». Au C. C. suivant, à la mi-mars, un sérieux coup de frein fut donné à la collectivisation à outrance ce qui provoqua même dans certaines régions une « décollectivisation violente ».

caractère de classe bedniak développé, sont condamnés à l'émiettement. C'est également une absurdité économique que de décréter la liquidation du koulak en tant que classe et la fin de la Nep. Les kolkhozes, dans leur forme la plus développée (les communes), restent quand même une forme de transition entre l'économie individuelle et le socialisme. Du kolkhoze, on peut s'élever plus haut, vers la forme socialiste. Mais, du kolkhoze, on peut au contraire descendre, comme cela arrive fréquemment, vers une forme d'économie individuelle. Aucun statut ni décret n'est en mesure de supprimer les contradictions qui survivent sous forme de facteurs économiques, comme survivances du comportement qui entoure les kolkhozes ou qui pénètre chez eux. L'ignorance de cette vérité économique a conduit 1) à utiliser la violence, 2) à échouer dans la construction des kolkhozes. L'appel du C. C. du 15 mars est la défaite du paysan pauvre et de l'ouvrier agricole, la défaite de la construction socialiste, la défaite du parti et du communisme. Le parti ni le communisme n'en portent la responsabilité, car la collectivisation *intégrale* a été entreprise en violation du programme du parti, au mépris des avertissements les plus élémentaires de Lénine à propos des questions de la collectivisation, des paysans moyens et de la Nep. Cependant le résultat de l'ultragauchisme centrisme a infligé une leçon des plus sévères au parti et au communisme.

La question est posée devant le parti : que faire pour que la retraite ne se transforme pas en fuite désordonnée, en *catastrophe* ? La gravité de la situation atteint un degré qu'on n'a jamais connu depuis la fin de la guerre civile. Chaque membre du parti le sent, mais la direction, elle, le nie. La presse du parti berce le parti d'un optimisme parfaitement injustifié. L'énorme danger contre lequel nous mettons le parti en garde consiste en ce que la direction, pour dissimuler les lourdes fautes qui ont été commises, fasse, des élections au congrès du parti et du congrès lui-même, la parade bureaucratique habituelle. Le congrès ne doit servir qu'à renforcer la direction et les décisions concernant les problèmes les plus graves seront prises par les méthodes que Lénine appelait « secrètes, comitardes et idiotes » ? Cela signifie que, pour effacer les fautes passées, on va en commettre de nouvelles. Le parti ne doit plus admettre d'être tenu à l'écart de la solution des questions qui touchent au développement de la dictature prolétarienne elle-même. Il est temps d'en finir avec la politique « du secret ». Le parti doit exiger que toutes les questions de programme soient soumises à la discussion.

Il ne reste qu'une voie, celle de la mobilisation du parti, de la classe ouvrière et des paysans pauvres autour d'une ligne léniniste précise. L'appareil n'est pas en état de contrôler les éléments petits-bourgeois qui grossissent comme une avalanche. La petite bourgeoisie paysanne a dans ses mains des moyens aussi sûrs, pour réagir contre la direction du parti, que la réduction des emblavures, qui trouve une justification objective dans le fait que la moitié des bêtes de trait ont péri. Comme toujours, l'appareil sera à la remorque des événements et, comme toujours, il entraînera derrière lui la direction du parti.

Il est inconcevable de mobiliser le parti sans qu'il connaisse les causes qui ont provoqué la crise actuelle. Il a besoin de savoir avec précision la part de responsabilité dans la crise qui repose sur la direction actuelle et la part qui repose sur le bloc centre-droite.

La direction centrisme tente de se fabriquer ce qu'on appelle dans la terminologie judiciaire un alibi. Dans son discours devant les marxistes des campagnes, Staline affirme que la politique préconisée par les bolcheviks-

léninistes aboutirait également à la liquidation des koulaks en tant que classe, mais sans les précautions que prend la direction centrisme. C'est totalement faux. Dans cette question comme dans les autres, les divergences entre nous sont d'ordre *stratégique*. En luttant pour la limitation de l'exploitation des koulaks avec l'aide d'une union de paysans pauvres, l'Opposition bolchevik-léniniste a simultanément lutté non moins victorieusement contre la théorie opportuniste bureaucratique de la possibilité de construction de la société socialiste dans un seul pays. Cette théorie contenait en germe l'idée de la collectivisation intégrale.

Dès que les informations sur la collectivisation intégrale ont paru dans la presse, nous, bolcheviks-léninistes, y compris L. D. Trotsky, avons, dès décembre 1928 et janvier 1929, montré le caractère pourri et nocif de ce mot d'ordre. Nous n'avons vu en lui qu'un saut de l'ultra-gauche dans le marais droitier. Ici également, les événements ont justifié nos prévisions, plus vite que nous ne nous y attendions.

Par quelle voie la direction centrisme en est-elle venue à l'aventure ultragauchiste de la collectivisation intégrale ? Pour défendre cette nouvelle étape, le centrisme met en avant deux explications qui s'excluent l'une l'autre. L'une affirme que la collectivisation intégrale constitue le prolongement normal de la collectivisation partielle, la victoire du principe du plan sur l'anarchie petite-bourgeoise. Telle est l'appréciation de la résolution du C. C. de novembre [1929]. Il en découle que la collectivisation intégrale est un acte absolument voulu par la direction du parti. Tel a été, pendant quatre mois, le leitmotiv de la presse du parti et des soviets. Mais en même temps venait une autre explication : la collectivisation intégrale était une tentative imposée par les circonstances pour sortir des crises alimentaires présentes et futures. « Nous sommes entrés en elle (la "révolution anti-koulak"), écrivait Boukharine, par le portail des mesures d'exception et du développement foudroyant de la crise du blé. » Ou collectivisation intégrale, ou capitalisme agraire, il n'existe pas de troisième voie : tel est à peu près ce deuxième point de vue.

Nous, bolcheviks-léninistes, avons rejeté ces deux positions comme théoriquement erronées et pratiquement funestes. Nous avons déjà parlé de l'inconsistance du premier point de vue. Celle du second apparaît dès qu'on essaie de le déchiffrer. Il découle de ce point de vue qu'aujourd'hui, après l'écroulement de la collectivisation intégrale, il ne reste ouverte que la voie du *capitalisme agraire*. Il apparaît ainsi — surtout maintenant avec l'aggravation des conditions de vie, résultat de l'aggravation de la situation économique et politique du pays — que tous les zigzags ultra-gauches n'ont que mieux servi à assurer la victoire du capitalisme agraire. Le socialisme « intégral » n'était nécessaire que pour ouvrir la voie au capitalisme intégral.

Il faut dire que l'approche boukharinienne, à laquelle s'est ralliée la rédaction de la *Pravda*, coïncide avec l'« évolution » des S. R., mencheviks, cadets, *Smiena Vekh* (4). Tout récemment, dans la presse économique soviétique, est apparu le schéma suivant de notre système économique : 1° Échec de la collecte du blé, 2° Application de mesures extraordinaires dans le domaine

(4) *Smiena Vekh* était un journal d'émigrés paraissant à Prague et à Paris, il exprimait le point de vue des « oustrialistes » qui estimaient que la Nep offrait une voie « pacifique » de restauration du capitalisme qu'il fallait saisir en collaborant avec les dirigeants.

de l'échange, 3° Réduction des emblavures et aggravation de la crise du blé, 4° Mesures extraordinaires dans le domaine de la production (collectivisation intégrale forcée). Il ne reste plus qu'à revenir au point de départ, élargissement de la Nep, antichambre du capitalisme franc et ouvert.

Le parti ne doit pas admettre d'être placé devant cette alternative qui, en dernière analyse, est posée par l'ennemi de classe. La collectivisation intégrale n'était pas indispensable, pas plus que ne l'est l'élargissement de la Nep. Politiquement, elle n'était possible qu'avec la droite et le centre au pouvoir, comme la néo-Nep peut devenir inévitable si cette même politique opportuniste est poursuivie. Sur cette question, la divergence entre droitiers et centristes est dans les *rythmes* : les droitiers préconisent une politique de droite conséquente, les autres, la même, avec des intermédiaires ultra-gauches.

La particularité de la crise économique consistait, dans le passé, en ce que l'industrie ne pouvait satisfaire la demande accrue de l'économie agricole : la particularité de la crise actuelle consiste en la baisse rapide de la demande de l'économie agricole et dans la réduction, non seulement relative, mais absolue, de la quantité de produits agricoles. Le pain dont nous disposons est d'autant plus insuffisant qu'il doit remplacer la viande, les graisses, les légumes, les fruits, le sucre, qui manquent. Pour retrouver le chiffre des animaux de trait, des producteurs de lait et le menu bétail, il faudra des années. Selon nos informations, dans certaines régions du Kazakhstan, 50 % du bétail a été exterminé et y compris dans les sovkhozes. Dans certaines régions de Sibérie, pour chaque exploitation individuelle entrée dans les kolkhozes, on compte aujourd'hui 1/10 des porcs et 8/10 des vaches, et il s'agit de la campagne sibérienne, connue pour l'importance de ses animaux laitiers. L'aggravation de la crise alimentaire est encore devant nous. Elle se fera probablement sentir dans les semaines et les mois à venir : pendant des années elle restera à l'ordre du jour.

La diminution de la quantité de produits alimentaires jetés sur le marché et la hausse rapide de leurs prix se traduit dans la baisse du salaire réel. A la grande indignation de la *Pravda* [...] le ravitaillement des ouvriers empire. Le salaire baisse en divers endroits. D'après les journaux plusieurs coopératives ouvrières ont augmenté les prix de la viande et du lait de 38 et 30 %. Le centrosoyouz [centre coopératif] a donné comme directive de baisser les prix. Mais, faute de produits, cette directive équivaut à un emplâtre sur une jambe de bois.

La crise des produits alimentaires qui menace l'industrie depuis février est déjà tangible d'après les indices de l'industrie dans les grands centres comme Leningrad. Elle menace l'industrie à un moment où cette dernière a épuisé tous les moyens possibles et admissibles pour augmenter l'intensité et la productivité du travail et l'abaissement du prix de revient, et en est arrivée à un équilibre instable. Le moment le plus dangereux arrive quand la crise alimentaire peut réduire à néant tous les succès et indices de l'industrie dans la première année du plan quinquennal.

Tout cela confirme la justesse des avertissements donnés par l'Opposition bolchevik-léniniste dans sa déclaration du 4 octobre 1929 qui se prononçait contre l'application — en vue de l'accroissement de la discipline du travail et de la rationalisation — de procédés rejetés par la révolution d'Octobre, comme 1) la promulgation de *décrets* sur la discipline qui constituent une violation directe des résolutions du congrès du parti de 1921 sur les syndicats,

2) l'introduction de la semaine continue, ce qui présente un certain avantage économique, 3) l'introduction sans l'accord des ouvriers, et non en tant que mesure exceptionnelle, de l'émulation socialiste par des méthodes analogues à celles avec lesquelles on a mené à la campagne la collectivisation intégrale, 4) l'abaissement du tarif du travail aux pièces, 5) l'augmentation des normes de production, 6) la dépersonnalisation croissante des syndicats et 7) la réduction du nombre de chômeurs qui touchent une allocation.

La diminution des droits et l'aggravation de la situation matérielle de la classe ouvrière

Tout cela, après une croissance temporaire des forces productives, amène leur baisse. Au lieu des 400 millions de roubles officiellement prévus que devait rapporter la réduction des prix de revient pour le premier trimestre 1930, on n'a obtenu que 180 millions. Autrement dit, l'objectif n'est atteint qu'à 45 %. Pendant les deux premiers mois (janvier et février) du second trimestre, « dans le mouvement des prix de revient, il n'y a pas d'abaissement notable » (*Pravda*). Il y a plus probablement une aggravation, si l'on en juge d'après les chiffres de l'industrie métallurgique d'Ukraine.

Au lieu de l'abaissement prévu du prix de revient à 11,35 %, on n'a atteint que 2,76 % : le plan n'est réalisé qu'à 20 %. Il faut souligner que la classe ouvrière, placée dans des conditions difficiles, a donné la tension maximale de ses forces. En février, par comparaison avec janvier, le salaire individuel quotidien n'a augmenté que de 1,8 % et la productivité du travail de 4,7. L'objectif de l'augmentation de la production, au cours des cinq premiers mois de la seconde année de l'exécution du plan quinquennal, dans l'industrie légère, est intégralement réalisé, et dans l'industrie lourde, il est à 34,7 % au lieu des 40,7 prévus, avec une extension de la semaine continue à 54 % des ouvriers. Comme le remarquent les journaux eux-mêmes, « la mauvaise qualité permet une production plus abondante ». En janvier et février, des termes nouveaux sont mis en circulation pour caractériser la mauvaise qualité, par exemple « la peste du verre ». Jusqu'à quel point les bilans des quantités sont gonflés, on peut en juger par le fait suivant : la production de chaussures en caoutchouc était, en 1928, de 48 % plus élevée qu'en 1913 (41,5 millions de paires au lieu de 28 millions). Or la production réelle n'atteint que 74 % de celle d'avant-guerre si l'on tient compte de la baisse de la qualité (*Ekonomiticheskoïé Obozrienié*), octobre 1929). Comme si elle préparait à la non-réalisation du plan pour les investissements de base, la *Pravda*, en liaison avec les rapports pour l'industrie des mois écoulés, écrit : « Il existe un danger très inquiétant que, dans la lutte pour réaliser les objectifs fixés, on ne fasse pas suffisamment attention à la préparation du développement ultérieur de la production. »

Pour le premier trimestre de la deuxième année d'exécution du plan quinquennal, on a publié dans notre presse une série de communiqués qui témoignent de l'accentuation des mauvais rapports dans les usines entre la direction et les travailleurs (sabotage, actes terroristes isolés, grève à l'italienne). Au cours des derniers temps, on ne voit plus de communications de ce genre. Doit-on en conclure que les causes qui avaient engendré ces faits ont été éliminées, ou bien qu'on ne les communique pas, pour ne pas jeter d'ombres sur le tableau de la félicité générale ? Sur ce point, seuls ceux qui connaissent la vie à l'intérieur de notre industrie peuvent répondre.

Il faut attirer l'attention sur la campagne des contrats collectifs de cette année. Elle a été réduite à une pure formalité par l'introduction du plan de

l'industrie et des finances dans les contrats collectifs. Il nous faut prêter attention à la situation exceptionnelle des ouvriers dans les sovkhozes. Ce sont les éléments laissés le plus à l'abandon. L'enquête de l'Inspection ouvrière et paysanne de la Basse-Volga dans le sovkhoze *Ovtsevod* a montré qu'il s'est noué dans cette région des rapports qui rappellent plus les domaines seigneuriaux qu'un sovkhoze. « Les ouvriers disent carrément : "Nous sommes les serfs des propriétaires" (*Pravda*, 28 mars).

Les impôts indirects augmentent parallèlement à la hausse des prix des produits. Le budget de cette année prévoit une nouvelle augmentation des taxes sur le tabac, les allumettes, le sucre, la confection, la vodka, la bière, etc. L'augmentation de la part des ouvriers dans les souscriptions aux emprunts d'État, avec interdiction pendant cinq ans de revendre leur part, va dans le même sens. L'augmentation des dons « volontaires » pour la construction des kolkhozes n'a abouti qu'à passer, en plusieurs endroits, de la semaine de cinq jours à celle de six jours, et, dans l'Oural, certaines usines sont passées de la journée de 8 heures à la journée de 10 heures. Ces violations de la loi sont probablement devenues si fréquentes que le commissariat au travail a édité une circulaire spéciale qui les annule.

La découverte d'« abcès » scandaleux dans toutes les villes de l'Union et dans tous les domaines des appareils économiques, administratifs et sociaux, d'une part (5), et le Plan quinquennal, de l'autre, ont posé de façon aiguë la question des *cadres socialistes*. Cette question revêt maintenant un caractère plus aigu encore après la faillite scandaleuse de la collectivisation intégrale... Cependant la question des cadres est mal posée dans notre presse. La direction du parti la pose d'un point de vue statistique formel, ou l'envisage du point de vue de sa mécanique bureaucratique interne — de sa *commodité* pour gouverner. La prétendue science communiste mise au service des fonctionnaires du parti pose abstraitement et mécaniquement la même question, par exemple de la façon suivante : « Quelle quantité de vitamines faut-il absorber pour être un bon fonctionnaire ? » L'aspect le plus important de la question, celui des cadres, et par conséquent celui de l'appareil qui est recruté parmi eux, est complètement ignoré. On comprend pourquoi : on serait obligé autrement de constater cette vérité élémentaire que *la question des cadres est indissolublement liée à la question du contrôle politique des masses, de leur niveau politique, de la démocratie ouvrière dans le parti.*

Dans notre déclaration du 4 octobre, nous avons écrit que l'incurie, la rapacité, la stupidité, le despotisme et l'arbitraire constituent un côté de la médaille dont l'autre est l'*humilité*, l'abrutissement, la *privation des droits des masses travailleuses*. De même que les ouvriers du sovkhoze *Ovtsevod* ont dit : « Nous sommes les serfs des propriétaires », ceux des usines d'Oriekhovoznevo ont dit : « Il nous faut entrer dans les kolkhozes, sinon on nous chassera de l'usine » (*Pravda*).

Quand, dans un pays où il s'est produit une révolution gigantesque, les paysans moyens et pauvres disent : « Le Pouvoir le veut ainsi, on ne peut pas aller contre le Pouvoir » (*Pravda*), cela montre un état d'esprit des masses infiniment plus dangereux encore que le vol et la violence des fonctionnaires. Les Thermidor et les Brumaire font irruption par les portes de l'indifférence

(5) Allusion aux scandales, comme celui de Smolensk, dans lesquels des cadres élevés du parti s'étaient révélés profondément corrompus.

politique des masses. Nous avons toujours misé sur l'initiative révolutionnaire des masses, et non sur l'appareil. Aussi ne croyons-nous pas plus à la prétendue bureaucratie éclairée que nos prédécesseurs révolutionnaires bourgeois de la fin du XVIII^e n'ont cru au prétendu « despotisme éclairé ».

Toute la sagesse politique de la direction centriste et centre-droite consiste à étouffer dans les masses les sentiments de l'indépendance politique, de la dignité et de la fierté humaines, et à encourager et organiser l'absolutisme de l'appareil. C'est à encourager ce dernier qu'a servi et que sert l'ingéniosité peu ordinaire de la direction centriste et surtout du secrétaire général. La force de la direction du parti réside dans son appareil, mais c'est aussi en lui que réside sa faiblesse. Le même apparatchik, qui cherche dans les yeux de son « patron » du parti à deviner ce qu'il désire, entraîne ce même « patron » dans une direction qu'il n'a pas choisie. L'apparatchik télégraphie qu'il a déjà collectivisé quatre mille cent quarante-six chevaux : on découvre qu'en réalité il n'en a pas collectivisé un seul. Mais le C. C., se gonflant de ces données fictives, proclame « la transformation de la collectivisation partielle en collectivisation intégrale ». L'apparatchik à son tour est tenu en laisse par le koulak. *Le mot d'ordre du koulak était : « Entrons tous dans les kolkhozes pour les faire sauter de l'intérieur. »* Quand l'apparatchik a obligé le paysan moyen à s'inscrire dans le kolkhoze, il a agi à « l'instigation directe du koulak », comme l'affirme maintenant la presse officielle. Dans la mesure où la direction est elle-même dirigée par les apparatchiki, elle a agi sans le vouloir sous l'influence indirecte du koulak.

Le secrétaire, le président du soviet local, le collecteur de blé, le coopérateur, les membres des sovkhozes, les chefs d'entreprises, du parti et sans-parti, les spécialistes, les contremaîtres qui, en avançant sur une ligne de moindre résistance, établissent dans notre industrie un système de pressuration et de despotisme à l'usine — voilà le pouvoir réel dans la période de la dictature prolétarienne que nous vivons ! Cette étape peut être caractérisée comme la domination et la lutte des intérêts corporatifs des différentes catégories de la bureaucratie.

D'un Etat prolétarien à déformations bureaucratiques — comme Lénine définissait la forme politique de notre Etat — nous sommes en train de passer à un Etat bureaucratique à survivances prolétariennes communistes.

Sous nos yeux s'est formée et continue à se former une grande classe de *gouvernants* avec ses propres divisions internes, qui s'accroît par la cooptation prudente, directe ou indirecte (promotion bureaucratique, système fictif d'élections). Ce qui unit cette classe originale est une forme, originale, elle aussi, de propriété privée, à savoir la possession du pouvoir d'Etat. « La bureaucratie possède l'Etat comme sa propriété privée » écrivait Marx (*Critique du Droit de Hegel* (6)).

Il a fallu un conflit passager entre les bureaucrates du parti et ceux des syndicats pour que les lecteurs du journal *Trud* puissent apprendre que le budget des syndicats est de quatre cents millions de roubles, dont quatre-

(6) Les deux paragraphes ci-dessus devaient provoquer à l'intérieur de l'Opposition de gauche en U. R. S. S. une vive discussion, l'idée de Rakovsky selon laquelle la bureaucratie était « une classe » n'étant pas acceptée par beaucoup. Il faut relever que Trotsky ne voulut pas ouvrir cette discussion. Léon Sedov se contenta de rendre compte de la position de Rakovsky et de celle de ses critiques dans un article destiné à la presse de l'Opposition internationale.

vingt millions vont aux salaires du personnel. A combien s'élèvent les salaires des permanents des appareils du parti, des coopératives, des kolkhozes, des sovkhozes, de l'industrie, de l'administration, avec toutes leurs ramifications ? Nous n'avons à ce sujet aucune donnée précise, même pas de données approximatives.

Quelles tentations constituent pour la bureaucratie la collectivisation intégrale et le rythme accéléré de l'industrialisation, il n'est pas difficile de le deviner. Cela élargirait l'armée des bureaucrates, augmenterait sa part du revenu national, renforcerait son pouvoir sur les masses (7).

La direction centriste s'attribue des mérites particuliers pour sa politique dans la *question nationale*. C'est une légende. Le meilleur démenti, c'est le fait que, jusqu'à présent, on a dissimulé au parti les articles écrits par Lénine au début de 1922 sur la question nationale. C'est parce qu'ils constituent une critique des idées, sur la question nationale, des gens qui sont justement à la tête du parti. La vérité est que la création de l'Union soviétique et sa Constitution ont été conquises dans le cours d'une lutte tenace contre les centristes et les droitiers, qui préconisaient l'autonomisation des républiques soviétiques indépendantes et leur insertion dans les frontières de la R. S. F. S. R.

Hormis quelques décisions d'ordre tactique justes d'un point de vue international aussi bien qu'intérieur, par exemple la formation de la république indépendante du Tadjikistan, *la ligne stratégique de la direction du parti dans la question nationale demeure la même ligne ancienne, opportuniste, de grande puissance*, qui se dissimule sous des phrases de gauche. Elle se caractérise par la *dépersonnalisation des républiques nationales, la confiscation de leur indépendance et de leur initiative, le renforcement du centralisme bureaucratique, la formation d'un type de bureaucrate national* qui passera sans difficulté d'une position communiste à une position ultra-nationaliste. La bureaucratie envisage la question nationale, comme toutes les autres questions, du point de vue de *sa commodité pour gouverner et diriger*.

Nous considérons que *la politique extérieure* de la direction centriste est erronée, sauf quelques opérations tactiques justes, mais isolées, comme sa conduite dans le conflit avec les réactionnaires chinois. L'imprévoyance, l'absence de plan, le manque d'initiative et d'activité, en même temps que l'absence de liaison avec la politique intérieure, le choix parfaitement fortuit des membres du commissariat aux affaires étrangères et du commissariat au commerce extérieur, constituent des éléments caractéristiques de la politique extérieure de la direction du parti. Chaque membre du parti se rend compte que la faillite de la collectivisation intégrale et celle de la campagne antireligieuse constituent des victoires, non seulement de la contre-révolution intérieure, mais de la contre-révolution internationale.

On provoque artificiellement des scissions à l'intérieur du parti et l'on évince des hommes susceptibles de s'opposer à la direction centriste (envoi en exil de l'Opposition, isolateurs, expulsion de L. D. Trotsky).

Toute la politique du parti de la direction centriste, comme les hésitations et l'impuissance de sa politique économique, contribuent à isoler l'Union soviétique, à diminuer son autorité et son influence. Il faut rejeter résolument la théorie absurde selon laquelle les « succès » de la construction socialiste auraient

(7) L'idée qu'une industrialisation accélérée fournissait une base matérielle à la bureaucratie semble avoir été formulée ici pour la première fois.

non seulement tourné la tête aux fonctionnaires du parti, mais également déchaîné les impérialistes. La contre-révolution bourgeoise utilise contre nous toutes sortes d'arguments, y compris les louanges démesurées de la direction du parti. Mais la pratique de la contre-révolution ne se détermine pas dans le marc de café, mais la base des faits. Le spectacle de notre décomposition renforce les appétits impérialistes, réveillés par sa crise économique aiguë.

Le transfert dans l'Internationale communiste de l'opportunisme centriste, avec les excès droitiers et gauchistes qui lui sont inhérents, avec ses méthodes bureaucratiques de direction, devait inévitablement provoquer une décomposition de l'Internationale communiste, l'accélération du déclin de son influence sur la classe ouvrière.

Le nombre de militants des Jeunesses dans les sections étrangères de l'Internationale communiste des jeunes a diminué de 20 % pour l'année du 1^{er} août 1928 jusqu'au mois d'octobre 1929. A la fin de l'année dernière, selon les données officielles qui sont indubitablement supérieures aux chiffres réels, il n'y aurait dans tous les pays (excepté l'U. R. S. S.) que quatre-vingt trois mille soixante-trois membres. Un des secrétaires de l'I. C. J. a répondu au rapporteur de l'I. C. qui communiquait ces chiffres désolants : « Dans l'I. C., c'est la même chose. » Nous avons appris en effet, par le compte-rendu de la dernière conférence du parti à Paris, que les effectifs du parti et de la jeunesse en France ne dépassaient qu'à peine trente-cinq mille, et qu'ils ont, au cours des dix-huit derniers mois, perdu un tiers de leurs effectifs. Les méthodes de la collectivisation intégrale à délai fixe transportées dans l'I. C., la préparation de la révolution transformée en exercices oratoires sur la « transformation », l'application du système des programmes-calendriers, des actions révolutionnaires sur commande, connu depuis l'époque du syndicalisme révolutionnaire, tout cela discrédite l'Internationale communiste tout en donnant aux gouvernements bourgeois un prétexte pour renforcer la répression contre la classe ouvrière. Tels sont les résultats de l'idéologie opportuniste et des méthodes bureaucratiques dans tous les domaines où s'étendent l'influence et la direction de notre parti.

Le tournant dans la politique du parti, qui a trouvé son expression dans les résolutions de la 16^e conférence, n'a été que verbal et superficiel. On peut appliquer à toute cette période de la politique centriste l'appréciation portée sur la croissance de la production industrielle : « La diminution de la qualité crée les succès quantitatifs. » Mais la qualité ne peut pas, à certains moments, ne pas se répercuter sur la quantité. Avec la faillite de la collectivisation intégrale commence toute une série de baisses quantitatives.

Le développement ultérieur des événements dépend des rapports de force qui se constitueront dans le parti et dans le pays. Ces deux facteurs agissent indépendamment l'un de l'autre bien qu'il y ait entre eux un certain rapport de réciprocité. A l'intérieur de l'avant-garde révolutionnaire, la fraction qui représente le prolétariat et les masses travailleuses doit l'emporter sur l'élément petit-bourgeois et diriger la lutte des masses dans la voie de la dictature prolétarienne.

Quels seront, dans les prochains mois, les rapports entre droitiers et centristes ? En empêchant la discussion ouverte autour du danger de droite dans le parti et dans le pays, les centristes ne font pas que se protéger eux-mêmes, ils protègent également les droitiers. C'est ensemble qu'ils ont assumé la même responsabilité dans la politique de l'appareil pour toute une période. Leurs divergences n'étaient pas profondes. Ils incarnent deux aspects d'une

même ligne d'appareil. Mais le nouveau bloc, *ce bloc de la retraite*, s'il se réalisait, ne durerait pas longtemps. Avec le déséquilibre accru de la situation, le pouvoir passerait aux mains des éléments de plus en plus droitiers. Cela signifierait l'élimination graduelle de l'actuelle direction.

Au cours de la dernière période, toute l'attention de la direction centrisme a été concentrée sur la destruction de l'Opposition (bolcheviks-léninistes). Tous les moyens que possède l'Etat ont été mis en œuvre dans ce but : la violence, la calomnie, la corruption. L'expulsion de L. D. Trotsky, le dirigeant le plus populaire et le plus aimé du prolétariat après Lénine, a été le couronnement de cette politique qui fraye un chemin aux éléments petits-bourgeois.

Une partie de l'Opposition a vacillé. Les uns, parce que, chez eux, la médiocrité et la dégénérescence bureaucratique ont tué l'esprit révolutionnaire de classe, les autres parce qu'ils ont cédé aux mots d'ordre trompeurs des centristes sur l'industrialisation et la collectivisation, tous ont indignement abjuré leurs idées communistes. Ce faisant, ils ont perdu tout droit à la moindre confiance de la part du parti et de la classe ouvrière. Aucune persécution ni aucune séduction ne peuvent empêcher les oppositionnels restés fidèles aux idées léninistes de faire leur devoir envers le parti et la révolution.

Dans sa déclaration du 4 octobre 1929 au C. C. et à la C. C. C., l'Opposition des bolcheviks-léninistes a indiqué la nécessité d'une unification de toutes les forces communistes et révolutionnaires autour du Plan quinquennal d'industrialisation et de la lutte contre le capitalisme agraire et les droitiers. Une telle unification, englobant également les décistes (8), sur la base de la reconnaissance d'un parti uni, est plus indispensable encore, maintenant qu'il faut opposer les rangs prolétariens solides au Thermidor qui s'annonce. Dans la mesure cependant où la réalisation du mot d'ordre d'unification de toutes les forces communistes signifie la fin de la période du monopole politique du centrisme, la bureaucratie centrisme va le combattre avec le même acharnement que dans le passé. *Le mot d'ordre de l'unification de tous les communistes révolutionnaires ne peut être réalisé que par la masse du parti et dans la lutte contre la bureaucratie centrisme.*

Quels sont les rapports des classes dans le pays ? La situation politique se caractérise par la méfiance — entièrement justifiée — du parti à l'égard de sa direction et la méfiance croissante, imméritée, de la classe ouvrière et paysanne, à l'égard du parti et de la dictature prolétarienne. La direction s'est discréditée en manifestant de façon frappante le caractère sans principe de sa politique qui a changé en quelques semaines à plusieurs reprises (exemple : la résolution du comité du parti de Moscou sur l'abolition de la Nep, elle-même « abolie » quelques semaines après parce que, nous apprend-on, c'était... une erreur du copiste). La direction du parti a discrédité le parti et les syndicats aux yeux des masses ouvrières. Ni le premier, ni les seconds, n'ont pu assurer au prolétariat une défense contre les bureaucrates. Au contraire, le parti et les syndicats semblaient appuyer les bureaucrates contre les travailleurs.

La paysannerie pauvre a été très méfiante à l'égard de la collectivisation intégrale. Les faits en témoignent. Elle a vu dans la collectivisation, d'une part la perte des privilèges que constituaient les exemptions d'impôts dont elle

(8) Le terme de « déciste » (des initiales D. C.) servait à désigner les partisans de la tendance dite du « centralisme démocratique » dirigée alors par T. V. Sapronov et V. M. Smirnov.

bénéficiait jusque là, et, d'autre part, le danger d'être soumise aux paysans moyens et aux koulaks qui s'introduisaient dans les kolkhozes (les faits témoignent que, même dans les communes, on mise sur le « paysan-proprétaire »). Les soi-disant groupes de paysans pauvres ne sont qu'une fiction comme le sont pour les ouvriers l'autocritique, l'épuration, le patronage et autres maigres succédanés bureaucratiques de la démocratie dans le parti et l'appareil des soviets.

Les *ouvriers agricoles* ont dû, bon gré mal gré, entrer dans les kolkhozes, car il n'y avait pas pour eux d'autre issue. Un rôle spécial sera joué dans la période prochaine par le *paysan moyen* qui redevient la figure centrale de la lutte des classes. L'amour des centristes (et des droitiers) pour la paysannerie moyenne était pure démagogie, un moyen de persécuter les oppositionnels bolcheviks-léninistes. Ce que les centristes et les droitiers ont donné à la paysannerie moyenne, c'est un appareil d'où sortent plus de menaces que de paroles — qui agit par la violence et l'arbitraire —, et dont Lénine disait déjà qu'il humilie les citoyens soviétiques qui ont affaire à lui.

Le paysan moyen a considéré avant tout la collectivisation intégrale comme un moyen de lui extorquer du pain et d'autres produits et de combler de bienfaits la paysannerie pauvre avec son propre cheptel vivant ou mort (outils, bétail, etc.). Au lieu de l'exemple dont parlait Lénine, et dont parle le programme de notre parti — l'exemple vivant qui devait convaincre et persuader le paysan moyen de la supériorité des kolkhozes —, on lui offre une souricière. A une collectivisation de cette sorte, il a répondu par ses procédés habituels, la grève active et passive, ou l'entrée dans le kolkhoze pour le faire sauter de l'intérieur par le désarmement technique (la destruction du bétail, etc.).

La tâche politique qui se pose maintenant devant le parti consiste à *restaurer la confiance* dont l'absence facilite le travail des forces thermidoriennes souterraines. Aucune lutte sérieuse contre l'offensive capitaliste ne peut se concevoir si, préalablement, on n'a pas renforcé les principales positions du parti, du prolétariat et de la paysannerie pauvre.

Ce problème peut être théoriquement facilement résolu tant qu'il s'agit de la classe ouvrière et des ouvriers agricoles. L'affaire est plus difficile avec le paysan moyen. Se satisfera-t-il du rétablissement de la Nep et de la légalité révolutionnaire, ou demandera-t-il la néo-Nep et présentera-t-il des revendications supplémentaires incompatibles avec l'existence de la dictature du prolétariat ? Comment satisfaire la paysannerie moyenne sans abandonner la lutte contre le koulak ? C'est une question qu'on ne peut résoudre avec clarté que dans la pratique. Nous pouvons seulement affirmer nettement que le rétablissement de la démocratie dans le parti, dans les institutions soviétiques et dans l'union des paysans pauvres, que la bureaucratie refuse, est pourtant le moyen grâce auquel il est possible de contenir les revendications de la paysannerie moyenne dans les limites compatibles avec les bases de la dictature prolétarienne. La démocratie dans le parti et la démocratie soviétique à la campagne sont étroitement liées : sans le rétablissement d'un régime de liberté dans le parti, la paysannerie moyenne ne croira jamais au rétablissement de la légalité révolutionnaire.

La période des paroles politiquement trompeuses est désormais dépassée. Seule une politique communiste honnête et consciencieuse peut sauver la dictature prolétarienne. Le XVI^e congrès du parti prend une importance d'une exceptionnelle gravité. Il est certes vraisemblable que la direction centrisme

s'efforcera d'en faire le plus insignifiant des congrès. Bien que nous soyons déjà au seuil du congrès, on ne fait même pas allusion à la nécessité d'une discussion dans le parti. Le parti ne peut admettre un tel mépris de ses droits. Il ne doit pas l'admettre, surtout dans un moment aussi critique.

Le monde entier a vu à l'œuvre la bureaucratie centre-droite. Les résultats sont là. Chaque membre du parti les voit autour de lui. Nous exigeons la libre discussion du parti et de libres élections au congrès. Toutes les nuances de l'Opposition qui reconnaissent les principes du parti *uni* et la voie de la *réforme* doivent prendre part à la discussion et aux élections.

Nous exigeons la libération des oppositionnels détenus et le retrait de l'application de l'article 58. Nous exigeons le rappel de L. D. Trotsky de l'exil et sa réintégration dans le parti.

Nous exigeons que le C. C. édite les documents existants de l'Opposition de la période 1927-1930 ainsi que les articles de Lénine sur la question nationale et son testament politique. Ces revendications ne sont que préliminaires : la question de la démocratie du parti et de la démocratie ouvrière doit être posée dans toute son ampleur devant le congrès lui-même.

Sans la démocratie du parti et sans la démocratie ouvrière, toutes les corrections se transformeront inévitablement en déformations. Seul le contrôle révolutionnaire des masses peut subordonner l'appareil aux intérêts des masses. Nous estimons indispensable la réorganisation du C. C. et de la C. C. C., et la restitution au congrès et au parti des droits qui leur ont été enlevés, formellement et en fait, et qui ont été transférés au C. C. et à la C. C. C.

Nous considérons comme indispensable de supprimer le poste de secrétaire général et de réduire le rôle de secrétaire du parti à l'exécution des fonctions techniques, avec transmission de ses fonctions politiques au bureau politique tout entier.

Nous estimons indispensable de changer la méthode actuelle de répartition du travail entre les membres du parti.

Nous exigeons la réorganisation complète du bureau d'organisation, lequel est aujourd'hui le principal soutien de la dictature de l'appareil.

Nous exigeons l'extension à toutes les organisations élues du parti du système existant aux élections du C. C. et de la C. C. C., c'est-à-dire le vote secret.

Nous exigeons une réduction considérable de l'appareil du parti et des autres appareils — des syndicats, des coopératives, d'État — afin que les ressources ainsi économisées passent en investissements supplémentaires pour des constructions de sovkhozes et de kolkhozes et des investissements de base dans l'industrie.

Nous répétons nos demandes du 4 octobre de l'année passée : les différentes parties du Plan quinquennal doivent être coordonnées entre elles et avec les besoins de la classe ouvrière ; révision des contrats collectifs dans le sens de l'amélioration de la situation matérielle de la classe ouvrière ; examen attentif des résultats de la semaine continue qui ne doit être considérée que comme une mesure *temporaire, exceptionnelle*, possible seulement avec l'accord des ouvriers ; établissement d'un lien entre le salaire nominal et la croissance du budget ; rétablissement d'une activité véritable des syndicats.

La politique du parti à la campagne : abolition formelle de la collectivisation intégrale, arrêt de la dékoulakisation en masse et de l'expulsion des

koulaks des campagnes, sauf cas isolés prévus par la loi, mais sans ramener les koulaks déjà expulsés.

Une attention exceptionnelle de l'État vis-à-vis du mouvement des kolkhozes, en leur apportant l'aide financière et technique nécessaire. Création des unions de paysans pauvres. Cette mesure est indispensable pour donner une base politique au mouvement des kolkhozes et comme appui politique à toute la politique fiscale, culturelle et sociale à la campagne (9).

La question est posée au parti de résoudre le problème de l'approvisionnement du pays en produits alimentaires et matières agricoles, par la voie du renforcement de la construction des sovkhozes, en conservant le rythme du développement de l'industrie.

C'est une tâche indubitablement lourde, mais qui deviendra une tâche *pratique* et même *technique*, si les prémisses *politiques* de sa résolution ont été créées.

Nous ne proposons au parti aucun programme nouveau, nous luttons seulement pour la reprise de l'ancien programme, éprouvé dans de durs combats et de glorieuses victoires, et de la ligne tactique du parti communiste bolchevique.

Signatures

Khristian G. Rakovsky

Vladimir V. Kossior

Nikolai I. Mouralov

Veronika S. Kasparova

Co-signataires

Otto Kh. Aussem (10)

Karl E. Grünstein

(9) Soit dit entre parenthèses, la direction centriste, qui ne tolère pas les unions de paysans pauvres en un seul endroit de l'Union (soviétique), est obligée de les reconnaître en Ukraine et de leur confier toute l'entreprise de collectivisation. Les *kolmezam* (unions de paysans pauvres) ukrainiens ont été maintenus parce qu'ils ont su se défendre et qu'ils n'ont pas permis à la tentative liquidatrice de 1924-25 d'aller plus loin que leur transformation d'organisations semi-obligatoires en organisations libres (*Note des auteurs de la déclaration*).

(10) Otto Kh. AUSSEM (1875-193 ?), fils d'instituteurs, militant social-démocrate en 1893, membre du P. O. S. D. R. à Kiev en 98, plus tard organisateur de l'appareil militaire des bolcheviks, avait collaboré avec Rakovsky en Ukraine où il avait été secrétaire du parti et commandant d'armée, et à Paris où il avait été consul général.



Christian G. RAKOVSKY
(Bibliothèque du Collège de Harvard, avec la permission du Collège de Harvard.)

DEUXIÈME PARTIE

Textes de discussion :
Lettres, thèses, projets, etc.



Colonie de déportés b. l. de Roubtsovsk
de gauche à droite, au premier rang : G. SIDOROVA, A. VINOKOUROV.
au deuxième rang : K. VOSKRESENSKAIA, M. ABRAMSKAIA, G. MIKHELEVITCH,
D. DOUBINBAUM, V. SIDOROV.
debout : DINGELSTEDT (1), A. ABRAMSKY (2), Kh. NAZARIETIAN (3), Ia. VOSKRESENSKY (4), G. ANTOKOLSKY (5).
(Bibliothèque du Collège de Harvard, avec la permission du Collège de Harvard.)



Colonie de déportés b. l. de Kainsk (Sibérie)
de gauche à droite,
au premier rang : ICHTCHENKO, ROITMAN, MATITOICHVILI, SIROTA (Kiev).
au deuxième rang : KIEVLENKO et son fils.
au troisième rang : BERKOVITCH, SOUKHOLEV, la femme de Kievlenko, Katia SYRAF (la femme de Solomine), Dika ZNAMENSKAIA (la femme de Pevzner).
debout : PEVZNER, SOLOMINE, BRAVO, EFFETOV.
(Bibliothèque du Collège de Harvard, avec la permission du Collège de Harvard.)

Tigran ASKENDARIAN
A. BERTINSKAIA

LA POLITIQUE DE LA GIROUETTE (1)

(30 janvier 1930)

Chers Camarades !

Indiscutablement, la crise que traversent nos rangs est le reflet de la crise très profonde que traverse le pays tout entier. C'est pourquoi nous commençons notre lettre par une brève analyse de la situation à l'échelle nationale. Nous envoyons notre texte à un certain nombre de nos camarades, car nous pensons que l'échange d'idées entre militants, d'accord quant au fond, contribue à la clarification et à la précision des pensées dans nos rangs, en cette période tendue.

Le pays s'est donc engagé dans la voie de la suppression de fait de la Nep. On met en œuvre la collectivisation totale alors que les bases techniques correspondantes sont presque entièrement défaut. Dans toute l'U. R. S. S. il y a vingt-trois mille tracteurs dont la moitié a besoin de réparations importantes. Seuls dix à douze mille tracteurs pourront être utilisés pour les semailles de printemps. Or : « pour mécaniser entièrement les kolkhozes il faut au moins un million et demi de tracteurs » (*Pravda*, du 15 janvier 1930). D'après le plan on prévoit la fabrication de quarante-cinq mille nouveaux tracteurs pour la fin de 1932-1933. Actuellement cette quantité atteint l'« optimum » de ... cinq cent quarante-cinq mille. Elle a été multipliée par douze ! Et cela oblige à une surtension correspondante des indices économiques fondamentaux : augmentation de la production métallurgique, de l'extraction du pétrole, des moyens de transport, etc. D'autre part, étant donné la base technique extrêmement étroite de la collectivisation, on comprend parfaitement le peu d'empressement des larges masses de la paysannerie pour entrer dans les kolkhozes. Ces masses ne veulent même pas acheter dans les conditions actuelles le matériel agricole un peu amélioré, conçu pour des exploitations individuelles. Les journaux parlent de l'engorgement du marché par ce matériel. Il est peu probable que la cause de ce phénomène puisse être la faible capacité d'achat de la paysannerie car le bilan de la répartition du revenu national de l'année écoulée montre qu'elle a accumulé « de façon imprévue » plus d'un demi-milliard de roubles (*Ekonomitcheskaya Jizn* [La Vie économique], 26 novembre 1929). Un ensemble de facteurs nous amène à conclure que les larges masses pay-

(1) Lettre de Tigran Askendarian et A. Bertinskaia à un destinataire non identifié, Bibliothèque du Collège de Harvard, 5508, avec la permission du Collège de Harvard. Ce texte avait été publié sous le titre « La politique de la girouette » et la signature X Y Z dans le *Biulleten Oppositsii* n° 10. Dans le catalogue des papiers d'exil, Askendarian est présenté comme le prénom et Tigran le nom, alors que c'est l'inverse qui est vraisemblable.

sannes n'ont pas de stimulants économiques pour aller dans les kolkhozes. La collectivisation n'est pas volontaire. Que signifie la vente des graines, du bétail et de l'outillage par le paysan qui « choisit » le kolkhoze, si ce n'est une assurance contre un échec futur des kolkhozes et la conservation d'un fonds de secours, sous la forme pratique d'un équivalent monétaire, pour la restauration de son exploitation individuelle. Les efforts de Staline pour préserver les kolkhozes, malgré Lénine, comme un type d'« économie socialiste », sont aussi utiles que les perspectives enthousiastes des statistiques (en vérité, « notre » statistique s'est transformée en Pythie : de son trépied, elle annonce le futur paradisiaque). En vérité, le sens *réel* des efforts de Staline, c'est que les kolkhozes « socialistes » donneront à la statistique de Yakovlev (2) un abondant matériel chiffré pour jeter les fondements « pratiques » de la théorie de la victoire du socialisme dans un seul pays. Encore une fois : nous sommes pour les kolkhozes, mais sur la base de techniques productives et non de mesures de coercition administratives. Il n'est pas difficile de prévoir ce que sera le résultat de la collectivisation *forcée* actuelle : une efficacité économique diminuée, qui, à son tour, frappera dangereusement l'épine dorsale de toute l'économie nationale. Sans rythmes « forcenés » ! Dans une certaine mesure, on comprend l'aspiration de l'appareil centrisme à limiter les dégâts. Et qu'il y en ait eu beaucoup dans la création des kolkhozes et des sovkhoses, quelques entristes eux-mêmes le reconnaissent aujourd'hui. Par exemple, le secrétaire général du C. C. du P. C. Ukrainien, Kossior (3), l'a avoué, il y a déjà un an dans son discours devant les cadres (4) de Kharkov (« nous avons de la sorte deux ans de retard »). Staline, au demeurant, n'est pas de cet avis (c'est que tout ce qu'il fait est fait exactement quand il le faut). Staline ne voit aucun dégât ; il traite de « braillards » (*Bolchevik*, n° 23-24, 1929) ceux qui voient du retard dans la création des sovkhoses et des kolkhozes. Nous saurons ainsi que l'un des braillards staliniens occupe le poste de secrétaire général du C. C. du P. C. U. S.

Nous continuons à penser que, dans les relations entre la ville et la campagne (en ce qui concerne la paysannerie pauvre et moyenne), les relations de marché ne doivent pas jouer le dernier rôle. Cependant l'éditorial de *Ekonomitcheskaya Jizn* du 19 décembre déclare que ces relations sont abolies pour ce qui est de leur partie la plus importante : les approvisionnements en blé. Voici ce qu'on y lit : « Cette compréhension correcte de la Nep a permis d'utiliser, cette année, de façon plus approfondie et plus conséquente, des formes sociales et planifiées d'approvisionnement, en opposition à celles, *principalement marchandes*, qui étaient essentiellement pratiquées dans les campagnes (5) passées. » Ou, plus loin : « Ils (les approvisionnements en blé) ont montré en outre que les formes marchandes d'approvisionnement en blé servent surtout les intérêts des gros possesseurs de blé. » Voyez-vous, il s'avère que le tournant léniniste vers la Nep a été effectué au nom des koulaks.

Ainsi la Nep est abolie (« dékoulakisez ! »). Telle est l'orientation ultra-

(2) Aleksandr I. YAKOVLEV (1900-193 ?) était à cette époque vice-président du département pour le travail du parti dans les régions rurales.

(3) Stanislav V. KOSSIOR (1889-1939), également vieux-bolchevik, et apparatchik consommé, était le frère du trotskyste V. V. Kossior, déjà cité.

(4) Dans le texte, « aktiv » : l'expression peut désigner la réunion des militants de base soit des cadres actifs (N. d. T.).

(5) Il s'agit des campagnes organisées pour les récoltes. (N. d. T.)

gauche proclamée aujourd'hui. Quelle était donc l'orientation donnée par les inspirateurs de la politique actuelle devant la plus haute instance du parti, au XV^e congrès ? « Mettre à l'ordre du jour de notre édification à la campagne, le passage *progressif* des exploitations paysannes dispersées vers une exploitation sociale collective de la terre *sur la base de l'intensification et de la mécanisation* de l'agriculture, dans la mesure où *cette voie* de développement est le moyen le plus important d'accélération du *développement de l'agriculture et de domination sur les éléments capitalistes à la campagne.* » (Staline, discours au XV^e congrès. Souligné par nous.) Ensuite, comme on sait, il y eut les mesures exceptionnelles, « extraordinaires » de l'année 1928 (6). Mais, dès novembre, Staline revenait à son idée fixe : « *il faut progressivement, systématiquement et avec persévérance* placer l'agriculture *sur une nouvelle base technique*, sur la base de la grande production, en *resserrant* par là même ses liens avec l'industrie socialiste ». Une telle orientation, englobant le régime économique fondamental, des larges masses de la paysannerie (80 % de la population de l'Union), doit évidemment être envisagée, non sur un an ou deux, mais sur une période incomparablement plus longue. Cette orientation a été définie il y a tout juste un an. Mais dès 1929 on a répété, avec plus de force qu'en 1928, les mesures « extraordinaires », cette fois en guise de prélude au passage brusque à la dékoulakisation et à l'abolition de facto de la Nep... Du soutien du Guomindang au putsch de Canton (7)... De « enrichissez-vous » à « dékoulakisez »... L'amplitude des oscillations sur une courte période est typiquement centrisme. C'est la politique de la girouette (8). Et cette girouette nous fait considérer avec indignation chaque nouveau déplacement, chaque tournant des centristes, chacun de leurs nouveaux slogans, qui coïncident même parfois avec les nôtres. Ce sont des « empiristes rampants » qui ne prévoient pas eux-mêmes leur lendemain.

En juillet 1928 la *Pravda* écrivait : « L'offensive *décisive* contre les éléments *capitalistes*, proclamée par le XV^e congrès du parti, *peut et doit être menée avec les méthodes de la Nep*... Le parti ne s'écartera pas d'un pouce des décisions du XV^e congrès. » Le XVI^e congrès n'a pas encore eu lieu (le temps de sa convocation est déjà passé, même d'après les statuts remaniés par les centristes), bien que le seul tournant actuel eût nécessité la convocation d'un congrès extraordinaire, et pas une directive personnelle de l'inspirateur de la politique actuelle. Ce dernier a déjà reconnu que la politique actuelle contredisait les décisions du XV^e congrès du parti (cf. l'article de Staline dans la

(6) Les mesures extraordinaires de 1928 furent justifiées par la crise du blé et le stockage effectué par les koulaks : le 6 janvier 1928, dans des instructions secrètes au parti, le bureau politique avait décidé l'application aux koulaks de l'article 107 du code criminel, la confiscation des stocks des spéculateurs, la remise aux paysans pauvres du village du quart du blé saisi. Le 15 février, alors que la *Pravda* titrait « Le koulak relève la tête », ces mesures étaient rendues publiques et il s'y ajoutait emprunts forcés et interdiction de vente directe. Ces mesures extraordinaires avaient été en partie abandonnées par le comité central d'avril.

(7) La politique de « dékoulakisation » avait suivi brutalement l'annonce de l'abandon des mesures extraordinaires contre les koulaks, de même que l'insurrection de Canton, proclamée au nom d'un « soviet » préfabriqué, avait suivi de près une politique de capitulation devant le Guomindang et de refus de construire des soviets. La formule « Enrichissez-vous », de Boukharine à l'adresse des koulaks avait résumé toute une époque de la Nep.

(8) Littéralement : « Ce n'est pas de la politique, c'est un ballotement » (N. d. T.).

Pravda du 21 janvier de cette année). Et pourtant « le parti ne s'écartera pas d'un pouce des décisions du XV^e congrès » ?

Le parti est désorienté. Pris dans le carcan de l'appareil bureaucratique centrisme, le parti se tait. Dans le parti, c'est le « calme ». Par son « monolithisme bolchevique » et la prospérité pompeuse de son appareil, la situation du parti rappelle aujourd'hui plus que jamais celle d'un liquide gelé d'un liquide ayant dépassé de beaucoup son point de congélation pour atteindre le stade de la cristallisation).

La crise de la révolution prolétarienne ne s'exprimant pas dans le parti se transforme alors en une crise aiguë de tout le pays. Atteignant les intérêts matériels profonds de millions de gens, cette crise attire ainsi les masses dans l'orbite d'une lutte politique acharnée, génératrice de graves conflits de classe. L'aggravation constante de la situation de la classe ouvrière (salaire, habitat, sécurité, situation juridique, etc.) et le plan bureaucratique (qui a conduit dans le premier trimestre de l'année en cours à une diminution brusque des indices qualitatifs et quantitatifs) approfondissent la crise et rendent difficile au parti et à la classe ouvrière la recherche d'une issue à la situation qui s'est créée. De plus en plus nombreux sont les éléments qui montrent que la crise entrera dans une phase telle que son issue, selon toute apparence, clarifiera le problème de l'existence de la dictature prolétarienne ; de deux choses l'une : ou bien la renaissance, ou bien une défaite grave.

« Sans une crise profonde dans le parti, qui sera, selon toutes probabilités, le résultat d'une poussée sous-jacente des forces thermidorienues, le passage à un nouveau stade est désormais, malheureusement, impensable. Ce nouveau stade peut être celui de la renaissance ou celui de Thermidor » (L. Trotsky) (9).

Après la révolution d'Octobre, après l'époque héroïque de la guerre civile, le pays entre de nouveau dans une période qui exige de la classe ouvrière et de son avant-garde une entière mobilisation et une tension de toutes les forces. La nécessité d'une orientation vers l'efficacité bolchevique (la préservation et le renforcement de notre activité de fraction) devrait sembler indiscutable dans une atmosphère politique aussi surchauffée. Cependant, le mot d'ordre à demi menchevique de « propagande pacifique » est déjà apparu dans nos rangs. Ses auteurs sont la troïka de Slavgorod : Gogol, Sobol, Bor(is) Livshitz (10) (cf. leur lettre du 14 décembre 1929). Ce mot d'ordre constitue

(9) Trotsky ne croyait plus à la possibilité de réellement « convaincre » le parti — que l'appareil muselait — mais à celle de prendre sa direction dans le cours d'une crise.

(10) Boris S. Livshitz (cf. n. 141, p. 63), économiste et « professeur rouge », était le plus proche des capitulards qui restait dans l'Opposition après la rupture d'I. N. Smirnov et autres. Le passage qui suit, qui comporte une polémique contre les « trois » de Slavgorod, n'a pas été reproduit en son temps dans le *Biulleten Oppositsii*. Nous ne pensons pas que cela puisse s'expliquer seulement par le fait que le B. O. ne reproduisait pas la lettre sévèrement critiquée de Livshitz et de ses amis, qui n'était pas en la possession de ses rédacteurs. Nous pensons que la raison de la coupure de ce texte est tout autre : il comporte en effet non seulement une sévère critique de Rakovsky, mais une analyse opposant l'une à l'autre les analyses de Trotsky et de Rakovsky, et fait nettement apparaître des tendances « conciliatrices » chez le dernier. L'Opposition a jugé n'avoir pas intérêt à rendre publiques ces divergences-là. Par suite d'une erreur matérielle, P. Broué n'a pas pu disposer de ce passage de la lettre pour son article ci-dessus. Signalons en outre que la lettre des « trois » de Slavgorod, datée du 14 décembre 1929, se trouve à la Bibliothèque du Collège de Harvard, 4805.

un dérivé de celui de la déclaration du camarade Rakovsky : « atténuer l'âpreté de la lutte », qui aboutit au fond, comme nous allons le démontrer, à abandonner notre activité fractionnelle. L'expression la plus conséquente, la pire aussi, de ce mot d'ordre, c'est le mot d'ordre passif et empirique du camarade Rakovsky, lancé à la fin décembre : « Attendre et voir ». Il en est la pire expression parce que nous n'avons que trop « vu » et expérimenté le centrisme (Chine, comité anglo-russe, politique intérieure, etc.). Avec cette formule protoplasmique d'« attendre et voir », on oublie le passé du centrisme et, du coup, on lui redonne un certain « crédit » (le mot est de Kh(ristian) G(eorgévitch) (11). Et là nous sommes entièrement d'accord avec L. D. : « Il est absolument inadmissible de faire quelque concession que ce soit aux centristes en ce qui concerne le passé, lequel reste pour l'essentiel le présent » (Lettre du 12 décembre 1929) (12).

Il n'est pas étonnant que ceux qui dérivent vers le centrisme glissent des mots d'ordre non-bolcheviques (« atténuer l'âpreté de la lutte », « attendre et voir ») et en arrivent au mot d'ordre pédagogique de la « propagande pacifique ».

Pour autant que nous le sachions, Kh. G. poursuit sa ligne de conciliation à l'égard de ceux qui glissent vers le centrisme depuis l'apparition des thèses de Tomsk dont il avait imaginé de faire la base de l'union de l'opposition (13). Si Kh. G. avait l'intention de supprimer le sens capitulard des thèses de Tomsk par des modifications, en revanche (c'est tout à fait clair maintenant), les auteurs de ces thèses ne se seraient pas laissés prendre. Après, il y a eu tout le remue-ménage avec les smirnoviens et la naissance douloureuse et tardive de la déclaration de Kh. G. (14).

De nombreuses colonies, dont la nôtre, ont envoyé à Kh. G. une série d'amendements : 1) Augmentation immédiate des salaires des ouvriers, comme *condition* à d'autres mesures dans l'industrie ; 2) Changement au profit du prolétariat du système de répartition du revenu national en vigueur, etc.

(11) Rakovsky.

(12) L. D. c'est Léon Davidovitch (Trotsky). Nous ne possédons pas le texte de cette lettre adressée aux militants d'U. R. S. S. — ou à Rakovsky ? — et où il semble bien que se soit trouvée l'expression « repousser du pied les conciliateurs ».

(13) De toute évidence, les auteurs de cette lettre font ici allusion aux textes rédigés en janvier 1929, lors de leur rencontre, autorisée par la bureaucratie, à Tomsk, entre « les trois », Radek, Préobrajensky et Smilga. Si ce point de vue est exact, Rakovsky aurait en effet vraiment commis une énorme erreur d'appréciation en ne comprenant pas que les « trois » se dirigeaient vers la capitulation ? Il est vrai que les « trois » ont peut-être brutalement craqué au cours de leurs « négociations ». En tout cas, on comprend mieux, en lisant le passage ci-dessus, les nombreuses allusions dans les lettres de déportés à la trahison de ceux qui les « représentaient »...

(14) I. N. Smirnov et ses proches — Ter-Vaganian, Ufimtsev — avaient, semble-t-il, initialement projeté de faire une déclaration purement « pacifiste » — renonçant à l'activité fractionnelle —, moins « capitularde » que celle des « trois ». Solntsev avait écrit à Rakovsky en le suppliant de leur couper l'herbe sous les pieds (cf. n° 7, *Cahiers Léon Trotsky*), car il pensait qu'ils allaient rallier derrière eux l'écrasante majorité de l'Opposition. De son côté Rakovsky (*ibidem*) avait écrit le 8 septembre 1929 qu'il avait attendu la déclaration de Smirnov avant de faire connaître la sienne. On sait que la déclaration de Smirnov qui comprenait une formule hostile au « socialisme dans un seul pays » fut « rejetée » par l'appareil... et que son auteur dut aller plus loin pour obtenir « la paix », c'est-à-dire le rappel de l'exil et à terme la réintégration dans le parti.

Nous avons en particulier proposé d'enlever complètement le point concernant « l'âpreté » (« l'atténuation de l'âpreté de la lutte ») dans lequel nous voyons à juste titre un mot d'ordre de liquidation de notre activité fractionnelle. La suppression de ce point était la condition de notre ralliement à la déclaration dans le cas où les autres amendements n'auraient pas été acceptés. Mais c'était là précisément le talon d'Achille de nos pacifistes et conciliateurs.

Ainsi, aucun de nos amendements n'a été accepté. Et le point sur l'âpreté, lui, a été concrétisé et ramené à la campagne sur les conventions collectives à la fin de 1928 (« atténuer l'âpreté de la lutte qui a atteint son maximum dans la période de la campagne des conventions collectives »). La *troïka* de Slavgorod s'en est emparée et en a donné une « profonde interprétation » : « Un grand affaiblissement des forces et de l'influence de l'opposition léniniste en 1929 a résulté de l'âpreté des méthodes de lutte à la fin de 1928 », c'est-à-dire pendant la campagne des conventions collectives (cf. la lettre de ceux de Slavgorod du 14 décembre 1929). Nous nous trouvons là en présence d'une révision très grave de notre tactique qui est le modèle bolchevique de direction des masses.

Nos révisionnistes s'arrêteront-ils dans leur recul ? L'avenir le montrera, très bientôt peut-être. Il faut cependant supposer que les gens qui considèrent que la ligne de Trotsky est « néfaste » sont déjà à la recherche d'une « bouée de sauvetage ».

Il est tout à fait clair que ceux de Slavgorod se situent bien à droite de la déclaration de Kh. G. Le camarade Rakovsky les « repoussera-t-il du pied » ou bien voudra-t-il « attendre et voir » (15) ? Ainsi le mot d'ordre de tous ceux qui se préparent à capituler est-il d'« atténuer l'âpreté de la lutte ». Qu'est-ce que c'est, l'âpreté de la lutte ? Nous nous poserons d'abord la question : notre lutte contre les centristes est-elle concevable sans âpreté, dans la douceur ? Elle l'est évidemment au prix du silence de notre part, de l'abandon de nos idées et de tout effort pour les inscrire dans la réalité. C'est seulement l'existence de nos idées qui a entraîné (et entraîne) de la part de la direction actuelle une résistance telle qu'il ne pouvait (et ne peut) pas ne pas exister ce qu'on appelait d'une main bien légère « l'âpreté de la lutte ». Bref, il n'y aurait pas d'âpreté s'il n'y avait pas de lutte. Il est clair que ceux qui veulent une lutte atténuée (qui vont l'atténuer jusqu'à quel point ? La lutte la plus atténuée, c'est l'absence de lutte) sont au fond pour arrêter totalement l'activité fractionnelle et que, par là même, ils s'éloignent de nous et glissent vers le centrisme.

Il est tout à fait clair désormais que la déclaration de Kh. G. n'a pas servi de base pour l'union organique de nos rangs. Et c'est entièrement confirmé, depuis deux ou trois mois, par les capitulations de gens qui, en leur temps, s'étaient ralliés à cette déclaration. Le point sur « l'âpreté » a redonné du « crédit » à l'appareil du parti, c'est-à-dire au centrisme, puisque, dans les conditions actuelles, notre attitude vis-à-vis du centrisme recoupe notre attitude à l'égard de l'appareil du parti et de sa direction.

Nous continuons à penser que, dans une situation de crise des bases de la dictature (prolétarienne), il faut chercher une issue à cette crise en prenant appui sur l'ensemble de la classe dont le parti est un élément. Nous n'oublions

(15) Procédé efficace de polémique ; les auteurs opposent l'une à l'autre une formule de Trotsky et une de Rakovsky et somment ce dernier de choisir.

pas en outre que l'opportunisme centriste ou l'opportunisme de droite, c'est toujours l'opportunisme. Voilà pourquoi il fallait que notre *première* déclaration (nous ne nous sommes pas associés à la déclaration de Kh. G. ; mais c'est notre document officiel) à la direction purement centriste, fût pénétrée de notre intransigeance idéologique à l'égard du centrisme. Pourtant, selon l'expression de Kh. G., elle a ouvert un « crédit » à cette direction. Qu'est-ce qui a inspiré confiance en la direction centriste ? Est-ce le « riche » passé du centrisme en Chine, en Angleterre et dans le pays ? Est-ce la politique ultra-gauchiste actuelle ? Ou la phraséologie de gauche des résolutions typiquement centristes de la 16^e conférence du parti, qui ont poussé Kh. G. à lui ouvrir un « crédit » ? D'ailleurs, dans sa lettre de la fin décembre, Kh. G. écrit : « Dans notre déclaration, nous avons supposé, ne serait-ce qu'une minute, mais nous l'avons fait, que nous mènerions notre politique de réforme avec la direction centriste. Sur ce point, nous nous sommes trompés » (16). La minute n'a que trop duré. C'est la jonction directe avec le centrisme, car, encore une fois, dans nos conditions, l'attitude à l'égard du centrisme recoupe l'attitude à l'égard de la direction centriste. Savoir reconnaître ses propres erreurs est la condition la plus importante pour pouvoir passer à temps de façon décisive vers de nouvelles voies d'action. Mais, si l'on en juge par la dernière lettre de Kh. G. qui répond sur le fond à la proposition de L. D. de faire une nouvelle déclaration nette (17), nous ne sommes pas en mesure d'effectuer un tel passage. Quelle était la signification politique de la déclaration de Kh. G. ? 1) Mener une action commune avec l'appareil centriste : Kh. G. lui-même a reconnu que cette ligne était fautive. 2) Mettre sur pied un « front unique avec les pacifistes » (L. D.). Cette position, Kh. G. ne la considère pas comme fautive : au contraire, il nous invite à nous conformer à la méthode fautive d'analyse de la déclaration du « pas à pas » (« pierre après pierre »).

Il est certain que, si la déclaration manque de force, cela ne signifie pas qu'elle soit à rejeter *dans son ensemble*. Quand on démolit un bâtiment, on ne met pas systématiquement au rebut tous les matériaux qui ont servi à le construire. La déclaration (le bâtiment) a été mise au rebut par les événements. Et Kh. G. doit reconnaître que sa ligne de front unique avec les pacifistes est fautive, et il doit admettre la proposition de L. D. d'une nouvelle déclaration efficace. A ce sujet, nous avons l'impression que Kh. G. poursuit sa tentative de conciliation avec ceux qui glissent vers le centrisme. Il aimerait réconcilier les partisans de la ligne de Trotsky avec les pacifistes (« concilier l'inconciliable ») (18). Il n'y arrivera pas. Ne serait-il pas temps d'en finir avec cette ligne conciliatrice (qui s'est développée d'abord avec Radek, puis avec Smirnov, et que préconisent maintenant tous les semi-capitulards et capitulards

(16) Nous ne possédons malheureusement pas cette lettre, et ne l'avons pas trouvée dans les « papiers d'exil ».

(17) Il y eut donc bien dans cette période une divergence entre Trotsky qui voulait une « nouvelle déclaration nette » et Rakovsky qui voulait « attendre et voir ». C'est le document ci-dessus et lui seul qui nous indique que telle était la position de Rakovsky.

(18) Il semble bien que l'argumentation des partisans de la déclaration sur ce point (cf. lettre de Solntsev, *Cahiers* n° 7) était qu'elle avait rallié à cette position attentiste des gens qui, *autrement*, auraient capitulé avec Smirnov et qui, maintenant, faisaient l'expérience de la façon dont l'appareil rejetait leurs intentions pacifiques.

en puissance) ? Cette ligne fait apparaître aujourd'hui sur les lèvres de Kh. G. une nouvelle formule empirique : « attendre et voir ». Et on veut faire passer cela pour le sel de l'enseignement marxiste ! Où est donc la capacité marxiste à prévoir le déroulement des événements en prenant en compte l'expérience passée et la situation ?

On observe dans certaines colonies des tendances capitulardes. Ceux de Slavgorod se situent bien plus à droite que la déclaration de Kh. G. (19). Ceux d'Ichim (20) ont lancé le mot d'ordre d' « arrêt complet de toute activité fractionnelle pour le 16^e congrès » ! Il s'agit bien entendu d'un pas à droite par rapport à la déclaration. Il faut rejeter impitoyablement ces gens-là. Il faut, sans plus tarder (car on n'a déjà que trop perdu de temps), rédiger un document clair, précis, dans l'esprit des dernières lettres du camarade Trotsky (21) et qui sera adressé *au parti*. Mais, pour cela, il faut le plus vite possible épurer nos rangs : « repousser du pied » les pacifistes.

Koté M. TSINTSADZÉ

LETTRE A MIKHAIL N. OKOUDJAVA (1)

(10 février 1930)

Cher Micha,

J'ai reçu ta lettre ainsi qu'une copie de la lettre de Kh. G. et l'une et l'autre m'ont apporté de fâcheuses nouvelles. La première sur ta santé qui n'est pas fameuse et la seconde sur les problèmes politiques. Ma santé n'est pas brillante non plus, elle est même franchement mauvaise. L'hémoptysie a pris un caractère précis : en dix jours, il y a eu une hémorragie un jour sur deux. En ce qui concerne le cœur, c'est encore pire, mais je ne perds pas l'espoir d'une amélioration. C'est peut-être un espoir vain, mais j'ai cet espoir et je vis. Au sujet de ta santé, il faut sonner l'alarme. Il faut exiger d'être transféré vers le sud. Là-bas tu iras mieux. Essaie de soulever la question de ton transfert à Yalta.

Maintenant passons à la politique. Tu t'étonnes, mon cher Micha, que la « Lettre aux amis » ait pu te parvenir (2). Il n'y a rien d'étonnant à cela, car cette lettre suscite des désaccords parmi l'Opposition, et cela convient à l'appareil (3). L'appareil veut se servir de ces désaccords pour détacher un autre groupe de nous. Il y parviendra certainement parce que dans la partie de l'Opposition *qui se trouve en exil et dans les isolateurs*, le mot d'ordre « rentrer dans le parti, malgré tout » est devenu populaire. J'ai remarqué que la préoccupation fondamentale de nombreux camarades, c'est de savoir quelle déclaration écrire, laquelle plaira le plus à Iaroslavsky-Staline (je parle sur la base des informations dont je dispose). A partir de là, ils sont prêts à prendre comme prétexte de leur départ, la moindre virgule ou le moindre point mal placé par l'auteur de la « Lettre aux amis ». On a fait de la déclaration une sorte de fétiche (4).

(1) Lettre de K. M. Tsintsadzé à M. N. Okoudjava, Bibliothèque du Collège de Harvard, 15546, avec la permission du Collège de Harvard. Les deux hommes étaient Géorgiens. Okoudjava penchait vers la « conciliation », c'est-à-dire vers la capitulation, et Tsintsadzé s'efforçait de le retenir sur cette pente. Okoudjava avait mis un texte en circulation.

(2) Nous ne pouvions pour l'instant savoir de quel document il s'agissait.

(3) L'appareil retenait par la poste les lettres qui lui paraissaient peu susceptibles de favoriser sa cause, mais aidait au contraire à la circulation des textes qu'il jugeait utiles, volontairement ou non.

(4) Les phrases ci-dessus semblent indiquer que l'auteur de la « Lettre aux amis » faisait des critiques « de gauche » à la déclaration d'août 1929. Mais ces critiques ont, semble-t-il, été monnaie courante. Notons en tout cas que Tsintsadzé

(19) La formule brutale est lâchée : pour les auteurs, la déclaration de Rakovsky est « à droite », c'est-à-dire « conciliatrice » avec l'appareil. Ce qui est « beaucoup plus à droite » a toutes chances d'être « capitulard ».

(20) Les déportés d'Ichim allaient bientôt capituler.

(21) Le texte ci-dessus rejoignait une position analogue exprimée par les déportés de la colonie de Roubtsovsk en Sibérie dont le porte-parole était V. Sidorov et qui avait été rédigée en septembre 1929 (Bibliothèque du Collège de Harvard, 14561).

A chaque fois que la direction éternue sur sa gauche, de nombreux camarades commencent à s'agiter et à chercher à sortir d'une atmosphère étouffante, mais ils tombent dans une atmosphère encore plus étouffante. J'espère que tu ne me soupçonnes pas de te ranger dans cette catégorie. Ce n'est absolument pas le cas. Je veux simplement dire qu'il faut être prudent au plus haut point dans l'appréciation de la période actuelle.

Le contenu résumé de ta lettre est le suivant : la politique du centrisme a fait banqueroute ; la réalité a indiscutablement donné et donne raison à l'Opposition : étant donné la faillite, sous la pression de la masse du parti et de notre lutte, la direction a été *obligée* de trouver une issue en s'engageant sur la voie de la gauche. En même temps, elle s'est avérée *capable* (toutes les expressions soulignées le sont par moi. K. Ts.) de se réarmer, c'est-à-dire de s'engager définitivement dans la voie léniniste. On ne peut pas ne pas remarquer les déplacements passés et présents qui ne peuvent trouver place dans la manœuvre, la direction s'est engagée dans les faits sur des rails léninistes.

C'est notre ligne, par conséquent il faut accepter la ligne générale avec plus de clarté et de décision, rejeter la lutte fractionnelle, écrire une déclaration, exiger la réintégration dans le parti « *de toute l'Opposition* ». Tu considères l'appréciation de L. D. comme une erreur, tu considères que son orientation n'est pas la nôtre ; d'après toi, L. D. sous-estime les changements, il les considère comme une « *coïncidence tactique* » provisoire. Toi, tu crois, tu es convaincu que la ligne générale de la direction est la ligne entièrement léniniste que nous connaissons, c'est-à-dire la nôtre. Telles sont la position de L. D. et la tienne. Dans le cas présent, je suis du côté de L. D. Tu te fondes *uniquement* sur le fait que ce qui se passe *aujourd'hui*, c'est pour toi une vérité absolue, constitue un tournant réel et définitif du centrisme : pour toi, actuellement, il n'y a pas de centrisme mais du léninisme pur et authentique. Pour moi, tout ce qui se passe aujourd'hui est une pure manœuvre. Je ne vois pas de léninisme authentique dans ce tournant. Je considère comme toi que le centrisme a fait faillite et qu'il a été *obligé* de chercher une issue à gauche. Mais je ne suis pas d'accord avec toi quand tu le crois capable d'adopter définitivement un cours gauche. Un engagement forcé à gauche n'est pas une preuve pouvant convaincre de l'authenticité d'une ligne ou de l'autre. Les conditions objectives de la vie peuvent forcer n'importe quelle organisation à opérer un changement quelconque, mais cela ne constituera pas sa nature, son véritable visage. Au moindre changement de situation, sous une pression de la droite, le centrisme sera « *obligé* » d'opérer un tournant à droite. Tout le passé du centrisme le prouve. Tu dis que l'activité des masses est le garant que la direction « *ne peut pas virer à droite* », et qu'elle continuera dans la voie actuelle. A quel point cette activité est-elle réelle ? Par quels moyens peux-tu la vérifier ? Où sont les moyens de vérifier l'indépendance des masses ? Dans les communiqués officiels ? Il faut être très prudent avec les communiqués officiels sur l'activité des masses et leur prospérité (souviens-toi du premier trimestre du plan quinquennal). En outre les méthodes d'application de ces mesures de gauche m'inquiètent beaucoup. On a l'impression que quelqu'un veut faire échouer le cours gauche. Les communiqués

a remarqué que les B. L. tentés par la capitulation sont prêts à invoquer comme un prétexte... toute critique de la déclaration d'août 1929. On trouve cependant dans la correspondance de Harvard des lettres de déportés qui, comme Boris Viaznikovtsev, ont critiqué « de la gauche » cette déclaration avant de capituler.

alarmants sur l'échec du premier trimestre du plan quinquennal me confirment dans la crainte que de telles méthodes d'application du cours gauche, tant à la ville qu'à la campagne, cachent des risques d'interruption de ce cours. Et à ce sujet, la question du régime du parti se pose dans toute son ampleur. En fin de compte, les succès sur tous les fronts dépendent de ce que représentent les organisations locales du parti (autorité, niveau de conscience, popularité, etc.). De ce point de vue, rien, ou presque rien, n'est fait. Le résultat de la lutte contre les droitiers est nul ; toutes nos organisations en sont remplies ; à la place d'un fonctionnaire, on en met un autre du même acabit. D'où la conclusion : le simple changement des fonctionnaires du parti ne fait qu'aggraver la situation (Bakou, Léninegrad, etc.) et pendant ce temps, la persécution de l'aile gauche continue avec encore plus d'acharnement qu'auparavant.

De tous les côtés on entend parler de nouvelles arrestations, de déportations, d'incarcérations dans les isolateurs, etc.

Même aux capitulards, on ne fait pas confiance. On leur fait boucher des petits trous dans l'appareil soviétique. On ne les admet pas dans le parti. Les capitulards ont justifié la capitulation en disant qu'il faut aider le parti. Qui aide le parti ? Où et comment ? Leur aide, l'appareil n'en veut pas : « *cela n'est pas nécessaire, disent-ils, nous nous passerons de vous* ». Le front principal, c'est le parti ; il se lézarde. La direction le voit, mais elle se contente de palliatifs : elle remplace des fonctionnaires mais elle ne pense pas à changer le régime interne du parti pour que l'esprit d'initiative se développe. Elle ne veut pas affronter l'Opposition de gauche aux droitiers qui font échouer le cours gauche. De nombreux camarades considèrent jusqu'à maintenant que la persécution de l'Opposition de gauche est une question secondaire, entièrement subordonnée aux problèmes économiques. Ou bien ils expliquent cela par « *l'inertie* ». Toi non plus, tu n'en parles absolument pas. *Je n'accorde pas à cette question moins d'importance qu'aux changements dans le domaine économique*, parce que celui-ci est aussi lié au régime interne du parti, dont dépend en général tout le sort des progrès économiques et autres. Tu parles de reconnaître la ligne générale. Est-ce que la question de la persécution de l'aile gauche fait partie de la ligne générale ? Je pense que non seulement elle en fait partie, mais elle en constitue presque la moitié. En effet toute la lutte se déroule autour de cette ligne générale. Je te le demande, considères-tu comme léniniste l'attitude actuelle de la direction envers l'Opposition ? En bref, considères-tu comme léniniste une tendance qui inscrit sur son drapeau : *quelles que soient les conditions, écrasons l'aile gauche*. Telle est la logique des choses : si on accepte la ligne générale sans conditions, on doit aussi reconnaître comme juste et léniniste la persécution de tout ce qui est à gauche, léniniste, dans le parti. Je sais que tu ne penses pas à cela ; mais si les changements actuels ne laissent aucun doute quant à la réalité du tournant, et, d'après toi, ces changements sont parfaitement réels (à part des survivances, il n'est rien resté de l'ancienne politique opportuniste), on peut se demander pourquoi la direction persiste et ne veut pas libérer l'Opposition, ne serait-ce que de l'article 58 ? A cela, tu ne réponds pas non plus. Il s'ensuit que c'est une question négligeable. Moi je ne la considère pas ainsi. Je pense qu'il ne s'agit pas simplement de l'obstination de la direction, ni de l'inertie ni de survivances, mais d'une politique délibérée d'étouffement de l'Opposition de gauche. Dans ce domaine, les prévisions de la direction vont plus loin que certains ne le pensent. Staline sait qu'il y a une coïncidence tactique provisoire

avec l'Opposition de gauche et pas une unité de stratégie (L. D.). Par conséquent il élimine au préalable l'obstacle de gauche en cas de virage à droite. Pendant ce temps, aucun droitier n'est encore exclu, emprisonné, ni déporté. Je suis d'accord avec toi sur la faillite du centrisme, sur le fait qu'il a été obligé de promouvoir un cours gauche, que des déplacements se sont produits vers nos positions, des déplacements très grands et très importants, qu'il nous faut reconnaître avec plus de décision *ces déplacements*, les soutenir, contribuer à les réaliser et exiger la réintégration de « toute l'Opposition » dans le parti. Mais pour accepter toute la ligne générale, cela ne suffit pas. Pour déclarer cela, L. D. aussi sera d'accord. J'en suis plus que convaincu. Il n'est pas contre un bloc, il est pour, mais il met l'Opposition en garde contre une démarche qui lui ferait perdre sa personnalité, en tant que *courant d'idées*. Tu n'as qu'un seul point de départ : les déplacements à gauche. Tu les considères comme un véritable tournant de la ligne, pour toujours, mais L. D. a d'autres bases : une autre évolution des événements est possible, c'est-à-dire que peuvent se produire des virages à droite sous la pression des droitiers et des forces anti-soviétiques. Ce qui l'inquiète particulièrement, c'est la situation internationale qui n'évolue pas en faveur de la révolution à cause du travail destructeur lié à la prétendue « troisième période » de l'I. C. Son analyse est plus profonde et à plus long terme, tandis que ta tactique ne concerne que *le moment présent*, et encore sur un seul terrain de lutte (l'U. R. S. S.), car nous ne savons pas ce qui se passe à l'étranger (5). « Il y a des changements, c'est une base suffisante ». Admettons même que, malgré une appréciation différente de la situation, nous tombions d'accord sur la nécessité d'écrire une déclaration, ne serait-ce que pour le XVI^e congrès. Que devrions-nous dire ? Comment exprimer ce qu'il est indispensable d'exprimer du point de vue de l'Opposition ? Je te le demande : 1) Ecriras-tu dans cette déclaration que le centrisme a fait faillite (dans ta lettre, tu analyses remarquablement la faillite du centrisme) ? 2) Ecriras-tu que le centrisme a été obligé de faire un virage à gauche après la faillite du bloc avec la droite (ce que tu analyses aussi très bien) ? 3) Que signifie l'exigence du retour dans le parti de « toute l'Opposition » ? Cela signifie-t-il que nous ne ferons pas de déclarations individuelles, car elles détruisent l'Opposition en tant que courant ? 4) Ecriras-tu que tu considères que la ligne de l'Opposition est juste, c'est-à-dire qu'il ne peut être question de renier ses convictions ? 5) Te désolidariseras-tu du camarade Trotsky, c'est-à-dire du prétendu « trotskysme » ? (En fait, se désolidariser de L. D. — et c'est ce qu'on exige de nous — cela signifiera au fond que nous étions en réalité des partisans du « trotskysme » et pas de l'Opposition léniniste, et que pendant six ans nous n'avons pas su où était le « léninisme » et où était le « trotskysme ».) Si tu réponds positivement à toutes ces questions, c'est-à-dire si le fond de notre déclaration, c'est : 1) la justification de la ligne de l'Opposition ; 2) la faillite du centrisme ; 3) le maintien de nos conceptions ; 4) le retour dans le parti de « toute l'Opposition » (et non d'individualités), etc., plus le refus *honnête et inconditionnel* du travail fractionnel et le *soutien* inconditionnel du cours adopté après la 16^e conférence du parti, je suis d'accord avec une telle déclaration, et L. D. sera certainement

(5) Cet élément d'information est intéressant et permet d'expliquer la rareté des références à la politique de l'I. C. dans les textes d'une tendance dont la raison d'être était précisément qu'elle se fondait sur une politique mondiale.

d'accord aussi. Entre nous reste cette différence que tu es pour l'acceptation sans réserve de toute la ligne générale. Sur le reste, tout ce que dit la lettre est excellent. Pouvons-nous ne pas parler de ces choses si nous voulons rester des révolutionnaires ? C'est que nous n'écrivons pas pour nous, ni pour la direction, mais pour les masses. Chacun de nos pas doit être calculé dans le but d'éduquer les masses, et spécialement la jeunesse, dans l'esprit révolutionnaire. Je ne discute pas sur la forme de la déclaration, mais pour le fond il doit y avoir les points dont j'ai parlé plus haut. Nous ne pouvons pas simplement accepter la ligne générale, sans commentaire. En un mot sur la forme, la langue, le style, etc. de la déclaration je ne discute pas. Qu'elle soit rédigée de façon à « n'offenser » personne. Mais elle doit être telle que les masses nous comprennent, qu'elles comprennent ce qui s'est passé pendant ces dix ans. Nous ne pouvons pas désorienter les masses, comme l'ont fait la « troïka » et I. N. Smirnov (6) avec les « révolutionnaires nés en prison » (Mratchkovsky) (7). La direction acceptera-t-elle cela ? Acceptera-t-elle notre déclaration ? Il est clair que non, car nous ne voulons pas revenir dans le parti politiquement invertébrés, et c'est pourtant ce qu'elle veut. Par conséquent je te demande de me répondre plus concrètement comment tu te représentes *pratiquement* notre nouvelle intervention avec cette déclaration et l'exigence du retour dans le parti de toute l'Opposition ? Je propose que nous « frappions » encore une fois à la porte du parti, à l'occasion du XVI^e congrès, mais notre déclaration doit comporter les points mentionnés ci-dessus plus ce qu'il y a de nouveau et qui existe déjà dans le domaine des méthodes d'application du cours de gauche. Pour cela, il faut qu'il nous soit permis de nous mettre d'accord, ne serait-ce qu'avec ceux qui ont signé la dernière déclaration.

Deux mots sur les ralliements : tu les expliques fondamentalement par les changements, c'est-à-dire par la conviction que nos cadres auraient acquise de la réalité du tournant. Si nous examinons les ralliements par groupes plus ou moins considérables, alors je pense qu'il ne s'agit pas de convictions. Les changements, bien sûr, ont eu une importance colossale, mais pas entièrement décisive, en particulier dans les rangs des leaders de l'Opposition. Je veux te demander : s'il n'y avait pas eu les déportations, les isolateurs, la famine et le froid, les tortures morales et physiques, y aurait-il eu un tel ralliement massif, ou non ? Etant donné la répression, les convictions n'ont plus un rôle décisif, car on ne peut exiger que tout le monde soit héroïque. Il est caractéristique que les ralliements aient lieu surtout parmi les déportés et dans les isolateurs et dans les fabriques et les usines, seulement quand on met en route les organes répressifs du parti et de l'Etat (G. P. U., C. C. C.). Il est caractéristique aussi que, dans de nombreux endroits, l'épuration ait révélé que les capitulards revenus d'exil continuent à travailler à leur poste. Le knout dans une main, le « déplacement » à gauche dans l'autre, il est possible de créer chez beaucoup une tendance capitularde. Parmi ceux qui nous ont quittés, il y a : 1) ceux qui croient sincèrement aux déplacements (le pourcentage en est faible) ; 2) ceux qui cèdent à la pression, mais qui

(6) Rappelons que la troïka — Préobrajensky, Smilga, Radek — avait capitulé en juillet, et I. N. Smirnov en octobre 1929.

(7) Un des éléments biographiques dont le vieux-bolchevik Sergei V. Mratchkovsky et ses amis s'enorgueillissaient le plus était qu'il était né en prison, son père et sa mère étant condamnés politiques.

restent sur leurs positions (pourcentage assez grand) ; 3) ceux qui s'embrouillent dans les questions litigieuses (parmi les leaders) ; 4) ceux qui admettent le ralliement comme une manœuvre pour continuer le travail (pourcentage faible) ; 5) ceux qui s'insinuent dans l'espoir d'une victoire facile (pourcentage assez grand, également parmi les « dirigeants »). Pour le moment, c'est tout.

Avec mon salut communiste.

K(oté)

F. N. DINGELSTEDT

ENTRE LE XV^e ET LE XVI^e CONGRÈS DU P. C. U. S. (1)

(Mai 1930)

L'approche du XVI^e congrès nous oblige à examiner de plus près la politique officielle de la direction du parti et à en tirer le bilan pour la période écoulée depuis le XV^e congrès.

Les événements de ces deux dernières années et demi ont-ils donné raison à la politique de la direction de parti ou ont-ils au contraire confirmé la justesse des idées de l'Opposition ? Fallait-il, du point de vue des intérêts bien compris du prolétariat, chasser du parti les membres de l'Opposition, les exiler, les enfermer dans les isolateurs, les forcer à renier leurs convictions sous la répression ? Reste-t-il aujourd'hui des divergences entre les propositions de la plate-forme de l'Opposition et les mesures prises par la direction du parti ? Ou l'entêtement de ceux qui demeurent exilés et refusent de se repentir est-il injustifié ? Le combat sur l'ancienne ligne de l'Opposition n'a-t-il pas perdu son sens ? Et s'il ne l'a pas perdu, a-t-il des perspectives ? Enfin, n'est-il pas inutile que des centaines de milliers de combattants dévoués à la classe ouvrière et indispensables à la construction pratique du socialisme demeurent relégués dans des endroits éloignés ? Et ne vaudrait-il pas mieux qu'à l'exemple de ceux qui ont déjà abandonné et réintégré le parti, ils reprennent leurs esprits et aident la direction dans sa tâche difficile ?

En s'adressant au parti à l'occasion du XVI^e congrès, l'Opposition ne peut passer sous silence tous les problèmes qui ont été la cause de désaccords et exigent une réponse qui analyse l'expérience des dernières années. J'essaierai de répondre à certaines sans avoir cependant la prétention d'en épuiser toute la complexité, car, me trouvant dans un exil lointain et ne disposant sur place d'autres matériaux que les journaux, il m'est souvent impossible de soumettre certaines questions particulières à l'examen approfondi qu'elles méritent.

1. *Le problème de l'industrialisation.*

Bien avant le XV^e congrès, il y avait déjà désaccord entre la direction du parti et l'Opposition sur la question du rythme de l'industrialisation et sur les méthodes de sa réalisation. Il n'y a à ce problème qu'une solution raisonnable : l'industrialisation doit s'effectuer de manière à assurer le mieux

(1) Document politique de F. N. Dingelstedt, Bibliothèque du Collège de Harvard, 15943, avec la permission du Collège de Harvard. Une traduction du russe avait été faite pour *La Lutte de classes* et elle a été revue et complétée.

possible la marche au socialisme : les conditions de vie de la classe ouvrière doivent s'améliorer constamment et il faut préserver l'alliance avec les grandes masses paysannes. Cependant, l'insuffisance des investissements en capitaux et la disproportion entre la production industrielle et la demande solvable (surtout pour l'agriculture qui redémarre) entraînent le pays dans une situation de disproportion économique.

Selon l'Opposition, la situation à la veille du XV^e congrès témoignait de la lenteur du rythme de l'industrialisation : une grave crise économique menaçait le pays : le manque de produits industriels, les difficultés dans l'approvisionnement en blé, le déséquilibre général du marché intérieur, la diminution des exportations et l'ébranlement de tout le système économique, ayant pour résultat la baisse du niveau de vie des masses ouvrières et l'aggravation des relations normales avec les paysans.

En revanche, les dirigeants de la majorité du comité central et les responsables de la politique économique officielle affirmaient que le manque de produits industriels diminuait peu à peu, « permettant le rythme calme d'une évolution économique progressive », que l'approvisionnement en blé serait plus régulier en comparaison avec les années précédentes, etc. Les prévisions de l'Opposition étaient qualifiées par Slepko, Goldenberg et autres représentants de l'école de Boukharine de « panique petite-bourgeoise ». Selon eux, l'aggravation de la pénurie de produits industriels n'était qu'une invention [...].

Les promesses d'une « évolution sans crise » berçaient l'opinion publique du parti. Toute l'attention du XV^e congrès se concentra sur les luttes contre l'Opposition : la crise terrible qui s'abatit sur la tête du parti et qui, en janvier 1928 déjà, plaça la classe ouvrière devant la menace de famine, sembla d'autant plus inopinée.

Quand la fraction dirigeante commença à analyser la situation, ses premières et timides conclusions se rapprochèrent légèrement d'une évaluation juste de la crise. On attachait une importance capitale au fait que « l'augmentation » du revenu des paysans, accompagnée du retard relatif dans l'offre de produits industriels, permettait au paysan en général et au koulak en particulier de conserver ses produits agricoles pour en faire monter les prix. On proposait, pour sortir de la crise, d'accentuer la lutte contre le danger koulak et d'en finir avec l'application déformée de la ligne du parti. Ces principes fondamentaux étaient approfondis et détaillés dans la résolution bien connue de la session plénière du comité central d'avril 1928 : elle parlait de la disproportion sur le marché intérieur, de la nécessité de relever le montant des impôts pour les couches aisées des campagnes, etc., mais elle n'essayait pas de soulever la question essentielle de l'insuffisance des investissements de capitaux dans l'industrie. Dans son rapport à la session plénière d'avril, Staline n'aborda ce sujet qu'en passant : il dit que la lenteur du rythme de l'industrialisation constituait la cause principale des difficultés économiques, mais s'abstint d'en tirer des conclusions pratiques. Comme on le sait, la conférence de juillet n'ajouta rien aux conclusions d'avril. Le vieux principe d'industrialisation au ralenti, circonspecte et restreinte, a dans ce domaine longtemps conservé sa force. La droite a continué de dominer dans le travail du parti aussi bien pratique que théorique. Les résolutions les plus importantes étaient écrites par Rykov et Boukharine et selon la déclaration autorisée de Staline (à la session plénière de novembre), il régnait au

bureau politique une complète unanimité. La direction ne digère les leçons de la vie que très lentement, et les masses du parti, impuissantes par le régime, n'obtenaient, malgré leur pression sur l'appareil, aucun résultat tangible.

La discussion sur le rythme de l'industrialisation a son histoire, fort longue. Le point de vue de l'Opposition a été très largement exposé et expliqué dans le discours du camarade Trotsky à la 15^e conférence du parti en 1926. Il soulignait alors avec insistance que le retard de l'industrie d'Etat avait sur l'agriculture des conséquences négatives et empêchait son développement. « L'accélération de l'industrialisation, disait-il, basée en particulier sur l'augmentation des impôts sur les koulaks, donnera une grande quantité de produits qui feront baisser les prix sur le marché et cela correspond à l'intérêt des ouvriers et de la majorité des paysans. » Le camarade Trotsky expliquait ce mot d'ordre de l'Opposition par cette image célèbre : « tourner la face vers le village ne signifie pas tourner le dos à l'industrie, mais signifie se tourner vers le village avec l'industrie ; car le village n'a que faire de la face de l'Etat si celui-ci n'a pas d'industrie ». A l'opposé, Sokolnikov (qui pendant un moment, par malentendu, s'était pris pour un oppositional) exposait très clairement les positions de la tendance de droite : « l'économie souffre non pas d'une insuffisance de capital fixe, mais d'une disproportion entre le capital fixe et le marché, qui n'est que faiblement rétabli ». Cette thèse était reprise par tous les théoriciens et littérateurs du parti, et défendue avec flamme par la direction officielle du C. C.

Voilà, par exemple, ce que Boukharine prêchait au parti : « Le problème de l'investissement des fonds dans l'industrie lourde et l'industrie légère peut avoir deux solutions différentes, la nôtre et celle de l'Opposition. Nous considérons comme pas tout à fait juste, ou plutôt comme tout à fait erronée la formule qui demande le maximum de capitaux pour l'industrie lourde » (rapport à la réunion des militants de Leningrad, le 26 octobre 1927). « Quant au "retard" de l'industrie, écrivait-il dans les feuilles de discussion de la *Pravda* contre les principes de l'Opposition, non seulement les ouvriers, mais les moineaux eux-mêmes se moquent de cette affirmation. » Les « jeunes disciples » de Boukharine ne faisaient que broder des variations sur ce thème. « Nous ne pouvons pas consacrer toutes nos ressources financières au seul développement de la grande industrie », affirmait Stetsky (2) : « Le paysan a besoin de produits de consommation courante. » « La thèse de l'Opposition sur le "retard" de l'industrie, affirmait Goldenberg, est en contradiction frappante avec les faits qui sont aussi indiscutables qu'évidents. » Le secrétaire général Staline en personne tonnait contre les « plans fantastiques », essayait de prouver que l'industrie « ne devait pas se porter en avant et se détacher de l'agriculture, rompant ainsi le rythme de l'accumulation des biens dans notre pays » (rapport sur « la situation économique de l'Union soviétique », éditions d'Etat, 1926, p. 15). Les résolutions des congrès, des conférences et des plénums du comité central, ne faisaient que répéter servi-

(2) Alexei I. STETSKY (1896-1938), membre du parti en 1915 avait milité à Pétrograd avant la révolution, puis à Surzan et avait organisé les Gardes rouges dans la région de la Volga. Il avait ensuite été responsable de la section « agit-prop » du C. C. où il devait être élu lors du XVI^e congrès. Disciple de Boukharine, il allait le renier.

lement les formules myopes de l'école de Boukharine. Le XIV^e congrès formula en ces termes les lignes directrices : « Il faut développer et faire croître notre industrie socialiste en stricte corrélation avec les capacités du marché. » Et le XV^e congrès mettait en garde contre « le danger de trop investir de capitaux d'Etat pour l'équipement de la grosse industrie ».

Le « minimalisme économique » de la direction droite-centriste a freiné encore longtemps le processus d'industrialisation et empêché la disproportion dans l'économie de régresser. Même après la grève du blé des koulaks, malgré la forte pression du secteur prolétarien du parti et malgré la déclaration de guerre forcée contre le danger de droite, la direction du parti n'a pas abandonné ses anciennes positions du XIV^e et du XV^e congrès. C'est ainsi par exemple que le plénum du comité central de novembre 1928, partant du principe des *néo-narodniki* (3) qui considéraient « l'agriculture comme la base de l'industrie », voyait dans « le grand investissement de capitaux dans l'industrie la cause de la sous-production relative des produits manufacturés, incapable de satisfaire la demande solvable ». Répétant la résolution du XV^e congrès sur « le danger de trop investir de capitaux pour l'équipement de la grande industrie », le C. C. proposait la révision de certains chiffres des investissements afin de *diminuer* les assignations correspondantes du budget. Cette politique [...] dans la mise sur pied de l'industrie et la préparation insuffisante des plans rendaient le terrain extrêmement favorable au développement des forces de classe hostiles et de la tendance opportuniste de droite dans les couches non-prolétaires du parti. La recrudescence de l'état d'esprit pro-koulak et l'affaiblissement des positions de classe du prolétariat préparaient Thermidor. La victoire et la restauration des rapports capitalistes menaçaient le pays.

Cependant, malgré la grêle de sévères mesures de répression qui s'abattaient sur l'Opposition, le prolétariat se rendait compte du danger qui menaçait la cause de la révolution. Affaibli par la répression qui sévissait dans les usines et les cellules communistes, la masse ouvrière n'avait pas la force de changer radicalement la situation par des réformes du régime et de la direction du parti. Néanmoins, sous la pression des revendications précises, bien qu'étouffées, du prolétariat, l'appareil autocrate a été obligé de faire quelques concessions, parce qu'il redoutait la croissance du mécontentement des masses et d'une possible explosion qui aurait pu changer le rapport des forces à l'intérieur du parti au profit de l'Opposition persécutée.

C'est ce qui a déterminé l'arrêt de la glissade des centristes vers la droite : ils ont brisé leur alliance avec les « thermidoriens » de droite et occupé les positions de la gauche, accompagnant souvent ce changement de gestes et d'acrobaties ultra-gauches (l'absence d'une réelle démocratie ouvrière crée une situation telle que tout mesure vitale et nécessaire, dictée par la volonté et les intérêts du prolétariat, est effectuée d'une façon dégénérée et corrompue qui fait parfois plus de mal que de bien). [...]

En février 1928 encore, un article de fond de la *Pravda* faisait comme par hasard une découverte : le marché intérieur, loin d'être en retard sur l'augmentation de 20 % de la production de l'industrie d'Etat, la dépassait

(3) *Narodnik* (pluriel, *narodniki*) signifie « populiste » et désigne de façon générale tous ceux qui considèrent la paysannerie comme la classe révolutionnaire et l'agriculture comme le secteur décisif.

sensiblement (*Pravda* du 12-2-28). Cela contrastait radicalement avec les déclarations antérieures sur « la diminution progressive du manque de produits », etc. On reconnut qu'il fallait revoir le problème de l'industrialisation ; mais le passage à l'acte ne se fit pas de si tôt. C'est Kouibychev, dans son intervention célèbre de septembre-octobre 1928, qui tenta le premier de tirer quelques conclusions pratiques pour sortir de la crise économique. Il constatait le déficit permanent des produits industriels et, cherchant à satisfaire les besoins de la production tant agricole qu'industrielle, il affirmait : « Il faut permettre à notre industrie de se développer au plus vite ». Les voix des dirigeants de l'économie (Iakovlev,...) se firent alors entendre de plus en plus fréquemment dans la presse du parti : « L'arriération incroyable de l'économie paysanne rend indispensable une augmentation rapide des ressources industrielles ; c'est le seul moyen de la surmonter. » Et aussi : « Le développement des forces productives paysannes dépend entièrement désormais du rythme de l'industrialisation ». L'aveu se fait de plus en plus distinct : « Nous n'avons pas, jusqu'à présent, tiré les conclusions essentielles du fait que l'industrie d'Etat (ne répond pas) au développement impétueux de la demande, car nous n'avons pas investi suffisamment [...] au cours des années précédentes. » La presse convenait que les projets précédents du plan quinquennal ne prenaient en compte ni les besoins, ni les possibilités du développement industriel et qu'ils portaient l'empreinte de la « situation économique de l'année ou même du trimestre où ces projets avaient été élaborés » (*Pravda*, 21-12-28). Mais ni les articles de journaux, ni les déclarations plus autorisées de Staline et des autres dirigeants qui ne faisaient que répéter l'A. B. C. de l'Opposition, ne se retrouvent dans les résolutions finales du plénum de novembre : ces dernières ne furent que le fruit d'un compromis évident avec la tendance thermidorienne de droite, et c'est elle qui restait en réalité à la tête de la direction du parti.

Dans ses « Notes d'un économiste (4) », Boukharine affirmait que la « cause essentielle de toutes les difficultés résidait dans la politique erronée des prix » : polémiquant contre Trotsky qui « prétendait que l'industrie était en retard sur l'augmentation de la demande des campagnes », Boukharine essayait de prouver que Trotsky avait tort, car le parti avait reconnu ce fait. Au point de vue formel, Boukharine disait vrai dans la mesure où il s'appuyait sur les « prudentes » résolutions du XV^e congrès qui avait condamné « la folle rapidité du rythme du développement » ; en effet, jusqu'à la 16^e conférence, aucun organe dirigeant du parti n'avait voté de résolution sur la nécessité d'accélérer le rythme de l'industrialisation. Cela n'a jamais dépassé les limites d'une simple discussion. Il y avait bien lutte contre la droite, mais elle n'allait pas trop loin car on ne prenait aucune mesure pour faire disparaître ce déséquilibre. L'unité pratique régnait en effet dans le bureau politique.

Il avait fallu une pression d'en bas, conséquence du fait que les mesures extraordinaires dans les campagnes étaient devenues la méthode normale pour se procurer du blé, pour qu'on élaborât enfin un nouveau programme de construction industrielle au prix d'une rupture avec la droite qui cette fois, revêtit une forme décisive. Ce moment, le printemps de 1929, pendant la 16^e conférence, marqua la crise de la transition pour certains oppositionnels

(4) Les « Notes d'un économiste » avaient paru dans la *Pravda* du 30 septembre 1928.

qui, séduits par les alléchantes promesses du nouveau plan quinquennal, crurent que le centrisme s'était transformé et était passé à gauche. Si le plan quinquennal de la 16^e conférence semblait satisfaire aux exigences de l'Opposition et, sur certains points, allait même plus loin, en réalité cependant, par son essence et les méthodes de sa réalisation, ce plan ne constituait qu'un produit typique d'un bureaucratisme centriste dont le caractère de classe était profondément opposé au but recherché.

2. L'industrialisation et les conditions de vie des travailleurs.

Le centrisme s'est débarrassé en partie des préjugés populistes qui régnaient à l'époque du monopole théorique de l'école de Boukharine ; mais il ne s'est pas détaché de son défaut le plus dangereux : la stagnation sociale. En se lançant sur la voie de l'industrialisation à outrance, il n'a pas su, ou n'a pas voulu, prendre les mesures pouvant satisfaire les intérêts des nombreux millions de prolétaires. Il l'a menée avec les méthodes bureaucratiques habituelles, à peine adoucies par « l'autocritique » et autres formes de « démocratie » hypocrite de façade. Le centrisme lui a ainsi donné une forme semi-antagoniste qui a de lourdes conséquences sur la situation de la classe ouvrière.

Le rythme de l'industrialisation pendant la période du XIV^e congrès et de la 15^e conférence dépendait essentiellement de la proportion des fonds accumulés par l'industrie socialisée elle-même et, d'habitude, les sommes destinées à l'investissement subissaient une réduction pendant l'année budgétaire. Mais l'industrialisation décidée par la 16^e conférence qui, par son rythme accéléré, a le même profil que celle d'Europe ou même d'Amérique, ne fait que puiser à la même source : elle repose toujours sur l'exploitation intense des masses ouvrières.

Depuis longtemps, dans une de ses revendications essentielles, l'Opposition a demandé la révision de la répartition du revenu national au profit de l'industrie et de la classe ouvrière, tandis que la politique du groupe dirigeant, conformément aux principes de son programme, n'aboutissait qu'à un transfert de fonds de la ville vers la campagne. Pourtant en juillet 1928, Rykov reconnaissait déjà officiellement que « l'industrialisation ne pouvait se passer d'un apport des autres secteurs de l'économie nationale ». Mais en fait, le XV^e congrès, avec son industrialisation « prudente », était fidèle au principe selon lequel « l'agriculture arriérée devait bénéficier de l'aide de l'industrie qui croissait rapidement ».

La politique des prix (diminution grossière et bureaucratique des prix industriels et augmentation des prix des produits agricoles) allait dans le même sens. L'Opposition, contrairement aux accusations erronées, ne défendait nullement la politique de la « spoliation » des paysans par le système des prix (« les prix des produits industriels, disait le camarade Trotsky, engloutissent les énormes avantages que la révolution d'Octobre avaient donnés aux paysans »). L'Opposition demandait une baisse des prix industriels qui découlerait organiquement du progrès technique, de la reconstruction de l'industrie sur la base de l'industrialisation, et des conditions du marché : une telle baisse pouvait être profitable aussi bien à la classe ouvrière qu'aux paysans pauvres. En revanche, la politique du groupe dirigeant se

réduisait à la baisse mécanique des prix, qui entraînait inévitablement la baisse du salaire réel des ouvriers et la diminution de la qualité des produits fabriqués. Pendant les trois ou quatre dernières années, les prix des produits agricoles ont monté, alors que les prix industriels baissaient proportionnellement de façon continue. En février 1928 encore, le rapport entre l'indice des prix et l'indice général se traduisaient par le chiffre de 101 pour les produits industriels, et de 98 pour les produits agricoles. Mais en 1929 déjà, les chiffres correspondants étaient de 92 et 115, c'est-à-dire qu'il existait une disproportion énorme de 23 points au profit des produits agricoles (du fait de l'adoption d'une nouvelle méthode de calcul de l'indice, je ne dispose pas, à mon grand regret, des chiffres pour les mois suivants). Cela signifie qu'au travers des prix, les profits de l'industrie sont transférés à la campagne. Le même phénomène pouvait être observé dans le domaine fiscal. La commission du conseil des commissaires du peuple pour l'étude de la pression fiscale en U. R. S. S. a constaté que, « tandis que le revenu individuel moyen des ouvriers était de 2,6 ou 3 fois plus grand que celui de la population rurale, cette dernière était imposée de 4 à 4,2 fois moins que les ouvriers ». En d'autres termes, la part des ouvriers dans le financement de l'économie nationale est beaucoup plus grande que celle des paysans.

Le trait caractéristique de la politique centriste était d'alléger le fardeau fiscal pour l'économie rurale en le transférant sur la ville. Jusqu'à présent, le surplus des ressources monétaires de la campagne exerçait une influence négative sur les échanges commerciaux entre la ville et le village, et le conseil des commissaires du peuple l'a reconnu en octobre 1929. L'impôt agricole en Sibérie se montait à trente et un millions de roubles pour l'année 1928-1929. Le commissaire du peuple Mikoyan (5), qui a fait une étude sur la Sibérie, a constaté que l'augmentation du prix du blé a rapporté aux paysans un excédent de vingt-cinq millions de roubles ; si l'on tient compte de l'augmentation des prix des autres produits agricoles, on arrive à la conclusion que les paysans avaient gagné presque la totalité de la somme représentée par l'impôt agricole (et c'était là la raison de l'accumulation des réserves de blé).

Au cours de l'année 1928-1929, il se constitua dans l'ensemble de la campagne en U. R. S. S. un excédent de plus de cinq cents millions de roubles. La répartition de ces fonds se fit au profit des couches paysannes aisées : le paysan pauvre ou moyen ne gagna qu'une somme infime (cf. à ce sujet une série d'articles dans *Ekonomitcheskaja Jizn*, août-octobre 1929). Le nouvel exercice économique nous apprendra probablement des résultats semblables et aussi peu satisfaisants. Si l'on étudie la courbe du revenu de la population au cours des dernières années, on voit que le revenu du prolétariat avait augmenté en 1925-26 de 48 % par rapport à l'année précédente et de 15,5 % en 1929-30. Les chiffres correspondants pour les paysans sont de 24,8 et de 17,2 %. On constate ainsi que le revenu monétaire des paysans grandit plus vite que celui des prolétaires de la ville. Les paysans, surtout la couche des koulaks, avaient à leur disposition des fonds d'achat sensiblement plus importants, tandis que toute l'augmentation des revenus

(5) Anastas I. MIKOYAN (1895-1971), de famille bourgeoise, séminariste, d'abord cadet, avait rejoint le parti en 1915 et avait fait une carrière d'apparatchik. Il était membre du C. C. et suppléant du B. P.

du prolétariat était engloutie par de grosses dépenses (le loyer, les versements pour les actions des coopératives, les emprunts, etc.). L'envoi accru de produits industriels au village y créait même parfois un excédent de l'offre sur la demande. Cependant que la ville, en dépit de la diminution de la demande, souffrait de la pénurie de certaines marchandises. S'ajoutait à cela la baisse de la qualité des produits et l'augmentation considérable de tous les prix que même le changement continu de méthode de calcul des indices n'a pu dissimuler. Le pire est que la coopération est incapable de procurer aux ouvriers la quantité suffisante des produits les plus importants et que les travailleurs sont obligés de les chercher sur le marché privé. La coopération augmente en outre les prix de ces marchandises qui, bien qu'officiellement exclues de la liste budgétaire, constituent cependant de fait des éléments de la consommation ouvrière puisque les produits inscrits sur la liste font ordinairement défaut.

Tout cela prouve assez clairement que la réalité commerciale dément toutes les belles promesses des « chiffres de contrôle » au sujet de l'augmentation réelle des salaires. En effet, « cette augmentation, comme le remarquent avec modestie nos journaux économiques, est en retard sur la croissance du salaire nominal à cause de la hausse simultanée de l'indice budgétaire ». Quant à ce dernier, les changements fréquents de la méthode de son calcul empêchent toute définition exacte et objective de la *diminution réelle* du salaire effectif. Une chose est claire : cette diminution est *très importante*.

Un autre moyen de pression sur les conditions matérielles de la classe ouvrière consiste dans l'extraction directe de plus-value réalisée par la baisse du salaire nominal (révision des tarifs, etc.). Nos organisations dans les usines ont obtenu dans ce domaine un certain succès. Bien que la *productivité du travail en U. R. S. S. soit de beaucoup supérieure à ce qu'elle était avant la révolution* (cf. les déclarations de l'an passé du commissaire au travail Ouglanov (6)), on use les muscles et la santé de l'ouvrier sous forme de « lutte pour la discipline du travail ». Toute une série de résolutions du conseil des commissaires du peuple et des organes économiques et syndicaux ne visaient qu'à compenser le relèvement du prix du blé, la diminution de l'impôt agraire et l'augmentation des assignations budgétaires pour l'économie rurale, par « l'intensification et la rationalisation du travail industriel » (c'est-à-dire du travail de la classe ouvrière), effectués par voie administrative et bureaucratique. L'élargissement des droits des dirigeants, l'introduction de la gestion individuelle dans les entreprises ainsi que les autres mesures du même caractère n'avaient d'autre but que d'« abaisser le prix de revient en relevant la discipline du travail ».

« Faisons rentrer dans le rang les couches arriérées de la classe ouvrière » écrivait la *Pravda*. Et la *Komsomolskaia Pravda* ajoutait : « Il faut serrer la vis » (10-3-29). Les dirigeants n'ont pas cherché à donner un sens large au concept de discipline du travail. « Quand les travailleurs transforment l'entreprise en habitations sauvages, n'est-ce pas véritablement une entorse à la discipline du travail ? » demandait l'*Ekonomitcheskaja Jizn*, qui précisait que « tous les recours à la police ou au tribunal pour expulser les "ouvriers-squatters" étaient aussi inutiles que prêcher dans le désert ».

(6) Sur N. I. Ouglanov, cf. n. 111, p. 48. Ouglanov avait été l'un des rares points d'appui de la droite dans l'appareil du parti.

Les résultats auxquels cette politique aboutit sont bien naturels : les syndicats furent obligés de constater le *manque de ravitaillement des ouvriers*, la diminution du contrôle technique dans les usines (un nombre grandissant d'accidents), *l'abaissement des conditions générales d'existence*, l'augmentation de l'absentéisme pour des raisons sérieuses (*du fait de l'augmentation des maladies* chez les ouvriers). Il est vrai que, parallèlement à ces méthodes purement administratives, on a fait de gros efforts pour développer « l'émulation socialiste », le « travail de choc », etc. De telles méthodes pourraient contribuer à l'amélioration de la productivité du travail si elles ne provenaient pas de cette même administration bureaucratique, qui discrédite ainsi le concept léniniste d'émulation volontaire dans le travail. On a inventé le travail de choc pour « presser le fruit jusqu'à sa dernière goutte de jus » ; c'est ce que disent les ouvriers communistes quand on leur permet de s'exprimer (cf. *Sovietskaïa Sibir*, 3-3-30). « Depuis 3 à 4 ans, nous forçons le rendement des travailleurs sans nous appuyer sur la reconstruction des moyens techniques », disent même les bureaucrates du parti dans les réunions restreintes de « responsables » (cf. discours de Kolotinov au plénum de novembre).

Pour nous résumer, disons qu'il y a « industrialisation et industrialisation ». Et nous ne nous laisserons pas séduire par les belles paroles des capitulards qui nous disent que nos exigences sont réalisées, tant qu'on ne nous aura pas prouvé que l'industrialisation est pratiquement impossible sans exercer sur la classe ouvrière une pression très violente, sans bacchanales bureaucratiques et sans la suppression de toute activité autonome véritable du prolétariat.

3. Le problème de l'agriculture.

Si nous passons maintenant à la politique du groupe dirigeant dans les campagnes, nous y retrouvons le même phénomène ; l'expérience pratique donne entièrement raison aux principes de l'Opposition et prouve que le groupe centriste dirigeant est forcé de capituler devant elle dans le domaine des idées. Ne sachant pas, ou ne voulant pas faire une politique léniniste authentique, les dirigeants l'appliquent sous une forme tellement défigurée qu'il en résulte plus d'erreurs que de réels succès, et cela compromet très souvent tout le travail du parti communiste et du pouvoir soviétique.

Sous cet angle, on peut diviser l'histoire des dernières années en trois périodes.

La première va de 1923 au XV^e congrès. Le groupe dirigeant, entièrement inspiré et guidé par la droite, est tout à fait vaincu d'avoir raison : obligé cependant de tenir compte de la croissance à l'intérieur du parti des groupes oppositionnels de gauche, il dissimule hypocritement sa politique de droite sous des mots d'ordre gauchistes. Ainsi il prône l'industrialisation, mais il y met dans les faits toute une série d'obstacles ; il formule les thèses les plus radicales sur l'augmentation du salaire réel des ouvriers, alors qu'en réalité, personne ne s'en soucie. Il en est de même dans le domaine de l'agriculture : on a adopté pendant cette période un certain nombre de résolutions sur le soutien à la construction des kolkhozes, l'organisation des éléments pauvres dans les campagnes et la lutte contre les koulaks ; mais

on ajoutait à chaque fois tant d'alinéas et de notes explicatives, qu'on dénaturait et obscurcissait le sens de ces résolutions. L'école de Boukharine a su merveilleusement servir les koulaks ; elle a transformé la politique du parti en une capitulation totale devant l'ennemi de classe. La direction a ensuite compris partiellement l'étendue de ses erreurs.

La deuxième période a commencé après le XV^e congrès, ou plutôt après les premiers coups portés par le sabotage des koulaks. On comprenait déjà le danger, mais on ne prenait pas encore de mesures énergiques pour corriger les erreurs commises : les « centristes » n'osaient pas encore rompre avec la droite. Toute leur politique s'agitait entre les demi-mesures « gauche » et les nouvelles concessions aux koulaks (suppression des mesures extraordinaires au village, hausse des prix du blé, révision de la méthode d'imposition individuelle, etc.).

La troisième période s'ouvre à peu près au moment de la convocation de la 16^e conférence du parti, quand l'appareil centriste, cédant à la pression des masses ouvrières (une pression qui se réfractait à travers les nombreuses marches de la hiérarchie bureaucratique) rompit finalement avec la droite et se décida à prendre une série de mesures pour intensifier l'industrialisation et construire le secteur socialiste dans les campagnes. Ici le centrisme est rejeté à l'extrême opposé : comme dans un jeu de hasard, il est entraîné par la course de l'industrialisation et de la collectivisation, sans se soucier ni des ressources matérielles, ni de la préparation du personnel technique sur lequel doit s'appuyer ce travail délicat et d'une exceptionnelle complexité. Les erreurs de cette période ont été reconnues, mais le centrisme ne reconnaît pas encore que la ligne générale est fautive.

Si l'on se penche sur l'évolution de la direction dans ses différentes étapes en observant sa lutte contre l'Opposition, on obtient un curieux tableau : on voit la politique de la direction se rapprocher peu à peu des exigences de l'Opposition ; mais dans la forme seulement ; car dans le contenu, l'écart varie peu.

Nous allons marquer quelques jalons de cette évolution.

Le XIV^e congrès. Molotov (7) accusa l'Opposition d'être contre le paysan moyen, parce qu'elle défendait la formule « vieillie » de Lénine : s'appuyer sur le paysan pauvre, faire alliance avec le paysan moyen, lutter contre le koulak. Au même congrès, Staline accuse l'Opposition de dissimuler cette tendance « contre le paysan moyen ». Au mois de mai 1928, le groupe dirigeant est obligé d'accepter intégralement la formule de Lénine rejetée par Molotov ainsi que le mot d'ordre « Feu contre la droite » lancé depuis longtemps par l'Opposition.

15^e conférence du parti. Boukharine défend sa fameuse théorie de l'intégration simultanée du koulak et du paysan pauvre dans le système socialiste.

La discussion à la veille du XV^e congrès. Boukharine et son école, les centristes ensuite, essaient de démontrer que « l'influence du capitalisme au village, personnifié par le koulak, commence à être surmontée », et que, par conséquent, il serait inutile d'augmenter les impôts du koulak, d'autant

(7) Viatcheslav SKRIABINE, dit MOLOTOV (né en 1890), bolchevik depuis 1906, lié à Staline en 1917 était l'un de ses principaux collaborateurs, membre du bureau politique.

plus que « toute mesure qui frappe le koulak atteint aussi le paysan pauvre » (à la lumière de ces explications, les propos de Boukharine sur « l'offensive accélérée contre le koulak » apparaissent comme une simple bouffonnerie). À côté de cela, l'alinéa 7 du texte des principes fondamentaux présenté par le C. C. au XV^e congrès reconnaissait qu'« il y avait encore une certaine croissance du groupe des koulaks ». Il n'est pas inutile de rappeler à ce propos que Rykov, Boukharine et les autres chefs du groupe dirigeant essayaient de prouver que « nous sommes arrivés à la limite de l'imposition des koulaks : l'augmentation des impôts provoquerait la menace d'une stagnation de l'économie rurale ».

Après le XV^e congrès. Les résolutions des plénums établissent le fait que « trois ans de bonne récolte n'ont pas passé sans donner de résultats. Il serait absurde de nier l'augmentation du revenu de la couche aisée et koulak du village, qui n'est pas contrebalancée par l'augmentation de l'imposition ».

Toutes ces confrontations nous montrent assez clairement que la politique du groupe dirigeant avant le XV^e congrès se réduisait à la protection et à la défense du koulak contre l'offensive du prolétariat et que cette politique était dictée par l'école de Boukharine, laquelle n'était qu'une agence de l'ennemi de classe dans les rangs du parti.

C'est seulement après le XV^e congrès qu'on put lire dans la presse, dépeint sous les couleurs les plus terribles, ce qui aurait pu se produire si l'on n'avait pas mis un terme à la politique d'avant le congrès par les événements du printemps 1928 : « Les déformations bureaucratiques de l'impôt sur le revenu de la bourgeoisie » ; « une politique de l'impôt insensée » ; voilà comment la presse caractérisait l'activité du commissaire du peuple aux finances, qui offrait des avantages aux koulaks et renforçait la pression sur les paysans moyens et pauvres, etc. De même le commissariat à la terre refusait aux paysans pauvres et aux coopératives de consommation les tracteurs et machines qu'il distribuait principalement aux koulaks. On connaît également les multiples irrégularités dans la campagne de stockage du blé, les déviations commises dans le système de répartition : distribution des produits manufacturés aux possesseurs de blé (ce qui est totalement contradictoire avec les principes de classe), etc. Les coupables de toutes ces déviations sont bien sûr les « organes locaux » ; on reporte toujours la responsabilité des erreurs, les exagérations et l'aveuglement de classe sur les maillons les plus bas de l'organisation du parti. Mais qui répond de ceux-ci ? N'est-ce pas les organes supérieurs, qui, pendant plusieurs années, leur ont insufflé des idées fausses, qui n'avaient rien de bolchevique ni de léniniste ?

La politique fautive des années précédentes a fait que le parti et la classe ouvrière sont entrés affaiblis et découragés dans la troisième période, celle de la collectivisation forcée. La pression accrue des koulaks, qui semaient la révolte contre l'industrialisation, aurait cependant nécessité une plus grande organisation et fermeté. Les couches semi-prolétariennes de paysans pauvres — ouvriers agricoles — auraient dû agir résolument pour faire passer les paysans moyens dans leur camp. Le prolétariat aurait dû faire preuve d'une plus grande combativité pour faire front à l'ennemi de classe. Il aurait été plus que jamais nécessaire de créer des unions de paysans pauvres (c'était l'exigence de l'Opposition) qui, dirigées par le parti, auraient pu prendre en charge l'organisation soviétique des campagnes contre la poussée koulak.

La campagne pour le stockage du blé avait démontré que « le point le plus faible de l'application des mesures de contrainte sociale consistait dans le manque sérieux d'un travail de masse et d'organisation parmi les éléments pauvres et moyens du village ». (C'est souligné dans l'original, l'article de fond de la *Pravda* du 9 mars 1929.)

Le groupe dirigeant avait terriblement peur que la droite ne l'accuse de « glisser » vers le « trotskysme » dans cette question de l'organisation des paysans pauvres. Même dans les régions où l'on avait jeté les bases d'organisations véritables et puissantes de paysans pauvres (par exemple « l'union Kochtchi » des ouvriers agricoles et des paysans pauvres dans les républiques d'Asie centrale), on décida de les transformer en groupements et unions au caractère indécis, sans l'épine dorsale d'une organisation permanente.

Les journaux et les renseignements reçus directement de nombreux endroits donnaient un tableau très sombre de la situation de la plupart des kolkhozes, fondés entre 1920 et 1928, et qui se trouvaient sous la tutelle des organes du commissariat de l'agriculture et de la centrale des kolkhozes administrés par les partisans de Kondratiev (8) et, de façon générale, par des agents des koulaks. La *Pravda* elle-même reconnaissait que la plupart des kolkhozes n'étaient que « des fermes ou des métairies » et que nombre d'entre eux représentaient « un type parfait d'unions de koulaks ». Et cela se vérifiait aussi bien dans la région où s'étaient déroulés les événements de Lourdoï qu'en Ukraine, en Sibérie, ou au Caucase du Nord. Partout, l'on constatait que le paysan pauvre n'avait pas entre ses mains le pouvoir administratif.

C'est dans ces conditions que s'est effectué le passage à la nouvelle politique de collectivisation intégrale.

Non seulement les organisations « locales » et les organisations « de base » étaient mal préparées et désorientées à la veille de cette période très complexe et lourde des responsabilités les plus graves, mais la direction centrale elle-même ne s'est mise à la tâche nouvelle, « vers le mouvement des kolkhozes » qu'après un temps assez long de doute et d'hésitation. Sans parler de la période d'avant le XV^e congrès où Molotov déclarait que « dans les conditions actuelles, on ne peut plus dégringoler (!) vers les illusions des paysans pauvres sur la collectivisation de larges masses paysannes », lui-même n'aborda ce problème que de manière indécise et ne s'en occupa que très sommairement.

Après avoir approuvé la résolution du comité central du 30 décembre 1926 (depuis laquelle rien n'a été fait), le congrès proposa d'intensifier « l'aide à l'œuvre de construction des kolkhozes et de renforcement des sovkhoses en les transformant concrètement en « grandes exploitations modèles ». Et c'était tout ! Et on se permet maintenant de dire que cette résolution a été « un événement » dans l'œuvre de construction des kolkhozes.

L'Opposition de son côté, exigeait clairement que « l'agriculture soit

(8) Nikolai D. KONDRATIEV (1892-1937), professeur d'économie, socialiste-révolutionnaire en 1917, avait collaboré ensuite avec les autorités soviétiques à partir de la Nep : il défendait l'exploitation individuelle, combattait le monopole du commerce extérieur et était à certains égards l'inspirateur « bourgeois » de ce « courant de droite » à la direction et dans le parti, et il le nourrissait tant par ses rapports au Gosplan que par ses conférences à l'Académie communiste.

reconstruite sur la base de l'exploitation collective hautement mécanisée ». La voie la plus facile pour la *grande masse des paysans* était la coopération projetée par Lénine (cf. plate-forme de l'Opposition du 3 septembre). L'Opposition demandait que « des investissements beaucoup plus importants soient consacrés à l'établissement des sovkhoses ». Néanmoins Molotov, dans ses thèses pour le XV^e congrès, expliquait que « l'Opposition ne croyait pas possible d'engager la grande masse des paysans dans la construction soviétique par la coopération ».

Et même beaucoup plus tard, Milioutine, au cours d'une conférence des marxistes agronomes (décembre 1928), se permettait de répéter la même calomnie. Il reprochait à la droite de ne voir dans les kolkhozes et sovkhoses que des entreprises modèles (ce qui rejoint complètement la position du XV^e congrès) ; et il accusait le « trotskysme » d'avoir, sur le développement des campagnes, des points de vue capitulaires (il ne s'appuyait bien sûr sur aucune référence ni citation).

Deux mois après le congrès, Karpinsky (9) écrivait dans ses articles sur « la construction socialiste à la campagne » : « Les organes soviétiques n'ont pas pris le tournant prévu dans la construction des kolkhozes. » Il fournissait une série d'exemples où les droits des kolkhozes se trouvaient restreints sur l'initiative du commissariat du peuple à la terre qui favorisait constamment les exploitations individuelles des koulaks (les terres d'Etat étaient dilapidées à leur profit — 10 % seulement étant attribuées aux kolkhozes ; dans de nombreuses régions, la distribution se faisait ainsi : 6 à 30 ha à chaque exploitation koulak, contre 2 ha aux paysans pauvres). La situation était la même pour les sovkhoses, à l'égard desquels les organes soviétiques étaient plutôt « réservés » : presque aucune création de sovkhoses. Il ne pouvait d'ailleurs en être autrement. Même Staline ensuite a reconnu que « le parti (ou plutôt la direction) était insuffisamment préparé » à une réorganisation socialiste de l'agriculture, et que le problème du blé après le XV^e congrès avait joué le rôle décisif. Il faut cependant introduire une correction. La direction, poussée par le parti et la classe ouvrière à faire concession sur concession au « cours gauche », ne s'est engagée que très lentement sur une voie nouvelle et inhabituelle pour elle.

Il suffit de relire les résolutions, rapports et articles de 1928 et 1929 pour arriver à la conclusion que le centrisme ne « devenait plus intelligent » qu'à un rythme d'une timidité malade.

Au mois de juin 1928, Staline (« Sur le front du blé », p. 13) avait eu l'audace de dire que « l'issue consistait *avant tout* dans la transformation de l'exploitation rurale individuelle, petite et morcelée, en grandes exploitations collectives ». Mais après la résistance que Slepkov, Astrov (10) et les autres « jeunes » de l'école de Boukharine lui avaient opposée (indirectement, car ils le frappaient par-dessus les têtes des Kauffmann, Karpinsky et autres partisans de la « dégradation de l'exploitation individuelle »), Staline fut obligé de capituler de nouveau devant la droite et, à la session plénière de juillet, il fit voter « à l'unanimité » une résolution qui tenait le

(9) Viatcheslav A. KARPINSKY (1880-1965), journaliste, membre du P. O. S. D. R. en 1898, collaborateur en émigration de *Vpéred* et *Proletari*, puis de *Bednota* (dirigé vers les campagnes) et de la *Pravda*.

(10) V. V. ASTROV (1891-1937) et A. M. SLEPKOV, ancien de l'Institut des professeurs rouges, étaient des plus connus des disciples de Boukharine.

relèvement de l'exploitation individuelle comme le principal moyen de combattre les difficultés sur le front du blé.

Rykov ouvrait la marche, affirmant qu'il serait erroné de croire que le parti ne consacrait pas suffisamment d'attention aux exploitations individuelles ; au contraire, « une des tâches les plus importantes du parti était le développement des exploitations rurales individuelles ». Staline se traînait assez maladroitement derrière Rykov. « Quelle est l'issue de la situation ? », demandait-il, et il répondait : « L'issue consiste *avant tout* dans le relèvement de l'exploitation rurale petite et moyenne. » Plus loin, il confirmait les paroles de Rykov : « Il y a des gens qui croient que l'exploitation individuelle a vécu et qu'il ne faut pas la soutenir. Ce n'est pas juste, camarades. Ces gens-là n'ont rien de commun avec la ligne générale de notre parti. » (*Le bilan du plénum de juillet*, pp. 16-17). Pour ne pas laisser de doute sur son point de vue, Staline souligne ensuite d'une manière précise et définitive : « L'accomplissement de la première tâche, du relèvement de l'exploitation rurale individuelle, constitue encore la *tâche principale* de notre œuvre » (mais c'était insuffisant, car cette tâche demandait deux nouveaux « suppléments » pratiques — le relèvement des kolkhozes et l'amélioration des sovkhoses (*ibid.*, p. 19). Ce n'est qu'au plénum de novembre qu'on enregistre un faible revirement à gauche. Staline commence à démontrer que « les deux points de vue sont également acceptables » (*Sur l'industrialisation du pays*, p. 28).

L'hiver 1928-29 est marqué par la lutte sourde et acharnée entre centristes et droitiers au sein de la direction. Cette lutte s'entrecoupait de compromis. Elle n'aurait jamais eu de résultats décisifs si elle n'avait pas commencé à s'amplifier à la « base », dans le secteur prolétarien du parti, qui réclamait la « liquidation de l'emprise droitiste et l'abandon du fétichisme de la petite exploitation individuelle » (cf. les résolutions de cellules, dont certaines ont percé dans les journaux : *Pravda*, *Komsomolskaïa Pravda* de septembre-octobre 1928).

Le changement des opinions officielles du groupe dirigeant ne s'était manifesté que beaucoup plus tard (sous la pression croissante d'en bas, bien entendu).

A la 16^e conférence du parti, un certain nombre de délégués avaient affirmé dans leurs interventions que miser sur le développement de l'exploitation individuelle signifiait favoriser le développement de l'exploitation rurale koulak. La résolution de la conférence dit nettement que « pendant l'achèvement de la période de reconstruction se sont révélés des possibilités limitées pour la croissance de la petite exploitation individuelle ». Conformément à cette constatation, la résolution fait une modification dans l'ordre précédemment approuvé : elle met au premier plan l'organisation de nouveaux sovkhoses et l'amélioration du travail dans les sovkhoses existants ; au second plan, il y a la création de nouveaux kolkhozes et le développement des kolkhozes existants, puis on recommande la création d'un large système de stations de machines et de tracteurs d'Etat et de coopératives, ainsi que la création d'autres formes coopératives de production. Ce n'est qu'en dernier lieu qu'on mentionne le travail pour le relèvement du rendement des petites exploitations individuelles.

Il est vrai que, ne pressentant pas encore le cours des événements à venir, ou plutôt les résolutions à venir qui abandonneront définitivement les

exploitations individuelles, la résolution continuait encore à dire que « l'exploitation individuelle n'épuisera pas si vite toutes les ressources dont elle dispose ». Mais le grand pas décisif était franchi, la résolution de principe était adoptée. Il ne restait qu'une « petite chose » : il fallait enfin se mettre à la réalisation des mesures pratiques pour ouvrir la voie à l'évolution socialiste de la campagne.

Au mois de novembre 1929, Staline proclamait solennellement la fin de l'exploitation rurale individuelle et découvrait un nouveau trait caractéristique du mouvement de la collectivisation dans le fait que « des villages, des communes et même des *districts entiers* » se ralliaient aux kolkhozes. Polémiquant contre « les libéraux petits-bourgeois du genre d'Eichenwald (11) et Slepkov », Staline démontrait que le mouvement des kolkhozes était devenu la voie principale qui mène au socialisme. « Opposer en ce sens les kolkhozes à la coopération, ajoutait-il, c'est se moquer du léninisme. » Il oubliait cependant que, dans un passé pas très éloigné, l'ensemble du groupe dirigeant suivait docilement dans cette question le groupe de Boukharine.

Au premier abord, la nouvelle phase du mouvement des kolkhozes ne différait guère de l'étape précédente. « Les sections du parti n'ont pas organisé les paysans pauvres et ne les ont pas préparés au rôle d'avant-garde » (*Pravda*, 29 octobre 1929). La grande vague des koulaks déferla sur la « voie principale ».

« Le parti doit sonner l'alarme », clamait la *Pravda* en octobre, soulignant ainsi que personne jusqu'alors ne s'était inquiété de la domination des koulaks sur les kolkhozes. « Place à l'ouvrier agricole, au *paysan pauvre* et au paysan moyen ! » écrivait Zinoviev en décembre, prouvant ainsi que ceux-ci n'avaient joué aucun rôle jusqu'alors. « Tournons-nous vers les kolkhozes » renchérisait Molotov en janvier, expliquant que les organes soviétiques, de la base au sommet, avaient oublié la lutte contre l'ennemi de classe avait entravé la construction socialiste dans les campagnes. Et enfin, en février, la *Pravda* jugea indispensable d'appeler le parti à la reconstruction bolchevique du travail de parti dans les kolkhozes et les sovkhoses, qui comptaient dans leurs cellules un nombre croissant d'éléments étrangers.

La rédaction du journal envoya des brigades sur place pour se rendre compte. Le C. C. publia quelques exemples de l'opportunisme qui sévissait dans les organes du parti de départements et de districts.

La campagne de collectivisation battait son plein, mais les organisations de masse n'y étaient pas préparées et leur activité se trouvait coincée par les limites étroites du bureaucratisme. On n'avait pas touché les masses, et tout le travail se faisait à travers l'appareil du parti, contaminé par le bureaucratisme, ce même appareil qui, pendant plusieurs années, s'apparentait aux groupements koulaks du village et qui, au lieu de réformes, n'a subi que quelques changements et déplacements de personnes en guise de « rajeunissement ».

Les directives étaient données à la va-vite. Le plan de la construction de nouveaux kolkhozes n'était pas élaboré jusqu'au bout. Il ne restait qu'à suivre les vieilles méthodes ou à laisser la barque filer au gré du vent, ou à agir selon les directives non officielles mais sous-entendues, en employant la contrainte.

(11) A. I. EICHENWALD (1905-193 ?) était également un professeur rouge de l'école Boukharine.

Au plus fort de la campagne, on donnait des conseils aux kolkhoziens sur ce qu'il fallait faire des vaches, porcs, volailles, des maisons d'habitation et potagers (voir l'article curieux de Milioutine dans la *Pravda* du 4-3-30). En effet, les kolkhozes ne profitaient pas de l'expérience accumulée auparavant ; et les instructions déjà établies (décrets, circulaires, statuts) ne parvenaient même pas jusqu'aux kolkhozes.

Lorsque des informations parvinrent sur l'effondrement des kolkhozes, on pensa enfin à utiliser les articles, moyen de communication à demi-oublié avec la campagne, que l'on transmettait par l'intermédiaire des travailleurs de choc envoyés sur place sans aucune formation préalable.

En trente jours, « le nombre d'exploitations incorporées dans les kolkhozes a dépassé celui de la révolution », se vantait l'article officieux du commissariat à l'agriculture signé par Feigine dans la *Pravda* du 5 mars 1930. En premier lieu, on attachait une grande importance à la quantité. La chasse au nombre faisait oublier la question de la qualité. Les résolutions du C. C. du 17 novembre 1929 et du 6 janvier 1930 mentionnaient les faiblesses locales du « mouvement des kolkhozes qui se développait impétueusement », mais elles ne donnaient aucune directive d'organisation pour prévenir les déformations et déviations inévitables dans les conditions actuelles de l'appareil d'Etat et du parti. Il est clair que la campagne pour la collectivisation intégrale a dû avoir en grande partie un effet négatif.

Il est vrai que, même dans les rangs de l'Opposition, il s'était trouvé des camarades pour saluer « la nouvelle politique des kolkhozes » et les méthodes administratives qui présidaient à sa réalisation. Ils assuraient que c'était la politique que l'Opposition avait toujours préconisée. La construction administrative des kolkhozes les séduit tellement qu'ils y trouvèrent prétexte à capituler (c'était le motif principal de l'abandon de Livshitz, Rozenkaus et quelques autres). Mais la grande masse des bolcheviks-léninistes avait rejeté résolument la proposition des capitulards de se réconcilier avec le groupe dirigeant *sur ce terrain*. Elle a catégoriquement condamné la violence administrative qui ne conduit qu'à la rupture avec le paysan moyen.

L'Opposition ne s'élève pas contre la nécessité de pousser la collectivisation ; mais elle ne peut soutenir les déviations ultra-gauchistes pratiquées par la direction et l'appareil à l'égard de la masse paysanne. Il est clair pour tous désormais que prolonger la politique de la direction serait risquer une guerre civile qui verrait une part importante de la paysannerie moyenne passer dans le camp opposé.

En janvier et février, certaines sections du parti entamèrent timidement la lutte contre les « déviations ». Ainsi, par exemple, le comité régional de la moyenne Volga publia une circulaire dans laquelle il disait espérer mettre fin « au chaos inadmissible qui régnait sur place ». Dans d'autres régions, on avait recours aux mêmes méthodes bureaucratiques. Le commissariat à l'agriculture avait envoyé dans plusieurs districts des instructeurs qui avaient relevé un tas de déformations dans la collectivisation et la lutte contre le koulak. Les méthodes appliquées eurent pour résultat la sortie massive des kolkhozes. Une fois encore le groupe dirigeant se trouva dépassé par les événements. Il se décida à rebrousser chemin lorsque « l'idée du mouvement kolkhozien fut déconsidérée » (Staline) aux yeux de presque tout le monde. *C'est seulement alors que Staline publia son article*, c'est alors qu'on publia le statut-modèle des associations rurales. Et c'est alors que, grâce à la justice et autres

institutions, on découvrit toute une série d'« affaires » criminelles et contre-révolutionnaires. Notamment les affaires d'Oirat et de Kansk en Sibérie et d'autres « affaires » en particulier dans les républiques nationales. Les comités régionaux et départementaux rivalisaient dans la découverte des « déviations ». Comme sur ordre — et il a probablement été effectivement donné — toutes les institutions du parti, petites et grandes, ont commencé à se critiquer, elles-mêmes, se compromettant et se couvrant de honte aux yeux des masses et enregistrant le moindre signe d'affaiblissement de cette « autocritique » chez les autres. Puis vinrent les sanctions, les révocations, les déplacements de secrétaires, de présidents de comités exécutifs, de procureurs, etc. Seul le comité central du parti conserve son olympienne imperturbabilité. Il est fermement convaincu de sa propre infaillibilité et fait retomber la responsabilité des échecs sur les représentants moyens et inférieurs de l'appareil du parti. Mais il oublie que si les « déviations » deviennent générales — pas un comité du parti qui n'ait avoué ses erreurs ! — la responsabilité en incombe à la direction centrale qui devrait guider et contrôler chaque pas des organismes inférieurs du parti. Peut-on en effet considérer comme bolchevique la conception d'une direction qui ne ferait que voter les résolutions et sanctionner leur non-exécution ? Une vraie direction léniniste devrait avant tout diriger le travail et parer à l'éventualité des déviations. Telles sont en tout cas les traditions du parti qui semblent complètement oubliées aujourd'hui. Et comment ne pas les oublier quand le régime du parti se résume en « coordination bureaucratique » et en soumission des inférieurs, quand l'initiative des masses est enchaînée et leur volonté paralysée !

Dans ses sermons consacrés au triste bilan de la collectivisation, Staline exprime son grave mécontentement contre le zèle bureaucratique de certains fonctionnaires du parti en province. Mais pourquoi ne s'était-il pas demandé d'où provenait ce zèle et s'il ne constituait pas la conséquence inévitable du régime actuel ? Le malheur étant qu'aux moments de crise aiguë, ce régime cloche toujours, car le zèle des fonctionnaires de l'appareil est aveugle : pour une orientation indépendante, il faut avoir non pas le zèle d'un employé, mais l'instinct de classe du révolutionnaire.

Dans le régime actuel, toute erreur des appareils de base ne sont que le fruit des erreurs du sommet, qui est le moteur central. Celui-ci n'a rien compris à la situation que créait le processus de « collectivisation totale » ; ou bien il l'a comprise, mais a pris le risque — adienne que pourra — en pensant : peut-être réussira-t-on (et si on ne réussit pas, on pourra toujours se décharger de cette responsabilité sur les petits fonctionnaires).

Quel est le bilan du travail accompli, de toutes ces mesures énergiques que les comités régionaux, départementaux et de district ont appliquées dans leur enthousiasme administratif pendant que le centre laissait faire ?

« Une leçon sérieuse, mais provisoire », dit Staline. Une constatation bien mince : si cette leçon n'était pas « provisoire », ce serait le « Thermidor » véritable, la ruine de la révolution, un recul de dix années ! Oui, c'est une perte considérable, mais réparable : que cela nous console un peu !

La collectivisation totale, effectuée par les méthodes de Prichibeïev, a précipité l'économie nationale dans un désarroi extraordinaire : on dirait qu'une guerre de trois années a traversé les villages, les districts et les régions (les pertes du cheptel, par exemple, atteignent les proportions de 20 à 50 %).

En effet, les événements de l'hiver dernier ont toute l'allure d'une authentique guerre civile où le prolétariat, dirigé par les incapables centristes, aurait subi une terrible défaite.

En outre, et comme conséquence de ces événements, le parti pourrait inscrire à son « actif » la désagrégation de l'appareil qui est désorienté par les changements fréquents de directives, le kaléidoscope des idées et le va-et-vient des personnes. Cette situation est pour un certain temps encore dissimulée sous les flatteries et la servilité habituelles à l'égard des supérieurs. Mais tout cela repose sur une base bien précaire : la patience des masses, qui finiront par dire leur mot, et un mot décisif.

Nous ne nous pencherons pas sur chacun des aspects de la collectivisation totale ; mentionnons seulement les remarques faites par Syrtsov, commissaire du peuple, avant la parution du premier article de Staline : « Il est vrai que beaucoup de kolkhozes ne s'intègrent pas au processus de production. » Il serait donc prématuré de penser que leur seule existence peut transformer les rapports. Il insiste ensuite sur la nécessité d'organiser les paysans pauvres dans les délais les plus brefs. Sa proposition d'engager un minimum de dépenses d'Etat dans l'organisation des kolkhozes est toute aussi importante : la collectivisation massive de la paysannerie pose le problème de construire les kolkhozes essentiellement à partir des ressources de la paysannerie elle-même (ce n'est hélas pas le cas. Le déficit qu'entraînent les erreurs dues aux nouvelles dispositions du C. C. est couvert en monnaie sonnante prise encore sur le compte de la classe ouvrière, par une redistribution du revenu national au bénéfice de l'agriculture). Syrtsov faisait très justement cette remarque : « Le paysan, enfermé dans notre économie planifiée, attend de nous des instructions planifiées ; et nous, nous entretenons l'incohérence et la pagaïe organisée. » Il reconnaissait aussi que « ni les organisations locales, ni le centre ne soupçonnaient à quel point nos organisations de base étaient engorgées de toutes sortes d'individus de l'ancien régime. » Mais que valent ses lamentations sur « la mystification qui, nous montrant la situation sous des couleurs roses, sème la confusion ».

Mais à quoi bon faire état de ces considérations justes et de beaucoup d'autres (cf. l'article du *Bolchevik* n° 5), qui prouvent que quelqu'un au moins dans la direction sait voir et prévoir, alors qu'elles ne sont d'aucun poids. La direction est réticente aux conseils, même venant de certains de ses membres. Il ne pourra y avoir de changement sérieux dans ce domaine que sous la poussée accrue des masses.

4. La situation dans le parti.

De même qu'elle avait raison sur les questions économiques, l'Opposition avait raison dans tout ce qui concernait la situation intérieure du parti. L'exemple de la lutte contre la tendance de droite le démontre de façon frappante.

Trotsky écrivait en 1926 : « Dans les rangs de notre parti, il s'est constitué, sous l'aile de Boukharine, une école théorique qui reflète de façon évidente la pression des éléments petits-bourgeois. »

En réponse, le groupe dirigeant a pris la défense de Boukharine : « Nous

pensons, déclara Iaroslavsky, que le camarade Boukharine n'a pas d'école particulière. L'école de Boukharine, c'est l'école léniniste. Le mérite du camarade Boukharine, c'est d'avoir effectivement éduqué un grand nombre de jeunes camarades dans l'esprit léniniste » (*Pravda* du 24-7-27). Mais déjà à l'automne 1929, cette même « école des jeunes » de Boukharine était qualifiée de « groupe de libéraux petit-bourgeois qui proposait de capituler devant le koulak », c'est-à-dire qu'on répétait contre elle les affirmations antérieures de l'Opposition. Et c'est ce groupe qui, plusieurs années durant, a détenu les organes de presse du parti les plus importants. Le même groupe était à la tête de différentes institutions soviétiques et économiques, sans compter que ses représentants donnaient le ton dans les institutions scientifiques et dans les publications doctrinales du parti.

L'Opposition avait fréquemment dénoncé l'opportunisme de Boukharine. Mais Staline repoussait catégoriquement ses points de vue : « Vous voulez la peau de Boukharine, nous ne vous la donnerons pas. » Et qu'advint-il ? La direction organisa, avec Boukharine et ses disciples, l'écrasement et l'envoi en déportation de l'Opposition ; puis, à peine deux ans après, elle ravala Boukharine au rang des « dirigeants koulaks », des « flagorneurs de la philosophie de Bogdanov », etc. Pourtant, il dirigeait l'Internationale communiste et ses livres étaient édités à des centaines de milliers d'exemplaires. Beaucoup de ses livres étaient l'instrument indispensable des écoles du parti et des collèges ; des centaines de milliers de travailleurs et de jeunes du parti les étudiaient.

Que s'est-il passé ? Pourquoi a-t-on si longtemps dénigré les avertissements de l'Opposition sur la droite, que la vie a pourtant confirmés ? Pour répondre brièvement, comparons deux articles parus dans la *Pravda* en 1928. Dans le numéro du 15-11, on pouvait lire ceci : « Mettre sur le même plan aujourd'hui la lutte contre la déviation de gauche et celle contre la déviation de droite serait ne pas dire toute la vérité sur la déviation de droite. » Dans le numéro du 16-11, en revanche, Iaroslavsky affirmait qu'il ne fallait « pas moins » lutter contre les restes du trotskysme dans le parti et les couches proches du parti que contre l'opportunisme de droite. Cette tendance droitiste qu'il manifestait contre l'Opposition est aussi nette que dans le cas de la défense de l'école de Boukharine.

A la lumière des révélations ultérieures, les fausses déclarations que Staline répétait dans ses rapports, apparaissent particulièrement troublantes : « Il faut rejeter les rumeurs que font circuler les opportunistes de toute espèce, selon lesquelles, au bureau politique de notre comité central, il y aurait une tendance de droite ou un esprit de conciliation à son égard » (Discours au plénum du comité de Moscou, 19-10-1928, p. 17). Aux plénums du C. C. il n'était pas rare d'entendre ce discours significatif : « Le C. C. ne lutte pas assez contre la droite... Nous risquons de nous faire lyncher par les masses à la sortie de la réunion » (discours d'Ikramov au plénum de novembre 1928).

Toute la politique antérieure de la direction centriste jusqu'à la 16^e conférence du parti s'explique par le fait définitivement établi de la collaboration pacifique avec les droitiers, de la protection de leurs attaques, de l'attitude conciliatrice vis-à-vis de leur point de vue thermidorien.

Au mois de novembre 1927, l'Opposition avait exigé qu'on « comprît et qu'on déclarât que le danger venait de la droite, c'est-à-dire de la part des classes bourgeoises grandissantes des villes et des campagnes et des partisans

d'Oustrialov (12) qui les soutenaient aussi bien en dehors qu'*au-dedans* du parti ».

Avec un grand retard, cédant à la pression de la lutte de classes et de la masse ouvrière, le groupe dirigeant a commencé à satisfaire cette revendication. Mais il l'a fait de façon incomplète et incohérente, et après avoir donné la preuve palpable de son instabilité de classe.

Oustrialov constate à regret : « La pression de la gauche a porté ses fruits. »

La période du bloc droite-centriste nous a laissé un triste héritage : le parti est infesté d'un nombre infini d'éléments étrangers. Il suffirait de rappeler par exemple que l'organisation de Novossibirsk en 1928 comptait plus de koulaks (7 à 8 %) que de paysans pauvres (5 à 6 %), ou de rappeler le développement d'actes de sabotage de toutes sortes au sein de l'appareil soviétique et du parti, l'immoralité de certains membres (affaires de Smolensk, d'Astrakhan, de Leningrad, etc.), le fait que des responsables de l'industrie, du transport et de l'agriculture entretenaient des rapports clandestins avec la contre-révolution à l'étranger. Les ingénieurs qui ruinaient l'équipement des usines et des chemins de fer, les agronomes qui protégeaient les exploitations des koulaks et les communistes qui, dans leur bureau, se contentaient d'apposer des cachets sur des papiers — tout cela constitue les différents aspects du même état de choses qui s'est créé dans l'appareil du fait du rôle prépondérant de la droite dans la direction du parti.

Car, comment expliquer que la droite, qui, au temps de Lénine, réduite à des individus isolés sans aucune autorité, ne représentait aucun danger, a pu se renforcer au sein du parti et se hisser au niveau d'une fraction solidement implantée dans le parti léniniste ? Et c'est ce qui a permis l'instauration d'un régime dans le parti où l'initiative prolétarienne est étouffée par la présence de l'appareil de fonctionnaires.

C'est particulièrement l'aile active du secteur prolétarien, l'Opposition léniniste, qu'on a entravé en lui interdisant non seulement de défendre ses points de vue, mais même de les exposer. L'appareil craignait à chaque instant que le parti ne les adopte. Ceux qui s'acharnaient le plus contre le droit de critique étaient les futurs droitiers. Mais se retrouvant dans la même situation, ils changèrent de refrain, et commencèrent à critiquer à leur façon le régime, les droits et les mœurs à l'intérieur du parti. « L'arrogance communiste est devenue une épidémie », déclare à présent Boukharine ; « cette nuée de sauterelles bureaucratiques considère que la carte du parti remplace la connaissance réelle » (*Pravda* du 20-1-29). Au XV^e congrès encore, Staline, par souci de détourner l'attention de masse des travailleurs mécontents, se déclarait pleinement satisfait du régime du parti. Il changea de ton brusquement : « On a conduit le monopole du parti jusqu'à l'absurde ; on a étouffé la voix de la base, anéanti la démocratie à l'intérieur du parti. » Il proposa « d'élever la fureur des masses du parti contre les éléments décom-

(12) Nikolai V. OUSTRIALOV (1890-193 ?), journaliste et dirigeant du parti bourgeois cadet, avait travaillé au bureau de presse de l'amiral Koltchak pendant la guerre civile, puis émigré en Mandchourie. Il avait vu dans la Nep la possibilité d'une avance vers la restauration du capitalisme et invitait les émigrés à collaborer avec les dirigeants staliniens pour accélérer cette évolution. Il revint en U.R.S.S. en 1935 mais disparut pendant la grande purge.

posés ». On déclencha alors la campagne d'autocritique, la meilleure *soupe*, selon l'expression de Staline (pour faire taire les masses, évidemment).

La presse fit une vaste propagande autour de ce mot d'ordre. Certains journaux (*Komsomolskaia Pravda*) publièrent des documents précieux sur les manquements à la démocratie dans certains endroits. « Au lieu d'entendre la voix des masses, on rencontre le silence. » [...] « La critique ouvrière se fait dans des couloirs ; tout le monde voit l'horreur de la situation, mais personne n'ose le dire ouvertement », etc. Ainsi à propos des organes du Komsomol, la *Komsomolskaia Pravda* déclarait, sous la plume de Miltchakov, que « les komsomols et la jeunesse ouvrière étaient enserrés entre les hauts murs du bureaucratisme et bâillonnés par la direction du Komsomol, totalement coupée des masses ». Le parti et la presse donnaient l'impression d'accorder une grande attention à ce mot d'ordre. Mais en dépit de cela, les choses traînaient. À Leningrad notamment, on indiquait, en juillet 1928, qu'il y avait chez les travailleurs une certaine incrédulité quant à l'efficacité de l'autocritique (*Pravda*, 7-7-28). Et dix-huit mois plus tard, du même endroit, parvenait l'opinion selon laquelle « dans certains domaines, l'autocritique n'était pas suffisamment développée ». C'est précisément à Leningrad que s'était produit ce fait bien connu : Bogdanov, membre de la C. C. régionale, avait été nommé au présidium de la C. C. après avoir été écarté par les travailleurs de plusieurs usines ; il avait joué un sombre rôle dans le scandale des dirigeants de certaines institutions (*Pravda* du 5-9-29). On pourrait encore citer beaucoup d'exemples de ce genre. L'autocritique sème le plus souvent la confusion et s'avère nettement insuffisante. Elle n'a jamais rien donné jusqu'à aujourd'hui. (...)

Si les oppresseurs font le ménage, « c'est en sous-main, en évitant d'y donner un large écho et d'informer la masse travailleuse ». (*Sovietskaia Sibir*, 13-4-30). Même la rédaction de la *Pravda* n'a qu'une compréhension boiteuse de ce qu'est réellement l'autocritique. Ainsi la dénonciation des opportunistes du comité de l'usine « Parostroï » : les travailleurs « se sont occupés eux-mêmes sérieusement du comité d'usine » ; « sans attendre les réélections (et la démocratie ?), la cellule a proposé que le président du comité d'usine soit retiré de ses fonctions » (*Pravda*, 18-12-29). Une multitude d'articles continue à paraître : « avec la ténacité léniniste, réalisons le mot d'ordre fondamental du parti » (18-12) ; « développons courageusement l'autocritique bolchevique » (13-5-30). Combien d'années encore, finalement, l'autocritique va-t-elle se développer « pleinement » ?

La préparation du XVI^e congrès démontre assez clairement où en est l'autocritique. Il n'y a aucune vraie préparation des masses. Cela nous rappelle que, l'année dernière, au moment où la rédaction de la *Komsomolskaia Pravda* tournait radicalement à gauche (elle a été changée ensuite) elle avait publié une série d'articles qui demandaient au Conseil central des syndicats de l'U. R. S. S. de préparer les masses pour le VIII^e congrès syndical. « Une large discussion des problèmes posés devant le congrès ! » clamait alors le journal en constatant que la préparation du congrès se déroulait « en dehors des masses ouvrières ».

Le XVI^e congrès du parti sera probablement organisé de façon plus confidentielle encore que le congrès syndical de l'an dernier. Les violations de la démocratie du parti ne font par là que suivre un chemin déjà battu.

La campagne d'autocritique n'a pas été menée jusqu'au bout. Nulle part

elle n'a été soutenue. Voilà le triste bilan de l'évolution qu'a suivie cette forme imparfaite de la démocratie dans laquelle la direction pensait engager l'activité des masses qui s'éveille.

Mais les masses travailleuses ont d'autres moyens de manifester leur mécontentement qui, tel l'épée de Damoclès, menace les dirigeants et les pousse à faire des concessions au secteur prolétarien du parti, à l'Opposition léniniste. Ces concessions demeurent isolées et dérisoires; elles s'accompagnent de replis et de déviations à la racine, qui discréditent une fois de plus la politique du parti aux yeux des masses. Mais la quantité se transforme en qualité. La pression effectuée par le secteur prolétarien du parti prend une forme de plus en plus précise; elle rend proche le moment où les barrières empêchant l'Opposition léniniste de réintégrer le parti tomberont.

A la fin de 1927, la passivité qui régnait au sein de la classe ouvrière a permis à la direction du parti, dominée par la droite, d'exclure l'Opposition léniniste au XV^e congrès. Le XVI^e congrès du V. K. P.(b) se réunit dans des conditions toute différentes. En nous adressant à lui, nous espérons qu'il analysera les divergences qui opposent la direction, et de façon formelle le parti, à l'Opposition. Ces divergences ont pour la plupart perdu leur sens. Il faut étendre les mesures de gauche et pratiquer une politique léniniste pour les liquider définitivement, et écarter les déviations et les erreurs qui accompagnent habituellement les mesures isolées.

(...) Le meilleur moyen d'éviter les erreurs et de résoudre les problèmes est de rétablir la démocratie à l'intérieur du parti; cela empêchera la droite de se renforcer dans l'appareil du parti, et permettra de détruire les barrières que certains organes ont dressées dans le travail du parti.

Une chose est claire: seule la participation de larges couches prolétariennes à la construction de l'œuvre du parti pourrait aider à liquider les grosses erreurs qui ont été commises, mais qui, jusqu'à maintenant, n'ont pas été corrigées.

Fiod. DINGELSTEDT.
membre du V. K. P.(b) depuis 1910.

DÉCLARATION DE LA COLONIE DES DÉPORTÉS DE KAMEN (1)

Au C. C. du P. C. R. (b) et au G. P. U. à Moscou
Au C. R. du P. C. R. (b) et au G. P. U. à Novosibirsk.

(4 avril 1930)

L'un des maillons de la préparation bureaucratique du présent congrès du parti est le développement de la répression policière contre l'Opposition bolchevique de gauche. A Moscou, à Léninegrad, ainsi que dans d'autres centres industriels, ce ne sont qu'arrestations continuelles pour la moindre participation à l'Opposition.

Les prisons sont surpeuplées de bolcheviks. Les meilleurs, les plus actifs d'entre les révolutionnaires sont arrachés des rangs de la classe ouvrière et soumis au régime de l'isolateur.

Le feu à gauche devient d'autant plus nourri que les politiciens petits-bourgeois s'embourbent et reculent sur des positions de droite, plaçant en même temps le pays devant une *crise économique sans précédent*.

La faillite du cours stalinien tente de se couvrir, de façon jésuitique, avec des déclamations sur « les déviations trotskystes » ou « gauchistes ». Ce ne sont là que mensonges et calomnies éhontées des staliniens qui monopolisent la presse et la parole. L'Opposition bolchevique de gauche, dite « trotskyste » ou « déciste », n'a jamais pris, dans aucun de ses écrits, de position telle qu'on puisse aujourd'hui lui imputer toutes les déviations. Les déviations qui se sont manifestées — et ce n'est pas un hasard — ont un caractère *constant* et relèvent, *de façon criante*, du cours stalinien. Perdant tout sens politique, ces banqueroutiers essaient, en utilisant à leurs fins fractionnelles l'énorme appareil étatique de coercition, de rejeter sur d'autres leurs lourdes fautes et les crimes qu'ils ont commis contre la révolution prolétarienne.

Ils font déborder les prisons de bolcheviks-léninistes, qu'ils coupent de la lutte de classe du prolétariat. Mais cela ne leur suffit pas. Ils cherchent encore à disperser les rangs de l'opposition bolchevique de gauche par des moyens de toutes sortes, dignes de la police de Zoubatov.

La provocation policière est largement pratiquée. C'est désormais un fait ordinaire. Des dizaines et des centaines d'agents « opèrent » dans les rangs de l'opposition, moyennant un bon salaire. Les uns, agissant au niveau pratique, désorganisent les rangs de l'opposition et sèment la panique par leurs dénonciations; les autres, agissant au niveau idéologique, s'attachent à susciter les tendances capitulardes.

(1) Bibliothèque du Collège de Harvard, 13767, avec la permission du Collège de Harvard. *Biulleten Oppositsii*, n° 12/13, juin/juillet 1930, traduction du russe revue et corrigée.

Quand la provocation est sans effet, la répression prend le relais même dans les prisons et les lieux de déportation.

Dans les prisons règne un régime de bagne qui pousse les détenus à soutenir des grèves de la faim épuisantes et même mortelles ou à se laisser extorquer des reconnaissances de la « ligne générale ». En déportation, l'oppression, l'emprisonnement, les outrages se doublent du blocus postal, des perquisitions, des arrestations, des renvois, de l'envoi dans des trous perdus, de mise en cellule destinés à *contraindre* au repentir ou, mieux, à *l'arracher* par la pression policière. Les exécutants zélés de *ces directives dégénérées* d'en-haut, les organes locaux du pouvoir, s'exercent eux aussi, moyennant finances, à ce genre particulier de sport : la capture des « consciences égarées ».

Et ce que sont ces exécutants, la composition des cadres du parti à Kamen l'illustre avec éclat.

Conformément aux directives reçues, il y a eu à la colonie des déportés oppositionnels des perquisitions et des transferts. Le 3 avril, tous les hauts dignitaires et responsables du G.P.U. se sont livrés, pendant six à sept heures, dans les logements des bolcheviks oppositionnels, à la recherche de documents séditieux, et, dans leur zèle policier, ils ont même emporté comme « séditieux » extraits et citations des textes de Marx, Engels, Lénine.

Le lendemain, avant d'avoir pu digérer les résultats des premières perquisitions, ils ont donné 24 heures à six de nos camarades pour se préparer à un transfert. A toutes les questions posées au responsable local du G.P.U., Chkhitov, sur les motifs de ce châtement, il répondit : pour avoir utilisé le tribunal comme une tribune d'agitation et pour l'intervention de vos représentants parmi les ouvriers qui travaillaient à la construction d'un élévateur. Dans ces deux cas, le G.P.U. n'a eu d'autre démarche que policière, préférant « prévenir que guérir ».

Comment les choses s'étaient-elles passées en réalité ?

Tout d'abord, c'est par la faute des dirigeants du C.E. régional que le conflit du travail a été porté devant le tribunal de district. Le cœur du conflit consistait en ce que le C.E.R. avait refusé de payer à deux de nos camarades (Densov et Maïzline) leur salaire pour leur travail dans l'élaboration de la partie commerciale du plan quinquennal régional. Ce salaire ne fut pas payé, comme le démontra l'enquête judiciaire, non pas parce qu'il n'était pas dû, mais parce que le président du Okrplan (2), *Gavrilov*, se l'était illégalement attribué, empochant 150 roubles de salaire. Les tentatives de nos camarades de dévoiler l'escroquerie de *Gavrilov* par des voies normales avant le procès, appel au C.C.R. (R.K.K.), à la section de travail, au R.C.I. (R.K.I.) et de toucher le montant de leur salaire n'aboutirent pas. Tous les organismes, y compris le bureau syndical régional, refusèrent même d'étudier l'affaire pour la seule et unique raison que les « plaignants appartenaient au groupe trotskyste » (telle fut la réponse de la section ouvrière du C.C.R. en accord avec le vice-président du bureau syndical). Le dirigeant du C.E.R. (*Zouïev-Ratnikov*), à la demande duquel les camarades Maïzline et Densov avaient travaillé au plan quinquennal, n'ignorait pas cette réponse cynique.

Après s'être partout heurtés au front unique du sarcasme bureaucratique, les camarades Densov et Maïzline s'adressèrent au tribunal. A l'audience, preuves en mains, avec des documents irréfutables, ils dénoncèrent non seulement la lenteur et les tracasseries illégales du C.E.R., mais aussi les

(2) Il s'agit de l'équivalent local du Gosplan.

agissements criminels de ses dirigeants et de ceux du C.E. du rayon qui cherchaient à couvrir le vol et le plagiat commis par *Gavrilov*. C'est cela qu'on appelle avoir utilisé le procès comme une tribune d'agitation !

Quant à l'intervention au chantier de construction de l'élévateur, elle consiste en ce qu'un de nos camarades a déclaré, en présence de quelques travailleurs, au chef d'équipe *Fedosseïev*, qui se considère oppositionnel (bien qu'il n'ait jamais appartenu à l'Opposition), que l'Opposition rejetait toute responsabilité pour sa grossièreté intolérable avec les ouvriers.

Il est évident qu'aussi bien le premier que le second « délit » ne sont qu'un prétexte commode pour pouvoir disperser une colonie insoumise et intransigeante où il n'y a eu aucune capitulation au cours des six derniers mois.

Il n'est pas sans intérêt d'examiner sur qui s'appuie localement et particulièrement dans le cas qui nous occupe, à Kamen, la dictature stalinienne qui réprime par l'isolateur et la prison, l'Opposition bolchevique de gauche. L'organisation du parti à Kamen, exception faite d'une *mince* couche d'ouvriers (et encore pas des ouvriers d'industrie) est profondément pénétrée d'éléments petits-bourgeois. Elle est en outre remplie à tous les niveaux de Blancs et de koltchakistes (3).

En deux ans, depuis notre arrivée à Kamen, même en n'ayant qu'une connaissance relative de la composition du parti et de ses cadres, nous possédons assez de faits qui confirment notre appréciation générale. Commentons par les hautes sphères.

Jusqu'à ces derniers temps et pendant quelques années, le président du C.E. du district a été *Nassorkov*, officier de Koltchak, d'origine koulak, qui, après contrôle, a été non seulement maintenu dans le parti, mais encore envoyé comme responsable dans une autre région.

Kbait, membre, jusqu'à ces derniers temps, du C.R. et rédacteur au journal régional, a servi comme aide-médecin dans les troupes d'*Annenkov* (4), a fait la retraite avec elles jusqu'en Chine, ce qui explique qu'il n'est entré au V.K.P. qu'en 1925 ; deux de ses frères sont émigrés blancs, l'un à Berlin, l'autre en Chine. Malgré cette lourde biographie de Blanc, il a été reconnu comme un léniniste 100 % par la commission de contrôle et envoyé occuper un poste important dans une autre région.

La direction générale du C.R. revient à *Evchevine-Migrophan*, nervi (5) de Koltchak. Jusqu'à ces derniers temps, un nombre particulièrement important de Blancs ont siégé au tribunal régional sous la direction du président dégénéré, *Glouchkov*.

Kitmanov, vice-président du tribunal de district, ancien commandant du conseil de guerre de Koltchak, héros d'un procès qui fit quelque bruit au sujet

(3) L'amiral Aleksandr V. KOLTCHAK (1874-1920) avait été le « commandant suprême » des armées blanches.

(4) Boris V. ANNENKOV (1890-1927), officier cosaque, avait combattu l'Armée rouge pendant la guerre civile à la tête d'unités cosaques qui se firent une grande réputation de cruauté. En mai 1920, avec ce qu'il lui restait de troupes, il était passé en Chine où il avait été interné. Libéré en 1924, il s'était établi en Mongolie. Revenu en U.R.S.S. en 1927, il avait été arrêté, condamné à mort et exécuté au mois d'août de la même année. L'affaire avait fait du bruit.

(5) Le mot russe est « karatiel », qui signifie « gendarme, membre de détachements spécialisés dans la répression anti-ouvrière » (N. d. T.).

de la persécution des paysans du rayon de Petropavlovsk lors de la campagne du stockage des blés en 1929. Dans ce procès était également inculpé un autre collaborateur responsable du C. R., exécutant du C. E. R. pour le stockage et qui s'y distingua particulièrement. Il s'agit d'*Inozemtsev*, ancien nervi de Koltchak sous les ordres du sous-lieutenant cosaque *Besmertnov*.

En outre, lors de l'enquête sur les « déviations » contre-révolutionnaires des responsables locaux du pouvoir, le tribunal a passé sous un silence bien curieux leur passé de Gardes-blancs. Sans doute garda-t-il le silence afin que Khait puisse, dans la presse et dans ses discours, au cours de sa lutte contre l'Opposition de gauche, qualifier les déviations « koltchakistes » des Kitmanov de « gauchistes » et « trotskystes ».

Choukan a été membre du tribunal régional : il s'agit d'un partisan de Koltchak, koulak, exclu du parti en 1925 comme dégénéré, réintégré en 1929, puis exclu à nouveau, mais qui a rapidement « reconquis » sa carte du parti. L'un des non moindres rouages du comité régional, le secrétariat régional, a été l'apanage de l'actif koltchakiste *Abramov* qui exerce actuellement une fonction responsable dans les syndicats à l'échelon régional. Le Parquet, lui non plus, n'est pas dépourvu de Blancs, qui y sont représentés par Glasachev, un ancien koltchakiste qui a fait exécuter de nombreux paysans. Pour l'avoir reconnu « sincèrement » lors du contrôle, il a été exclu du parti, mais très vite réintégré.

Les Blancs ont été tout particulièrement animés de bons sentiments à l'égard de la section régionale du G. P. U. Jusqu'à ces derniers temps, sous le commandement d'*Istirov*, *Makarenko*, ancien scribe modeste de l'état-major de Koltchak, promu parce qu'il était dans la ligne du G. P. U., a été nommé commandant-adjoint. Le chef de la section secrète du G. P. U. et secrétaire de cellule est *Rouban*, ancien officier de Koltchak, d'origine koulak, connu pour avoir fait fouetter des soldats, selon le témoignage de paysans de *Podopinkovo* qui faisaient partie de son régiment. Ses frères koulaks de *Prelikiev* qui s'étaient fauflés dans les kolkhozes en furent exclus pour sabotage koulak (voir l'information là-dessus dans le journal *Nacha dierievnia* [Notre village]). Peut-être la fustigation de soldats est-elle la contribution de *Rouban* à l'activité des Rouges, comme il essaie de le dire maintenant pour se justifier en invoquant le témoignage de gens du parti aussi douteux que lui.

Le secrétaire du G. P. U. a été pendant des années, et jusqu'à notre protestation de janvier dernier, le dénommé *Lysgalov* Nikolai, koltchakiste qui avait servi dans le régiment du commandant qui fouettait les paysans et avait participé à la fusillade des bords de l'Obi ; il battit en retraite avec les Blancs jusqu'à leur défaite totale, a subi la purge dans sa cellule sans le moindre accroc ni la moindre éraflure, et il a été nommé dans la région lui aussi, sur la ligne du G. P. U. Il s'est servi de ses fonctions pour protéger son oncle, un blanc également, et son beau-père, propriétaire, koulak, nommé *Klenov*.

L'exécutant des ordres du G. P. U. était l'ancien koltchakiste *Koulgouskine*, déplacé sur Atchinsk pour y exercer les mêmes fonctions. C'est le frère d'un autre *Koulgouskine*, responsable, président de l'Union des kolkhozes, qui, lors de la purge, a dissimulé ses origines koulaks et le fait qu'il avait protégé les propriétés de son père de Tioumen. Sa femme, *Pykhtina*, ancien chauffeur du G. P. U., est originaire d'une famille dont la maison fut un repaire de Gardes-blancs. A la tête de l'Union du crédit et aujourd'hui responsable de coopérative se trouvait *Ivan Bogdanovitch*, ancien scribe sous le tsarisme, à *Stolbovaïa*, où il livra à la police un déporté bolchevique évadé, P. T.

Kozlov, (aujourd'hui membre de l'association des anciens forçats politiques). Sous Koltchak, il était agent de renseignement.

De 1924 à 1929, le président du C. C. du rayon a été *Loutchnikov*, homme de main de Koltchak et agent de renseignement, qui participa à des perquisitions et exécutions sommaires, et partit avant la purge dans une autre région où il occupe un poste responsable. L'actuel membre de la direction du C. C. R. et membre de la commission d'épuration du Okr. Z. O. est le grand corrompu *Demine*. La direction de l'Akortom est entre les mains d'un ancien scribe de Koltchak qui spéculait sur les machines agricoles, *Fedko*. Les secrétaires des cellules du parti d'institutions comme Okr. Z. O., et de l'Union des coopératives agricoles sont *Piankov*, *Ivan Ivanovitch*, qui, sous Koltchak, collabora avec la police, participa à des bastonnades de paysans sympathisants du pouvoir soviétique, et *Karchikov*, ancien partisan actif de Koltchak.

Jusqu'à ces derniers temps, la meunerie « Partisan » était dirigée par un responsable communiste, « l'ouvrier » *Andréi Mokhtine*, un ancien du contre-espionnage de Koltchak. Il arriva en septembre 1919 dans le gouvernement de Sankovo afin d'y confisquer les vivres à la laiterie et chez les paysans. Il a été exclu au moment du contrôle mais rapidement réintégré en raison de certains « services ». Il protégeait, à la meunerie, où il était ouvrier, les nervis de Koltchak, *Prokopiev* et *Belkine*. Le frère de *Mokhtine*, qui était un Blanc également, a été noyé par les partisans dans un trou fait dans la glace.

Les écoles soviétiques n'ont pas été exemptées de la présence des Blancs. *Sidiakine*, ancien koulak, s'y infiltra en qualité d'inspecteur responsable de l'O. K. R. O. K. O. : son logement avait été en 1919 le « salon » de l'état-major de Koltchak. Il persécute aujourd'hui les enfants des anciens partisans rouges et protège les instituteurs issus des koltchakistes actifs, comme *Choukévitch*, Garde-blanc, déporté, commandant d'un détachement punitif polonais, les « Uhlans bleus », de même que *Rechetniak*.

On pourrait allonger indéfiniment cette liste de Gardes-blancs qui mènent aujourd'hui une politique léniniste à 100 %, mais cela suffit amplement à caractériser les cadres de l'organisation de Kamen. Que tous ces personnages ne soient ni des exceptions ni des « merles blancs » a été suffisamment démontré par le contrôle de 1929. Tous les Blancs exclus ont été rapidement réintégré, parce qu'ils avaient des appuis et parce que les loups ne se mangent pas entre eux, car ceux qui contrôlent sont aussi des koltchakistes. C'est ainsi par exemple qu'on a nommé comme membre de la commission de contrôle du C. C. R. un certain *Redko*, qui fut dénoncé au cours d'une réunion, par un paysanne, comme un nervi de Koltchak, du détachement du sous-lieutenant cosaque *Besmertnov*, qui fit fusiller son mari et la fit fouetter. Mais même après cela, *Redko* resta membre de la commission de contrôle.

Dans une telle situation de l'organisation du parti, avec de tels cadres — et Kamen n'est pas une exception — la répression stalinienne contre l'Opposition bolchevique de gauche trouve ici des appuis solides et sincères, car, pour de tels cadres, la lutte contre l'Opposition bolchevique est la lutte contre le bolchevisme et la dictature du prolétariat, pour la contre-révolution bourgeoise et koulak.

Si la direction stalinienne est devenue tout fait incapable de le comprendre, c'est d'autant plus grave pour elle.

Nous déclarons que, malgré le front unique de Staline et des anciens nervis de Koltchak, l'Opposition bolchevique de gauche, continuera la lutte

pour le bolchevisme-léninisme authentique contre la dégradation que lui fait subir la clique stalinienne (6) opportuniste, pour la dictature du prolétariat, contre la dictature stalinienne.

Balmachnov
Baskakov (7)
Densov (8)
Kozlova (9)

Maïzline
Starovoïtov
Stolovsky
Kharetchko (10).

E. R.

LETTRE DE KHODJENT A KHRISTIAN G. RAKOVSKY (1)

(2 juin 1930)

Cher Khristian Georgiévitich,

Nous vous avons télégraphié le 18 mai

- 1) que nous approuvons le contenu de votre déclaration d'avril,
- 2) que nous approuvons votre initiative d'ouvrir la discussion d'avant le XVI^e congrès par un document traitant des questions urgentes du jour,
- 3) que nous estimons nécessaire d'approfondir la discussion par un document à caractère programmatique unifiant la critique de la « troisième période » d'erreurs du parti russe et de l'I. C. et la critique des erreurs des périodes précédentes afin de dresser ainsi un tableau homogène de l'opportunisme centriste avec ses courts zigzags vers la gauche.

Après avoir étudié plus à fond la déclaration des quatre (2), nous avons constaté que, dans la question du maintien du rythme de l'industrialisation, il existe certains doutes chez certains camarades, tandis que d'autres la trouvent juste.

Voici les arguments des premiers :

Sur la première partie de votre thèse sur l'approvisionnement du pays en produits agricoles et en matières premières agricoles, nous n'avons rien à objecter. C'est la seconde partie, celle du maintien du rythme de l'industrialisation qui nous semble discutable.

Il s'agit sans aucun doute du maintien du rythme de l'industrialisation par les centristes, dont le « Plan quinquennal en quatre ans » a été sévèrement condamné par l'Opposition dans une série de documents de L. D. et de Kh. G.

« Au lieu d'assister à la direction et à la manœuvre de l'économie, nous assistons à des bonds de l'industrialisation », écrivait dans un de ces documents le camarade Trotsky. « Nous avons toujours eu en vue une industrialisation réalisable, mais pas la superindustrialisation bureaucratique qui ne tient pas compte des possibilités réelles et qui conduit le pays à une crise formidable. »

Nous estimons que les avertissements de Trotsky et de toute l'Opposition n'ont pas perdu aujourd'hui de leur importance. Précisément en ce moment où

(1) Cette lettre est contenue dans un rapport de L. Trigubov, adressé de Khodjent à Paris, par L. Trigubov, Bibliothèque du Collège de Harvard, 17307, avec la permission du Collège de Harvard. C'est Trigubov qui a fait la traduction française que nous avons légèrement retouchée ici ou là.

(2) Il s'agit bien entendu de la déclaration d'avril, et les quatre sont Rakovsky, Kossior, Mouralov et Kasparova.

(6) « Stalinchtchina » dans le texte (N. d. T.).

(7) Nikolai P. BASKAKOV était, avant sa déportation comme B. L., directeur de la maison de la presse de Leningrad.

(8) Vladimir DENSOV était, avant d'être déporté, chef du département de la prévision du Gosplan de la république d'Ukraine.

(9) Zina KOZLOVA, militante de 1917, est souvent mentionnée dans les souvenirs de bagné de M. M. Joffé.

(10) Tarass I. KHARETCHKO, bolchevik en 1914, avait été secrétaire du P. C. d'Ukraine, puis professeur à Leningrad et était un des animateurs du courant « déciste ».

la presse parle de la nécessité d'augmenter encore les chiffres du plan des années à venir, corrigeant ainsi les insuffisances de l'année en cours, ce qui veut dire une pression triple sur les muscles des ouvriers par rapport à aujourd'hui, il est de notre devoir de soumettre à une critique des plus sévères les rythmes bureaucratiques, et pas de les soutenir. La période de l'aventurisme ultra-gauche de la politique d'industrialisation n'est pas encore terminée. Aucun des documents officiels ou semi-officiels ne témoigne de ce que les centristes abandonnent les rythmes prévus. Au contraire, tout ce que dit la presse nous convainc que la bureaucratie se met en quatre pour atteindre des objectifs irréalisables.

S'en tenir au maintien du rythme, comme le fait la déclaration des quatre, n'est pas autre chose que contribuer à l'aggravation de la crise. Et ce n'est pas conforme à l'exigence de cette même déclaration d'élever le niveau de vie de la classe ouvrière, car la bureaucratie emploiera la seule possibilité qui existe de maintenir le rythme : les muscles des ouvriers.

Nous sommes contre les rythmes des bonds dans l'industrialisation. Nous sommes contre les rythmes qui contribuent à aggraver la crise économique et à détruire physiquement la classe ouvrière.

Nous sommes pour l'industrialisation « réalisable ».

Le second groupe estime

que la thèse mentionnée ci-dessus de la déclaration n'a nul besoin d'être corrigée, et qu'elle ne contredit nullement les articles et lettres de L. D. et de Kh. G.

Les camarades oublient que la période des articles et lettres en question de L. D. et de Kh. G. est séparée de la période de la déclaration des quatre par la retraite catastrophique qui a été le résultat des soubresauts aventuristes antérieurs du centrisme ; que cette retraite signifie non seulement l'effondrement de la « collectivisation intégrale » et de la tentative superindustrialiste de réaliser le plan quinquennal en quatre ans ; qu'à l'heure actuelle, après la faillite de la collectivisation « intégrale », la *collectivisation toute simple*, compromise par les centristes aux yeux des masses paysannes larges, se trouve *en très grand danger* ; que non seulement le Plan quinquennal risque de n'être pas réalisé en quatre ans, mais qu'il risque de *n'être pas réalisé du tout* ; que, dans ces conditions, alors que le centrisme est en plein désarroi, il serait *parfaitement erroné* de la part de l'Opposition de lancer le mot d'ordre de la *réduction des rythmes* lesquels reçoivent sans cela les coups les plus durs ; que la tâche de l'Opposition consiste à *préserver la politique même d'industrialisation et de collectivisation*, tout en déchirant le voile illusoire de la collectivisation « intégrale » et en démontrant le vide des bulles de savon du plan en quatre ans.

Nous pensons qu'il est tout à fait juste, après l'effondrement de la théorie et de la pratique du socialisme dans un pays isolé, de lancer le mot d'ordre du maintien des rythmes qui peuvent être réalisés dans le cas où les bases politiques qui sont au centre des préoccupations de la déclaration seraient réalisées. À l'époque où L. D. et Kh. G. mettaient en garde contre la folie de la collectivisation « intégrale », tout se passait comme si le centrisme courait à bride abattue avec un chargement trop lourd. C'était à nous de l'avertir de la catastrophe imminente. Nous disions : « Ce chargement est trop lourd pour vous, débarrassez-vous du surplus, sinon vous tombez et vous vous cassez le cou ». Maintenant que le cocher, qui n'a pas voulu écouter nos conseils,

s'est jeté en arrière et lâche tous ses bagages, il ne serait pas prudent de répéter notre conseil et de lui dire de se débarrasser. Ce qui est urgent, c'est d'arrêter la course catastrophique de ce chariot qui ne sait plus où il va et de sauver du chargement ce qui peut être sauvé.

Et, pour cela, nous appelons les ouvriers et les paysans travailleurs à charger sur leurs épaules ce fardeau que la bureaucratie a laissé tomber — et à préserver ainsi ce chargement socialiste. Il n'y a là aucune contradiction avec nos documents. Cela correspond seulement à la différence entre deux périodes, celle de l'envol aventuriste du centrisme et celle de l'inéluctable punition pour cette aventure.

DÉCLARATION DE DÉPORTÉS DE ROUBTSOVSK AU COMITÉ CENTRAL DU PARTI (1)

(4 juin 1930)

Nous avons été arrêtés et enfermés dans la prison de Roubtsovsk (2). Aucune explication sur les causes de notre arrestation ne nous a été donnée par la direction régionale du G. P. U. de Roubtsovsk. Pendant cinq jours entiers nous n'avons été soumis à aucun interrogatoire et malgré nos appels continuels, aucun membre de la direction régionale ne s'est présenté. C'est pourquoi nous avons été obligés de recourir à la grève de la faim.

Notre arrestation a été doublée d'une perquisition, mais l'arrestation avait été décidée d'avance, car les ordres avaient été donnés pour « arrestation et perquisition ».

Au cours de cette perquisition, on nous a pris notre correspondance, privée et politique, depuis le début de 1928. Comme cette correspondance s'était faite par voie postale, elle était du même coup accessible depuis 1928 aux contrôles du G. P. U.

Nous ne pouvons considérer ce nouvel acte de répression contre nous que comme un des préparatifs, pour le moins singuliers, en vue du XVI^e congrès du parti qui va se réunir dans des conditions qui ont à première vue pour origine la ligne politique inconséquente et faillie de l'actuel groupe dirigeant du comité central.

L'ensemble de la dernière période a vu s'enchaîner de gigantesques erreurs et l'abandon des positions du léninisme : défaite des révolutions allemande et chinoise, de la grève générale britannique, conséquences de la politique droite de l'I. C., de la nouvelle croissance du koulak, piétinement dans les questions de l'industrialisation. En politique intérieure, lâchant la bride à la poussée relativement importante des classes ennemies et renforçant l'aile droite du parti, sous l'influence de l'aggravation de la crise économique dans le pays et de l'affaiblissement de nos positions internationales, la direction du parti, à la recherche d'une issue, sans examen critique de sa politique passée, à travers une série de tergiversations et de tournants, a abouti de façon parfaitement irraisonnée et en dépit de tout le parti à une politique ultra-gauche dont la faillite renforce encore plus le danger de droite et rend plus difficile de se maintenir sur une position léniniste. Plus le temps passe et plus la direction essaie, sans le parti et en dehors de lui, de chercher une issue pour sortir de l'impasse : elle est placée au pied du mur et plus s'accé-

(1) *Biulleten Oppositsii*, n° 14, août 1930. Traduction du russe revue et corrigée.

(2) Les quatre signataires de cette déclaration étaient auparavant déportés, c'est-à-dire exilés à Roubtsovsk et deux d'entre eux, Abramsky et Dingelstedt, correspondaient avec Trotsky et c'est probablement ce fait qui provoqua leur arrestation.

lère le processus d'affaiblissement et de décomposition du parti, plus le danger de droite devient menaçant tant en U. R. S. S. que dans l'I. C.

Au lieu de nos propositions — formulées dans la déclaration du 12 avril — pour une préparation véritable du congrès sur la base d'un large examen des résultats de la politique de la direction au cours de la dernière période, c'est-à-dire le seul moyen pour sortir de la crise économique et politique du pays, du parti et de l'I. C., le groupe dirigeant actuel du C. C., plaçant ses propres intérêts de prestige au-dessus de ceux du parti et de la classe ouvrière, prépare le congrès en augmentant sa pression sur le parti et en renforçant la répression contre les bolcheviks-léninistes.

Les phrases hypocrites sur le danger de droite considéré comme le danger principal s'accompagnent d'une politique de répression sévère contre l'aile léniniste du parti, les bolcheviks-léninistes. L'emploi de l'article 58 (§ 10) ne suffit plus, et il faut recourir à des méthodes de répression plus rigoureuses encore.

A nouveau on arrête des oppositionnels déportés pour trois ans, afin d'effrayer le parti et dans le but de les isoler encore plus de la lutte politique du prolétariat.

Toutes ces manigances sont tout à fait claires pour nous, de même que leur faillite dans un proche avenir, car, pour le noyau ouvrier du parti, la dangereuse politique de faillite de la direction actuelle devient de plus en plus évidente.

Nous restons sur nos positions de la déclaration du 12 avril, que nous avons signée, et nous considérons que c'est seulement par les voies que nous y avons indiquées que l'on pourra trouver une issue à la crise du parti.

La répression ne pourra nullement entamer notre lutte pour une réforme dans le parti, car le mal qu'elle y fait n'empêchera pas le parti de revenir à des positions léninistes.

A la prison de Roubtsovsk (Sibérie), le 4 juin 1930, les bolcheviks-léninistes déportés :

ABRAMSKY, ANTOKOLSKY, VOSKRESENSKY, F. N. DINGELSTEDT (3).

(3) A. A. ABRAMSKY était un militant B. L. de Kharkov, Antokolsky appartenait au groupe déciste et Voskressensky, qui n'était pas membre du parti, sympathisait plutôt avec l'extrême-gauche de l'Opposition.

G. Ia. IAKOVINE
E. B. SOLNTSEV
G. STOPALOV

**LA CRISE DE LA RÉVOLUTION.
LES PERSPECTIVES DE LUTTE
ET LES TACHES DE L'OPPOSITION.
LA SITUATION INTERNATIONALE (1)**

(juin 1930)

1. — La plate-forme des bolcheviks-léninistes a donné il y a plus de deux ans et demi une analyse et des pronostics concernant l'évolution de la crise profonde traversée par notre révolution, crise qui est le résultat de processus internationaux et intérieurs récents et aussi de la politique opportuniste de la direction. Par ses racines profondes, la crise de notre révolution devient une crise de la révolution mondiale, étroitement liée au déclin de la vague révolutionnaire qui s'est amorcé avec la défaite de la révolution allemande en 1923. Cela a conduit à l'isolement de notre révolution, au renforcement de la réaction internationale et des éléments démocratiques bourgeois à l'intérieur de l'U. R. S. S. ; cela s'est reflété dans l'état d'esprit du prolétariat et a conduit à la défaite de l'aile léniniste du parti, laquelle est devenue l'opposition à la direction qui commençait à quitter les rails de la politique prolétarienne. Mais l'interdépendance de la révolution russe et de la révolution internationale *n'est pas unilatérale*. La politique du parti communiste à l'intérieur du pays et la politique de l'I. C. sont un des facteurs les plus importants qui conditionnent l'évolution des questions internationales et trouve son [...] (2) détermine la tendance des événements. La politique opportuniste de la direction du parti dans une série de questions internationales a trouvé son expression la plus flagrante en Chine et en Angleterre (3), elle a porté

(1) Document « non identifié », Bibliothèque du Collège de Harvard, 16833, avec la permission du Collège de Harvard. Ce texte a été publié une première fois dans le *Bulleten Oppositiu* n° 25/26 de novembre/décembre 1931 avec les signatures X, Y, Z. Les indications données par Trotsky à la commission Dewey ainsi que certaines remarques dans sa correspondance, nous ont permis de comprendre qu'il s'agissait en réalité des thèses de la majorité du collectif des bolcheviks-léninistes de Verkhnéouralsk rédigées en juin 1930 par « les trois », à savoir Eleazar B. Solntsev, Grigori Ia. Iakovine et Grigori Stopalov. Le document, écrit avec un crin sur des feuilles de la dimension d'un papier à cigarettes, était parvenu à Trotsky le 10 octobre 1930 avec plusieurs autres documents. Il a été traduit du russe ici en suivant la transcription du B. O., le manuscrit étant sérieusement endommagé.

(2) Il manque une ligne.

(3) Allusion à la politique de la « seconde période » : soutien en Chine du Guomindang nationaliste et maintien du Comité syndical anglo-russe, bloc avec la bureaucratie trade-unioniste.

un coup terrible au mouvement révolutionnaire mondial, ce qui s'est reflété à son tour dans l'approfondissement ultérieur de la crise de la révolution russe. La politique opportuniste à l'intérieur du pays, qui s'écarte de la ligne prolétarienne sous la pression de l'élément petit-bourgeois, a entraîné une *exacerbation extrême de la crise dans des formes et dans des conditions* telles que la révolution d'Octobre est directement menacée.

La crise de la révolution et la crise de la Nep

2. — Depuis le XV^e congrès la crise a pris des formes nouvelles. A l'étape actuelle *la crise a pris la forme d'une crise très profonde des relations fondamentales entre le prolétariat et la paysannerie, telles qu'elles étaient établies par le passage à la Nep, c'est-à-dire d'une crise de la Nep. Cette crise des relations entre le prolétariat et la paysannerie est le reflet de la crise des relations entre l'industrie nationalisée et l'économie paysanne individuelle, sur la base du retard de la première*. A cause de sa politique opportuniste la direction n'a pas utilisé les possibilités offertes par la Nep de renforcer la base économique de la dictature. Le retard du prolétariat dans une série de maillons intermédiaires a entraîné une supériorité du koulak sur l'Etat dans le domaine des relations marchandes. C'est pourquoi il s'est avéré impossible de prolonger l'existence des relations avec la paysannerie, établies par le passage à la Nep ; c'est pourquoi il a fallu interrompre prématurément la Nep et recourir à des méthodes de coercition extra-économiques. Sous son aspect le plus aigu, la crise a pris depuis deux ans la forme d'une *crise alimentaire*, sur la base d'une grève du blé qui s'est progressivement transformée en grève des ensemencements non seulement du koulak mais aussi, dans une certaine mesure, du paysan moyen (4). A cause de la politique qui a freiné le développement du prolétariat et qui a contribué au renforcement des couches koulaks et aisées de la campagne, la disproportion entre l'industrie et l'agriculture a atteint une ampleur inouïe. Le manque aigu de produits manufacturés mène peu à peu non seulement à une réduction des ventes par les paysans et à la naturalisation de l'agriculture, mais aussi à une réduction de la production agricole. Le développement insuffisant de l'industrie a freiné le développement de l'agriculture, ce qui a contribué à son tour à un retard ultérieur de l'industrie. Le résultat de tout cela a été une chute de la monnaie, ce qui a constitué un moment supplémentaire de l'approfondissement de la crise.

3. — Dès 1927, les relations avec la paysannerie étaient à ce point détériorées qu'il n'y avait déjà plus d'issue à la situation par des voies purement économiques, et d'autant plus par les voies de la Nep qui avait pris dans la période précédente la forme libérale de relations purement marchandes. La tentative de trouver une issue dans le cadre de relations purement marchandes aurait signifié la réduction des investissements dans l'industrie, la dilapidation ultérieure de ses fonds de réserve (5), le remplacement de l'importation de moyens de production par l'importation de biens de consommation pour la paysannerie et, en fin de compte, la rupture du monopole du commerce

(4) Dans le texte, « sredniak » (N. d. T.).

(5) Littéralement « fonds fondamentaux » (N. d. T.).

extérieur avec toutes les conséquences que cela entraîne. *L'opposition de droite tendait à s'engager dans la voie de l'abandon ouvert des bases de la dictature et de l'asservissement du pays par le capital étranger.*

La réalisation de ce programme a été rendue impossible parce que l'opposition léniniste a dévoilé à l'avance ce programme thermidorien, en 1927, parce qu'elle a suscité un mouvement et une lutte, et enfin à cause de la pression des masses, laquelle s'est avérée insuffisante pour faire passer la direction aux mains de l'Opposition, mais suffisante pour l'empêcher de tomber dans celles des droitiers.

Telle était la cause fondamentale de la crise du bloc des droitiers et des centristes, qui s'est achevée par sa rupture. On a vu à la direction des centristes dont la ligne, hésitant entre la bourgeoisie et le prolétariat, a exécuté des zigzags incessants entre notre ligne et celle des droitiers. *La politique du parti s'est déplacée de l'axe des droitiers et des centristes vers l'axe centriste.*

4. — La tâche centrale de la politique centriste est devenue l'extorsion forcée du blé aux paysans, étant donné l'impossibilité d'en avoir par la voie marchande sans une concession fondamentale au koulak, telle que la rupture du monopole du commerce extérieur. La politique de confiscation du blé, dirigée non seulement contre le koulak mais aussi contre le seredniak, a causé un mécontentement aigu dans les masses paysannes qui a créé le grave danger d'un front paysan uni contre le prolétariat et sa dictature.

Tel fut le chemin concret de l'approfondissement de la crise des relations avec la paysannerie, le chemin de la formation de la crise des bases socio-politiques profondes du régime soviétique.

Dans cette crise, le pouvoir soviétique ne peut se maintenir en tant que système prolétarien que si l'on prend un ensemble de mesures sociales et politiques de classe, ayant pour but de renforcer la base prolétarienne et biedniak (6) du pouvoir soviétique, d'organiser la paysannerie pauvre, de rendre plus actives les masses ouvrières et biedniak contre les forces thermidorienne, d'augmenter le rôle de leur organisation et de l'Etat soviétique dans la régularisation des processus économiques. *Cet ensemble de mesures doit être subordonné à une seule tâche révolutionnaire — la sauvegarde du pouvoir soviétique*, parce que la direction stalinienne a engagé le pays dans une impasse et qu'il n'y a pas d'issue immédiate dans le cadre d'un programme *uniquement* subordonné aux intérêts du développement des forces productives.

Une issue immédiate par des voies purement économiques est encore moins possible maintenant qu'en 1927. La base économique du prolétariat est affaiblie. C'est pourquoi il est impossible de changer le rapport des forces de classe au profit du prolétariat par des moyens purement économiques. Cela doit être fait par *d'autres méthodes*. On doit jeter sur le plateau de la balance la puissance concentrée de l'appareil d'Etat, toute l'énergie et l'activité de classe du parti et du prolétariat et des couches alliées de la campagne.

La mobilisation de classe du camp de la révolution doit être réalisée à n'importe quel prix. C'est seulement ainsi que peut être organisée maintenant la résistance à l'ennemi de classe ; que peuvent être créées de nouvelles bases de départ et un nouveau rapport des forces pour une nouvelle offensive dans le domaine économique.

(6) « Biedniak » désigne le paysan pauvre (N. d. T.).

5. — Dans la mesure où, dès la période du XV^e congrès, il était clair pour l'Opposition qu'on ne trouverait pas d'issue par des voies purement économiques, elle avait proposé une *confiscation partielle du blé*. Mais elle y avait mis une condition de classe : n'étendre cette mesure qu'aux couches les plus aisées : 10 % des exploitations paysannes. En outre, l'Opposition avait proposé de réaliser cela sous la forme d'un emprunt et d'exporter une partie du blé reçu en vue de créer un fonds circulant de marchandises pour ne pas réduire l'importation de produits d'équipement industriel. Cette mesure qui représentait au fond une *certaine limitation de la Nep*, était proposée par *l'Opposition dans le cadre d'un programme mûrement réfléchi d'actions économiques et sociales*. Pour contrebalancer l'exacerbation de la lutte des classes de la part du koulak (ce qui devait être la conséquence de cette mesure), l'Opposition proposait la création d'une union des paysans pauvres, comme base solide du pouvoir soviétique à la campagne, et elle exigeait en même temps un changement radical de la politique ouvrière pour renforcer la base du pouvoir soviétique dans le prolétariat des villes.

Le XV^e congrès a rejeté notre plate-forme, mais sous l'influence du cours de la lutte des classes, la direction stalinienne a été contrainte de s'engager sur la voie de la limitation de la Nep et des mesures de coercition extra-économique. Mais ces mesures ne représentaient pas une partie d'un ensemble mûrement réfléchi de mesures surbordonnées à des tâches socio-économiques déterminées. En ne les soutenant pas par une base de classe, la direction a réduit les mesures de coercition à une pure violence administrative.

En ne s'attaquant pas seulement aux intérêts des koulaks, mais aussi à ceux des seredniaks et des bedniaks, cette politique ne fait que contribuer à la mobilisation de la majorité de la paysannerie autour du koulak contre le pouvoir soviétique renforçant par là même le front thermidorien et ses chances de victoire.

On s'efforce de présenter cette politique néfaste comme un *pas en avant par rapport à la Nep*, comme une préparation à sa liquidation sur une base plus large. En réalité, il ne s'agit pas d'un *progrès par rapport à la Nep*, mais d'un *recul*, étant donné que la politique précédente n'a préparé ni une base matérielle, ni une base de classe pour le passage à un stade nouveau dans l'extension de l'économie planifiée. La politique actuelle non seulement ne prépare pas le passage vers une base matérielle et technique plus large, mais au contraire, elle conduit à une diminution des forces productives à la ville et à la campagne.

6. — L'Opposition léniniste n'a jamais été et n'est pas pour la liquidation de la Nep tant que le changement de l'infrastructure matérielle et technique ne s'avère pas suffisant pour liquider l'économie paysanne traditionnelle (7) en la faisant passer à une échelle sociale et technique plus vaste. Mais l'Opposition ne considérait pas comme seule forme possible de la Nep la politique libérale suiviste qui était réalisée par le bloc des centristes et des droitiers de 1923 à 1927, avec un rôle minimum de l'Etat et des organisations prolétariennes dans la régulation des processus économiques et de la lutte des classes menée autour d'eux...

A partir de cette position commune et tenant compte de la situation objective qui s'est créée, l'Opposition n'appelle pas à un « retour à la Nep »,

(7) Littéralement, « l'économie petite-paysanne » (par analogie avec petite-bourgeoise) (N. d. T.).

ce qui, dans les conditions actuelles ne pourrait que signifier un retour à la vieille politique du bloc des droitiers et des centristes.

L'Opposition n'appelle pas à un retour à la Nep mais à une transformation de la lutte administrative contre le koulak en lutte de classe des larges masses ouvrières et paysannes (8) qui a pour conditions l'amélioration de leur situation économique à quelque prix que ce soit, l'accroissement de leur rôle et de leur influence politique, l'organisation des paysans pauvres, la réactivation du parti et des syndicats, le regroupement (9) et la mobilisation de classe de tous les éléments de gauche du parti du prolétariat et de l'Etat soviétique.

Incapable de s'engager dans la voie de la mobilisation de classe du parti du prolétariat et des biedniaks, le centrisme s'est lancé depuis environ fin 1929 dans une tentative désespérée pour sortir de l'impasse au moyen d'une aventure bureaucratique sous les mots d'ordre ultra-gauches de collectivisation totale de la paysannerie à bref délai, et de liquidation des koulaks en tant que classe. Malgré l'échec déjà manifeste de ce nouveau virage opportuniste de la politique centriste, on s'efforce de présenter la critique que nous faisons de cette politique comme « une nouvelle évolution du trotskysme » vers la droite.

Nous dénonçons la nouvelle calomnie de Iaroslavsky, selon laquelle l'Opposition critique actuellement la politique stalinienne d'un point de vue de droite.

Ayant évolué sous la pression des circonstances vers une lutte d'appareil contre le koulak et l'économie privée, la politique stalinienne reste la politique de la bureaucratie, laquelle se méfie des masses prolétariennes, les empêche d'influencer le pouvoir, la direction et la politique, et continue en même temps à transmettre la pression de l'élément petit-bourgeois sur la classe ouvrière. C'est pourquoi la critique oppositionnelle reste une critique de gauche, une critique de l'opportunisme centriste et de l'aventurisme bureaucratique du point de vue des intérêts immédiats et historiques du prolétariat.

La collectivisation à outrance et la lutte de classe à la campagne

7. — Les centristes se sont attelés à l'organisation des sovkhozes et kolkhozes dans le but de trouver un moyen rapide d'échapper aux difficultés alimentaires. Ils n'en sont pas venus là d'un seul coup. En 1928 on a essayé de s'en sortir en faisant des concessions au koulak : augmentation du prix du blé et large apport de produits manufacturés à la campagne, ce qui conduit dans les faits à un échange direct contre le blé. Mais cette concession ne pouvait plus satisfaire le koulak. Il a organisé une seconde grève du blé à une échelle plus vaste, ce qui a entraîné une application plus étendue des mesures extraordinaires. Dans la mesure où la situation générale et la pression des masses ne permettaient pas d'aller plus loin dans cette voie droitrière — la voie de concessions susceptibles de satisfaire le koulak — le centrisme a été contraint de chercher une issue du côté de l'organisation des sovkhozes et des kolkhozes, espérant de cette façon libérer rapidement le prolétariat de la dépendance du blé koulak et devenir un dictateur dans le marché du blé.

(8) Littéralement « prolétaro-biedniak » (N. d. T.).

(9) Littéralement « concentration » (N. d. T.).

Les capitulars, qui ont perdu la capacité de s'orienter dans une situation concrète, partageaient entièrement ces espoirs et prédisaient qu'à l'aide du blé des sovkhozes et des kolkhozes « l'Etat mettra le koulak à genoux dans un an ou deux » (Préobrajensky). Mais, dès 1928-1929, il est apparu que les approvisionnements en blé d'origine privée diminuaient plus vite que ne croissait la production des sovkhozes et des kolkhozes étant donné la réduction concomitante de la surface ensemencée dans le secteur individuel. La direction s'est alors efforcée de réaliser l'irréalisable : d'une part, au moyen de mesures purement coercitives et de contrats presque forcés, s'emparer des surplus de blé privé, et d'autre part, ne pas permettre la réduction de la production dans le secteur individuel. Quand le caractère irréalisable de cette double tâche a été reconnu, la direction s'est jetée du côté de la collectivisation forcée, qui, de façon parfaitement inattendue pour elle, a soudain acquis un élan extraordinaire.

8. — « La paysannerie, qui, après toute l'expérience de la révolution, ne s'engagera pas à la légère dans la voie d'une guerre civile, s'efforce de trouver d'autres voies... Les paysans, c'est-à-dire avant tout leurs couches supérieures, à tendances capitalistes (10), se sont soudain trouvés dans une impasse. Les portes du marché étaient fermées. Ayant piétiné devant la peur, la paysannerie s'est jetée du côté des portes ouvertes de la collectivisation. » (L. D.)

Les paysans sont « venus en foule dans les kolkhozes » dans l'espoir de sauver ainsi leur exploitation individuelle et de recevoir certains avantages et subsides. C'est pourquoi, au début, la tendance la plus forte vers la collectivisation, s'est manifestée dans les secteurs et les couches koulaks et cosaques. Les centristes étaient complètement désorientés par cette « croissance impétueuse des kolkhozes » qu'ils n'avaient pas prévue et pour laquelle la politique précédente n'avait préparé ni une base matérielle, ni une base de classe. Ainsi, ne comprenant pas les causes véritables et la signification de ces processus, ils ont eu recours au fouet, c'est-à-dire aux mesures administratives. Dans le même temps on a avancé le fameux mot d'ordre de la « liquidation des koulaks en tant que classe ». Dans la mesure où l'activité et l'influence des koulaks à la campagne s'étaient accrues dans des proportions telles qu'on ne pouvait déjà plus nier leur existence ni ignorer leur rôle, la direction a été contrainte d'engager la lutte contre eux.

Réalisant cette lutte avec « ses moyens et ses méthodes », c'est-à-dire avec des méthodes administratives et non des méthodes de classe, la direction lui a rapidement donné un caractère de « frénésie bureaucratique ». Identifiant la croissance des kolkhozes avec l'isolement du koulak, s'abandonnant à l'illusion petite-bourgeoise selon laquelle le seredniak entré dans le kolkhoze cesse d'être un petit-bourgeois, les centristes ont décidé qu'était ainsi préparé le terrain pour la liquidation du koulak en tant que classe. Avec cette politique de « frénésie bureaucratique » fondée sur une compréhension erronée du cours des choses, le centrisme a conduit à bref délai la tâche qu'il s'était fixée à l'aventure bureaucratique, à l'absurdité historique... La base théorique de cette aventure était toujours la théorie de la construction du socialisme dans un

(10) Littéralement « fermières-capitalistes » (N. d. T.).

seul pays, réinterprétée cette fois dans un sens ultra-gauche, dans le sens de la nécessité de réaliser le socialisme intégral en quelques années, ce qui n'a pas moins désorienté idéologiquement le parti et la classe ouvrière que ne l'avait fait la précédente interprétation opportuniste sur la possibilité d'arriver au socialisme « à pas de tortue » (11).

Le résultat de cette aventure fut la destruction d'une partie importante du matériel et du bétail, une baisse générale du niveau des forces productives à la campagne, la réduction des surfaces ensemencées et la détérioration du travail de la terre dans le secteur individuel, la désagrégation rapide des kolkhozes organisés à la va-vite, dans le cadre d'une croissance menaçante du mécontentement de toutes les couches de la paysannerie qui s'est déjà exprimé dans une série de troubles sérieux. Ces troubles ont pu avoir une forte résonance, uniquement parce que le mécontentement n'était pas localisé dans les limites relativement étroites des couches supérieures, mais s'étendait bien au-delà. Les paysans pauvres et les ouvriers agricoles, par suite de leur complète inorganisation, non seulement ne représentaient pas une force politique s'opposant au koulak, mais tombaient dans de nombreux endroits sous son influence. Repoussant fermement les accusations lancées contre nous d'être passés sur des positions de droite et de lutte contre la collectivisation, nous avons mis en garde le parti et la classe ouvrière contre cette politique aventuriste menée sous les mots d'ordre de collectivisation de toute la paysannerie à bref délai et de liquidation des koulaks, politique qui ne peut mener qu'à un recul et à une menace sur l'existence même du pouvoir soviétique. Etant donné la façon dont les kolkhozes sont organisés, ils ne peuvent que devenir des points d'appui pour la mobilisation de toute la paysannerie autour de la contre-révolution koulak, et non une base pour la reconstruction socialiste de l'agriculture.

9. — Non seulement cette politique aventuriste n'a pas conduit à un adoucissement ou à un affaiblissement de la crise, mais elle n'a fait que contribuer à son aggravation, laquelle présageait l'interruption de cette politique et le recul qui s'ensuivit. Ayant commencé par la circulaire du C. C. du 15 mars, ce recul a trouvé son expression dans une série d'avantages accordés aux kolkhoziens et aux exploitants individuels, dans la restitution des biens aux dékoulakisés, dans une augmentation brusque des prix et des crédits consentis aux kolkhoziens et aux exploitants individuels, etc. Le but immédiat de ces mesures est d'arrêter la désagrégation des kolkhozes et d'éviter l'interruption des semailles.

Si ces mesures peuvent en effet (et seulement jusqu'à un certain point) ralentir la réduction des semailles cette année, en revanche elles compliquent en même temps et aggravent la crise économique parce qu'elles ne résolvent aucune des contradictions fondamentales : le marché, de nouveau légalisé, ouvre une issue au développement de l'économie marchande, ce qui entraîne inévitablement la croissance des tendances capitalistes et sape les fondements de la collectivisation totale qui repose précisément sur le système de l'interdiction du marché ; on ne résoudra pas non plus la crise alimentaire ni celle des matières premières, étant donné que l'équilibre du marché s'établira dans le cadre d'une tendance à l'accroissement irrésistible des prix des produits agri-

(11) Cette formule avait été lancée puis défendue par Boukharine à l'époque où il était le théoricien d'une accentuation de la Nep, la néo-Nep.

coles et à l'aggravation de la pénurie de marchandises qui contribue à la naturalisation de la campagne et à son isolation de la ville. Les sovkhoses ne peuvent évidemment pas non plus contribuer à une résolution rapide de la crise alimentaire (et encore moins de la crise des matières premières) parce qu'on y a transplanté les méthodes bureaucratiques de gestion, le manque de rigueur, l'absence de plan, et parce qu'ils ne sont pas entourés d'une organisation des paysans pauvres et des ouvriers agricoles.

Cette accumulation de contradictions prépare le terrain pour un recul prochain qui menace de se transformer en un abandon des dernières positions à l'ennemi de classe. Il s'ensuivra inévitablement une pression des forces thermidorienne dans le pays et dans l'appareil.

10. — Les conséquences les plus dangereuses de la période où fleurissait l'enthousiasme administratif et de la période de recul sont : 1) Le renforcement des positions des éléments hostiles dans le temps même où s'affaiblissent les positions politiques des paysans pauvres et des ouvriers agricoles et, 2) la consolidation progressive du front uni de la campagne contre la ville.

Etant donné les méthodes d'organisation des kolkhozes, ceux-ci ne pouvaient pas se transformer en points d'appui du prolétariat à la campagne. Elles ont conduit de façon mécanique à la « concentration de toutes les contradictions de la campagne au sein des kolkhozes » (L. D.). La lutte à l'intérieur des kolkhozes s'exacerbe au fur et à mesure de l'accroissement de l'activité des koulaks hors des kolkhozes ; dans la détermination du nombre et de l'importance des parts sociales, dans la répartition du travail et des revenus, la lutte de classe entre les couches propriétaires et semi-prolétaires acquiert une base matérielle constante et une acuité particulière. Une lutte serrée s'est déroulée récemment en relation avec les sorties des kolkhozes. A cause d'une série de résolutions (en particulier en Sibérie), la sortie des kolkhozes commence à s'entourer, en guise de correction des « excès », d'avantages tels qu'il devient profitable pour les éléments les plus aisés d'abandonner les kolkhozes. Dans les kolkhozes qui restent, se créent les conditions de leur direction par des éléments koulaks, ce qui aggraverait les contradictions qui existaient déjà d'ailleurs sans cela entre les kolkhozes et l'Etat en ce qui concerne les approvisionnements, les prix, etc. Dans ces conditions les kolkhozes seront une puissante arme supplémentaire des koulaks contre l'Etat. L'arrêt de la collectivisation s'est produit avant que n'ait eu le temps de se dévoiler la contradiction fondamentale entre la forme sociale supérieure d'organisation de l'économie et la base matérielle et technique primitive. Il souligne, s'il en était besoin, l'importance de plus en plus grande de l'union des paysans pauvres sans l'organisation de laquelle il est impossible de lutter victorieusement contre le koulak. Dans ces conditions le refus d'organiser les paysans pauvres et l'abandon des faibles organisations existantes à la tutelle des soviets ruraux (dirigés par des fonctionnaires et des propriétaires) signifient non seulement le refus de la défense des intérêts des paysans pauvres, mais aussi l'affaiblissement de la base du pouvoir soviétique à la campagne.

L'argument de Staline et de Molotov qui disent que l'organisation d'une union des paysans pauvres encouragerait l'idée de l'organisation d'une union paysanne, cet argument est un sophisme qui recouvre la traditionnelle pensée petite-bourgeoise et réactionnaire selon laquelle on pourrait mettre fin à l'exacerbation de la lutte des classes en renonçant à l'organisation des éléments prolétariens et semi-prolétariens. Face à la politique centrisme à la campagne

et aux méthodes de lutte contre le koulak, nous opposons notre voie et nous démasquons les méthodes d'appareil et les méthodes « au-dessus des classes » des centristes... A la lutte bureaucratique et administrative des staliniens contre le koulak nous opposons la lutte révolutionnaire de classe du prolétariat et de la paysannerie pauvre contre le koulak, non seulement en tant que celui-ci ne livre pas le blé, mais en tant qu'il est un exploiteur capitaliste des paysans pauvres et des ouvriers agricoles. Nous devons populariser largement dans le parti et dans la classe ouvrière notre propre plate-forme en opposition à l'aventure bureaucratique des centristes dont ils s'efforcent, après son interruption, de nous en imputer la responsabilité.

A la tutelle des fonctionnaires sur les paysans pauvres, nous opposons la tâche d'organiser l'union des paysans pauvres et de la lier étroitement à l'organisation des ouvriers agricoles, ces deux groupes devant constituer la base de classe du prolétariat à la campagne et défendre les intérêts des couches prolétariennes et semi-prolétariennes de la campagne grâce à tout un système de mesures économiques et politiques, en premier lieu grâce à la concentration des moyens matériels et techniques actuellement dispersés. Il faut aussi organiser des collectifs où prédominent les éléments prolétaires et *biedniaks*, et qui parviendront à attirer les *seredniaks* dans le processus de collectivisation. En soutenant et en aidant l'organisation des groupes de *biedniaks*, les B.-L. doivent parvenir à libérer ces organisations de la tutelle des fonctionnaires, à les unir et à les transformer en cellules de l'union de la paysannerie pauvre. En même temps il est indispensable de mener une lutte déterminée pour l'amélioration de la situation des ouvriers agricoles. C'est seulement ainsi qu'on pourra créer à la campagne une base solide du pouvoir soviétique et qu'on garantira la mise en œuvre d'une politique de véritable collectivisation et de lutte systématique contre le koulak.

« Si l'on veut traiter les problèmes de façon révolutionnaire, il faut commencer par les ouvriers agricoles, les paysans pauvres, il faut des mesures hardies et décisives (salaire, organisation, culture) pour que les ouvriers agricoles se sentent une partie de la classe dirigeante du pays. Il faut l'union des paysans pauvres. Seule l'existence de ces deux leviers et le rôle véritablement prédominant de l'industrie permettent de parler sérieusement de *sovkhoses* et de *kolkhoses*. » (L. D.)

L'industrie et la question ouvrière

11. — « En dernière analyse la classe ouvrière peut conserver et affermir son rôle dirigeant non au moyen de l'appareil d'État ou de l'armée, mais au moyen de l'industrie... Seul le développement de l'industrie crée la base inébranlable de la dictature prolétarienne. » (Résolution du XII^e congrès d'après le rapport du camarade Trotsky.)

Le rejet de cette position fondamentale de la politique économique affaiblit inévitablement la situation dirigeante de la classe ouvrière et sape les fondements de la dictature.

L'opposition léniniste s'est constituée aussi dans la lutte contre les reculs de la direction du parti, sous la pression de l'élément petit-bourgeois, par rapport à ce principe fondamental. La base théorique de ces reculs était la théorie de l'édification du socialisme intégral dans notre pays, dont on

prétendait qu'elle était garantie à n'importe quel rythme d'industrialisation (la théorie du « rythme de tortue » et la politique correspondante de distribution du revenu national, la politique fiscale, la politique des prix, etc.). Nous soutenons une autre politique, mettant l'accent sur l'intérêt du renforcement de l'industrie et de son développement plus rapide. On a déclaré que cette voie menait à la rupture avec le *seredniak*. Bien que le processus de reconstruction ait déjà impitoyablement fait voler en éclats les orientations de la direction et les objectifs minima du plan, le mot d'ordre « Pas de priorité à l'industrie ! » (12) est resté déterminant pour la politique de ces années. Mais cette orientation, comme on le reconnaît maintenant officiellement, a été utilisée par des saboteurs contre-révolutionnaires qui ont ébauché différents projets de plan que l'opposition a sévèrement critiqués à l'époque. Le résultat de cette politique a été le maintien de l'échec amortissable des années précédentes, la stabilité ou une légère baisse du prix de revient, le passage des moyens aux mains des couches aisées de la paysannerie et du commerce privé, un écart toujours croissant entre les prix des objets manufacturés chez nous et sur le marché mondial et, finalement, une pénurie de marchandises sans cesse plus grande. Le retard du rythme de développement de l'industrie par rapport aux besoins de l'économie nationale n'a pas été seulement un obstacle à sa transformation en secteur dirigeant de l'économie, mais au fait qu'à son tour elle est devenue un obstacle au développement de l'agriculture, et qu'elle a ralenti sa commercialisation. Le résultat ultérieur a été la chute de l'exportation de blé, l'accumulation des difficultés en ce qui concerne les approvisionnements en blé et la tension qui s'ensuivit dans les relations avec la paysannerie. Non seulement tout cela n'a pas préparé les prémisses matérielles, techniques et sociales de la création d'une grande agriculture collective et nationale mais a conduit au contraire à un ralentissement général de son développement. Ces conditions ont engendré une crise aiguë des relations avec la paysannerie, c'est-à-dire que l'alliance (13) a subi le préjudice qu'on accusait l'Opposition de vouloir lui causer.

12. — Ayant compris trop tard la nécessité de l'industrialisation, poussés vers elle par toute la situation et la pression des masses, le centrisme s'est lancé dans une industrialisation au rythme excessif.

Cependant le caractère bureaucratique de la direction, la peur de développer l'activité des masses, l'insuffisance théorique, les demi-mesures pratiques et l'inconséquence devaient inévitablement marquer de leur empreinte le cours de l'industrialisation, étant donné le rapport des forces de classe défavorable au prolétariat. Si le premier groupe de circonstances a contraint les centristes à l'élaboration d'un plan quinquennal dont la réalisation aurait signifié que « nous avons imposé à la direction des perspectives économiques plus justes », en revanche le deuxième groupe de circonstances a voué à l'échec ces « perspectives économiques » déjà parfaitement insuffisantes. Ces « perspectives économiques imposées par nous » reflétaient tous les traits de l'idéologie centrisme de la direction : a) comme il est construit sur la base d'une transformation rapide de l'U. R. S. S. en un tout, indépendant de l'économie mondiale, le plan ne profite pas des avantages qu'auraient pu procurer des

(12) Littéralement « Industrie, ne cours pas devant ! » ou « Industrie, ne devance pas ! » (N. d. T.).

(13) Littéralement « *smytchka* », l'alliance ouvriers-paysans (N. d. T.).

relations normales avec l'encerclement capitaliste ; b) tout le plan quinquennal est tourné vers la campagne, au détriment de la construction des machines-outils et d'autres branches de la production des moyens de production ; c) d'après le plan, l'industrie métallurgique ne devient pas le secteur pilote de l'économie nationale ; d) la politique des prix reproduit au fond celle des années précédentes, et contribue au pompage des moyens du secteur collectivisé par le secteur privé.

Mais la contradiction fondamentale de la politique centrisme était et reste la contradiction entre les rythmes d'industrialisation fixés et la base de classe sur laquelle elle se construit. Le fait qu'en ce qui concerne la base de classe et la répartition du fonds national le plan reflète le rapport de forces défavorable au prolétariat, a eu pour conséquence que, en ce qui concerne les rythmes fixés, en tenant compte de leur insuffisance du point de vue des besoins de l'économie nationale, le plan est élaboré « au-dessus des rapports de classe et des tendances des diverses couches du prolétariat » (L. D.).

Les questions de rythme sont ainsi transformées en questions de « pure volonté », laquelle se réalise à l'aide du « knout administratif ».

Les efforts entrepris dans la deuxième année du plan pour accélérer les rythmes d'industrialisation sur cette base contradictoire ont transformé toute la politique d'industrialisation en une aventure conduisant à l'échec à un rythme rapide.

13. — En avançant suivant la ligne de moindre résistance, en se soumettant au rapport des forces défavorable au prolétariat, le centrisme place tout le poids de l'industrialisation sur les épaules de la classe ouvrière et veut lui faire payer toutes les fautes passées de sa politique. Le résultat de tout cela, c'est l'aggravation systématique de la situation matérielle et juridique de la classe ouvrière.

L'augmentation continue des normes de rendement ne s'accompagne pas, comme c'est la règle, d'une croissance de l'équipement énergétique, et s'effectue fondamentalement par un accroissement de l'intensivité du travail, allant de pair avec une baisse des tarifications et des gains d'appoint. D'autre part, la croissance continue de l'index budgétaire abaisse le niveau du salaire réel et condamne les ouvriers, dans les conditions d'une crise alimentaire aiguë, à une quasi-famine. Malgré l'augmentation numérique du prolétariat, supérieure à l'augmentation de la population, la part du prolétariat des fabriques et des usines dans le revenu national a diminué.

Dans ces conditions, l'emploi rationnel des heures de travail et le passage à la production ininterrompue par l'extension du travail de nuit, en même temps qu'une transformation brutale de tout le mode de vie, a conduit à l'aggravation générale des conditions de travail et à l'épuisement encore plus grand des forces physiques, ainsi qu'à la croissance brusque des accidents et du traumatisme. La situation juridique des ouvriers est caractérisée par la suppression d'une série de conquêtes d'Octobre et par l'éloignement du prolétariat de la direction immédiate de l'Etat et de l'appareil économique.

Les formes auxquelles se réduit, dans les conditions actuelles, la direction unique, signifient la liquidation de fait de la *direction tripartite des usines* (14)

(14) Les trois organismes qui intervenaient dans la direction d'une usine étaient la direction de l'entreprise proprement dite, celle du parti et celle des syndicats.

ou plutôt la transformation des organisations de base du parti et des syndicats en appendices privés de droits des organes économiques.

L'étouffement des derniers restes de démocratie prolétarienne dans les syndicats au cours des dernières années a conduit à une telle bureaucratisation de bas en haut qu'ils sont parfaitement incapables de remplir leurs fonctions de défense des intérêts des ouvriers.

D'instrument de défense des intérêts de la classe ouvrière, la convention collective s'est transformée en engagement unilatéral des ouvriers devant l'administration du trust et de l'usine. Le moindre effort de défense de leurs intérêts par les ouvriers et de résistance à une incroyable pression est considéré comme de la « cupidité » et de la contre-révolution et entraîne le licenciement, la répression et la déportation.

14. — Le bilan des dix-huit mois écoulés dévoile avec une précision suffisante toutes les contradictions internes de l'industrialisation centrisme et l'inévitabilité de son interruption.

Nous n'avons évidemment aucune base pour parler de la dégradation de l'industrie et encore moins pour affirmer que cette dégradation est objectivement déterminée. Il y a indiscutablement une croissance des forces productives dans l'industrie, mais elle est considérablement inférieure à ce que les rapports officiels tentent de décrire.

On ne peut pas juger la croissance des forces productives uniquement d'après les indices quantitatifs. Pendant un certain temps, les indices quantitatifs peuvent croître même s'il y a déclin des forces productives. La mesure véritable de la croissance des forces productives est fournie par le rapport entre les indices quantitatifs et qualitatifs. Si, avec les indices quantitatifs, les choses sont loin d'aller bien, alors, pour ce qui est des indices qualitatifs, la situation est catastrophique. La détérioration de la qualité de la production détruit dans une mesure importante les résultats de la croissance de son volume quantitatif. Dans les faits, il n'y a pas d'abaissement du prix de revient et, là où l'on considère qu'il est atteint, il est largement fictif. Cette circonstance ne caractérise pas seulement les dimensions réelles de la croissance à l'étape actuelle, elle détermine aussi son développement ultérieur.

Le plan des grands travaux est établi surtout sur les moyens propres à l'industrie et en grande partie sur la baisse du prix de revient, laquelle dépend fondamentalement de l'élévation de la productivité du travail. Et cependant, rien que pour la première moitié de l'année économique en cours, des centaines de millions de roubles n'ont pas été perçus, par suite de la non exécution partielle du plan d'abaissement du prix de revient. Pour cette même raison et aussi pour quelques autres, le plan des grands travaux de l'an passé n'a pas été entièrement exécuté, et la situation de ceux de cette année est encore pire.

Ainsi l'arrêt de l'industrialisation se prépare de différents endroits. D'un côté, nous avons un retard énorme des indices qualitatifs et l'arrêt inévitable des indices quantitatifs par suite de l'impossibilité physique pour la classe ouvrière de supporter leurs rythmes élevés. De l'autre, se prépare l'arrêt des grands travaux qui signifiera non seulement la simple inexécution du plan, mais la transformation en capital mort, inactif, des moyens partiellement investis dans diverses constructions, et par conséquent une nouvelle crise de l'industrie sur la base du manque de capitaux.

Préparant ainsi l'arrêt de l'industrialisation et peut-être le recul à un

degré inférieur à celui où commencèrent les « courses des prix », le centrisme suscite en même temps un mécontentement aigu parmi la classe ouvrière, lequel prend, dans certains secteurs, des formes antisoviétiques. Cet aspect de la question est encore plus important que le premier.

15. — L'orientation stratégique de l'Opposition reste comme auparavant une orientation vers les rythmes les plus élevés possible dont la réalisation doit être assurée par une réorganisation de fond en comble de toute la politique. La voie qui y conduit passe par un changement radical dans la situation de la classe ouvrière. En présence de la crise qui se développe et qui menace tout le système économique, étant donné le danger thermidorien croissant, une élévation rapide et radicale du niveau de vie de la classe ouvrière et un changement décisif de sa situation juridique et de sa vie quotidienne, acquièrent une signification exceptionnelle, fondamentale. Aujourd'hui plus que jamais, « investir dans la classe ouvrière c'est le placement de capitaux le plus important » (L. D.). Un possible abaissement temporaire des rythmes (c'est le prix inévitable de la politique opportuniste des années précédentes) sera compensé par une montée authentique des masses, par un changement radical du rôle de la classe ouvrière dans la production, par une réduction sérieuse de l'appareil bureaucratique, « par la mise en œuvre de la lutte contre le koulak dans le cadre d'un système économique élaboré » qui permettra de faire peser sur les épaules des couches aisées de la paysannerie une partie des charges qui pèsent actuellement uniquement sur les épaules de la classe ouvrière. Une politique léniniste correcte pourra assurer la manifestation des possibilités latentes au sein de la classe ouvrière et qui font partie du caractère de notre système.

Nous rejetons les réflexions calomniatrices sur l'hostilité de l'Opposition aux rythmes élevés d'industrialisation et nous déclarons que notre orientation reste comme auparavant une orientation vers le développement de rythmes maximaux d'industrialisation. Mais nous avons lutté et nous lutterons contre les méthodes actuelles d'industrialisation qui non seulement ne l'assurent pas mais préparent quand même son arrêt inévitable.

À partir de là, l'Opposition lutte en premier lieu pour un changement sensible immédiat de la situation matérielle des ouvriers, pour l'abrogation de toutes les lois qui aggravent leur situation juridique, pour la démocratie et le vote secret dans les syndicats, pour le rétablissement de la légalité et de la pratique des premières années de la révolution selon lesquelles les syndicats étaient des participants directs à la direction de l'industrie, contre le remplacement de la participation des larges masses par la promotion individuelle.

« Assurant ainsi la liaison indéfectible entre la direction centrale étatique de l'économie et les larges masses des travailleurs, les syndicats doivent dans la mesure la plus large attirer ces derniers dans la gestion directe de l'économie. La participation des syndicats à la gestion de l'économie est en même temps le principal moyen de lutte contre la bureaucratization de l'appareil économique du pouvoir soviétique et donne la possibilité d'instaurer un véritable contrôle populaire sur les résultats de la production. » (Programme du parti communiste.) (15).

(15) Référence au programme de 1919.

L'Etat et le parti

16. — L'équilibre relatif des classes qui existait jusqu'en 1927 environ et qui se caractérisait déjà par la présence d'éléments latents de double pouvoir, cet équilibre a changé brusquement après le XV^e congrès au profit des classes ennemies.

Nous allons vers une aggravation profonde de la crise économique et politique dans une situation où le koulak manifeste une activité enragée, où le seredniak penche fortement du côté du koulak, où les biedniaks et les ouvriers agricoles sont inorganisés et se trouvent en grande partie dans la dépendance matérielle et idéologique de ce même koulak, où la classe ouvrière est désorganisée et privée de tous moyens légaux d'influencer la politique, où le parti est désorienté et désorganisé dans une large mesure et où, en tout cas, il ne peut pas, dans son état actuel, organiser la riposte au coup thermidorien qui s'annonce dans le même temps où la crise s'aggrave. La tendance du centrisme vers le renforcement administratif et économique de l'Etat et vers l'accroissement du pouvoir de l'appareil se transforme dans la pratique en l'affaiblissement social et politique continu de la base de la dictature du prolétariat et en l'érosion de ses fondements sociaux.

Il se crée une atmosphère de mécontentement général envers le pouvoir venant de la droite et de la gauche, du prolétariat et des couches bourgeoises et petites-bourgeoises de la population.

La crise sérieuse des relations entre l'Etat soviétique et la paysannerie est devenue un fait que presque personne ne songe plus à nier. La tension avec la classe ouvrière croît de façon menaçante, comme en témoigne le nombre grandissant de conflits dans les usines, les actes de sabotage et de nombreux autres faits qui sont le signe d'une résistance passive ou active des ouvriers.

17. — Mais, plus les racines sociales et politiques du pouvoir s'affaiblissent, plus l'appareil s'efforce de concentrer directement les moyens matériels entre ses mains et de se renforcer sur le plan administratif pour se protéger contre le prolétariat et contre le koulak. *Ainsi se poursuit le processus de déplacement du pouvoir de la classe vers l'appareil, la croissance du rôle autonome de la bureaucratie, le renforcement de sa domination dans le cadre du régime soviétique*, lequel est, de par ses caractéristiques générales, un régime de dictature prolétarienne. Dans une situation de réaction, les institutions de la dictature prolétarienne ne peuvent pas empêcher la bureaucratie ouvrière de mener une politique qui diverge des intérêts du prolétariat et des paysans pauvres et, dans une série de cas, leur est carrément hostile.

Mais en dépit des affirmations de Miasnikov (16) la bureaucratie n'est pas une classe indépendante. Sa domination est le résultat d'un rapport des forces de classes défavorable, le reflet [...] (17), qui s'est développée sur la base de la dictature prolétarienne victorieuse mais qui est dirigée contre Octobre, contre la dictature prolétarienne.

(16) Gavril I. MIASNIKOV (1889-1946), ouvrier, bolchevik en 1906, avait été l'un des organisateurs de l'Opposition ouvrière à partir de 1920 et avait été exclu en 1922. Il avait ensuite analysé la bureaucratie comme une classe sociale et appelé à rompre avec le parti qui incarnait cette nouvelle classe. Il avait réussi à quitter l'U. R. S. S.

(17) Interruption du texte.

La couche dominante de la bureaucratie n'avait encore jamais subi autant d'assauts de droite et de gauche comme depuis ces deux dernières années. Cela engendre des conflits et des scissions au sein de la couche dirigeante parmi lesquelles les ruptures entre l'aile purement thermidorienne et l'aile centriste sont loin d'être les dernières.

18. — A la suite de cette première scission, la dictature est passée aux mains de la bureaucratie ouvrière ou des « sommets de la classe ouvrière qui s'entendent avec la petite bourgeoisie aux dépens des intérêts des larges masses de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre » (plate-forme des B.-L.). La politique de cette bureaucratie ouvrière est menée par la fraction centriste qui règne de façon quasi absolue sur le pays et sur le parti. Jusqu'en 1928, le centrisme était étroitement lié à la droite et se trouvait entièrement sous son influence idéologique. Ce n'est qu'au moment du XV^e congrès qu'il s'est formé en tant que courant politique autonome. Même dans ses déplacements les plus à gauche, le centrisme est resté fidèle à sa ligne stratégique, sans sortir un moment de la tendance centriste générale de sa politique. L'affirmation des capitulars selon laquelle les déplacements à gauche du centrisme font de sa ligne une ligne léniniste, cette affirmation est une tromperie de la classe ouvrière et un camouflage de l'opportunisme centriste. On ne peut cependant pas mettre un signe d'égalité entre l'opportunisme centriste et la politique entièrement thermidorienne des droitiers, en se fondant sur le fait qu'en dernière analyse ils mènent au même résultat. Le centrisme n'est pas un représentant achevé de la petite bourgeoisie, tout comme la droite ne constitue pas un représentant achevé des koulaks. L'un et l'autre ne font que refléter la pression des classes correspondantes sur le prolétariat. La politique centriste est soutenue par les couches petites-bourgeoises de la classe ouvrière, par les ouvriers et les seredniaks qui craignent l'agitation, par le « marais » de la classe ouvrière qui craint de s'engager fermement contre les bureaucrates, et aussi par les couches qui, à un moment ou à un autre, se sont abandonnées aux illusions centristes. Cette politique est celle « d'une large couche d'ouvriers sortis du rang (18) qui ne craignent pas moins les ouvriers que la bourgeoisie » (L. D.). « Dans la pratique la ligne du centrisme est un ensemble de zigzags entre la bourgeoisie et le prolétariat, étant donné le mécontentement forcément croissant des deux classes. » (L. D.) Les zigzags de la politique stalinienne conduisent en fin de compte aux mêmes résultats néfastes pour le prolétariat que ceux où aurait mené directement la politique droitiste de Rykov.

Mais l'Opposition doit tenir compte, dans sa politique, de chaque zigzag du centrisme du point de vue de la tendance et des résultats immédiats et elle doit élaborer en conséquence sa tactique et sa propagande. Si elle ignorait les zigzags du centrisme vers la gauche, l'Opposition serait condamnée à une attente sectaire et passive des résultats finaux (comme le font les décistes), ce qui serait un crime devant la révolution.

19. — La politique du centrisme a trouvé son expression la plus claire et la plus classique dans sa lutte sur deux fronts menée de la même façon en ce qui concerne le parti (contre l'Opposition et la droite) et en ce qui concerne les classes (contre la bourgeoisie et le prolétariat). Cette politique détermine

(18) Le mot russe « Vydviženetz », « ouvrier d'avant garde parvenu à un poste de direction », n'a pas d'équivalent français. Il date de la période soviétique (N. d. T.).

la ligne générale et le régime du parti. Elle démoralise le parti, le désoriente et le désorganise et elle engendre un mécontentement général dans le parti et dans le pays : mécontentement des éléments petits-bourgeois sur qui tombent directement ou indirectement les coups de la lutte contre le koulak, et mécontentement des éléments prolétariens qui reçoivent les coups du centrisme portés à gauche et qui subissent toutes les conséquences de l'opportunisme politique et économique et de l'aventurisme de la direction. Ces deux courants se reflètent dans la classe ouvrière où on découvre d'un côté un sain mécontentement de classe contre les déviations opportunistes et la pression des éléments ennemis transmise par l'appareil et, de l'autre, des formes de mécontentement teintées d'antisoviétisme.

Bien que ces dernières formes aient une importance considérable, il ne faut absolument pas les considérer comme caractéristiques de la classe ouvrière dans son ensemble ou dans sa majorité. Mais, par cette politique de lutte sur deux fronts qui crée un mécontentement général, le centrisme prépare son propre écroulement. La tâche de l'Opposition est de ne pas permettre que l'écroulement du centrisme devienne en même temps celui du pouvoir soviétique, ce à quoi le centrisme prépare le terrain par toute sa politique.

Nos tâches

20. — La tâche fondamentale qui doit être réalisée pour l'organisation de la riposte contre le pressant danger thermidorien est la mobilisation de classe énergique du prolétariat et de ses couches alliées dans la paysannerie. Mais cette mobilisation des masses et le déploiement de leur activité ne peuvent pas être réalisés par le parti dans sa situation actuelle. C'est pourquoi la condition fondamentale de la lutte doit être *une réforme profonde, radicale du parti et un changement complet de toute la ligne politique sur cette base*. Cette réforme du parti, cette réorganisation radicale de toute la ligne et de tout le système de fonctionnement des syndicats et des soviets, de tout l'appareil de la dictature, sont *actuellement une question décisive. Seul le parti réformé peut être l'instrument fondamental de la réorganisation radicale de tout le système bureaucratique tel qu'il s'est formé ces dernières années, de l'organisation du camp de la révolution contre celui de Thermidor qui se renforce. Ou la réforme ou la victoire de la contre-révolution — ainsi se pose maintenant la question historique. Il n'existe aucune autre voie pour sauver la révolution dans le moment présent.*

Le danger, lié aux tendances thermidoriennes latentes à la campagne, est de plus en plus grand à cause de la profonde décomposition de l'appareil de l'Etat, des syndicats et du parti et de son engorgement par des éléments dans le genre Bessedovsky (19), lesquels cohabitent pour le moment avec de futurs antithermidoriens mais qui, au moment décisif, se tourneront contre le prolétariat et attireront à eux le marais petit-bourgeois du parti qui tend vers Thermidor mais qui craint encore la voie directe vers le rétablissement du

(19) Grigori Z. BESSEDOVSKY (1896-193 ?), conseiller à l'ambassade d'Union soviétique à Paris, avait, dans la nuit du 3 octobre 1929, sauté le mur de l'ambassade pour se placer sous la protection des autorités françaises. Il ne dissimulait pas un anti-communisme qui allait d'ailleurs le nourrir.

capitalisme. (A la différence de l'année 1921 (20), alors que la résistance contre-révolutionnaire de la paysannerie s'était manifestée au moment de Cronstadt par un mouvement ouvrier de masse dirigé contre la dictature prolétarienne et la direction léniniste — actuellement cette influence est transmise en premier lieu par des maillons dégénérés de l'appareil centrisme. C'est pourquoi, dans la situation concrète actuelle, la réalisation de Thermidor est surtout possible sous la forme d'un renversement à l'intérieur du pays, sous l'influence des poussées thermidorienne sous-jacentes venant de la campagne, étant donné la passivité et la désorganisation de la classe ouvrière et du parti. La lutte contre Thermidor implique par conséquent une mobilisation très rapide des ouvriers et des membres du parti et de leur activité.)

C'est seulement dans le processus de la lutte pour cette réforme que nous pouvons obtenir : 1) *le changement de la direction opportuniste actuelle* (21), qui est devenue parfaitement insupportable dans une situation de danger thermidorien croissant, qui a provoqué un conflit aigu avec la paysannerie, tout en s'avérant totalement incapable d'unir les véritables éléments de gauche du parti et du pays, renforçant ainsi les forces de Thermidor ; 2) *le remplacement de cette direction par une direction authentiquement bolchevique et léniniste.*

Nous devons accentuer notre propagande pour ces deux tâches qui sont liées, la réforme radicale et profonde du parti et le remplacement de la direction opportuniste, par une direction authentiquement léniniste. La différenciation croissante au sein du parti et de la classe ouvrière doit nous servir de point d'appui pour cette propagande. Le rétrécissement de la base de classe du centrisme dans les conditions d'une différenciation au sein de la classe ouvrière (inévitables étant donné l'exacerbation de la lutte des classes) ne peut pas ne pas se refléter dans le parti.

Le centrisme s'efforce de compenser l'affaiblissement de sa base de classe par le renforcement de la puissance de l'appareil ; il essaie d'atténuer la différenciation dans le parti en renforçant son étouffement et en l'inondant d'éléments politiquement inéduqués (22) ce qui alimente dans un premier temps le marais. Il ne résoud pas ainsi la question, il ne fait que repousser sa résolution. Et tout retard devient extrêmement dangereux étant donné que les délais qui nous sont impartis raccourcissent : « plus vite éclatera la crise du parti, mieux cela vaudra » (L. D.). Après ses « succès » et ses victoires, la fraction centrisme entre dans une zone de grandes épreuves, de défaites, de crises et de scissions. Ces scissions se produiront à brève échéance, d'une part avec le marais, et, de l'autre, à l'intérieur de la fraction centrisme elle-même qui s'appuie sur des éléments de nature différente, qui viennent de la droite et de la gauche.

Le centrisme est condamné et avance à grands pas vers son écroulement. Il ne faut pas permettre que l'écroulement du centrisme se transforme en celui

(20) Le texte partage le point de vue bolchevique suivant lequel le mécontentement des paysans et leur hostilité pour le pouvoir des soviets s'exprima à travers l'insurrection des marins de Cronstadt en mars 1921.

(21) Le mot d'ordre de « changement de la direction », c'est-à-dire « chasser Staline » était en 1930 l'apanage de la seule Opposition de gauche.

(22) Littéralement « matières premières politiques » (N. d. T.). La première mesure de ce genre avait été l'admission dans les rangs du parti, après sa mort, dans les premiers mois de 1924, de la « promotion Lénine », forte de quelques 200 000 travailleurs sans éducation politique.

de la dictature. C'est pourquoi la tâche centrale de l'Opposition est de parvenir à réaliser la réforme du parti et le changement de sa direction avant l'éclatement de la crise dans le pays en démasquant le centrisme à l'intérieur du parti, en organisant la pression sur lui de l'extérieur pour accélérer la différenciation qui a commencé dans le parti.

21. — Plus que jamais « le régime d'appareil est le plus grand de tous les dangers ». La lutte contre ce régime d'appareil, pour la démocratie prolétarienne, est le maillon actuellement le plus important dans la lutte pour la réforme et contre le danger thermidorien.

Le vote secret (23), la libre discussion et la critique de la politique du parti dans les organisations prolétariennes, le retour de l'Opposition dans le parti et sa légalisation en qualité d'aile léniniste — tels sont les mots d'ordre concrets de cette lutte ; et en même temps ils mobilisent les masses en cas de défaite de la dictature. La lutte pour la réforme est impossible sans la lutte pour la démocratie prolétarienne. Sans la réforme on ne peut éviter la victoire de Thermidor. L'Opposition lutte dans le cadre du régime soviétique pour sa réforme de l'intérieur dans l'intérêt du prolétariat, en s'appuyant sur le prolétariat et en premier lieu sur le noyau prolétarien du parti. L'Opposition dirige le mécontentement des masses pour exercer une pression sur le parti, tout en veillant à ce que ce mécontentement respecte strictement le cadre soviétique et s'insère dans notre ligne politique ; elle mène une lutte déterminée contre tous les groupes qui s'orientent vers une ligne antisoviétique. L'Opposition ne fait pas que se démarquer des formes antisoviétiques de manifestation du mécontentement. Là où nous avons affaire à des actes de désespoir venant d'ouvriers peu conscients ou arriérés cédant aux influences extérieures, nous nous efforçons de les détacher de ces influences et de ramener leur mécontentement de notre côté. Là où nous avons affaire à des actes contre-révolutionnaires conscients, nous menons contre eux une lutte impitoyable. « Il faut mettre en œuvre une tactique d'agitation militante contre Staline, mais il faut critiquer encore plus sévèrement et démasquer tous les S.-R., les mencheviks, les droitiers qui s'efforcent de canaliser ce mécontentement dans un sens petit-bourgeois. Nous devons faire cela avant et mieux que l'appareil. » (L. D.) Au moment de la crise profonde du parti, on ne pourra réaliser sa réforme et remplacer sa direction que sur la base d'une intervention active des éléments prolétariens du parti et d'une pression correctement orientée des larges masses ouvrières. Ceci, c'est dans la meilleure éventualité : si la crise du parti précède celle de la dictature dans le pays, la réforme n'arrivera pas trop tard et le parti régénéré pourra dominer les événements ; dans le pire des cas, si la crise se produit en même temps dans le parti et dans le pays, la pression thermidorienne sous-jacente sera vraisemblablement le point de départ de l'écroulement de la dictature et du triomphe de Thermidor. Mais, dans un cas comme dans l'autre, notre position, c'est la lutte intransigeante contre la direction centrisme (historiquement et politiquement condamnée, quelle que soit la perspective), contre son orientation stratégique, jusqu'à son effondrement, quand nous fusionnerons avec le noyau prolétarien du parti sur une ligne de défense de la révolution.

(23) Trotsky s'était nettement prononcé pour le vote secret dans les organismes du parti comme un moyen de rendre au parti son indépendance confisquée par l'appareil et ses pressions de tout ordre.

S. KHOTIMSKY
A. CHEINKMAN

LETTRE A Khr. G. RAKOVSKY SUR LA DÉCLARATION (1)

(5 juillet 1930)

Cher Khristian Georgiévitich,

Malgré nous, ce n'est que maintenant, début juin, que nous pouvons nous prononcer sur la déclaration adressée par vous-même, Mouralov, Kasparova et Kossior, au comité central, à la commission centrale de contrôle et à tous les membres du parti communiste de l'Union soviétique (2).

Nous sommes d'avis que la déclaration présente pour l'essentiel une critique juste de la politique centriste, une appréciation juste des rapports entre les forces de classe du pays, et qu'elle propose des mots d'ordre justes à présenter au parti et à la classe ouvrière.

Mais en même temps nous estimons qu'elle contient une série de thèses erronées avec lesquelles nous ne pouvons être solidaires.

L'inconvénient de notre « retard » à prendre connaissance de la déclaration est compensé par le fait que nous avons à notre disposition les résolutions de plusieurs « colonies » à son sujet. Dans le texte qui suit, nous nous permettrons, tout en élucidant notre point de vue, d'utiliser également ces résolutions.

L'appréciation du moment

Nous admettons que la situation actuelle soit l'état « d'une crise politique et économique dont les conséquences se déclareront dans un avenir proche », mais nous croyons injuste d'attribuer cette crise à la seule politique « de la collectivisation intégrale et à son effondrement triste et tumultueux ». Nous n'avons qu'à rappeler le fait que, bien avant le début de la collectivisation intégrale, l'opposition bolchevik-léniniste avait signalé le début de la crise de la révolution, que, bien avant l'application de la liquidation des koulaks, nous avions prévu l'approche d'une crise économique. Bien plus, dans nos documents, nous avons refusé de donner des recettes toutes faites pour éviter la crise et

(1) Cette lettre, signée, au nom de la colonie des déportés de Kolpachevo, par Khotimsky et Cheinkman, a paru en russe dans *Biulleten Oppositsii* (n° 15/16, septembre/octobre 1930). Cependant nous n'avons trouvé à la Bibliothèque de Harvard, 17307 qu'un texte français, vraisemblablement traduit par Trigubov et copié par lui à la main. C'est cette dernière traduction, retouchée par moments, que nous utilisons ici.

(2) Cf. p. 90-103. Le délai de deux mois donne une idée des difficultés rencontrées pour les communications entre exilés, c'est-à-dire en principe entre personnes jouissant du droit de correspondre librement.

avons seulement insisté sur un ensemble de mesures, une ligne politique capable de renforcer au maximum notre système politique et économique, afin d'éviter de périr dans le cours de la crise.

Le règne du centrisme et sa ligne générale en zigzags ont produit des résultats tout à fait contraires — la crise politique et économique se développe à un rythme accéléré, elle revêt une acuité exceptionnelle, au moment où la stabilité du système politique et économique du pays est garantie au minimum. Par là même, une issue de la crise est plus problématique qu'elle ne pourrait l'être dans certaines conditions.

La caractérisation du parti

Mais, quelle que soit la façon dont on apprécie les causes de la crise politique et économique, il est indubitable que la crise et ses conséquences politiques et économiques serviront de pierre de touche pour éprouver les forces et les organisations principales de la révolution prolétarienne. Il suffit de dire que l'approche du combat général suffit à lui seul à déshabiller les prétendues autorités et les prétentieuses constructions théoriques. Qu'arrivera-t-il donc quand nous entrerons dans une lutte décisive ? Bien des symptômes de l'opportunisme social-démocrate allemand existaient avant la guerre de 1914, mais c'est seulement le mois d'août 1914 qui a tranché définitivement cette question. Que, pendant toute une étape, « le P. C. ait poursuivi une politique "opportuniste" » (résolution de R. et de P.), c'est incontestable, de même que « la direction du P. C. avait liquidé au fond le parti (il serait mieux de dire qu'elle le liquida — ceux de Kolpachevo), l'ayant éloigné de l'élaboration de la ligne dans toutes les questions qui touchent la vie politique et économique et la délibération sur la ligne générale ». Mais cela se passait dans les conditions d'une vie relativement pacifique et calme. Quelle sera l'attitude du parti dans les luttes à venir ? Quel courant l'emportera ? Le courant révolutionnaire conséquent ? L'opportunisme manifeste ou caché ? On ne saurait le dire avec une certitude absolue. C'est pour cette raison même que notre lutte continue. Dans cette lutte, bien des choses dépendront de notre propre attitude, de la vigueur de notre influence sur le noyau ouvrier du parti, de notre activité dans la voie de l'organisation de la presse ouvrière dans le parti et dans son noyau ouvrier. Tel était notre point de départ quand nous caractérisions le parti comme un parti prolétarien, en nous considérant, nous, comme la représentation révolutionnaire du parti. Existe-t-il maintenant de nouvelles raisons quelconques de retirer cette thèse, comme le font les camarades de N., R., S., ou pour passer sous silence notre caractérisation du parti ? Nous croyons qu'il n'y en a pas. Il est vrai que votre déclaration, grâce à cette sorte d'abstention, se soustrait aux contradictions apparentes qu'accusent les résolutions de la colonie de P. Mais s'il est vrai, comme l'écrivent les camarades, que, dans des lettres que nous ne connaissons pas, vous défendez la même position qu'eux, cela revient à s'échapper en imagination des contradictions. Si le parti, principal instrument de la révolution, est liquidé, s'il est un parti opportuniste, comment est-il possible, dans ce cas, que l'Etat demeure toujours un Etat prolétarien, et comment peut-on se fixer des objectifs réformistes à son endroit ? C'est là une dialectique entièrement transcendente. Quant à nous, nous maintenons toujours notre ancienne appréciation du parti et de ses groupements intérieurs.

L'appréciation de l'Etat

Que le pouvoir réel de notre Etat soit entre les mains de la bureaucratie, nous n'en doutons pas. Dans ses documents, L. D. nous a tracé le processus de sa formation : comment elle s'était isolée de la classe ouvrière pour la dominer. En citant votre déclaration précédente, vous parliez d'une « caste isolée de gouvernants ». Mais aujourd'hui cela ne vous suffit plus. Vous allez plus loin et vous écrivez : « Sous nos yeux s'est formée et continue à se former une grande classe de gouvernants avec ses propres divisions internes qui s'accroît par la cooptation prudente, directe ou indirecte (promotion bureaucratique, système fictif d'élections). Ce qui unit cette classe originale est une forme, originale elle aussi, de propriété privée, à savoir la possession du pouvoir d'Etat. « La bureaucratie possède l'Etat comme sa propriété privée », écrivait Marx (*Critique du Droit de Hegel*). »

Tant que la bureaucratie a été considérée comme une caste, un groupe, sa domination, si despotique qu'elle fût, n'enlevait pas à l'Etat son caractère prolétarien, de même que le règne despotique de Louis Bonaparte n'annulait pas le caractère petit-bourgeois du second Empire. Mais à partir du moment où la bureaucratie est devenue une classe — et vous écrivez qu'elle l'est devenue —, l'Etat soviétique s'est tout à coup dépouillé de ses habits prolétariens, d'autant que la domination d'une classe n'admet pas celle d'une autre. Il faut choisir : ou bien la bureaucratie gouvernante est une classe et cela signifie que la dictature prolétarienne n'existe plus, ou bien elle n'est qu'un groupe, une caste, et dans ce cas, en dépit de la domination de la bureaucratie, l'Etat conserve son caractère prolétarien. Nous croyons que vous prenez Marx trop au pied de la lettre. La bureaucratie n'est pas engendrée par l'Etat soviétique, elle se développe de pair avec la croissance et la centralisation des Etats bourgeois. Partout ce groupe-caste se multiplie par cooptation dans les classes dominantes, souvent aussi dans celles qui lui sont hostiles (par comparaison avec les Etats bourgeois, nous avons chez nous une différence quantitative et non qualitative), partout la bureaucratie possède le pouvoir d'Etat en propriété privée. Cependant Marx, que nous sachions, n'a jamais qualifié la bureaucratie de « classe », ni au sens large par une inexactitude terminologique que l'on ne rencontre que rarement dans ses travaux historiques, ni au sens étroit quand il analyse dans l'abstrait le système social. Inutile de dire que la part importante qui est celle de la bureaucratie dans l'appropriation du revenu national, même si elle augmente, aussi bien que son rôle d'organisateur du processus de production, ne sont pas les étapes d'une construction la constituant en tant que classe, parce qu'une classe n'est pas une catégorie de répartition, mais une catégorie de production en liaison avec la propriété des moyens de production. Même si l'on tient compte de la correction du camarade Kh. qui défend cette conception selon laquelle il s'agit d'un processus en « devenir », c'est-à-dire que la bureaucratie est en train de devenir une classe, même dans ce cas, les objections que nous soulevons ne perdent pas de leur valeur. *Nous pensons que la bureaucratie n'est pas une classe et qu'elle ne le deviendra jamais.* Nous estimons que la bureaucratie, couche dirigeante de la société, va dégénérer, qu'elle est le germe d'une classe qui ne sera pas une classe de bureaucratie jusqu'alors inconnue, dont l'apparition signifierait que la classe ouvrière se serait transformée en quelque autre classe opprimée. La bureaucratie est le germe d'une classe capitaliste dominant l'Etat et possédant collectivement les moyens

de production. Marx écrivait en 1875 : « Ce développement des forces productives est la prémisse absolument indispensable (pour le socialisme) car, autrement, ce n'est que la misère qui se généralise. Or, avec la misère, la lutte pour les objets de première nécessité va recommencer et, avec elle, le vieux fatras (3). » Le « vieux fatras » ressuscitera nécessairement sous la forme de dégénérescence de la dictature prolétarienne en dictature petite-bourgeoise ou en ordre capitaliste, ou sous quelque forme de capitalisme d'Etat original, ce qui, plus qu'une dictature petite-bourgeoise ou un capitalisme ordinaire, correspondrait à une attitude de grande puissance de l'Etat russe, cette reconstitution se produisant dans les conditions de l'expansion impérialiste à l'époque du capitalisme agonisant. Jusqu'à quel point cette perspective de dégénérescence-reviement constitue-t-elle une variante valable, ce n'est pas de cela qu'il est question. Mais si cela se produit, ce serait une erreur politique considérable que de le dissimuler par cette nouvelle théorie du bureaucratisme gouvernemental. Il ne s'agit pas ici d'une discussion terminologique sur des définitions académiques. Par rapport au capitalisme d'Etat, quelles que soient son origine et sa forme extérieure, le programme, la stratégie, la tactique du parti révolutionnaire prolétarien ont été élaborés pendant des décennies de lutte, tant pour les périodes de retraite que pour celles d'offensive. La nouvelle théorie qui, à notre avis, est complètement fautive, ne sera capable que de dissimuler notre opportunisme à l'intérieur, précisément au moment où il faudra une clarté totale dans le passage de la réforme à la révolution. On tentera alors d'adapter à ce phénomène nouveau l'opposition actuelle en demis ou quarts de réformisme, alors qu'une réforme signifiera la trahison du mouvement prolétarien.

L'I. C. et le mouvement ouvrier mondial

Sur cette déclaration capitale, la déclaration se borne à indiquer que l'influence de l'I. C. décroît de plus en plus vite, de pair avec la radicalisation croissante de la classe ouvrière. C'est évidemment insuffisant, non seulement parce que nous devons et avons de quoi nous prononcer sur cette question (4), mais encore parce que les centristes spéculent sur cette radicalisation devant le parti et la classe ouvrière en essayant de la présenter comme un essor pré-révolutionnaire général. Il est de notre devoir de développer en détail l'appréciation de la radicalisation en Europe comme relative, en ce sens que c'est le capitalisme qui demeure la force à l'offensive, après son rétablissement et son renforcement d'après la guerre, l'appréciation du mouvement en Orient et aux Indes où la classe ouvrière entre dans la période révolutionnaire d'action immédiate. Notre tâche directe est de présenter sur ce fond une critique de la tactique droitier-opportuniste en Orient et aux Indes où, il y a seulement deux mois, on décida de procéder à la création d'un P. C. indépendant et où l'on cultivait et cultive encore des partis ouvriers et paysans de l'espèce guomindang. Une critique sur le mot d'ordre de la dictature démocratique ouvrière-paysanne.

(3) Cette phrase connue est extraite des premières pages de la *Critique du Programme de Gotha* et Trotsky l'utilisera à son tour pour *La Révolution trahie*.

(4) Cette affirmation en contredit d'autres : elle demeure cependant une affirmation, car la lettre ne donne aucun élément précis et récent dont les déportés de Kolpachevo disposeraient concernant la situation internationale.

Quant aux questions de la crise économique russe actuelle, des formes de lutte dans le domaine des revendications quotidiennes et de nos propositions, nous soutenons la résolution des camarades de Tomsk. Sur la question du destinataire, nous sommes d'accord avec la proposition et l'argumentation des camarades de Roubtsovsk.

Ils écrivent :

« Il est faux de considérer que la particularité de la crise actuelle réside dans la diminution de la demande, comme vous l'écrivez. Le trait particulier de cette crise réside dans la désorganisation de l'économie rurale ou dans la diminution absolue et relative des produits agricoles selon l'affirmation juste de la déclaration. Un certain affaiblissement de la demande à la campagne est dû à la collectivisation intégrale (ajoutons-y le passage à l'approvisionnement normal, à l'échange direct des produits, en plusieurs endroits, afin d'obtenir des matières premières). Mais la demande se renforcera de nouveau en vertu d'un nouvel essor accordé à la paysannerie individuelle et de la hausse des prix des produits agricoles. Il y a en effet retard de l'industrie sur l'agriculture. Jamais la famine de marchandises n'a atteint une telle intensité qu'à l'heure actuelle. La cause de cette intensité, de la famine de marchandises, c'est l'injuste répartition entre la consommation et l'accumulation. La déclaration doit souligner que le manque de produits agricoles (cultures industrielles, laine, cuir, etc.) fera inévitablement sauter tous les plans des branches correspondantes de l'industrie dès l'année prochaine. »

Quant aux formes de lutte, nous considérons que c'est une erreur politique que de ne pas les indiquer à la classe ouvrière face à la direction centrisme. Lénine admettait au XI^e congrès des grèves partielles. Ce moyen de lutte de classe est d'autant plus indispensable à la classe ouvrière (à l'étape actuelle de dégénérescence de l'économie d'Etat en économie de capitalisme d'Etat) pour défendre contre la bureaucratie ses positions économiques et politiques (5).

Dans le domaine des revendications partielles, il faut proposer l'annulation des prix parallèles qui frappent avant tout les ouvriers et les employés, du fait de la pénurie de produits industriels.

La déclaration doit être adressée à tous les membres du P. C. de l'Union soviétique, à tous les prolétaires de l'U. R. S. S. et du monde entier. La déclaration doit donc être un document qui transfère sur l'arène internationale les questions relatives aux destinées de l'U. R. S. S.

Saluts communistes

(5) Cette prise de position en faveur de grèves dans l'Etat prolétarien constitue sans aucun doute une étape importante dans le développement de la pensée politique de l'Opposition.

L. TRIGUBOV

LA DÉCLARATION D'AVRIL ET SES SUITES (1)

(30 juillet 1930)

Dans la déclaration d'avril adressée au parti et au C. C. par les camarades Rakovsky, Mouralov, Kossior et Kasparova, il est dit :

« Devant le parti, la question est posée de fournir au pays des ravitaillements et des matières premières agricoles, par la voie du renforcement de la construction des kolkhozes *tout en maintenant le rythme du développement industriel.* »

Tout le monde reconnaît que, durant les mois de décembre à mars, l'Opposition russe, avec les camarades Trotsky et Rakovsky en tête, avait signalé les dangers redoutables provenant des excès de la politique aventuriste pratiquée par les dirigeants centristes pendant l'hiver 1930. L'Opposition mettait en garde le parti contre la crise politique et économique qui peut résulter de la superindustrialisation et de la supercollectivisation.

En comparant la thèse de la déclaration citée ci-dessus et soulignée par nous aux articles et aux lettres des camarades Trotsky-Rakovsky de décembre à mars, quelques camarades trouvent qu'il y a une contradiction, que la thèse de la déclaration n'est pas juste et qu'il faut la désapprouver.

La question me semble être d'une telle importance qu'elle mérite d'être placée publiquement devant tous les camarades pour un débat de fond [...] (2).

L'évolution du système soviétique en U. R. S. S., du fait des heurts entre classes, mal dirigés et mal réglés par une politique erronée et zigzagante, se traduit par une ligne brisée. Cela veut dire que, *pour le moment*, nous ne pouvons définir *que* la tendance générale, la direction qu'elle suit. Or elle est très bien exprimée par la déclaration de Rakovsky comme celle de la transformation de l'Etat prolétarien à déformations bureaucratiques en un Etat bureaucratique à survivances communistes. Les camarades Khotimsky, etc. sont mécontents de cette définition *dialectique, dynamique*, qui admet qu'il pourrait se produire dans la ligne brisée un détour qui modifierait la direction prévue. Le camarade Khotimsky exige une définition *statique* qui pourrait prendre place dans un manuel et constituerait un point fixe à un endroit où les faits réels, les phénomènes contrôlés, ne la marquent pas. D'où son mécon-

(1) Bibliothèque du Collège de Harvard, 17307, avec la permission du Collège de Harvard. Nous avons déjà mentionné ce rapport en français sur « la déclaration d'avril et ses suites » envoyé avec plusieurs documents et le texte même de la déclaration d'avril, par un déporté de Khodjent, un vieux militant originaire de Kiev, et nommé L. Trigubov.

(2) C'est ici que prenait place dans le rapport la lettre signée E. R. que nous avons reproduite p. 149-151 pour respecter l'ordre chronologique.

tentement contre la formule de Rakovsky. Il ne l'a même pas vue. Et c'est pourquoi il ne voit que la citation empruntée par Rakovsky à Marx au sujet de la bureaucratie qui possède l'Etat en propriété privée.

Qu'est-ce que la bureaucratie, demande le camarade Khotimsky : est-ce une classe, ou non ? Il oublie que, selon Marx, Engels et Lénine, la bureaucratie, issue des classes de la société, s'est éloignée de ces classes qui l'ont engendrée pour s'élever au-dessus d'elles. Il n'y a, dans cette citation, rien de nouveau sur la bureaucratie, classe qui possède l'Etat comme sa propriété privée. Mais ce n'est pas de la bureaucratie en général qu'il faut discuter, mais du point où la bureaucratie d'U. R. S. S. s'est éloignée de la société. Ce sont les problèmes de la démocratie prolétarienne — l'unité des dirigeants et des dirigés — et du bureaucratisme — la séparation entre dirigeants et dirigés — qui sont à l'ordre du jour. Notre tâche la plus urgente est d'étudier le plus attentivement possible le processus de formation de la bureaucratie soviétique, le processus de transformation de l'Etat soviétique en Etat bureaucratique.

Le grand mérite des documents écrits par le camarade Rakovsky dès 1928 (3), c'est la profondeur et la pénétration de l'analyse complète de ce processus. La nouvelle déclaration, en approfondissant cette analyse, en l'étendant aux nouveaux appendices du système bureaucratique, la bureaucratie kolkhozienne naissante, en scrutant l'état actuel des choses, constate non seulement que la gangrène bureaucratique menace de dénaturer le contenu socialiste du système soviétique en U. R. S. S., mais encore dessine à grands traits les caractères de l'ordre bureaucratique qui peut succéder éventuellement à l'ordre soviétique : elle le fait en se tenant sur le terrain des phénomènes réels, sans aucune fantasmagorie sur la structure future, comme le fait le camarade Khotimsky : sera-ce une dictature petite-bourgeoise, capitaliste normale ou « anormale » ? Voilà pourquoi, précisément, je suis en désaccord avec la méthode statique des camarades Khotimsky et autres, qu'ils soient de droite ou de gauche, dans la caractérisation qu'ils font de l'Etat et du P. C. R. traduite par moi ci-dessous de la lettre adressée à Rakovsky par les camarades de Kolpachevo.

Les camarades Trotsky et Rakovsky ont souvent critiqué cette méthode erronée (les thèses de juillet 1929 de Rakovsky, la « réponse aux questions des camarades », de Trotsky (4), pour ne mentionner que les documents récents). Mais ce fut fait en passant, et il y a eu des récidives chroniques. Il faut faire quelque chose de solide, de fondamental et découvrir à fond les erreurs de cette méthode. Je veux espérer que la lettre des kolpatchéviens stimulera l'apparition d'un document de fond sur ces questions.

Les camarades de Kolpachevo me semblent avoir raison sur un seul point, celui des causes de la crise actuelle. Les camarades avec Rakovsky ont eu tout à fait raison de considérer que les erreurs ultra-gauches du centrisme constituaient (un facteur) prédominant dans la crise actuelle. On ne peut certes argumenter actuellement, exclusivement ou principalement, à partir des erreurs droitières d'autrefois qui se sont partiellement évanouies dans la mémoire des masses. Mais les actuelles erreurs ultra-gauchistes ont leurs prémisses dans

(3) Le document le plus célèbre que nous connaissons est incontestablement sa lettre du 6 août 1928 adressée à Valentinov et connue sous le titre « Les dangers professionnels du pouvoir ».

(4) Le texte en question, daté du 21 mars 1930, paraîtra dans le numéro 7 des *Cahiers Léon Trotsky*.

les erreurs du tout récent passé droitier. L'avant-garde prolétarienne, le parti, ne peuvent ignorer ni les toutes récentes erreurs, ni celles qui les avaient précédées, qui les avaient engendrées. C'est-à-dire que la déclaration de Rakovsky, adressée au parti, devrait lui présenter un tableau de toute l'évolution centriste comprenant l'ensemble de la politique droitière du passé récent et de l'ultra-gauchisme d'aujourd'hui.

C'est ainsi que la *Critique du (Projet de) programme de l'I. C.* a été construite par le camarade Trotsky. Elle argumentait de l'ultra-gauchisme du V^e congrès à la politique droitière de 1925-27 qui avait ses antécédents dans la politique de 1923.

DÉCLARATION DU GROUPE DE DÉPORTÉS DE KANSK AU PRÉSIDIUM DU XVI^e CONGRÈS DU P. C. U. S.

(V. K. P. b)

(juillet 1930)

Depuis deux ans et demi, l'avant-garde du parti bolchevique est soumise à une répression impitoyable. Pendant ce temps, on a employé tous les moyens de répression dans la lutte contre l'Opposition : calomnies et provocations, perquisitions et arrestations, exil et isolateur jusqu'à l'assassinat. L'appareil, avec l'aide du G. P. U. et la sympathie évidente de la contre-révolution intérieure et internationale, a déporté plusieurs centaines de bolcheviks dans la taïga sibérienne, dans les steppes d'Asie Centrale, dans les cachots humides de Verkhnéouralsk, de Chéliabinsk, de Tomsk et Suzdal. Depuis le XV^e congrès, a fonctionné, dans le dos du parti et de la classe ouvrière, une commission spéciale du G. P. U. pour l'Opposition. La répression contre elle ne s'est pas produite sans laisser de traces dans le pays. Depuis lors, espionnage, provocations, perquisitions, sont devenus monnaie courante dans les quartiers ouvriers, les foyers des universités et même les usines. Les arrestations et exclusions de vieux bolcheviks, d'ouvriers, de membres de parti et de la jeunesse communiste, ont sur le parti l'effet le plus nuisible, démoralisent la classe ouvrière et déchaînent la bureaucratie. C'est le résultat le plus évident des deux dernières années : pour ses petits intérêts fractionnels, l'appareil a encerclé le parti d'un système d'espionnage, de sorte qu'une dénonciation ou un rapport secret l'emportent sur la décision de toute une organisation du parti.

Les accusations les plus monstrueuses et absurdes ont été et sont lancées contre l'Opposition sans être soutenues par aucune preuve. La prétendue lutte « idéologique » contre l'Opposition ne s'est jamais élevée au-dessus de manœuvres frauduleuses et devient maintenant une persécution sans précédent. Cette persécution suscite une répression sauvage qui a perdu toute ombre de légalité et vise entièrement à la liquidation de l'Opposition sans même reculer devant l'élimination physique de ses cadres.

Conscient de ses responsabilités devant le parti et la classe ouvrière, le groupe b.-d. de Kansk attire l'attention du congrès :

1) Dans les anciennes prisons qui servaient au tsarisme pour emprisonner les révolutionnaires, languissent maintenant les bolcheviks-léninistes. Au début, on avait choisi comme point de regroupement pour l'isolement de l'aile léniniste du parti, la prison centrale de Tobolsk, mais, quand elle a été surpeuplée au-delà

(1) Bibliothèque du Collège de Harvard, 15564, et *Biulleten Oppositsii*, n° 17/18, novembre-décembre 1930. Traduction du russe revue et corrigée. Il s'agit d'un rapport d'ensemble, reposant sur une information aussi solide que possible dans les conditions données.

de toute mesure, on a ajouté au système d'isolement des bolcheviks, la prison de Verkhnéouralsk qui n'est absolument pas adaptée à l'accueil des prisonniers politiques. A présent, les oppositionnels sont répartis dans des prisons de toutes les régions de l'U. R. S. S. Dans le seul isolateur de Verkhnéouralsk, il y a plus de cent cinquante hommes. De nombreux bolcheviks purgent leur peine ordinaire à la prison de Chéliabinsk où il n'y avait autrefois que les évadés ou les récidivistes. A Tomsk, dans les isolateurs de Viatka, de Souzdal et de Sverdlovsk se trouvent aussi des bolcheviks-léninistes. Enfin, pendant quelque temps, des oppositionnels ont été envoyés dans la prison centrale d'Alexandrovsk, dans l'isolateur de l'Oural, c'est-à-dire dans les prisons qui ne servaient que pour les criminels et où il n'existe pas de régime particulier pour les politiques. La durée des peines de prison de tous les camarades est fixée arbitrairement, la règle étant trois ans, mais dans certains cas, elle va de cinq à six ans. Dans les isolateurs politiques prévaut le vieux régime qui permet à l'administration tous les actes arbitraires. On connaît des cas où des déclarations et des plaintes adressées à la C. C. C. et au G. P. U. ont été retenues et ne sont pas parvenues à leurs destinataires, ou bien sont revenues avec l'adresse de la C. C. C. rayée (Ouralsk). Très souvent les prisonniers sont battus (V. O., Sverdlovsk) ou arrosés d'eau glacée (V. O.) ; on les menace de les fusiller, ce qui ne se fait heureusement pas, grâce à la conscience révolutionnaire des soldats rouges (Tobolsk) ; on a refusé l'assistance médicale à de grands malades (Tomsk, V. O., Ouralsk ; etc.) emprisonnés dans des conditions qui les condamnaient à l'extermination physique (par exemple à V. O. où le prisonnier n'a pas plus d'espace que dans une tombe). Il y a des perquisitions incessantes exclusivement chez les bolcheviks-léninistes, mais qui étaient menées contre les mencheviks, les socialistes révolutionnaires et les Gardes-blancs jusqu'à l'arrivée de nos camarades en isolateur (Souzdal).

Au moment où se tient le XVI^e congrès, des dizaines de vieux-bolcheviks croupissent dans les prisons, où leur santé, atteinte par le travail clandestin avant la révolution et par la guerre civile, achève de se délabrer. Dans la prison de Tomsk, soumis à des conditions d'isolement fatal, vit le camarade Sosnovsky, qui souffre de diabète grave. Auparavant, il était détenu à Chéliabinsk où il était emprisonné pour la seconde fois (la première fois, c'était à la veille de la guerre impérialiste). Le camarade Sosnovsky n'a pas la possibilité de se nourrir normalement (l'administration le lui interdit), il est tombé aux mains d'argousins dénués de tout sentiment de responsabilité devant la classe ouvrière : Rochtchine, chef de la section secrète du G. P. U. de Tomsk et Chestakov. Mdivani est détenu à V. O. depuis plus de 18 mois. A Sverdlovsk est détenu Grünstein, vieux bolchevik, ancien membre du Politburo du C. C., gravement malade, deux fois passé à tabac par l'administration pénitentiaire. Kavtaradzé est à Viatka, V. M. Smirnov, qui a déjà passé dans trois isolateurs et deux lieux de déportation depuis 1927, est à Souzdal. V. Eltsine, Sapronov et beaucoup d'autres sont isolés de telle sorte qu'on ne sait même pas dans quelle geôle ils se trouvent.

2) De la déportation et de l'emprisonnement en isolateurs qui n'ont pas produit l'effet escompté, l'appareil est passé à des moyens plus criminels de répression. Depuis longtemps déjà, un groupe d'oppositionnels se trouve dans le camp de concentration de Solovki. En contradiction flagrante avec le décret du Sovnarkom de 1926 interdisant l'envoi à Solovki de prisonniers politiques. Le G. P. U., dès 1927, y a incarcéré l'oppositionnel Pitersky. Dans la protestation adressée au nom de la colonie des oppositionnels exilés de Tomsk, on

peut trouver les faits suivants : « A Solovki, quelques dizaines de nos camarades ont été emprisonnés, l'un d'eux a commencé une grève de la faim prolongée pour exiger le régime politique. Il a été mis au cachot. Quand il est sorti, il a envoyé une protestation au centre dans laquelle il révélait le monstrueux régime arbitraire de l'isolateur. Cette protestation a été interceptée. Peu après, il a été emmené et n'est plus revenu. La version officielle de Solovki est : "tué pendant une tentative de fuite". » Les éliminations physiques de bolcheviks-léninistes ont été soigneusement dissimulées par le G. P. U. ; néanmoins, l'Opposition a réussi, au printemps de 1928, à révéler les circonstances qui ont provoqué la mort du camarade Boutov après une grève de la faim prolongée. La mort de Boutov était une protestation héroïque contre la provocation machinée par le G. P. U. pour calomnier l'Opposition. En novembre 1928, le camarade Heinrichsohn, ouvrier de l'usine *Triangle Rouge* a été sauvagement battu à mort. L'examen médical a en outre établi qu'il avait reçu des coups de couteau et qu'on avait simulé la pendaison. En janvier 1930, le collègue du G. P. U., se fondant sur les informations traîtresses du renégat Karl Radek, a condamné à mort le camarade Blumkine, membre du P. C. U. S. jusqu'à ces derniers jours. Dans des conditions restées obscures, le collègue du G. P. U. a condamné à mort les camarades Silov et Rabinovitch membres du P. C. U. S. accusés d'appartenir à l'Opposition. Au même moment, le vieux bolchevik Iossélévitch a été condamné à mort, peine commuée en dix ans d'isolement rigoureux, pour le seul crime d'être resté loyal à l'Opposition après son retour de déportation.

3) Les oppositionnels en exil sont soumis à différentes formes de répression. L'isolement politique, les privations physiques et matérielles, tel est le sort de plusieurs centaines de camarades exilés au-delà de l'Oural, à des milliers de kilomètres des centres industriels. Le secours insignifiant, souvent versé en retard, le manque de travail, condamnent presque toujours leurs familles à mourir de faim (Narym, la région de l'Angara, la république des Kara-Kalpaks, des localités du Kazakhstan, la région du Nord ; le territoire de Komi). Peu de camarades vivent dans des conditions de sécurité matérielle, surtout dans les villes. Les bolcheviks-léninistes déportés, privés de tout droit, même de celui de se défendre contre les actes arbitraires des cheffailons locaux, ont été de fait mis hors-la-loi. Sous un prétexte ou un autre, les persécutions les plus absurdes et les plus sévères sont lancées contre eux. Les plaçant dans la situation des criminels, on leur interdit d'utiliser les bibliothèques, les salles de lecture, le cinéma (Kansk) ; ils sont chassés de leur logement sur ordre du G. P. U. (Khodjent), on les passe à tabac avec l'aide de la milice (Ialoutarovsk, Iénisseïsk), leurs rations alimentaires sont diminuées (Narym, région du Nord, etc.). La durée de la déportation, en règle générale, n'a de limites pour personne et il arrive souvent qu'après un an et demi ou deux, on rajoute trois ans simplement pour correspondance avec des camarades déportés. Mais les persécutions les plus atroces frappent ceux qui continuent en déportation à lutter contre la bureaucratie dans les organisations soviétiques locales et le parti. Pour avoir révélé la « pourriture » du G. P. U. de Tchéboksarak (Tchouvachie), la colonie bolchevik-léniniste a été écrasée. Un groupe de camarades qui avait découvert un nid d'anciens Gardes-blancs de Koltchak dans le G. P. U. du district et les sections locales du parti (ville de Kamen en Sibérie) a été transféré à Narym (2).

(2) La déclaration en question des déportés de Kamen est reproduite p. 143-148.

Leurs déclarations et protestations adressées au C. C. et à la C. C. C. sont restées sans réponse. L'isolement postal prive les déportés de relations politiques, même la correspondance avec les parents peut être interrompue. A grand prix, le G. P. U. noie les déportés sous un flot d'agents qui, sous le masque d'oppositionnels, provoquent des « amalgames » (Barnaoul, Ichim).

La répression de masse contre les déportés entreprise à la veille du XVI^e congrès a pour objet de mener à bien l'extermination des cadres léninistes du parti. Au cours des dernières semaines, les meilleurs des camarades, qui ont résisté à l'épidémie de capitulation, ont été arrêtés. A Arkhangelsk, Alma-Ata, Krasnoïarsk, Minoussinsk, Tomsk, Sarapoul, Slavgorod, Ufa, Khodjent, Kansk, sur l'Angara même, à 500 kilomètres du chemin de fer, on a répété la comédie des perquisitions où on réunit du matériel « séditieux », lettres personnelles, coupures de journaux soviétiques, citations d'œuvres de Lénine, Plékhanov et Marx, livres publiés en Union Soviétique, etc. La répression se poursuit aujourd'hui, touche un nombre toujours plus élevé de victimes. Il semble qu'un nouveau crime se prépare pour le XVI^e congrès, un « plat épicié » comme disait Lénine, destiné seulement à dissimuler et justifier toutes les affaires sordides de la direction stalinienne contre son propre parti, afin de calomnier une fois de plus l'Opposition pour abuser le parti et la classe ouvrière. La provocation sert à couvrir une honteuse répression, la calomnie encourage les méthodes criminelles de lutte. C'est avec cet objectif que l'appareil a trompé le parti à la veille du XV^e congrès avec la collaboration de l'« officier de Wrangel », soit-disant lié à l'Opposition. Mais il s'est avéré qu'il s'agissait d'un agent envoyé par le G. P. U. (voir le compte rendu sténographique du Plénum du C. C. d'octobre 1927). Dans ce but, à la veille de la 16^e conférence, on préparait une misérable provocation de « complot militaire », qui échoua quand l'agent du G. P. U. Koulechev, envoyé chez les oppositionnels de Voronège, fut honteusement démasqué (*cf.* le B. O.). Dans le même objectif criminel et malhonnête, Iaroslavsky attribue à l'Opposition, à la veille du XVI^e congrès, l'intention de « diriger des soulèvements paysans » et on lance contre les B. L. arrêtés en déportation, l'accusation calomnieuse d'avoir créé « des organisations anti-soviétiques à l'échelle de l'U. R. S. S. ». Nous prévenons le XVI^e congrès que la fraction stalinienne, dans sa lutte contre l'Opposition, emploie un système toujours aggravé de répression. Sous les yeux de l'ennemi de classe, dans les conditions d'une crise économique grave et des immenses efforts du prolétariat, l'appareil a employé les ressources d'Etat pour les objectifs de sa lutte fractionnelle. En combattant contre l'Opposition, il détourne l'attention du G. P. U. des véritables ennemis de la révolution. Par son intolérance à l'égard de la pensée révolutionnaire consciente, l'appareil est en train de détruire les cadres du parti. En s'associant aux propositions générales de l'Opposition exposées dans le document signé de Rakovsky, Mouralov, Kasparova et Kossior (suppression de l'article 58, retour d'exil de L. D. Trotsky, réintégration dans le parti de tous les oppositionnels bolcheviks-léninistes, etc.), la colonie de Kansk présente au congrès les revendications suivantes :

1) Le congrès doit élire une commission d'enquête sur toute l'activité de la C. C. C. et du G. P. U. contre les bolcheviks-léninistes, particulièrement sur l'activité du « collège secret », exiger de la C. C. C. et du G. P. U. tous les matériaux concernant la répression ; désigner une commission d'enquête sur les conditions de déportation et de détention des B. L.

2) Déterminer la culpabilité personnelle de tous ceux qui portent une responsabilité dans l'assassinat des camarades Boutov, Heinrichsohn, Blumkine,

Rabinovitch, Silov et les excès de Solovki ; livrer les coupables au parti et à la justice.

3) Comme mesure préalable, libérer tous les oppositionnels des prisons de droit commun et de Solovki ; cesser les déportations dans les camps de concentration jusqu'à clarification totale, placer les B. L. dans des conditions normales de déportation et d'emprisonnement. Libérer tous les camarades malades, leur donner la possibilité de se soigner normalement.

4) Interdire catégoriquement au G. P. U. d'intervenir dans la lutte interne du parti, supprimer un système dans lequel même les membres du Politburo sont surveillés par la police.

5) Publier les résultats complets de cette enquête, interdire les jugements secrets et les exécutions secrètes des bolcheviks-léninistes.

Signé : le groupe de Kansk.

1 Agranovsky	8 Razorenov
2 Vardunas	9 Savitsky
3 Zagovsky	10 Sorkine
4 Zaitchuk	11 Fortouchkine
5 Kouzminskaïa	12 Chilberg
6 Mikhaïlov	13 Schmidt
7 Romachko	

REPÈRES CHRONOLOGIQUES

1927

décembre (2/19). — XV^e congrès du parti : les membres de l'Opposition, condamnée, sont exclus et doivent renier leurs idées s'ils veulent être réintégrés. Il y aura deux séries de déclarations, celles des « zinovévistes » (Kamenev) qui capitulent et celles des « trotskystes » (Rakovsky) qui acceptent la discipline mais maintiennent leurs idées.

décembre (18). — Premières charrettes d'exclusions en application des décisions du XV^e congrès.

1928

janvier. — Eclatement de l'opposition unifiée, mais les « trotskystes » mordent sur les « zinovévistes ». Déportation des irréductibles : Trotsky à Alma-Ata, Rakovsky à Astrakhan, Sosnovsky à Barnaoul, etc.

janvier (6). — Le bureau politique décide en secret d'adopter des « mesures d'urgence » pour mener à bien la collecte du blé.

janvier (27). — Zinoviev et Kamenev dénoncent Trotsky.

février (15). — La *Pravda* écrit que « le koulak relève la tête ». Les mesures d'urgence, renforcées, sont rendues publiques. Piatakov capitule.

avril (6/11). — Plénum du C. C. : offensive et critiques de la droite qui obtient un relâchement des « mesures d'urgence » en vue d'un apaisement.

juin. — Zinoviev et Kamenev réintégrés dans le parti.

juin (4/12). — Plénum du C. C. : victoire de la « droite », les mesures d'urgence étant rapportées.

juillet (11). — Rencontre secrète entre Kamenev et Boukharine.

juillet (17)-septembre (1^{er}). — VI^e congrès de l'I. C. auquel Trotsky a adressé une « déclaration » de l'Opposition et sa critique du projet de Programme.

Boukharine tient un congrès-parade, et Staline un congrès-couloirs pour la mise en place d'une nouvelle politique, celle de la « troisième période » et l'expression « social-fascisme » fait son apparition.

septembre. — Début de la lutte pour éliminer les partisans de la droite de leurs positions dans l'appareil du parti.
novembre (16/24). — Plénum du C.C., attaques contre la « déviation droitiste », approuvées par les dirigeants de la droite et Staline annonce l'industrialisation.
décembre (16). — Trotsky refuse l'ultimatum du G.P.U. de renoncer à toute activité politique.

1929

janvier (?). — Tracts de l'Opposition de gauche à Moscou diffusant le compte rendu des discussions entre Kamenev et Boukharine.
janvier (22). — Trotsky arrêté à Alma-Ata afin d'être expulsé d'U.R.S.S.
janvier (23). — Nombreuses arrestations annoncées par la *Pravda* de membres de l'Opposition en liberté ou en exil : Mdivani, Pankratov, Kavtaradzé, Voronsky, Grünstein, Eltsine, etc.
février (9/10). — Sévère conflit au bureau politique. Boukharine et ses amis menacent de démissionner.
février (12). — Trotsky est débarqué de force en Turquie.
avril (16-23). — Le plénum du C.C. condamne la « déviation de droite ».
avril (23/29). — 16^e conférence du parti : adoption du premier Plan quinquennal dont le début est fixé au 1^{er} octobre 1928.
juin (2). — Tomsy — un des chefs de file de la « droite » — est remplacé à la tête des syndicats par Chvernik.
juin. — Capitulation de Serebriakov et Drobnis.
juillet (10). — Capitulation de Radek, Préobrajensky, Smilga, suivis par plusieurs centaines de déportés.
juillet (3). — Molotov remplace Boukharine à la tête de l'I.C.
août (3). — Thèses de Rakovsky, Okoudjava, Kossior.
août (21). — Première attaque publique contre Boukharine.
août (22). — Déclaration de Rakovsky, Kossior et Okoudjava, co-signée de 400 déportés environ.
août (?). — Visite de Blumkine à Trotsky.
septembre (25). — Lettre de Trotsky, signataire, aux autres signataires de la Déclaration du 22 août.
octobre (4). — Déclaration de Rakovsky contre la « collectivisation radicale ».
octobre (27). — Capitulation de Smirnov et Boguslavsky suivis de quelques centaines de déportés. (Mratchkovsky, Beloborodov, etc.)
novembre (10/17). — Plénum du C.C. Capitulation et autocritique des « droitiers », Boukharine est exclu du B.P.
décembre. — Blumkine fusillé à Moscou.
décembre (27). — Appel de Staline pour la « liquidation des koulaks en tant que classe ».

1930

mars (2). — Staline dénonce publiquement « le vertige du succès » et les excès de la collectivisation.
mars (?). — Tentative de capitulation d'Okoudjava, Mdivani, etc.
avril (6). — Conférence internationale de l'Opposition de gauche à Paris.
avril (12). — Déclaration de Rakovsky, Kossior, Mouralov et Kasparova au nom de l'Opposition de gauche.
mai (4). — Déclaration des déportés de Kamen.
mai (30). — Déclaration des déportés de Roubtsovsk.
juin. — Arrestation de Dingelstedt, Abramsky et d'autres déportés.
juin (26)-juillet (13). — XVI^e congrès du parti, Tomsy écarté du B.P.
août (21). — L'opposant de gauche catalan Andrés Nin expulsé d'U.R.S.S.
octobre (30). — Arrivée à Prinkipo des documents en provenance de Verkhnéouralsk (Texte des trois, Iakovine, Solntsev, Stopalov).
décembre. — Découverte de la formation d'un groupe « de gauche » parmi les anciens partisans de Staline et les cadres des J.C. : le « groupe Syrtsov-Lominadzé » qui comprend aussi le philosophe Jan Sten et les ex J.C. Chapline, Chatzkine, etc.
décembre (17/21). — Plénum du C.C. Rykov est exclu du B.P. et Molotov le remplace comme président du conseil des commissaires du peuple.

1931

janvier (?). — Mort en déportation de Koté Tsintsadzé.
février (13). — Lettre du collectif des B.L. de Verkhnéouralsk.
février (18). — Léon Sedov quitte Prinkipo pour Berlin où il va diriger le *Biulleten Oppositsii*.
mars (14). — Chute de la monarchie en Espagne.
avril. — Les communistes et les nazis appellent à voter contre le gouvernement social-démocrate de Prusse.
août (20/25). — Vague d'arrestations à Moscou ; parmi eux, le dirigeant du « centre » de Moscou, « Mikhaïl », un ami de Nin.
octobre. — Entrevue de Hitler à Harzburg avec un groupe de banquiers et industriels qui décident de jouer sur lui en le finançant.
décembre. — Grève de la faim des prisonniers politiques de Verkhnéouralsk contre le doublement automatique des peines ; enlèvement du comité de grève (Dingelstedt, Byk, Slitinsky, etc.).

1932

janvier (30)-février (4). — 17^e conférence du parti.
juin. — Conclusion d'un « bloc » des oppositions comprenant les zinovévistes, le groupe Smirnov et le groupe Sten-Lominadzé.
août. — Mise en circulation de la plate-forme rédigée par Rioutine et préconisant l'élimination de Staline pour regrouper la droite et la gauche.
septembre. — Le bloc, par l'intermédiaire de Holzman, demande l'entrée

des trotskystes ; Trotsky d'accord si l'indépendance de ses camarades est préservée.
novembre. — Communistes et nazis ensemble dans la grève des transports de Berlin.
décembre. — Arrestations massives d'anciens « capitulards » (Smirnov, Livchitz, etc.).

1933

janvier (1^{er}). — Début du 2^e Plan quinquennal.
janvier (7/12). — Plénum du C.C. : début d'une nouvelle épuration. Mais Kirov limite la répression.
janvier (30). — Hitler appelé par Hindenburg devient chancelier du Reich.
février (4/7). — *Préconférence internationale de l'Opposition de gauche* qui réaffirme la ligne de la « réforme » et du « redressement » de l'I.C.
février (27). — Incendie du Reichstag et début de la répression qui détruit le mouvement ouvrier allemand organisé.
mars (8). — Arrestation et déportation à Orenbourg de Victor Serge.
mars (12). — Trotsky se prononce pour un « nouveau parti » en Allemagne.
avril (5). — Le présidium de l'I.C. approuve sans réserve la politique qui a mené en Allemagne à la victoire hitlérienne.
juillet (14). — Le parti nazi, parti unique en Allemagne.
juillet (15). — Trotsky se prononce pour « de nouveaux partis et une nouvelle Internationale ».
décembre. — Nouvelle grève de la faim à Verkhnéouralsk, brisée par la force (Dingelstedt emprisonné aux Solovietsky).

1934

janvier (26)-*février* (10). — XVII^e congrès, dit « des vainqueurs », où les ex-opposants chantent les louanges de la direction.
février (6). — Emeute des Ligues d'extrême-droite à Paris.
février (12). — Grève générale et manifestation socialiste-communiste en France.
février (12/16). — Ecrasement des milices socialistes en Autriche.
février (23). — Déclaration de capitulation de Kh.G. Rakovsky.
février (27). — Déclaration de capitulation de L.S. Sosnovsky.
octobre (6/13). — Insurrection des mineurs aux Asturies à l'appel de l'Alliance ouvrière.
novembre (16). — Moscou annonce que 130 000 membres du parti ont été exclus.
décembre (1^{er}). — Kirov assassiné à Leningrad : adoption de mesures d'exception.
décembre (4). — 66 personnes exécutées pour l'assassinat de Kirov.
décembre (16). — Arrestation de Zinoviev, Kamenev et leurs proches à la suite de l'assassinat de Kirov.

décembre (28). — Condamnation à mort de Nikolaïev et autres pour avoir assassiné Kirov.
décembre (29). — Exécution de dix-neuf « assassins de Kirov », dont Nikolaïev.

1935

?. — Capitulation de V.S. Kasparova.
janvier (15/18). — Procès contre Zinoviev, Kamenev et autres « lénin-gradiens » accusés d'être moralement responsables de l'assassinat de Kirov.
janvier (23). — Procès de Medved et Zaporjets, responsables du G.P.U. et de la protection de Kirov.
février (1^{er}). — Nikolai Ejov, secrétaire du C.C. et membre de la commission de contrôle. Arrestations par milliers.
avril (8). — La peine de mort étendue en U.R.S.S. aux enfants de moins de seize ans.
mai (15). — Pierre Laval déclare à son retour de Moscou que Staline approuve sa politique de « défense nationale », après la signature du pacte franco-soviétique.
mai (25). — Dissolution de la société des vieux-bolcheviks.
juin. — Arrestation de Sergei L. Sedov, second fils de Trotsky.
juin (7). — A.S. Enoukidzé, secrétaire de l'exécutif des soviets, exclu du C.C.
juin (9). — Adoption du principe de la responsabilité familiale en matière pénale.
juillet (27). — Nouvelle condamnation de Kamenev dans une affaire de « complot des prisons ».
juillet (25)-*août* (30). — A Moscou, VII^e congrès de l'I.C. et généralisation à tous les pays de la politique de Front populaire inaugurée en France.
août. — Début du mouvement « stakhanoviste » en U.R.S.S.
août (4). — Lettre de Perse de l'Arménien Davtian (Tarov), évadé d'U.R.S.S.
décembre. — Arrivée à Prague de l'ancien militant de l'Opposition, le Croate Ante Ciliga ancien de Verkhnéouralsk.

1936

janvier. — E.B. Solntsev meurt des suites d'une grève de la faim à l'hôpital de Novosibirsk.
avril. — Libération de Victor Serge qui s'installe à Bruxelles.
mars. — Remilitarisation de la Rhénanie.
mai (17). — La Constitution « élaborée » par le Soviet suprême.
mai (20). — Interrogé par le G.P.U., I.N. Smirnov (en prison depuis 1932), nie tout.
juin (21). — I.N. Smirnov reconnaît l'existence d'un « bloc d'opposition » en 1932, mais nie toute activité terroriste.

- juin* (27). — Loi « stalinienne » sur la responsabilité familiale collective en cas de crime terroriste.
- juillet* (6). — Adoption de la nouvelle Constitution de l'U. R. S. S.
- juillet* (16). — Interrogé par le G. P. U., Ter-Vaganian, ami de Smirnov, nie tout.
- juillet* (17). — Coup d'état militaire ; début de la révolution et de la guerre d'Espagne.
- juillet* (29/31). — Conférence « de Genève » pour la IV^e Internationale.
- août* (13). — I. N. Smirnov « avoue » que son activité politique « impliquait » le terrorisme.
- août* (14). — Ter-Vaganian reconnaît son « activité » terroriste. Prise de Badajoz par les franquistes et massacre des combattants et civils dans les arènes.
- août* (15). — Tass annonce le procès de Moscou.
- août* (19/24). — Premier procès de Moscou, condamnation à mort des « seize » dont Zinoviev, Kamenev, Smirnov, Mratchkovsky, etc.
- août* (23). — Suicide de M. Tomsy.
- septembre* (10). — Non-lieu pour Boukharine et Rykov.
- septembre* (25). — Télégramme de Staline au B. P. accusant le G. P. U. d'avoir « quatre ans de retard » et demandant de remplacer à sa tête Iagoda par Ejov.
- Début de l'aide de l'U. R. S. S. à l'Espagne : envoi de matériel et de « conseillers ».
- octobre* (27). — Début de la grève de la faim des prisonniers politiques B. L. de Vorkouta sous un comité de grève (Iakovine, Donadzé, Milechine, Guévorkian).
- novembre*. — Bataille de Madrid et arrivée du matériel soviétique sur ce front décisif.
- novembre* (19/22). — Procès de Novosibirsk contre des « saboteurs trotskystes ».
- décembre* (17). — La *Pravda* annonce l'épuration en Catalogne des anarcho-syndicalistes et des trotskystes.

1937

- janvier* (23/30). — Deuxième procès de Moscou, condamnation à mort après « aveux » de Piatakov, Serebriakov, Mouralov. Radek n'est condamné qu'à la prison.
- janvier*. — Arrestation de Boukharine et Rykov.
- février* (18). — Suicide d'Ordjonikidzé.
- février* (25)-mars (5). — Plénum du C. C. : Boukharine et Rykov, extraits de prison, comparaissent. Tentative d'opposition de Postychev et autres ? Le rapport d'Ejov est adopté.
- avril* (23). — Réunion clandestine des dirigeants de l'I. C. à Paris : décision de lutter pour la destruction du « trotskysme ».
- mai* (2/6). — Insurrection ouvrière de Barcelone.
- mai* (31). — Suicide de Gamarnik, responsable des services politiques de l'Armée rouge.
- mai* (17). — Gouvernement Negrín en Espagne et début de la répression

- massive contre anarchistes et « trotskystes » (assassinats de Nin, Berneri, E. Wolf, Freund, Landau, etc.).
- juin* (11). — Communiqué annonçant l'exécution de Toukhatchevsky et des autres chefs de l'Armée rouge.
- juillet* (7). — Ignace S. Poretsky (Ludwig) agent du G. P. U. en Europe occidentale dénonce par lettre les crimes de Staline et annonce qu'il rallie la IV^e Internationale.
- juillet* (31). — Seconde arrestation et disparition d'Erwin Wolf à Barcelone.
- septembre* (4). — Découverte du cadavre de « Ludwig » assassiné (Ignace Reiss).
- décembre* (16). — Communiqué annonçant l'exécution d'Enoukidzé et autres.

1938

- février* (16). — Mort à Paris de Lev L. Sedov.
- mars* (2/13). — Troisième « procès de Moscou », condamnation et exécution de Boukharine, Rykov, Iagoda, etc. Rakovsky condamné à la prison.
- mars* (fin)-mai (début). — Exécution à la mitrailleuse des trotskystes de Vorkouta en commençant par Iakovine, tous les matins, près de la briqueterie.
- septembre* (3). — Conférence « de Lausanne » de la IV^e Internationale.
- septembre* (30). — Accord de Munich.
- décembre* (20). — Obligation en U. R. S. S. du livret de travail.
- décembre* (28). — Réglementation sévère des absences et retards de travail.
- décembre*. — Ejov remplacé par Béria.

1939

- janvier* (26). — Chute de Barcelone.
- février* (15). — L'armée hitlérienne occupe la Tchécoslovaquie.
- février* (28). — Chute de Madrid.
- mars* (2/13). — 18^e congrès du parti à Moscou.
- août* (22). — Pacte germano-russe.
- septembre* (1^{er}). — L'armée allemande attaque la Pologne.
- septembre* (17). — Entrée en Pologne de l'armée russe.
- septembre* (28). — Partage de la Pologne entre l'U. R. S. S. et l'Allemagne.
- novembre* (30). — L'armée russe attaque la Finlande.

1940

- mars* (12). — Paix entre l'U. R. S. S. et la Finlande.
- mai* (24). — Attentat manqué contre Trotsky à Coyoacán.
- août* (3/6). — Les républiques baltes annexées à l'U. R. S. S.
- août* (20). — Trotsky frappé par son meurtrier, un agent du G. P. U.
- août* (21). — Mort de Trotsky.

Dans les numéros précédents :

Des souvenirs de Raya DUNAYEVSKAYA, Jeanne MARTIN des PALLIÈRES, Clare SHERIDAN, Sara WEBER...

Des articles de G. BREITMAN, P. BROUÉ, G. DESOLRE, P. FRANK, M. KERHNON, P. NAVILLE, J. van HEIJENOORT...

Des documents de la Quatrième Internationale, des lettres de L. TROTSKY...

Des études de P. BROUÉ : Quelques collaborateurs de Trotsky ; Trotsky et le bloc des Oppositions en 1932...

Un numéro spécial, les procès de Moscou dans le monde : P. BROUÉ, J.-P. JOUBERT, T.-R. POOLE, R. REVOL, G. ROCHE, D. VOGELSANGER, A. WALD, nombreux documents...

Un dossier sur le mouvement trotskyste en Autriche : H. SCHA-FRANEK, F. KELLER, documents iconographiques, lettres de TROTSKY...

L'actualité bibliographique : J.-F. GODCHAU, M. DREYFUS, etc.

ABONNEZ-VOUS

Achévé d'imprimer en décembre 1980, sur les presses de l'Imprimerie Corbière et Jugain, à Alençon (Orne).
Le directeur de publication : Jean Risacher.

LÉON TROTSKY - ŒUVRES (E.D.I.)

La première série de la publication systématique et chronologique des *Œuvres* de Trotsky, 1933-1940, articles, lettres et autres textes, pour la plupart inédits, couvre la dernière partie de sa vie, celle de la construction de la IV^e Internationale.

Œuvres 1, mars 1933 - juillet 1933 (juin 1978)

Derniers mois en Turquie de Trotsky convaincu de la nécessité d'un nouveau P.C. en Allemagne après l'arrivée au pouvoir de Hitler et l'écrasement de la classe ouvrière, fruits de la politique stalinienne. C'est un tournant politique fondamental.

Œuvres 2, juillet 1933 - octobre 1933 (septembre 1978)

Dès le début de son séjour en France, il s'agit, pour l'exilé de construire une nouvelle Internationale. Une conférence des socialistes de gauche, à Paris en août, réunit des partis et groupes ayant rompu avec les vieilles Internationales, alliés potentiels de l'Opposition de gauche internationale (« Déclaration des quatre »).

Œuvres 3, novembre 1933 - avril 1934 (novembre 1978)

Incognito à Barbizon, Trotsky poursuit le combat pour la IV^e Internationale, l'analyse du tournant de 1933 et la définition des tâches de la révolution politique en U.R.S.S. En France, la montée des masses et leur aspiration à l'unité ouvrent des perspectives nouvelles. Mais la bourgeoisie ne peut plus assumer le risque de sa présence et l'expulse. Pour lui, le monde est désormais la « planète sans visa ».

Œuvres 4, avril 1934 - décembre 1934 (février 1979)

Expulsé en France, Trotsky erre pour s'installer enfin à Domène (Isère), sous surveillance spéciale. Il s'efforce de convaincre ses camarades d'opérer un nouveau tournant, l'« entrisme » dans la S.F.I.O., qui déclenche une crise. L'assassinat de Kirov marque le début de la lutte contre les amalgames, la répression de masse en U.R.S.S. et l'extermination de l'Opposition de gauche, comme de toute opposition.

Œuvres 5, janvier 1934 - juin 1935 (mai 1979)

Analysant l'assassinat de Kirov Trotsky propose en vain la défense des révolutionnaires d'U.R.S.S. La création aux Pays-Bas et aux Etats-Unis de nouveaux partis par fusion des sections de la L.C.I. et d'organisations centristes en évolution, lui permet de relancer le combat pour la IV^e Internationale (« Lettre ouverte »). Quelques succès de la politique « entriste » sont enregistrés, mais la montée des masses rend nécessaire la « sortie ». Trotsky obtient enfin un visa pour la Norvège.

Œuvres 6, juin 1935 - septembre 1935 (octobre 1979)

Début du séjour en Norvège de Trotsky qui, sachant l'asile précaire, observe la plus grande prudence. La construction de la IV^e Internationale reste au centre de son activité. Suivant leur propre situation, les sections doivent, soit entrer dans les partis socialistes (Etats-Unis, Pologne), soit en sortir (France) quand l'entrisme a déjà porté ses fruits. Par ailleurs, les « décisions » du VII^e congrès confirment ses pronostics sur l'évolution de l'I.C. et la persécution des révolutionnaires.

Œuvres 7, octobre 1935 - décembre 1935 (février 1980)

Cette seconde partie du séjour de Trotsky en Norvège, émaillée de difficultés domestiques et locales et où parvenaient les échos des discussions sur le Front populaire, est essentiellement marquée par des scissions au sein de diverses sections, notamment au sein du R.S.A.P. hollandais et surtout dans la section française, à travers la publication de *La Commune*, organe des G.A.R., par les partisans de R. Molinier et P. Frank, auxquelles s'ajoutent la création du P.O.U.M. en Espagne. Parallèlement, l'exilé reçoit des informations nouvelles sur les répressions en U.R.S.S. ainsi que de nombreuses visites de camarades de divers pays.

Œuvres 8, janvier-février 1936 (juin 1980)

Poursuivant son séjour en Norvège et en « congé politique », Trotsky continue à analyser minutieusement la situation particulière de chaque section de la L.C.I. surtout en Belgique, Etats-Unis, France et Grande-Bretagne. Parallèlement, Trotsky, après les informations de Ciliga et Tarov, s'efforce de mettre sur pied un comité de défense des emprisonnés en U.R.S.S.

Numéro spécial...

Les trotskystes en Union soviétique

ETUDE

Pierre BROUÉ. — Les trotskystes en Union soviétique.

DOCUMENTS

Déclarations politiques

SMILGA, RAKOVSKY, MOURALOV, RADEK.

PRÉOBRAJENSKY, RADEK, SMILGA.

RAKOVSKY, KOSSIOR, OKOUDJAVA.

SMIRNOV, BOGOUSLAVSKY.

RAKOVSKY, KOSSIOR, MOURALOV, KASPAROVA.

Textes de discussion

ASKENDARIAN, BERTINSKAIA.

TSINTSADZÉ.

DINGELSTEDT.

IAKOVINE, SOLNTSEV, STOPALOV.

KHOTIMSKY, CHEINKMAN.

TRIGUBOV.

Déportés de Kansk, Kamen, Khodjent, Roubtsovsk.

Repères chronologiques.